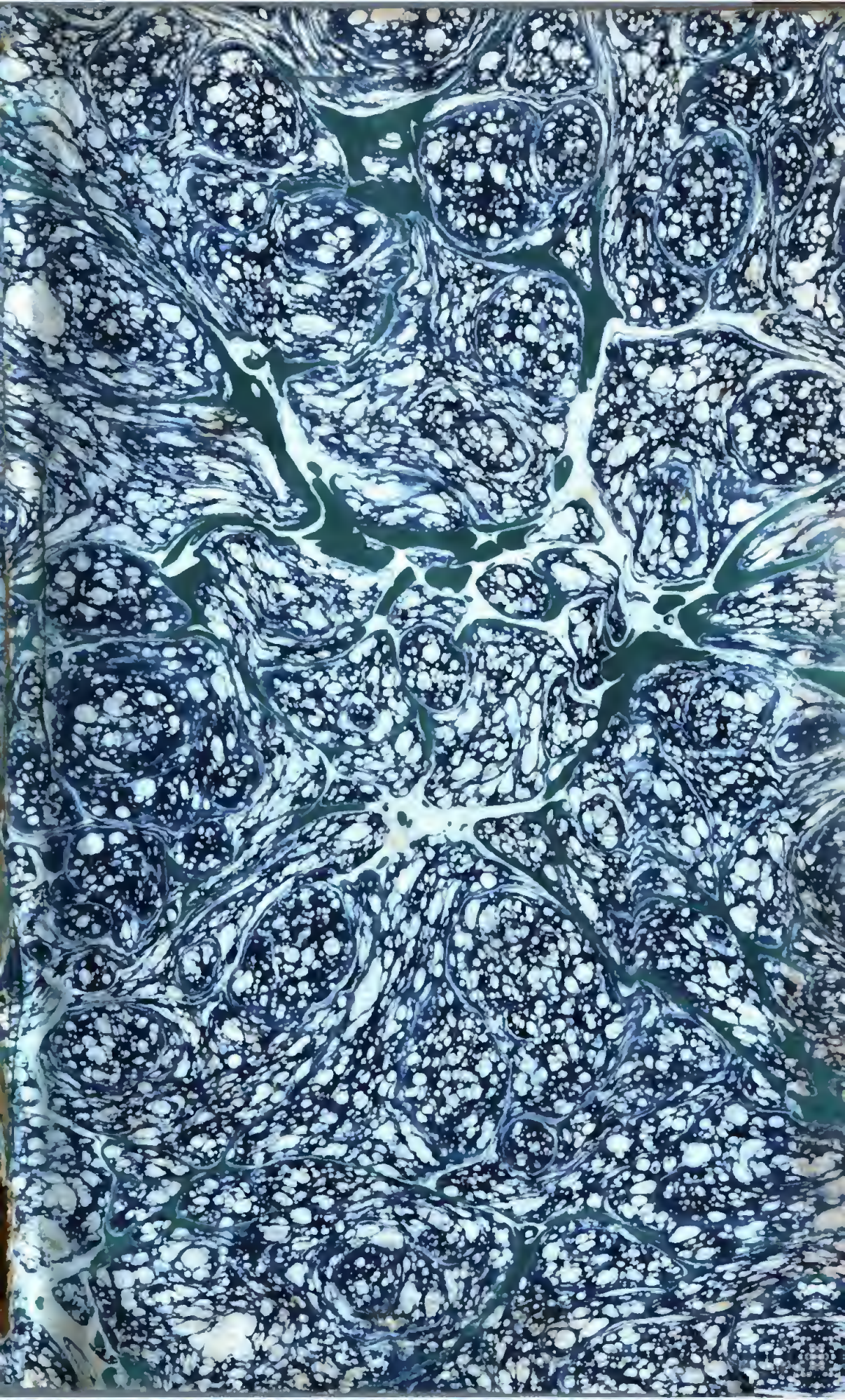
BIBLIOTECA DELLA R. CASA
IN NAPOLI

N.° d'inventario 3728
Sala ~~Grande~~
Scansia ~~18~~ Palchetto ~~2~~
N.° d'ord ~~5~~



VIE

DE

GEORGE WASHINGTON.

IV.

Digitized by Google

54 9229

VIE

DE

GEORGE WASHINGTON,

GÉNÉRAL EN CHEF DES ARMÉES AMÉRICAINES,

DURANT LA GUERRE DE L'INDÉPENDANCE,

ET PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE;

COMPOSÉE SUR SES MÉMOIRES, QU'IL A LÉGUÉS A SON PARENT,

LE TRÈS-HONORABLE BUSHROD WASHINGTON;

PRÉCÉDÉE d'un Precis de l'histoire des Colonies fondées par les Anglais, sur le continent de l'Amérique septentrionale;

PAR JOHN MARSHALL,

Président de la Cour Suprême de Justice des États-Unis;

ET TRADUITE DE L'ANGLAIS, PAR P. F. HENRY.

OUVRAGE orné du portrait de Washington, de vues, et de 13 cartes revues par J. N. BUACHE, membre de l'Institut de France et de la Légion d'honneur.

TOME QUATRIÈME.

PARIS,

DENTU, Imprimeur-Libraire, rue du Pont-de-Lodi, n.° 3.

M. D. CCC. VII.

VIE DU GÉNÉRAL WASHINGTON.

CHAPITRE PREMIER.

Une flotte française commandée par le comte d'Estaing, se présente sur la côte de la Virginie. — Le comte d'Estaing est forcé de renoncer au dessein de combattre la flotte anglaise à New-York. — Il se retire à Rhode-Island, et arrive par le travers de New-Port. — Il remet à la voile pour attaquer le lord Howe qui paraît à la hauteur de Rhode-Island. — Le général Sullivan met le siége devant la ville de New-Port. — Les deux flottes ennemies sont dispersées par la tempête. — Le comte d'Estaing retourne à New-Port; et, malgré les instances du général Sullivan, il fait voile pour aller réparer ses vaisseaux à Boston. — Levée du siége de New-Port. — Combat entre l'armée de Sullivan et l'armée anglaise. — Sullivan se retire sur le continent. — Dans un de ses ordres généraux, cet officier se sert d'expressions qui blessent le comte d'Estaing. — L'amiral français témoigne à ce sujet, son mécontentement au congrès. — Le général Washington s'efforce d'étouffer cette affaire, et y parvient. — Le lord Howe se démet du commandement de la flotte anglaise. — Le régiment du colonel Baylor est surpris. — Le colonel Donop est attaqué et défait par

le colonel Butler. — Expédition des anglais contre Egg-Harbour. — Le comte Pulasky est surpris, et l'infanterie qu'il commande est taillée en pièces.

Avant que le général Washington eût pu gagner la position qu'il se proposait d'occuper, on apprit qu'une flotte française, très-formidable, commandée par le comte d'Estaing, avait paru à l'entrée du canal de l'île de Chingoteague, à l'extrémité septentrionale de la côte de la Virginie. Cette flotte, qui portait un grand nombre de troupes de débarquement, était composée de douze vaisseaux de ligne et de six frégates, et avait appareillé de Toulon le 13 du mois d'Avril 1778. Elle devait entrer dans la Delaware ; et l'on se flattait qu'elle trouverait la flotte anglaise dans cette rivière, et les troupes britanniques à Philadelphie. Une étonnante continuité de vents contraires ralentit sa marche au point qu'elle mit quatre-vingt-sept jours à traverser l'océan Atlantique. Ce retard sauva la flotte et l'armée anglaise. Soixante et quinze jours eussent dû suffire pour amener le comte d'Estain à l'embouchure de la baie de Delaware. Alors le lord Howe n'en fût point encore sorti ; et telle était la supériorité de la flotte

française, qu'elle se fût emparée de la flotte britannique ou l'eût anéantie. L'un ou l'autre cas eût été infailliblement suivi de la destruction de l'armée de terre des anglais.

En atteignant les caps de la baie de Delaware, le comte d'Estaing notifia son arrivée au congrès; mais n'ayant pu accomplir son premier objet, l'amiral français rangea la côte jusqu'à New-York, espérant trouver l'occasion d'attaquer la flotte anglaise dans le port de cette ville. Le hasard favorisa de nouveau l'ennemi.

Dans le cours de l'hiver précédent, la violence des vents avait rompu l'isthme étroit par lequel Sandy-Hook, ou la pointe de sable, était joint au continent, et elle avait fait de la péninsule une île. Pour que l'armée anglaise gagnât cette pointe, il fallait qu'elle passât sur un pont de bateaux, ce qui aurait été impossible si la flotte française avait occupé le passage. L'opération se fit le jour même où le comte d'Estaing parut à l'entrée de Chingoteague.

Le 13 juillet, le général Washington, que le président du congrès avait instruit de cet événement important, reçut deux résolutions, par la première desquelles l'assemblée l'invitait à se concerter avec l'amiral français.

Il était autorisé par l'autre résolution, à requérir tous les états de l'Union, depuis le New-Hampshire jusqu'au New-Jersey inclusivement, de faire partir les détachemens de milice dont il croirait avoir besoin. Le commandant en chef résolut de s'avancer sur-le-champ vers la plaine Blanche, où il pourrait coopérer plus facilement avec la flotte française. En conséquence, il chargea un de ses aides-de-camp, le lieutenant-colonel Laurens, jeune homme distingué par ses talens, de porter au comte d'Estaing des renseignemens sur l'état et la position des deux armées américaine et britannique. Laurens était autorisé, de plus, à concerter un plan d'opérations avec cet amiral, et à convenir de signaux pour transmettre plus promptement les avis. Des hommes qui devaient connaître parfaitement la barre et le port, et qui étaient d'un ordre supérieur à celui des pilotes ordinaires, furent envoyés au comte d'Estaing, pour lui donner toutes les informations qui pourraient lui faire prendre une détermination sur la proposition d'attaquer la flotte anglaise dans le port, et pour l'aider à exécuter ce dessein s'il l'approuvait.

Dès qu'il fut arrivé par le travers de Sandy-Hook, l'amiral français chargea son pa-

rent, M. de Chouin, major au service de S. M. T. C., de se rendre auprès du général Washington, pour lui faire connaître la force de la flotte, et le plan d'attaque qui avait été tracé. La première opération devait être d'attaquer la flotte anglaise dans le port de New-Port. Si la chose était impossible, on devait ensuite agir contre le Rhode-Island. Pour faciliter l'une ou l'autre entreprise, le commandant en chef fit partir le lieutenant-colonel Hamilton, qui porta au comte d'Estaing des renseignemens que n'avait pu lui communiquer le lieutenant-colonel Laurens.

Le général Washington ayant fait faire des recherches à ce sujet, craignait que la barre qui se trouve à l'entrée du port de New-York ne fût pas couverte d'assez d'eau pour que les plus grands vaisseaux de la flotte française pussent la passer sans beaucoup de peine et de danger. Dans ce cas, il fallait renoncer à une entreprise trop hasardeuse. En conséquence, le commandant en chef prit des mesures propres à faciliter d'autres opérations si la tentative contre New-York était sans succès, où si elle ne pouvait avoir lieu.

L'hiver précédent, le commandement des troupes postées dans le Rhode-Island avait été confié au général Sullivan, qui, à l'épo-

que où est parvenue cette histoire, fut autorisé à requérir tous les états de la Nouvelle Angleterre de lui envoyer immédiatement leurs contingens de milice. Il lui fut aussi recommandé de faire des magasins, et de rassembler les barques nécessaires pour une descente. Enfin il devait engager les meilleurs pilotes, et ne rien négliger pour dominer sur terre et sur mer la position de l'ennemi.

L'opinion qu'il serait imprudent d'attaquer New-York, se fortifiant par les informations qu'on recevait, le marquis de la Fayette partit le 21 juillet, à la tête de deux brigades, pour aller joindre Sullivan à Providence, et combattre sous les ordres de ce général. Le lendemain, le colonel Hamilton revint au camp, et annonça que, vu l'impossibilité de passer la barre à Sandy-Hook, le comte d'Estaing avait décidément renoncé à attaquer la flotte britannique dans le port de New-York.

Le général Greene reçut alors l'ordre immédiat d'aller servir aussi sous les ordres de Sullivan dans le Rhode-Island, où il était né et avait beaucoup d'influence. Il fut ordonné au lieutenant-colonel Laurens de s'y rendre également, de se tenir à portée de l'amiral français, et de lui procurer tout ce

qui pourrait faciliter l'exécution de ses projets.

Le comte d'Estaing avait jeté l'ancre, et était demeuré onze jours en-dehors de Sandy-Hook. Durant tout ce tems, dont l'amiral français employa une grande partie à faire jeter la sonde, et à se procurer sur la barre et le port tous les renseignemens convenables, le vent fut tellement contraire qu'il eût empêché une attaque lors même que la profondeur de l'eau eût permis d'en faire une. Aussi long-tems que le comte d'Estaing conserva sa position, l'ennemi s'attendit que cet amiral profiterait du premier vent favorable pour pénétrer dans le port, et fit les plus grands préparatifs pour le repousser.

Les forces navales sous les ordres du lord Howe, consistaient en six vaisseaux de ligne, en quatre vaisseaux de 50 canons, en un certain nombre de frégates et en plusieurs autres navires de moindre grandeur. Les équipages étaient d'abord incomplets; mais tel était l'esprit qui animait tous les marins de New-York, que bientôt on y trouva un nombre suffisant de bons matelots et d'officiers expérimentés. L'indignation que leur causait l'intervention de la France dans ce qu'ils considéraient comme une querelle domestique, semblait redoubler leur courage et leur zèle. L'ardeur

qui animait l'armée de terre et de mer, se communiquait aux citoyens de toutes les classes, qui s'offrirent en qualité de volontaires ; et les officiers des vaisseaux marchands de New-York servirent les pièces de canon comme de simples soldats. Le chef de tous ces braves gens était doué de grands talens. Ayant reçu avis de l'arrivée de la flotte française sur la côte, quelques jours avant qu'elle parût par le travers de la Hook, il avait pris les mesures les plus sages pour la recevoir ; et il fit même plusieurs dispositions à la vue de l'ennemi. Dans une pareille situation, le succès d'une tentative pour forcer l'entrée du port de New-York, eût été plus que douteux [1].

Lorsque le comte d'Estaing leva l'ancre et que la flotte française se mit en mouvement, la marée et le vent étaient singulièrement favorables pour exécuter le passage de la barre. L'amiral et le général anglais étaient dans l'attente et la perplexité. Si la tentative était couronnée du succès, la destruction de leur flotte et de leur armée était certaine. Si elle échouait, une victoire éclatante et la perte des assaillans en devaient être les résultats. L'incertitude ne fut pas de longue durée. La

[1] Ann. Reg.

flotte française mit à la voile, porta au sud, et fut bientôt hors de vue [1].

La résolution de tenter une expédition contre le Rhode-Island ayant été prise, le comte d'Estaing, après avoir marché au sud jusqu'à l'embouchure de la Delaware, changea de route; et le 2 du mois de juillet [2], toute la flotte française parut par le travers de New-Port, et jeta à l'ancre à-peu-près à cinq milles de cette ville, et au-dessus de Brenton's-Lodge.

Peu de tems après son arrivée à New-York, sir Henry Clinton, qui craignait que les troupes postées à New-Port n'y fussent point en sûreté, avait envoyé de considérables détachemens de son armée au major Pigot, qui commandait dans le Rhode-Island, et dont les forces furent alors d'environ 6,000 hommes effectifs. Le corps principal occupait New-Port, ville située dans l'ouest de l'isthme qui fait communiquer la partie orientale du pays avec la partie occidentale qui en est la plus considérable. Une chaîne de redoutes, qui s'étendait, de l'est à l'ouest, au nord de la ville, sur des terres élevées, formait une ligne presque de la largeur de la peninsule. Diverses batteries faisaient face à la mer.

[1] Ramsay. [2] 1778.

Quelques autres ouvrages avaient été construits à l'extrémité orientale de l'isthme, pour empêcher qu'on n'y passât depuis la partie du continent, située à l'opposite. Des détachemens gardaient ces ouvrages ; et trois régimens étaient portés sur l'île de Connanicut, qui est à l'ouest de New-Port [1].

L'armée commandée par le général Sullivan était campée sur le continent, aux environs de Providence.

Il y a trois entrées dans le golfe de Rhode-Island. La première est du côté de l'est, et s'appelle entrée de Seakonet, ou passage oriental. La seconde qui a l'île de Rhode à l'ouest, et celle de Connanicut à l'est, forme le canal principal. La troisième est à l'ouest de l'île de Connanicut, et on la nomme passage occidental, ou de Naraganset. Elle se réunit à la seconde, à l'extrémité septentrionale de l'île de Connanicut. Chacune de ces entrées était défendue par de petites frégates et par des galères qui furent détruites sur-le-champ, pour empêcher qu'elles ne tombassent entre les mains des français, qui avaient placé quelques vaisseaux de guerre dans les passages de Seakonet et de Naraganset, et bloquaient réellement le chenal principal, à

[1] Ann. Reg.

l'embouchure duquel ils se tenaient à l'ancre [1]. Le général Sullivan fut à bord du vaisseau amiral, peu après l'arrivée du comte d'Estaing, et ces deux officiers tracèrent un plan d'opérations pour les troupes combinées. Il fut d'abord proposé de s'emparer de Connanicut ; mais cette île fut sur-le-champ évacuée par le général Pigot, qui très-judicieusement concentra ses forces autour de New-Port. Il fut alors résolu de tourner, le plutôt possible, contre cette ville, les armes des alliés. Selon le plan d'attaque arrêté, la flotte française devait pénétrer dans le port, et mettre à terre sur la côte occidentale de l'île, un peu au nord de celle de Dyer, les troupes de débarquement de S. M. T. C. Les américains devaient, en même tems, à couvert des canons d'une frégate, débarquer sur la côté opposée. Ainsi, ils se seraient trouvés derrière les ouvrages construits à l'extrémité septentrionale de l'île. On ne devait point attaquer ces ouvrages, parce que les troupes qui les gardaient devaient être forcées de se rendre, si le corps principal était battu.

Pour être prêt à exécuter ce plan, le général Greene se mit en marche, le 6 août, à la tête d'un détachement composé de troupes de

[1] Ann. Reg.

ligne et de quelques compagnies de milice ; et il se rendit à Tiverton, lieu situé sur le bord oriental du canal de l'est.

Quoique l'apparition de la flotte française eût enflammé tous les esprits, et qu'elle eût fait espérer généralement que cette terrible lutte qu'on soutenait depuis si long-tems, finirait par l'anéantissement des forces britanniques en Amérique ; et quoique Sullivan, même avant la réception des lettres que le général Washington lui avait écrites afin de lui recommander de faire sur-le-champ les préparatifs nécessaires pour une expédition contre le Rhode-Island, eût, à l'arrivée des renforts de New-York, requis les états de lui envoyer leurs milices, les délais que nécessitaient les mesures qu'il fallut prendre pour transformer des cultivateurs en soldats, furent tels qu'on se vit forcé de suspendre des opérations de la plus grande importance. Cependant le succès de l'entreprise devait dépendre essentiellement de la supériorité sur mer, avantage dont les alliés avaient lieu de redouter la perte, vu qu'ils savaient que la flotte anglaise attendait de considérables renforts. Ils avaient encore un motif de plus pour se hâter : l'ennemi augmentait chaque jour la force de ses ouvrages, et avait recours à tous

les moyens possibles pour interdire, par eau, l'approche de ses batteries les plus formidables.

Les corps de milice du Massachussetts et du New-Hampshire, corps principalement composés de volontaires, étant sur le point d'arriver, le général Sullivan joignit, le 8 du mois d'août, le général Greene à Tiverton; et il fut arrêté que, sur-le-champ, la flotte entrerait dans le chenal principal, et que la descente se ferait le jour suivant. En conséquence, les vaisseaux de ligne ayant levé l'ancre, traversèrent le port, exposés au feu des batteries anglaises, qui cependant ne leur causèrent que peu de dommage.

La milice n'étant point arrivée à l'instant précis où on l'attendait, le général Sullivan représenta au comte d'Estaing la nécessité de différer l'attaque. L'ennemi, qui avait reconnu qu'il se faisait des préparatifs de descente, retira dans les lignes de New-Port, poussées pendant la nuit, les troupes qu'il avait jusqu'à l'extrémité septentrionale de l'île. Le général Sullivan ne fut instruit de cette retraite que le matin. Cependant il résolut d'en profiter et de s'emparer sur-le-champ des ouvrages qu'avaient abandonnés les anglais, qui eussent pu revenir les occuper. D'après cette résolution,

toute l'armée traversa le passage de l'est, et prit terre à l'extrémité de Rhode-Island. L'avis de ce mouvement fut aussitôt transmis à l'amiral français, qui fut extrêmement choqué d'apprendre que les américains débarquassent les premiers, et sans l'avoir consulté.

Le comte d'Estaing était commandant des armées de terre, ainsi que des armées de mer, et avait le grade éminent de lieutenant-général au service de S. M. T. C. Sullivan n'étant que major général, on avait craint que le service ne souffrît, s'il s'élevait de la mésintelligence au sujet du rang; et le général Washington avait recommandé à cet officier de prendre toutes les précautions possibles pour la prévenir. On suppose que dans la première conférence, il fut convenu que les américains débarqueraient d'abord, et que les français opèreraient ensuite leur descente, commandés par le comte d'Estaing en personne. On n'a pas fait connaître les motifs de cet arrangement; mais il est probable qu'il eut pour cause le nombre supérieur des troupes américaines, ou qu'il fut fait simplement pour le bien du service. Le comte d'Estaing, soit qu'il y eut réfléchi de lui-même, soit qu'il eut cédé à des suggestions étrangères, témoigna du mécontentement, et insista pour que la descente se

fît sur l'un et sur l'autre bords de l'île au même instant, et qu'une aile de l'armée américaine se joignît aux troupes françaises, et prît terre avec elles. De plus, il refusa de commander en personne, et désira que le marquis de la Fayette se mît à la tête de la division composée de français et d'américains.

On craignit que ce changement dans le plan n'exposât les troupes des deux côtés; et le comte d'Estaing consentit, non sans peine, que l'aile de l'armée américaine fût remplacée par mille hommes de milice. Sullivan ayant ensuite passé sur l'île, avant le tems auquel lui-même avait remis la descente, et sans faire part de ce mouvement au comte d'Estaing, l'amiral soupçonna que le général américain avait d'autres motifs que ceux qui avaient été indiqués. En conséquence, il refusa de répondre à une lettre que lui écrivit Sullivan, et il reprocha au lieutenant-colonel de Fleury, qui la lui remit, d'être plus américain que français, et de sacrifier l'honneur et les intérêts de ses compatriotes à ceux d'une nation étrangère.

Sur ces entrefaites, parut la flotte anglaise, qui après s'être approchée de la côte, et avoir communiqué avec le général Pigot, se retira à quelque distance, et jeta l'ancre par le travers de la pointe Judith, précisément en-dehors

du goulet, ou de l'étroit passage qui mène au port.

Lorsqu'on sut en Angleterre que le comte d'Estaing se rendait en Amérique, on le fit suivre par une escadre de douze vaisseaux de ligne, commandée par l'amiral Byron, qui devait remplacer le lord Howe, celui-ci ayant sollicité son rappel. Les bâtimens qui composaient cette escadre essuyèrent un tems singulièrement contraire pour la saison. Séparés plusieurs fois par la tempête, démâtés, endommagés de toute manière, et portant des équipages affaiblis et malades, ils furent jetés sur différens points de la côte d'Amérique, fort éloignés les uns des autres. Le Renown, vaisseau de cinquante canons, le Reasonnable et le Centurion, l'un de soixante-quatre, et l'autre de cinquante canons, et enfin le Cornwall, arrivèrent successivement à Sandy-Hook, depuis le 22 Juillet que le comte d'Estaing l'avait quitté, jusqu'au 30 du même mois [1]. Ce renfort, quoiqu'il fût loin de rendre la flotte britannique égale en nombre à la flotte française, fut cependant jugé suffisant par le lord Howe, pour lui permettre de marcher au secours de New-Port. Après avoir été quelque tems retenu à New-York par des vents con-

[1] Ann. Reg.

traires, il en partit le 6 d'août ; et le 9, il parut à la vue de la flotte française, avant même que le comte d'Estaing eût pu recevoir l'avis que lui fit parvenir le général Washington, aussitôt qu'il eut connaissance de ce départ.

Le vent, à l'arrivée de la flotte britannique, chassait tellement dans le port, qu'il était impossible d'en sortir ; mais le lendemain matin [1], il passa tout-à-coup au nord-est ; et le comte d'Estaing résolut de mettre à la mer, et de livrer bataille. Avant de lever l'ancre, il fit savoir à Sullivan qu'il ferait débarquer ses troupes sur le point que ce général jugerait convenable.

La flotte française étant poussée directement vers la flotte britannique, avait par conséquent l'avantage du vent, ce qui joint au nombre supérieur des pièces dont se composait son artillerie, porta le lord Howe à faire en cette circonstance usage de toute son expérience et de son habileté. Il leva l'ancre et mit à la mer. Le comte d'Estaing le suivit, et bientôt les deux flottes furent hors de vue. La milice étant alors arrivée, l'armée de Sullivan fut d'environ dix mille hommes. Le marquis de la Fayette désirait qu'on ne commençât point les opérations avant le retour du

[1] Le 10 août.

comte d'Estaing. Il craignait que cet amiral ne fût blessé, qu'on eût, sans sa coopération, agi contre l'ennemi. En conséquence, il proposa de faire prendre à l'armée, dans les environs de New-Port, une position qu'elle ne quitterait que lorsque le comte d'Estaing pourrait la seconder. Il importait infiniment d'éviter tout ce qui pourrait offenser le puissant allié, des secours duquel les américains avaient un si pressant besoin; mais on ne pouvait tenir l'armée réunie que pendant un espace de tems si court, qu'on ne suivit point l'avis de M. de la Fayette, et qu'il fut résolu d'ouvrir la tranchée sur-le-champ.

Avant que cette résolution pût être exécutée, il s'éleva un ouragan furieux et accompagnée de pluie [1], qui renversa presque toutes les tentes, mit temporairement les armes hors d'état de servir, et gâta les munitions. Les soldats, sans abri, souffrirent infiniment, et plusieurs d'entr'eux périrent pendant cette tempête, qui dura trois jours. Au retour du beau tems, l'armée s'avança vers les lignes, et campa à deux milles de New-Port. Le lendemain matin on mit le siége devant la place, et on le continua plusieurs jours sans qu'il arrivât rien d'important.

[1] Le 12 août.

La situation de l'armée américaine, qui n'avait alors aucune nouvelle du comte d'Estaing, était devenue très-critique. On jetait sans interruption, dans New-Port, des renforts qui pouvaient donner aux assiégés la supériorité du nombre, et non-seulement faire manquer l'attaque, mais couper la retraite aux assiégeans. L'inquiétude de ceux-ci se calma momentanément le 19, à l'apparition de la flotte française.

Les deux amiraux désirant, l'un d'obtenir, et l'autre de conserver l'avantage du vent, avaient manœuvré pendant deux jours sans en venir à une action. Vers la fin du second jour, ils étaient sur le point d'en engager une, lorsqu'ils furent séparés par cette furieuse tempête, qui s'était fait si vivement sentir sur la côte. Les deux flottes furent dispersées, et essuyèrent de grands dommages. Il y eut ensuite quelques rencontres de vaisseau à vaisseau; mais il ne se fit point de prises importantes. Les deux flottes se retirèrent en désordre, l'une à New York et l'autre à New-Port. Le comte d'Estaing fit de là parvenir au général Sullivan une lettre où il lui annonçait que, conformément aux ordres de S. M. [1], et

[1] Les instructions du comte d'Estaing lui prescrivaient de faire voile pour Boston, si sa flotte éprouvait

de l'avis de tous ses officiers, il avait déterminé de se rendre avec sa flotte à Boston. Cette nouvelle désespéra Sullivan et son armée. Il n'y avait point de succès à espérer sans la coopération de la flotte, et l'on s'était flatté de remporter l'avantage le plus signalé. Le général Greene et le marquis de la Fayette furent chargés de remettre à l'amiral français une lettre où Sullivan lui faisait des représentations sur la résolution qu'il avait prise, et ces officiers furent invités à réunir tous leurs efforts pour l'en faire changer. Ils lui représentèrent que l'armée américaine forcerait les assiégés à se rendre, s'il consentait à différer de deux jours seulement son départ. Ils lui proposèrent d'opérer un débarquement sur la côte méridionale de l'île, en-dedans de tous les ouvrages construits pour la défense de la place, mesure qui devait abréger de beaucoup la durée du siége, mais qu'on ne pouvait prendre sans le concours de la flotte. Ils insistèrent fortement sur l'importance dont la reddition de New-Port serait pour la

quelque dommage, ou si une flotte anglaise, supérieure en nombre, se montrait sur la côte. Les effets de la tempête, et la nouvelle de l'arrivée de l'amiral Byron, firent juger à l'amiral français qu'il se trouvait dans le cas spécifié.

France aussi bien que pour les Etats-Unis. Ils remontrèrent à l'amiral combien, dans le délabrement où étaient ses vaisseaux, il serait dangereux de leur faire entreprendre une navigation aussi difficile que l'est celle de la baie de Nantoket, où l'on rencontre un si grand nombre de bas-fonds. Ils s'efforcèrent de lui démontrer la facilité de les réparer à New-Port, et de lui prouver que ce port était plus avantageux que celui de Boston, pour nuire à l'ennemi, lors même qu'il arriverait une flotte supérieure en nombre. Ils dirent qu'il était aussi facile de le bloquer, mais qu'il ne l'était pas également de le défendre. A ces observations ils ajoutèrent que l'expédition n'avait été entreprise qu'à condition que la flotte et l'armée française coopèreraient avec l'armée américaine; que sur cette assurance, on avait transporté sur l'île des munitions dont la valeur se montait à une somme très-considérable, et qu'il faudrait les abandonner, ce qui serait à-la-fois une honte et une perte. Les envoyés représentèrent qu'à ce moment critique, la retraite des français aurait une funeste influence sur l'esprit des américains, et fournirait aux malintentionnés, ainsi qu'à l'ennemi commun, des argumens contre une alliance qui abou-

tirait à un pareil résultat. Enfin ils exprimèrent le desir que le plus parfait accord et la plus entière confiance subsistassent entre les deux nations, et spécialement entre les officiers français et américains; et au cas où quelque indiscrétion se serait fait remarquer dans la conduite de l'expédition, ils supplièrent l'amiral de ne pas permettre qu'elle tournât au préjudice de la cause commune.

Quelle que fût la force de ces objections, et quelque impression qu'elles aient faites sur lui, l'amiral français persista invariablement dans la résolution qu'il avait prise.

En rendant compte de l'entretien qu'il avait eu avec le comte d'Estaing, le général Greene prétendit que les principaux officiers de la flotte française étaient ennemis de l'amiral. Ils n'avaient vu qu'avec mécontentement, ajouta Greene, qu'un officier général de l'armée de terre eût été nommé pour les commander. En conséquence ils avaient résolu de traverser autant qu'ils le pourraient tous ses desseins, et d'empêcher, sans se compromettre, qu'il n'obtînt quelque succès qui ajouttât encore à l'éclat de sa réputation. Ils s'attachèrent donc à la lettre de ses instructions, et ils persévérèrent à lui conseiller de renoncer à l'entreprise, et à faire voile pour Boston.

Ainsi l'amiral français, quoiqu'il eût paru disposé à rentrer dans le port, fut forcé de se rendre à leur opinion, et remit à la mer.

Au retour du Général Greene et du marquis de la Fayette, Sullivan, vivement affligé de voir s'échapper l'occasion de se signaler et de servir son pays, fit un nouvel effort pour retenir la flotte. Il écrivit à l'amiral une seconde lettre, où il lui représenta vivement combien il serait fâcheux de renoncer à l'entreprise, et où il le pressait de laisser du moins ses troupes de débarquement. Le lieutenant-colonel Laurens, porteur de cette lettre, était aussi chargé d'une protestation signée par tous les officiers de l'armée américaine dans le Rhode-Island, à l'exception du marquis de la Fayette, et dans laquelle étaient reproduits avec force les argumens que le général Greene avait employés sans effet. La flotte française ayant appareillé, un corsaire, bon voilier, prit à bord le lieutenant-colonel Laurens, qui eut bientôt rejoint le comte d'Estaing, et lui remit ses dépêches. L'amiral français, choqué de la protestation, continua sa route.

Abandonné par la flotte, Sullivan convoqua les officiers généraux de son armée, pour savoir s'il fallait, ou continuer les opérations

du siége, ou tenter d'enlever la place d'assaut, ou quitter l'île après avoir enlevé les magasins. Il leur représenta que ses forces montaient alors à environ neuf mille hommes, y compris l'artillerie, et qu'un renfort de trois mille hommes de milice devait arriver sous peu de jours. L'ennemi n'avait pas plus de six mille hommes. Il fut d'abord résolu de livrer un assaut, si l'on pouvait le faire donner par cinq cents volontaires qui comptassent neuf mois de service; mais le départ de la flotte avait tellement découragé la milice, qu'on ne put obtenir le nombre suffisant; et en peu de jours la désertion réduisit l'armée à environ cinq mille hommes. On prit donc la détermination de lever le siége et de se retirer à l'extrémité septentrionale de l'île, pour s'y fortifier et y attendre les événemens. Cette opiniâtreté des américains à conserver le terrain dont ils s'étaient emparés, provenait de l'espoir que le comte d'Estaing pourrait revenir à tems pour effectuer l'entreprise commencée. Afin de l'y porter, le général Hancok et le marquis de la Fayette se rendirent à Boston; l'un pour accélérer le radoub des vaisseaux, et l'autre pour user de la considération que sa haute naissance et son rang lui donnaient auprès de l'amiral français.

Dans la nuit du 26 au 27 août (1778), le camp assis devant New-Port fut levé en silence, et l'armée se retira vers les ouvrages qu'elle avait construits à l'extrémité septentrionale de l'île. L'arrière-garde fut protégée, sur les chèmins de l'est et de l'ouest, par des corps de troupes légères que commandaient les colonels Livingston et Laurens. Dès le grand matin, la retraite des américains fut découverte par l'ennemi, qui sur-le-champ marcha en deux colonnes. A environ sept heures du matin, l'action fut engagée sur les deux chemins par Livingston et Laurens, qui furent renforcés, mais auxquels en même tems on donna l'ordre de continuer, quoiqu'avec lenteur, à faire retraite jusqu'au camp alors occupé par l'armée. Cet ordre fut exécuté habilement. L'ennemi fut attiré à peu de distance du corps principal des américains, rangé en bataille à la tête de son camp. On fit replier les troupes légères. Les anglais prirent position sur Quaker-Hill, terrain élevé et naturellement très-fort, à un peu plus d'un mille duquel était le front de l'armée américaine. L'arrière-garde de celle-ci était couverte par des ouvrages très-forts; et sur le front, en tirant vers la droite, était une redoute. Dans cette position, les deux armées se canonnè-

rent quelque tems, et plusieurs escarmouches eurent lieu sur le front des deux lignes jusqu'à neuf heures, que l'ennemi s'étant avancé avec des forces considérables, essaya de tourner le flanc droit, et témoigna l'intention de déloger de la redoute du front, le général Greene qui commandait l'aile droite. Quatre régimens de troupes réglées furent envoyés à la rencontre des anglais; mais ces corps ne suffisant pas pour les repousser, Greene s'avança avec deux autres régimens de troupes continentales et la brigade de milice de Lowell. L'action s'échauffa bientôt. Sullivan donna l'ordre au régiment de Livingston d'aller renforcer la droite; et, après un combat très-vif qui se soutint près d'un quart-d'heure, l'ennemi plia et se retira à Quaker-Hill, où il s'était d'abord porté. La canonnade recommença et dura jusqu'à la nuit, ainsi que de légères escarmouches entre de petits corps de troupes.

Selon les rapports que firent de cette action les généraux Sullivan et Greene, les troupes américaines déployèrent un grand courage, et tinrent tête à l'ennemi avec autant d'ordre et de sang-froid que des vétérans. On donna les plus grands éloges au colonel Livingston et au lieutenant-colonel Laurens, et sur-tout

à celui-ci, que Greene déclara avoir montré au plus haut degré les talens d'un général et d'un bon partisan. On fit aussi mention particulière du colonel Jackson, du lieutenant-colonel Livingston, du lieutenant-colonel de Fleury, et du major Talbot.

Sullivan fit monter sa perte à deux cents hommes en tout. Il y eut du côté des américains quatre sous-officiers parmi les morts, et un capitaine et huit sous-officiers parmi les blessés. La perte de l'ennemi fut supposée plus considérable. Le général Pigot qui, selon l'usage lorsque le combat n'est pas décisif, réclama l'avantage du combat, la porta à deux cent soixante hommes.

Le lendemain, 30 août, les armées se canonnèrent; mais aucune des deux ne crut devoir attaquer l'autre. Les anglais attendaient un renfort considérable, et Sullivan avait pris la résolution d'évacuer l'île.

Depuis quelques jours, le commandant en chef avait reçu l'avis que des bâtimens de transport étaient entrés dans le détroit de l'île Longue, et qu'un corps d'ennemis avait passé sur cette île. Il avait aussitôt invité Sullivan à se préparer à faire retraite en cas de besoin. Il apprit ensuite avec certitude, qu'un gros corps de troupes avait été embarqué, proba-

blement pour aller au secours de New-Port ; et Washington, sans donner à Sullivan l'ordre formel de passer sur le continent, lui fit entendre que la chose était nécessaire. Par bonheur le renfort qui consistait en quatre mille hommes, et était commandé par sir Henry Clinton en personne, fut retardé par des vents contraires, jusqu'à l'époque où Sullivan reçut la lettre qui lui annonçait que ce corps était en mer. La résolution d'évacuer Rhode-Island fut donc prise sur-le-champ. Sullivan employa toute la journée à fortifier ses ouvrages, et à placer ses troupes, comme s'il se proposait de maintenir sa position. Sur les six heures du soir, il donna l'ordre de faire retraite ; et ses mesures furent si judicieusement prises, que toute son armée avait effectué son passage et débarqué sur le continent aux environs de Tiverton, à deux heures du matin, sans que l'ennemi eût eu le moindre soupçon de ce mouvement. Les troupes furent postées le long de la côte jusqu'à Providence.

Jamais retraite ne se fit plus à tems ; un retard de vingt-quatre heures eût suffi pour la rendre impossible. Le lendemain du jour où elle eut lieu, sir Henry Clinton arriva avec son renfort et des vaisseaux de guerre, qui probablement n'eussent pas permis

aux américains de passer sur le continent.

La conduite du général Sullivan fut hautement approuvée par le commandant en chef et par le congrès. Cette assemblée prit une résolution portant que la retraite avait été faite à propos et avec ordre. Elle vota aussi des remerciemens au général et à l'armée, pour le courage et la fermeté qu'ils avaient montrés dans le combat du 29 août. Le marquis de la Fayette s'étant rendu à Boston pour essayer les voies de conciliation, était absent lors du combat ; mais il fit une telle diligence qu'il rejoignit l'armée assez promptement pour commander l'arrière-garde pendant la retraite. Le nom de ce jeune guerrier fut également cité avec éloge dans la résolution. On y reconnut le sacrifice qu'il avait fait en consentant à quitter l'armée à la veille d'une bataille ; et l'on y approuva la manière dont il avait conduit les troupes confiées à son commandement.

Dans tous les Etats-Unis on avait compté sur le succès de l'entreprise formée contre le Rhode-Island. On avait regardé comme assurée la prise des troupes anglaises renfermées dans cette île ; et l'on pensait que la perte d'une si grande partie de l'armée britannique procurerait encore de plus grands avantages.

Sullivan, dans ses lettres officielles, avait promis avec confiance, que sous quelques jours il mettrait l'entreprise à fin; et le congrès, l'armée et les citoyens avaient conçu les espérances les plus flatteuses. Le chagrin de les voir frustrées fut extrêmement vif. Sullivan, dans l'ordre général que peu de tems après le départ du comte d'Estaing, il publia pour calmer l'inquiétude de son armée, et pour la rassurer sur sa situation, laissa échapper quelques expressions qui prouvaient son dépit. « Votre général espère, » disait-il, « que « l'événement prouvera que l'Amérique peut, « par la seule force de ses armes, exécuter « une entreprise au succès de laquelle n'ont « point voulu concourir ses alliés. » Ces mots ayant paru imputer au comte d'Estaing et à la nation française peu de dispositions à soutenir les intérêts des Etats-Unis, choquèrent les officiers français et enflammèrent les ressentimens. Dans un ordre subséquent, Sullivan prétendit qu'il avait été mal compris par ceux qui avaient supposé qu'il avait voulu blâmer l'amiral dont il ne connaissait pas les ordres, et de la conduite duquel il n'était pas juge. Il avoua en même tems que l'Amérique avait reçu de la France de puissans secours, qu'il ne pourrait oublier en aucune conjoncture,

quelqu'affligeante qu'elle pût être, et qui devaient prévenir une censure trop prompte; relativement à quelque démarche que ce fût.

De son côté, le comte d'Estaing fit passer au congrès un état de tous les mouvemens de la flotte, depuis son arrivée sur la côte. Son dépit était mal déguisé dans cette pièce. Il s'y plaignait vivement de n'avoir pas reçu une quantité suffisante de vivres et d'eau; il rappelait, et la perte de tems qui avait résulté de ce que l'armée américaine n'était pas prête à agir contre l'ennemi commun, lorsque la flotte française était arrivée devant New-Port, et la précipitation avec laquelle ensuite cette armée était entrée dans l'île. Il insistait sur la nécessité où il avait été de se rendre à Boston pour réparer ses vaisseaux. Il déclarait qu'il n'avait pu prendre aucune confiance dans les trompeuses promesses de lui fournir de l'eau et des mâts à New-Port, qu'on lui avait faites, ni supposer qu'une place contre laquelle des batteries jouaient depuis longtems presque sans effet, dût être prise en deux jours. Il prétendait avoir beaucoup fait en touchant à Rhode-Island, et soutenait que par-là il avait donné au général Sullivan le choix de se retirer sur le continent, ou de poursuivre les opérations du siége.

« C'est, » portait ensuite la lettre ; « l'ho-
« norable confiance que j'ai dans les alliés du
« roi, qui m'engage à leur rendre des comptes
« que je ne dois qu'à Sa Majesté. Mais ce se-
« rait blesser la dignité de sa couronne, que
« d'entrer en discussion sur des assertions et
« des formes dont je ne me plains pas. C'est
« la passion qui les a conseillées, et c'est peut-
« être la preuve de leur peu de fondement. Je
« présume que ces assertions ont été suggé-
« rées par des patrons de petites barques, qui,
« connaissant à peine le fond au-dessus du-
« quel ils voguent, préfèrent, pour éviter
« d'être bloqués, les canaux étroits de New-
« Port à la rade de Boston, et qu'elles sont le
« résultat des conseils d'hommes qui n'ont
« aucune connaissance des positions mariti-
« times, ni de ce qui détermine la force ou
« la faiblesse des escadres. Ces hommes, aveu-
« glés par un intérêt local et personnel, qui
« rend tout excusable à leurs yeux, sont par-
« venus à égarer l'opinion de quelques offi-
« ciers généraux, que nous ferons toujours
« profession d'estimer, quoique nous soyons
« convaincus qu'ils n'ont ni l'instruction, ni
« l'expérience nécessaires pour décider sou-
« verainement de ce qui peut se faire sur un
« élément qui n'est pas le leur. Nous pensons

« qu'un jour ils regretterons d'avoir, par une « sorte de protestation juridique, accusé leurs « plus fidèles alliés, à qui la tempête seule a « ravi la victoire, et dont elle a deux fois dé- « mâté les vaisseaux [1]. » Le comte d'Estaing ajoutait, qu'il était près à conduire ses forces de terre à Rhode-Island, si l'on jugeait qu'elles y fussent nécessaires.

Lorsque le congrès eut pris la résolution par laquelle il approuva la conduite tenue par Sullivan et par l'armée qui était sous les ordres de ce général, on fit la proposition de rechercher les causes qui avaient fait manquer l'entreprise ; mais la question préalable fit justice de cette indiscrétion.

Dans la première chaleur de son ressentiment, le général Sullivan avait adressé au gouverneur de Rhode-Island quelques lettres où, en des termes propres à aigrir les esprits, il se plaignait d'avoir été abandonné par la flotte. Le gouverneur transmit cette dépêche à l'orateur du congrès, qui allait en faire part à l'assemblée, lorsqu'il en fut empêché par

[1] Nous avons inutilement cherché la lettre du comte d'Estaing dans les journaux de tems. Il est très-probable qu'elle n'a pas été rendue publique ; et l'extrait qu'on vient de lire est une traduction.

(Note du traducteur.)

le général Greene, placé près de lui, après avoir été admis à la séance.

Le mécontentement fut général dans la Nouvelle Angleterre, et principalement à Boston, où les compagnies franches étaient revenues très-irritées. On craignit même qu'il ne fût poussé au point d'ôter aux vaisseaux français les moyens de se réparer; et c'était pour prévenir, autant qu'il serait possible, les effets de cette fâcheuse disposition, que le général Hancock était allé du camp à Boston, et que le marquis de la Fayette l'avait suivi pour voir le comte d'Estaing. Bientôt les gens sensés réunirent tous leurs efforts pour calmer ce ressentiment. A l'instant où il éclata, le général Washington, qui en prévoyait les conséquences, ne négligea rien de ce qui pouvait le prévenir. Ecrivant à ce sujet au colonel Heath, qui commandait à Boston, il lui recommanda d'expliquer de la manière la plus favorable ce qui s'était passé, et d'appliquer tous ses soins à procurer à la flotte française tout ce dont elle aurait besoin pour sa propre défense et pour le service de la cause commune. Il ajoutait: « On n'a pas « encore annoncé publiquement ici que cette « flotte est partie de Rhode-Island, mais lors- « qu'on l'aura fait, j'attriburai son départ aux

« dommages que lui a fait essuyer la tempête.
« C'est à nous à tirer de notre position le meil-
« leur parti possible, et nous ne devons pas
« souffrir que les passions compromettent nos
« intérêts les plus chers. » En faisant, dans une autre lettre, les mêmes recommandations au général Sullivan, il disait : « Il est
« de la plus grande importance d'empêcher
« nos ennemis de profiter d'un instant de mé-
« sintelligence entre les alliés pour les brouil-
« ler sérieusement. »

Peu de tems après, le commandant en chef reçut une résolution du 28 août, par laquelle le congrès le chargeait de prendre toutes les mesures possibles pour empêcher que la protestation faite par les officiers de l'armée de Sullivan ne fût publiée. Il communiqua la résolution à ce général, dans une lettre où il lui disait : « La mésintelligence
« qui subsiste entre la flotte française et l'ar-
« mée que vous commandez, me donne beau-
« coup d'inquiétude. Tous les Etats-Unis sont
« intéressés à voir l'harmonie régner parmi
« nous, et nous devons prendre, pour la
« maintenir, tous les moyens compatibles
« avec l'honneur. Vous savez que les pre-
« mières impressions sont les plus durables,
« et ce sont par elles en grande partie que les

« français se formèrent une idée de notre ca-
« ractère national. Nous devons nous rap-
« peler qu'ils sont belliqueux, qu'ils sont sus-
« ceptibles sur le point d'honneur militaire,
« et prêt à prendre feu sur ce qui peut à
« peine échauffer les autres. Je vous prie de
« la manière la plus instante, d'entretenir la
« bonne intelligence, et d'employer tous vos
« soins à faire cesser l'animosité de vos offi-
« ciers. Il est aussi très-important que les
« soldats et les citoyens ne connaissent rien
« du défaut d'accord entre les français et vo-
« tre armée, ou s'ils en sont instruits, il faut
« se hâter de prévenir les effets qui pourraient
« en résulter ». Dans une lettre adressée au général Greene, Washington disait : « Je n'ai
« pas le tems d'examiner les argumens au
« moyen desquels les uns blâment et les au-
« tres approuvent la démarche du comte d'Es-
« taing. Qu'elle soit repréhensible ou non,
« elle nous frustrera probablement des suc-
« cès que nous avions lieu d'espérer, et ce qui
« serait pire encore, je crains qu'elle ne seme
« la division entre nous et nos nouveaux al-
« liés, à moins qu'on n'ait recours à des
« moyens convenables pour détruire ce le-
« vain de jalousie qui déjà n'a que trop fer-
« menté. Je compte beaucoup sur votre esprit

« conciliateur et sur votre influence, pour adou-
« cir l'animosité qui subsiste entre les officiers
« américains et les officiers français au ser-
« vice des Etats-Unis, animosité dont l'exis-
« tence m'est démontrée clairement par une
« lettre que j'ai reçue du marquis de la
« Fayette [1]. Soyez assuré que ce sentiment
« atteindrait le comte d'Estaing et tous ceux
« qui sont sous ses ordres, si la flotte française
« retournait à Rhode-Island, avant que les
« esprits fussent réconciliés. Le marquis de la
« Fayette m'a parlé en termes obligeans d'une
« lettre que vous lui avez écrite à ce sujet.
« En conséquence, il recevra favorablement
« tout conseil que vous voudrez lui donner en
« qualité d'ami. Si l'on parvient à l'appaiser,
« tous les autres officiers français seront satis-
« faits, puisqu'ils le considèrent comme leur
« chef. Il fonde ses plaintes sur un ordre du
« 24 août, et sur la clameur générale qui s'é-
« lève contre la nation française.

[1] Cette lettre contient l'expression du vif chagrin que l'injure qu'il croyait faite à son pays par les discours échappés aux officiers de l'armée américaine, causait au marquis de la Fayette. Elle prouve à-la-fois combien ce jeune militaire était sensible à l'honneur de ses compatriotes, et combien il avait d'attachement pour le commandant en chef.

« Je vous supplie donc de prendre toutes « les mesures possibles pour empêcher que « le public ne connaisse la protestation faite « par les officiers généraux. Le congrès qui « redoute les inconvéniens de la divulgation « de nos démêlés, a pris une résolution à ce « sujet. Enfin, monsieur, vous devez com- « prendre ma pensée plus clairement que je « ne puis l'exprimer, et je compte que vous « employerez tous vos soins à faire dispa- « raître toute inimitié entre nos principaux of- « ficiers et les officiers français, et à prévenir « toute expression déplacée, toute réflexion « injurieuse de la part de tous ceux qui com- « posent l'armée ».

Le commandant en chef saisit la première occasion de rétablir sa correspondance avec le comte d'Estaing ; et ce fut l'arrivée des renforts de la flotte britannique, qui la lui procura. Sans parler de la mésintelligence qui avait eu lieu, il s'efforça d'adoucir tout ressentiment dans l'esprit de l'amiral français. Bientôt après, il reçut une lettre où le comte d'Estaing lui retraçait en détail ce qui s'était passé. Washington y répondit d'une manière si satisfaisante, que cette irritation qui avait failli de causer les plus grands malheurs, parut avoir entièrement cessé.

Le congrès s'occupa aussi de cet objet. Il fit publier une résolution par laquelle il approuvait entièrement la conduite du comte d'Estaing, et chargeait son président d'assurer l'amiral, dans la lettre par laquelle il lui transmettait cet acte, que l'assemblée se reposait avec confiance sur son zèle et son attachement. Le conseil du Massachussetts, les généraux Hancock et Heath, et enfin tous ceux qui avaient de l'influence, se réunirent pour faire cesser la clameur publique, et fournir les moyens de réparer et d'approvisionner la flotte. Sullivan déclara au comte d'Estaing que les officiers qui avaient signé la protestation, cause de cette brouillerie, avaient de tout autres motifs que ceux qu'il leur avait probablement prêtés. On avait pensé, ajoutait-il, que l'amiral était personnellement porté à ne point quitter Rhode-Island; mais que ses instructions ne lui avaient pas permis de résister à l'avis unanime de ses officiers; et la protestation avait été considérée comme un acte propre à le justifier, s'il avait jugé à propos de demeurer plus long-tems devant New-Port.

Par bonheur, le comte d'Estaing desirait vivement d'exécuter quelque entreprise importante, et il reçut facilement l'assurance que les Etats-Unis avaient à cœur d'obtenir sa

propre estime, et celle de sa nation, et de faire subsister la plus parfaite harmonie entre les deux puissances.

La tempête qui avait si considérablement endommagé la flotte française, avait fait aussi beaucoup de mal à la flotte britannique. Cependant les vaisseaux français eurent moins à souffrir que les vaisseaux anglais, et par conséquent, ils furent plutôt en état de remettre à la mer. Le lord Howe ayant appris que le comte d'Estaing avait fait voile pour Boston, prit aussi la route de ce port, dans l'espoir d'atteindre l'ennemi avant qu'il put y être arrivé; mais il fut trompé dans son attente. Lorsqu'il entra dans la baie, la flotte française était déjà à l'ancre dans la rade de Nantasket, où les vaisseaux avaient été si judicieusement postés, et étaient si bien défendus par les batteries de la côte et celles des îles Hill et Long, qu'après en avoir reconnu la position, l'amiral anglais renonça à l'idée de les attaquer, et se retira à New-York. Ayant trouvé dans ce port les renforts venus d'Angleterre, qui rendaient la flotte britannique très-supérieure en nombre à la flotte française, il usa de la permission qu'il avait reçue quelque tems auparavant, et résigna le commandement à l'amiral Gambier, qui

devait le conserver jusqu'à l'arrivée de l'amiral Byron, qu'on attendait journellement d'Halifax.

Sir Henry Clinton voyant que le général Sullivan avait repassé sur le continent, conduisit ses bâtimens de transport du côté de New-York, au New-London. Il s'était proposé de faire une tentative contre cette dernière ville; mais ayant trouvé les vents contraires, lorsqu'il entra dans la rivière sur laquelle elle est située, il quitta la flotte, et se rendit à New-York, laissant le commandement des troupes de débarquement au major général Grey, qui devait entreprendre une expédition à l'est jusqu'à la baie de Buzzard.

Le général Grey entra dans la rivière d'Acushnet, où un grand nombre de corsaires s'étaient retirés avec leurs prises, et où étaient aussi quelques vaisseaux marchands. Presque tous ces bâtimens furent détruits. Les villes de Bedford et de Fair-Haven furent en grande partie réduites en cendres, ainsi que des magasins considérables contenant des munitions de guerre et de bouche, des objets destinés à la marine, et divers articles de commerce. Les troupes britanniques se rembarquèrent le lendemain, et firent voile vers l'île de la Vigne

de Marthe, sur la côte de laquelle elles brûlèrent plusieurs vaisseaux et détruisirent quelques salines. Elles y levèrent aussi une forte contribution en bétail, qui fut très-utile à l'armée renfermée à New-York. On semblait préparer dans cette ville, tandis qu'une forte partie des troupes faisait ainsi le dégât sur les côtes de la Nouvelle-Angleterre, une expédition lointaine; et plusieurs officiers jugeaient que l'ennemi, dont les forces maritimes étaient devenues supérieures, se proposait d'aller attaquer la flotte française dans le port de Boston. Afin d'être en état de repousser, tant sur terre que sur mer, une attaque combinée contre cette flotte, mais sans exposer toutefois la rivière du Nord, le gros de l'armée britannique demeurant toujours à New-York, le général Gates fut chargé de conduire trois brigades à Danberry dans le Connecticut, où il devait attendre de nouveaux ordres. Dans le cas d'une tentative contre la flotte française, les troupes commandées par Gates devaient se joindre à celles de Sullivan; et ces forces réunies, bientôt suivies par la partie principale de l'armée, devaient être assez imposantes pour agir sur-le-champ. Si, au contraire, on rappelait les troupes de l'est, et si l'on faisait une tentative contre la rivière du

Nord, Gates, en peu de tems, pouvait rejoindre l'armée. Afin de s'avancer plus près des états de l'est, et des défilés voisins de la rivière que nous venons de nommer, et d'être en état de se porter avec plus de promptitude vers l'un ou l'autre des deux points jugés les plus importans, le camp de la plaine Blanche fut levé, et le gros de l'armée prit position plus au nord, à Frédéricksbourg. Le général Putnam fut en même tems envoyé avec deux brigades aux environs de la pointe de l'Ouest, et le général Marc-Dougal en conduisit deux autres au général Gates à Cranberry.

Le retour de l'escadre sous les ordres du lord Howe, et celui du détachement commandé par le général Grey dissipèrent, pour l'instant, toute crainte d'attaque contre la flotte française. Mais comme il était évident qu'on préparait à New-York quelque autre expédition dont on ignorait entièrement la destination, les différentes divisions de l'armée conservèrent les positions qu'on leur avait fait prendre.

Le 22 septembre, peu de tems après le retour du général Grey, l'armée britannique longea les deux rives d'Hudson. La colonne de l'ouest, qui était commandée par le lord Cornwallis, et consistait à-peu-près en cinq

mille hommes, prit position, sa droite touchant à la rivière que nous venons de nommer, et sa gauche s'étendant jusqu'au nouveau pont sur la rivière d'Hackensac. L'autre division, composée d'environ trois mille hommes, était sous les ordres du général Knyphausen, et s'avança à-peu-près à la même distance sur la rive orientale de l'Hudson, d'où elle poussa jusqu'à la Brunx. Les anglais étant maîtres du cours de la rivière du Nord, les deux divisions de l'armée britannique pouvaient se réunir en peu de tems, si les américains marchaient contre l'une ou l'autre avec de grandes forces. Le général Washington conjectura, non sans raison, que le mouvement qui venait de s'effectuer, n'avait pour objet que de fourager. Cependant il était possible que l'ennemi voulût s'emparer des défilés des montagnes; et en conséquence, les détachemens destinés à courir le pays furent postés de manière à prévenir l'exécution d'un pareil dessein.

Le 27, de grand matin, le colonel Baylor, dont le régiment de cavalerie avait été placé dans les environs de Paramus, avait passé la rivière d'Hackensac, et établi ses quartiers à Taupann ou à Herring-Town, petit village près du New-Taupann, où il y avait quelques corps de milice. Les mécontens en instruisi-

rent le lord Cornwallis, qui forma le projet de tailler en pièces les troupes commandées par Baylor. Le corps destiné à les attaquer était sous les ordres du major-général Grey ; et un détachement, qui devait avoir pour chef le lieutenant-général Campbell, devait être tiré de la division du général Knyphausen, et agir contre la milice postée au New-Taupann.

Cette partie du plan que devait exécuter Campbell, manqua par l'effet d'un retard pendant le passage de la rivière, retard dont profita un déserteur qui avertit les américains de l'approche de l'ennemi ; et la milice prit aussitôt la fuite. Mais (le 28 septembre) le corps du général Grey, guidé par quelques habitans qui connaissaient parfaitement le terrain, évita les patrouilles, tourna une garde postée sur un pont de la Hackensac, où se réunissent les routes qui, des deux côtés de cette rivière, conduisent à Herring-Town, enleva ce poste sans bruit, et surprit complètement tout le régiment de Baylor. Les troupes anglaises se jetèrent dans une grange où étaient endormis les américains ; et, refusant de leur donner quartier, elles les passèrent au fil de l'épée. De cent quatre soldats, soixante-sept furent ou tués, ou blessés, ou faits prisonniers. Le

nombre de ces derniers, qui se montait à environ quarante, s'accrut, dit-on, par l'humanité de l'un des officiers du général Grey, qui, malgré la rigueur des ordres qu'il avait reçus, laissa la vie au quart de la troupe. Le colonel Baylor et le major Clough, blessés tous les deux à coups de baïonnettes, le premier très-dangereusement, et le second mortellement, se trouvèrent parmi les prisonniers. Cette cruauté qui n'était point nécessaire, excita l'horreur et l'indignation. Par ordre du congrès, le docteur Griffith, de la Virginie, recueillit, sur cette atrocité, des dépositions qui furent rendues publiques.

Trois jours après ce massacre, le colonel Richard Butler, qui commandait un régiment d'infanterie, et le major Lee qui était accompagné d'une partie de sa cavalerie, rencontrèrent un détachement d'environ cent hommes, qui était sous les ordres dn capitaine Donop, et qu'ils chargèrent avec tant de vivacité que, sans perdre un seul homme, ils en tuèrent dix à l'ennemi. L'extrême inégalité du terrain qui empêcha la cavalerie, et une partie de l'infanterie, de prendre part à l'action, prévint seule l'anéantissement de ce parti. Cette affaire occupa quelque tems les esprits, parce qu'elle parut, jusqu'à un certain point, ven-

ger et réparer la perte du détachement de Baylor.

L'armée britannique ayant achevé son fourrage, retourna à New-York. Le mouvement qu'elle avait fait, avait eu en partie pour objet de favoriser une expédition contre le petit Egg-Harbourg. La facilité que ses forces maritimes donnaient à l'ennemi, de se porter de tous côtés, lui assurait un grand avantage dans ce genre de guerre qui désole et cause la ruine des particuliers, sans opérer aucune conquête. L'expédition réussit complètement. Toutes les fortifications, tous les magasins, toutes les marchandises, tous les vaisseaux furent anéantis. Nous avons déjà dit que le comte Pulasky avait été créé général de la cavalerie américaine. Le mécontentement que sa nomination avait donné aux officiers, l'avait porté à résigner sa commission ; mais, animé par le desir de la gloire et par son zèle pour la cause des Etats-Unis, il avait sollicité et obtenu la permission de lever une légion dont les places d'officiers furent données à des étrangers, et qu'il commanda en personne. Un déserteur, nommé Juliet, avait été admis dans ce corps qui consistait en trois compagnies d'infanterie non complètes, ainsi qu'en trois compagnies de cavalerie, et en quelques

artilleurs qui avaient une pièce de campagne. Le comte avait eu ordre de partir de Trenton, et de se porter vers le petit Egg-Harbour. Il se trouvait à huit ou dix milles de la côte, lorsque Juliet, désertant de nouveau, rejoignit ses compatriotes, qu'il instruisit de la position et de la force de la légion. On forma sur-le-champ le projet de la surprendre; et il fut exécuté complètement à l'égard de l'infanterie que l'on passa au fil de l'épée. Les anglais ont prétendu que tout le corps avait été détruit. Le comte Pulasky [1], dans le rapport qu'il fit au congrès, évalua sa perte à environ quarante hommes, et prétendit qu'étant accouru au secours de son infanterie, avec sa cavalerie, il avait repoussé l'ennemi. Il est probable qu'on réduisit d'un côté, autant qu'on exagéra de l'autre, les suites de cette affaire.

Il paraît que ces diverses expéditions eurent pour objet principal de faire le plus de ravages qu'il se pourrait. Non-seulement les magasins publics, mais tous les édifices particuliers, toutes les propriétés privées qu'on put atteindre, furent incendiées sur la côte. Les envi-

[1] Le comte Pulasky avait été général de la confédération de Bar. Ce fut lui qui, en 1771, fit enlever le roi de Pologne Stanislas-Auguste. *(Note du traducteur.)*

rons de Bedford et du petit Egg-Harbour, furent aussi dévastés, parce que ces deux ports étaient les rendez-vous des corsaires.

Le 10 octobre, l'amiral Byron qui était arrivé à New-York, et avait pris le commandement de la flotte vers le milieu du mois de septembre, ayant fait à l'escadre endommagée par la tempête, les réparations nécessaires pour qu'elle pût remettre à la mer, fit voile pour Boston, dans le dessein de bloquer la flotte française dans le port de cette ville, et de mettre à profit toutes les occasions qui s'offriraient d'attaquer l'ennemi. Il n'était que depuis peu de tems arrivé dans la baie, lorsque la fortune déconcerta de nouveau ses projets. Un ouragan furieux le rejeta au large, et causa tant de dommage à sa flotte, qu'il fut forcé de relâcher dans le port de Rhode-Island. Le comte d'Estaing, dont les vaisseaux étaient alors parfaitement réparés, saisit cet instant; et le 3 du mois de novembre, il fit voile pour les Indes occidentales, où les opérations militaires rendaient très-important le concours de la flotte française.

Ainsi se termina une expédition sur le succès de laquelle on avait généralement, non sans raison, fondé les plus grandes espérances. Une foule de circonstances firent manquer des

plans judicieusement tracés, et qui avaient la probabilité en leur faveur. L'objet principal de l'armement était de tirer la flotte anglaise de la Delaware, et l'armée britannique de Philadelphie. Tout répondait parfaitement à ce dessein. Mais une traversée dont on ne pouvait prévoir la longueur extraordinaire, retint les français en mer jusqu'à ce que les anglais eussent abandonné la position dangereuse où ils étaient. Ce ne fut que de très-peu de jours qu'on manqua l'instant de trouver le lord Howe en-dehors de la barre, et d'empêcher sir Henry Clinton de passer du continent sur Sandy-Hook, devenue une île. Le tems où le comte d'Estaing partit de ce point fut tout aussi critique. En moins de huit jours après qu'il l'eut quitté, quatre vaisseaux de guerre, savoir un de soixante et quatorze, un de soixante et quatre, et deux de cinquante canons, arrivèrent isolément; et selon toute apparence, s'ils avaient atteint plutôt leur destination, ils fussent tombés entre les mains des français. Sans ce renfort, le lord Howe n'eût pu troubler les opérations dirigées contre Rhode-Island. La tempête qui sépara les deux flottes, à l'instant d'une action où les français eussent eu une grande supériorité de forces et l'avantage du vent, fut non moins

fâcheuse qu'eût pu l'être une victoire signalée remportée par le lord Howe. Les meilleurs plans ne sont rien sans le concours de la fortune, ni sans l'art de mettre les circonstances à profit.

Le marquis de la Fayette voulant s'illustrer sur un autre théâtre, désirait alors de retourner en France. Il jugeait que la guerre pourrait s'allumer sur le continent de l'Europe, et il ambitionnait de consacrer ses services à son prince et à son propre pays. Le général Washington, guidé par l'amitié et par la politique, souhaitait que cet officier demeurât attaché à l'armée américaine. En conséquence, il exprima au congrès le desir que M. de la Fayette, loin de résigner sa commission, eût un congé illimité, et reçût toute sorte de marque de confiance de la part du gouvernement. Le congrès était parfaitement disposé à se rendre aux vœux de Washington, et il prit les résolutions les plus flatteuses pour l'officier qui en était l'objet. Les sentimens que les américains avaient pour ce jeune guerrier étaient mérités. Jamais, sans rien perdre de l'amour dû à son pays, un étranger ne montra plus de zèle pour la cause des Etats-Unis, que ne le fit M. de la Fayette.

Comme il paraissait peu qu'il dût y avoir

une campagne d'hiver dans les états septentrionaux et dans les états du centre, et qu'en cette saison le climat était favorable aux opérations militaires en d'autres contrées, un détachement de l'armée britannique, consistant en cinq mille hommes, commandés par le major général Grant, fit voile de New-York, ce jour même où le comte d'Estaing appareilla de Boston. Les bâtimens qui portaient ce corps furent convoyés par six vaisseaux de guerre, que commandaient le commodore Hotham, et qui allaient dans les Indes occidentales. Vers la fin du même mois, un autre embarquement se fit pour les parties méridionales du continent de l'Amérique septentrionale. Les troupes qui le composaient étaient sous les ordres du lieutenant-colonel Campbell, et escortées par les vaisseaux du commodore Hyde-Parker. Elles devaient agir contre les états du Sud.

Les forces que les anglais conservaient encore à New-York, mettant cette ville à l'abri de toute insulte, les troupes américaines prirent leurs quartiers d'hiver. Le corps d'armée principal fut mis en cantonnement dans le Connecticut, le long des deux rives de la rivière du nord, aux environs de la pointe de l'ouest, et à Middlebrook. On posta les troupes légères

tout près des lignes; et la cavalerie fut placée dans l'interieur des terres, afin de s'y remonter pour la prochaine campagne. En suivant ces dispositions, on consulta, autant qu'il fut possible, la sûreté du pays, et la facilité d'avoir des vivres à bas prix. Le gros de l'armée se tint à l'ouest de l'Hudson, parce que c'était de ce côté qu'on tirait les grains. L'autre côté fournissait le bétail nécessaire.

Les troupes hivernèrent sous des huttes; mais elles étaient alors accoutumées à passer la saison rigoureuse dans cette sorte de logement. Quoique loin d'être bien vêtues, les secours reçus de France pour l'habillement changèrent tellement leur sort à cet égard, qu'elles parurent ne faire aucune attention aux inconvéniens qu'elles furent dans le cas de supporter.

CHAPITRE II.

Arrivée des commissaires de S. M. B. — Proposition d'accommodement. — Réponse du congrès. — Tentatives faites par M. Johnstone pour corrompre les principaux membres de ce corps. — Le congrès ordonne la publication des lettres écrites par ce commissaire.—Manifeste des commissaires britanniques et contre-manifeste du congrès.—Arrivée de M. Gérard de Rayneval, ministre plénipotentiaire de sa majesté le roi de France. — Réception de ce ministre par le congrès. — Actes d'hostilité commis par les indiens. — Le colonel J. Butler pénètre dans les établissemens de Wyoming, à la tête d'un parti d'indiens. Perfidie de cet officier envers le colonel Zebulon-Butler. — Siége de Kingston par les indiens. — Cette ville se rend, et les indiens en massacrent la garnison et les habitans. — Wilksboroug se soumet aussi et éprouve le même traitement. — Maux soufferts par les habitans du Wyoming. — Le colonel Alden se laisse surprendre, et est tué, ainsi que plusieurs hommes de son détachement. — Le colonel Clark surprend Saint-Vincent et s'en rend maître. — Le congrès forme la résolution d'attaquer le Canada et les autres possessions britanniques du nord de l'Amérique. — Le général Washington combat ce projet. — Ce général a une entrevue avec un comité du congrès, et persuade à l'assemblée de renoncer à cette entreprise.

A-peu-près dans le tems que le commodore Parker fit voile pour les états du Sud, les commissaires nommés en vertu des actes

conciliatoires proposés par le lord North, et passés par le parlement, s'embarquèrent pour retourner en Europe. Ils avaient fait tous leurs efforts pour atteindre l'objet de leur mission. Les Etats-Unis eussent, à une époque moins avancée, accepté avec joie les conditions que ces délégués avaient offertes; mais ceux-ci demandaient que les deux nations fussent soumises aux lois d'un même souverain; et les américains ne voulaient, ni même ne pouvaient plus accéder à cette proposition. Une guerre affreuse avait arraché de leurs cœurs ces sentimens d'affection que doivent éprouver les uns pour les autres les citoyens d'un même état. La nation presque entière était déterminée à tout sacrifier pour maintenir son indépendance; et par le traité conclu avec la France, elle avait contracté l'engagement de ne jamais consentir à être réunie à l'empire britannique. L'honneur lui faisait un devoir de s'acquitter de sa promesse.

Les commissaires anglais étaient arrivés à Philadelphie pendant que cette place était occupée par l'armée britannique; et l'on prétend qu'ils avaient l'ordre positif, mais secret, de la faire évacuer sur-le-champ. La manière dont le congrès, sans même connaître le traité dont nous venons de parler, avait accueilli

les actes sur lesquels était fondée leur mission, n'avait dû leur faire espérer que faiblement qu'on acceptât leurs propositions. Ils avaient toutefois, sur-tout le gouverneur Johnstone, l'un d'entr'eux, constamment blâmé les mesures violentes prises par l'administration, et désiré le succès des premières demandes faites par les américains. En conséquence ils étaient disposés à ne rien négliger pour opérer une réconciliation.

L'arrivée des commissaires fut annoncée sur-le-champ au général Washington par sir Henry Clinton, qui leur était adjoint, et qui demanda un passeport pour leur secrétaire, le docteur Ferguson, qu'ils avaient chargé de remettre leurs premières dépêches au congrès. Le commandant en chef refusa de l'accorder, jusqu'à ce qu'il en eût reçu l'ordre de son gouvernement. Les commissaires firent passer ensuite, de la manière accoutumée, une lettre portant pour suscription : Au président et aux autres membres du congrès. Ils joignirent à cette lettre des copies de leur commission, et des actes en vertu desquels elle leur avait été donnée ; et elle renfermait les propositions suivantes :

« Consentir à une armistice sur terre et « sur mer.

« Rétablir les communications, faire revi-
« vre les sentimens d'amitié réciproque, et
« jouir de nouveau des mêmes avantages,
« toutes les parties de l'empire.

« Accorder au commerce toute extension
« de liberté, compatible avec les intérêts de
« la Grande-Bretagne et de ses colonies.

« Convenir qu'il n'entrera point de trou-
« pes dans le pays, sans le consentement
« du congrès général ou des assemblées par-
« ticulières.

« Prendre en commun des mesures pour
« éteindre la dette de l'Amérique, et rendre sa
« valeur au papier mis en circulation.

« Perpétuer l'union par un envoi récipro-
« que d'agens qui auront séance et droit de
« suffrage; les uns, c'est-à-dire ceux de l'Amé-
« rique, dans le parlement de la Grande-
« Bretagne, et les autres, c'est-à-dire ceux
« qui seront envoyés d'Angleterre, dans les
« assemblées des différentes colonies.

« En un mot, établir dans chaque colonie
« le pouvoir des assemblées législatives res-
« pectives; fixer les émolumens des officiers
« civils et militaires; enfin, régler la législa-
« tion et le gouvernement intérieur de ma-
« nière que, soit en paix, soit en guerre, les
« colonies ne fassent qu'un seul corps avec la

« Grande-Bretagne, afin de conserver cette « unité de force dont dépend le maintien de « leur religion et de leur liberté. »

La lettre qui contenait ces propositions, renfermait aussi quelques observations injurieuses sur la conduite de la France [1]. On en interrompit la lecture, et l'on demanda qu'elle ne fût point continuée. Après quelques débats, on invoqua un ajournement qui fut ordonné. Lorsque le congrès se rassembla le lendemain, les esprits n'étaient point encore entièrement appaisés. Cependant la lecture de la lettre fut achevée, et l'on nomma un comité pour y faire une réponse qui, ayant été généralement approuvée, fut signée par le président, et transmise aux commissaires. Elle portait « qu'il n'y avait que le plus vif « desir d'arrêter l'effusion du sang humain « qui ait pu engager le congrès à lire un « écrit contenant des expressions offensantes « envers Sa Majesté Très-Chrétienne, le « puissant et bon allié de ces états, ainsi « qu'à écouter des propositions si attentatoires

[1] Le passage dont il s'agit était ainsi conçu : « L'in- « sidieuse intervention d'une puissance qui depuis l'éta- « blissement de ces colonies a été constamment leur « ennemie et la nôtre; et, malgré la date prétendue, « ou la forme actuelle des offres de la France. »

« à l'honneur d'une nation indépendante;

« Que les actes du parlement britannique, la « commission donnée par le roi d'Angleterre, « et la lettre des commissaires, supposaient que « les citoyens des Etats-Unis étaient sujets de « la couronne de la Grande-Bretagne, et suppo- « saient une dépendance qui n'existait plus;

« Que, quelque ressentiment qu'il eût des « injustes prétentions qui avaient occasioné « la guerre, et quelque indigné qu'il fût de la « manière dont elle était conduite, le congrès « désirait la paix; qu'en conséquence, lorsque « Sa Majesté Britannique montrerait des dis- « positions convenables, il entrerait en né- « gociation pour conclure un traité de paix « et de commerce compatible avec les traités « préexistans. L'unique preuve d'une pareille « disposition de la part de la Grande-Bretagne, « serait une reconnaissance explicite de l'in- « dépendance des Etats-Unis, et l'ordre à ses « armées d'en évacuer le territoire. »

Il paraît qu'on craignit que les propositions des commissaires n'agissent d'une manière fâcheuse sur l'esprit public, et n'augmentassent la division qui existait déjà. En conséquence, plusieurs particuliers composèrent des écrits où ils les attaquèrent avec autant de force que d'esprit.

Aux dépêches adressées au congrès par les commissaires, étaient jointes plusieurs lettres écrites par le gouverneur Johnstone à plusieurs membres de ce corps, desquels il louait la conduite, et à qui il assurait que des honneurs et des richesses seraient la récompense de ceux qui contribueraient à rendre la paix aux deux pays.

L'évacuation de Philadelphie eut lieu trop immédiatement après que les commissaires eurent reçu la réponse du congrès, pour qu'ils prissent de nouvelles mesures avant d'être arrivés à New-York. Ils adressèrent de cette ville, à l'assemblée, une seconde lettre [1], où ils lui témoignaient combien ils étaient affligés que les obstacles qu'elle apportait prolongeassent les calamités de la guerre. Quant aux conditions exigées pour entrer en négociation, ils déclarèrent « qu'en tout ce qui n'était pas né-
« cessaire pour maintenir cette réunion de
« forces, de laquelle dépendait la prospérité
« des deux pays, l'indépendance des peuples
« d'Amérique à l'égard de la Grande-Bretagne
« était pleinement reconnue dans leur pre-
« mière lettre, et qu'ils étaient disposés à dis-
« cuter tous les points qui pourraient assurer
« ou même augmenter cette indépendance. »

[1] Le 13 juillet.

Ils s'excusaient ensuite de ne pouvoir accéder à l'autre partie de l'alternative, la retraite des armées et des flottes. « Les précautions « à prendre contre d'anciens ennemis, et « celles qu'exigeait la sûreté du grand nom- « bre de ceux qui s'étaient déclarés pour la « Grande-Bretagne, interdisaient, » disaient-ils, « une pareille mesure. » Cependant ils faisaient entendre qu'elle suivrait de près les démarches par lesquelles les Etats-Unis annonceraient le desir d'une sincère réconciliation avec tous leurs concitoyens. Ils ajoutaient « que rien ne leur procurerait une « plus vive satisfaction que de voir les rap- « ports qui se rétabliraient entre les deux « pays, avoir pour fondement les principes « de la simple raison et des considérations « d'intérêt mutuel. »

Pour répondre à cette partie de la lettre où le congrès rappelait les traités existans, ils disaient « que si ces traités influaient sur « les délibérations de l'assemblée, elle devait « les rendre publics, afin que ses constituans, « et les commissaires eux-mêmes, pussent ju- « ger si l'alliance qu'elle avait formée lui of- « frirait des motifs suffisans pour continuer « une guerre que réprouvait la nature. » Ils paraissaient douter que le congrès fût autorisé

à contracter avec les puissances étrangères ; et ils terminaient leur lettre en disant : « Nous « ne pensons pas que vous puissiez trouver mau- « vais que nous fassions part de notre conduite « au public. Le respect que nous avons pour « la presque totalité des citoyens que vous « êtes supposés représenter, nous fait un de- « voir de leur donner toutes sortes de té- « moignages de considération. »

Il semble que la conduite qu'avait tenue le congrès aurait dû persuader aux commissaires qu'il fallait à-peu-près renoncer à l'espoir de rétablir la paix à d'autres conditions que l'entière indépendance des Etats-Unis. Mais il est très-probable qu'ils se proposaient moins de faire changer de résolution à l'assemblée, que d'agir sur l'esprit des citoyens. Ils se persuadaient que l'attachement à la Grande-Bretagne, et les préjugés contre la France, qui avaient subsisté autrefois, ne pouvaient être totalement arrachés des cœurs, et qu'en prouvant que la Grande-Bretagne cédait ce point originaire de la contestation, les peuples se détacheraient tellement de la cause de l'indépendance, que le congrès ne pouvant plus continuer la guerre, serait contraint d'accepter les conditions qu'ils avaient proposées.

La seconde lettre des commissaires ayant

été lue, l'assemblée, qui vit que l'indépendance des Etats-Unis n'était pas explicitement reconnue, et que ni les flottes, ni les armées britanniques ne s'étaient retirées, résolut de ne faire aucune réponse. Quelques jours auparavant il avait été ordonné que tout membre du congrès qui recevrait d'un sujet de la Grande-Bretagne, une lettre où l'on traiterait des affaires publiques, serait obligé de lui en faire part. En conséquence on lui communiqua celles que l'ancien gouverneur Johnstone avait écrites; et M. Read déclara qu'une tierce personne lui avait dit qu'il pouvait compter sur une forte somme d'argent [1], et sur une place à son choix, s'il voulait user de son influence pour rétablir la paix. Il fut décidé que le public serait instruit de ces particularités; et le congrès fit ensuite une déclaration solennelle, où, après avoir cité les passages injurieux contenus dans les lettres adressées à ses membres, et publié la proposition faite à M. Read, il disait que d'après ces tentatives pour corrompre le congrès des Etats-Unis, l'honneur ne lui permettait plus de communiquer avec ledit George Johnstone, et encore moins d'entamer avec lui

[1] C'était une dame; et dix mille livres sterl. eussent formé la somme offerte.

une négociation où était intéressée la cause de la liberté. On proposa, mais inutilement, de faire partager cette exclusion à ses collègues; et la déclaration leur fut transmise dans le tems où ils attendaient une réponse à des représentations qu'ils avaient faites sur la détention des troupes prises avec le général Burgoyne.

A la réception de cet acte, M. Johnstone résigna sa commission. Sa démission fut accompagnée d'une déclaration des autres commissaires qui, sans admettre le sens donné à ses lettres, et sans paraître regarder comme réelle la proposition que M. Read prétendait lui avoir été faite, disaient qu'ils n'en avaient eu aucune connaissance. Ils représentaient ensuite les avantages que l'Amérique devait retirer de leurs propositions, « avantages bien « supérieurs à tous ceux qu'elle pouvait at- « tendre de sa monstrueuse alliance avec la « France qui, instruite des offres libérales « faites par la Grande-Bretagne, n'avait con- « clu ce traité que pour prolonger la guerre. » A cette déclaration, ils joignirent une copie des représentations qu'ils avaient déjà adressées au sujet des troupes prises à Saratoga, et un extrait des instructions [1] données par le secré-

[1] Quelques expressions contenues dans la lettre relative à la convention, ayant paru déplacées, le congrès

taire d'état pour le département de la guerre, à sir Henry Clinton, instructions qui autorisaient les commissaires à requérir, en termes exprès, l'exécution de la convention faite par le général Burgoyne, et, si on l'exigeait, à renouveler et à ratifier au nom du roi, les diverses stipulations contenues dans cet acte.

Comme il était de la plus grande importance d'empêcher l'esprit public de s'égarer, plusieurs membres du congrès prirent la plume en cette occasion; et ne se bornant pas aux raisonnemens, ils appelèrent à leur aide tout ce qui ordinairement a le plus d'influence sur la conduite des hommes. Ils s'élevèrent sur-tout contre les tentatives de corruption, et firent sentir avec force, que si l'Amérique manquait de foi à la France, en traitant comme sujette de la Grande-Bretagne, elle perdrait la confiance des nations étrangères; qu'elle serait jugée coupable d'une infamie, et qu'elle n'aurait plus à attendre de secours. On faisait ensuite espérer aux citoyens que bientôt leur indépendance serait complètement assurée, et on leur démontrait les avantages infinis qu'ils devaient en retirer.

déclara qu'il ne répondait point à des lettres insolentes.

On prétendit que les lettres des commissaires n'avaient pour objet que de jeter des semences de division, et d'obtenir par l'intrigue ce qu'ils n'avaient pu conquérir par les armes. Ces écrits furent lus avec empressement; et ils produisirent sur les partisans de la révolution, l'effet qu'on en attendait.

Il paraît cependant que les commissaires avaient conçu l'espoir que la publicité des conditions qu'ils avaient offertes, et celle de toutes leurs démarches auprès du congrès, se joignant au mécontentement produit par le peu d'avantages qu'avait procurés l'arrivée de la flotte française, agiraient sur la pluralité des citoyens. Le 3 octobre [1], avant leur départ, ils publièrent un manifeste adressé non-seulement au congrès, mais aussi à toutes les assemblées provinciales, et à tous les habitans des différentes colonies unies. Ils y récapitulaient brièvement tout ce qu'ils avaient fait pour entrer en négociation et atteindre au but de leur mission. Ils expliquaient de nouveau les avantages des conditions qu'ils avaient le pouvoir d'accorder. Ils déclaraient que, malgré les obstacles qu'on leur avait opposés, ils étaient toujours dans la disposition d'user des pouvoirs contenus dans leurs instruc-

[1] 1779.

tions, et de traiter non-seulement avec les députés de toutes les colonies, mais encore avec toute assemblée provinciale ou toute convention, dans le terme de quarante jours, à compter de la date de leur manifeste. S'adressant ensuite aux personnes de tout état, aux officiers civils et militaires, aux ecclésiastiques et aux simples particuliers, et employant les argumens qu'ils jugeaient les plus propres à convaincre les citoyens de ces différentes classes, ils les conjuraient de ne pas laisser échapper une si favorable occasion d'établir sur une base solide, leurs libertés, leur bonheur et leur prospérité. Ils accordaient une amnistie à tous ceux qui, dans l'espace de quarante jours, se soumettraient au gouvernement britannique, et se conduiraient ensuite comme de loyaux et de fidèles sujets. Ils menaçaient de la vengeance du peuple anglais, les hommes qui, malgré des promesses si flatteuses, persisteraient à méconnaître l'autorité de leur légitime souverain. Afin que tous les citoyens pussent profiter de l'offre de pardon faite par le manifeste, les commissaires firent transmettre par un parlementaire à chaque état, une expédition authentique de cet acte. On en multiplia les copies par la voie de l'impression,

et l'on ne négligea aucun moyen de le faire connaître aux peuples.

Instruit de l'intention des commissaires, le congrès prit, sans hésiter, le parti que le gouvernement d'une nation indépendante doit prendre lorsqu'un ennemi veut ouvrir des négociations avec d'autres que les dépositaires de l'autorité publique. Il déclara cette pratique contraire aux usages que les nations civilisées ont adoptés pour adoucir les horreurs de la guerre. En conséquence, il recommanda aux conseils exécutifs des différens états, de faire arrêter toute personne qui à la faveur d'un pavillon de trève, ou de toute autre manière, distribuerait des exemplaires du manifeste. Pour prouver qu'il ne prenait pas de telles mesures dans le dessein de soustraire la connaissance de sa conduite à ses commettans, il fit insérer l'acte dans les journaux américains; mais en même tems, il le fit accompagner de commentaires propres à en atténuer l'effet. Un navire chargé de copies de cette pièce, ayant échoué sur la côte, on arrêta l'équipage et le commandant, et l'on répondit à l'amiral Gambier, qui les reclama comme parlementaires, qu'on ne devait point les considérer ainsi, vu qu'ils étaient porteurs d'écrits séditieux.

Peu de tems après que les commissaires anglais eurent publié leur manifeste [1], le congrès en fit paraître un, où il déclara solemnellement que si l'ennemi osait exécuter ses menaces, ou continuer les actes de barbarie qu'il commettait, il en tirerait une vengeance exemplaire. Il prenait Dieu à témoin de la droiture de ses intentions, et ajoutait que comme il n'était point ému par la colère, rien ne pourrait altérer sa détermination.

Tel fut le résultat de la tentative faite pour rétablir des nœuds que l'imprudence et la tyrannie avaient rompus, et qu'une foule de causes empêchaient de former de nouveau. La guerre et l'indépendance avaient fait régner en Amérique, des opinions qui non-seulement eussent opposé quantité d'obstacles à la réunion des deux pays sous les lois d'un même souverain, et qui substituant la haine à l'amitié, eussent rendu un pareil événement peu avantageux pour les anglais. Le tems était arrivé où le véritable intérêt de la nation britannique exigeait qu'elle renonçât à une guerre inutile et coûteuse, entreprise pour soumettre des colonies qu'en aucun cas elle ne pouvait plus conserver. Il

[1] Le 30 octobre 1778.

était tems que la sujétion fût remplacée par des relations d'amitié, et par ces bons offices que des états indépendans peuvent se rendre réciproquement.

Cette opinion cependant n'était point celle de la cour de Londres, et l'on devait faire encore de grands efforts pour rattacher l'Amérique septentrionale à l'empire britannique. Les membres de l'opposition n'étaient pas même d'accord entr'eux sur la continuation de la guerre; et le comte de Chatam, qui avait tenté de prévenir la rupture, et d'opérer ensuite un raccommodement, ne vivait plus.

Dans le tems même où avait lieu entre le congrès et les commissaires anglais, cette correspondance dont nous venons de rendre compte, M. Gérard de Rayneval, qui avait négocié pour son souverain le traité entre la France et les Etats-Unis, arriva à Philadelphie [1] en qualité de ministre plénipotentiaire de S. M. T. C. La joie qu'occasiona cet événement fut inexprimable. A l'instant où l'on sut que M. Gérard remontait la Delaware, l'assemblée envoya des commissaires à sa rencontre, et ordonna de tenir prête une maison pour le recevoir. D'autres commissaires furent

[1] Le 14 juillet 1778.

le prendre chez lui pour le conduire à l'audience du congrès, qui pour rendre la séance plus solemnelle, y invita le vice-président et les membres du conseil exécutif suprême de Pensylvanie, ainsi que les membres de l'assemblée législative de cet état. L'assemblée forma un demi-cercle, à l'une des extrémités duquel était placé le président, qui faisait face à l'envoyé du roi de France. Les formalités d'usage remplies, les commissaires reconduisirent M. Gérard à sa maison, et le congrès lui donna un repas splendide, auquel furent invités tous ceux qui avaient un caractère public, ainsi que plusieurs étrangers de distinction.

La réception d'un ministre du plus puissant prince de l'Europe, fut un spectacle aussi flatteur que nouveau pour les Etats-Unis, et c'était le signe le moins équivoque de la réalité de leur indépendance.

Si la guerre semblait manquer d'activité sur l'océan Atlantique, elle exerçait, dans les cantons septentrionaux, ses ravages les plus affreux. Le congrès avait fait beaucoup d'efforts pour engager, soit à embrasser sa cause, soit à garder la neutralité, les nombreuses tribus d'indiens qui habitaient sur la frontière. Dans les commencemens, plusieurs d'entre

elles parurent disposées à se déclarer en faveur des Etats-Unis ; mais l'impossibilité où était la confédération de leur fournir des marchandises d'Europe, auxquelles elles étaient accoutumées, les décida bientôt en faveur de l'ennemi, qui leur prodiguait les présens. Dans les premiers mois de l'année 1778, une quantité d'indices annoncèrent qu'elles se préparaient toutes à faire la guerre aux américains ; et les habitans de toutes les frontières, depuis les bords de la Mohawk jusqu'à ceux d'Ohio, furent menacés de voir diriger contr'eux la hache et le couteau des sauvages. Toutes les représentations qui arrivaient de ce pays portaient qu'en aucun cas on ne devait faire, avec les indiens, une guerre défensive, et que pour obtenir d'eux la paix, il fallait se rendre maître de leur pays. Il était également démontré qu'ils avaient été incités par le colonel Hamilton, gouverneur de Détroit, place que l'on croyait en mauvais état ; et le congrès résolut de la faire attaquer. Le général Mac-Intosh, qui commandait à Pittsbourg, fut chargé de diriger l'expédition, à la tête de trois mille hommes, dont deux mille cinq cents seraient fournis par la milice de Pensylvanie. Pour faciliter l'entreprise, et réduire plutôt les indiens, il fut résolu d'en

former une autre dans le pays des Senecas. Le major-général Gates, ou à son défaut, l'officier qui commandait à l'est de la rivière d'Hudson, fut invité à prendre des mesures pour l'exécution de ce dessein, et les commissaires [1] chargés des affaires des indiens eurent ordre de le seconder.

Malheureusement les effets ne répondaient pas à la vigueur des résolutions que prenait le congrès. Des expéditions confiées à des troupes de milice, et pour lesquelles il faut avoir recours à des gouvernemens distincts, sont rarement exécutées avec cette promptitude et cette énergie qui assurent le succès. Les préparatifs qu'eussent exigés celles dont nous venons de parler, ne se firent point, et les habitans des frontières demeurèrent sans moyens de tenir tête à l'orage qui se formait depuis long-tems, et qui fondit sur eux avec une incroyable furie. Le théâtre des plus grands désastres fut le territoire de Wyoming.

Ce canton, qui est situé sur les rives de la Susquehannah, était réclamé par le Connecticut et par la Pensylvanie, et avait été peuplé par des émigrans du premier de ces états, qui, dit-on, avaient acheté leurs terres des indiens. Cet établissement jouissait d'une grande prospérité.

[1] Ils résidaient à Albany.

Il contenait environ mille familles, et avait fourni un pareil nombre d'hommes à l'armée continentale, sans compter les garnisons des forteresses élevées dans le pays. Par malheur, il n'avait pas été à l'abri des divisions politiques, qui portées à l'excès, empoisonnent la source de toute félicité sur la terre, détruisent ces affections qui attachent les uns aux autres les membres d'une même famille, et remplacent par la haine ces sentimens que la nature ou l'habitude avait fait naître dans les cœurs.

Quelques habitans du canton de Wyoming avaient donc embrassé la cause du roi. Encouragés par l'éloignement des armées de l'Union, et peut-être excités par leurs voisins du Canada, ils se déclarèrent hautement. Plusieurs d'entr'eux croyant avoir eu à se plaindre de leurs compatriotes, s'étaient réfugiés dès les commencemens de la guerre, parmi les indiens, ou dans les postes occupés par les anglais. Leur nombre s'était accru par degrés ainsi que leur ressentiment. A leur tête était le colonel John Butler, cousin du colonel Zabulon Butler, qui commandait la milice de Wyoming.

Les indiens, pour augmenter l'effet des coups que depuis long-tems ils se préparaient

à porter, eurent recours à une ruse qui leur réussit. Ils envoyèrent plusieurs d'entr'eux annoncer aux américains que leurs tribus étaient dans les dispositions les plus pacifiques; et dans une nombreuse assemblée de sauvages, Butler lui-même employant leur style figuré, déclara qu'il allait se retirer à Détroit, parce qu'il n'avait pas le bras assez long pour rien entreprendre cette année. Cependant on pénétra leurs desseins, et l'on prétend qu'on en fit donner avis au congrès et au général Washington, par des lettres qu'interceptèrent les torys de Pensylvanie. Les habitans du canton de Wyoming voyant leur sûreté compromise, se retirèrent dans leurs forts.

Le 1.er du mois de juillet, un corps de près de seize cents hommes, parmi lesquels il y avait trois cents indiens, conduits par leurs propres chefs, et dont le reste était composé de torys qui s'étaient peints et vêtus à la manière des sauvages, fit, sous les ordres du colonel John Butler, une irruption dans le pays de Wyoming, et s'empara facilement de l'un des forts supérieurs, qui étant, à ce que l'on suppose, gardé par des royalistes déguisés, fut livré sans résistance : l'autre fut enlevé de vive force.

Les deux principales forteresses, Kingston et Wilkesborough, étaient à peu de distance et vis à-vis l'une de l'autre, sur les bords opposés de la Susquehannah. Le colonel Zebulon Butler s'y retira avec la plus grande partie des forces du pays, et un grand nombre de femmes et d'enfans s'y réfugièrent aussi. Zebulon, après avoir refusé de se rendre, proposa une conférence, pour la tenue de laquelle on convint d'un emplacement peu éloigné des deux forts. Il s'y rendit avec une escorte de quatre cents hommes, et n'y trouva personne ; mais il vit, un peu plus loin, au pied d'une montagne, un drapeau qui s'éloignait insensiblement, comme si la troupe à laquelle il appartenait faisait retraite. Zebulon continuant à s'avancer, fut bientôt enveloppé par l'ennemi, qui se montra tout-à-coup, et fit feu. Les américains tinrent ferme, malgré cette surprise, et même ils combattirent avec tant de courage, que la victoire penchait en leur faveur, lorsqu'un soldat, soit par lâcheté, soit par trahison, s'écria : « Le général « donne l'ordre de faire retraite. » La confusion fut alors extrême. La troupe prit la fuite du côté de la rivière qu'elle s'efforça de passer pour entrer dans Wilkesborough. L'ennemi la poursuivit avec la plus grande vivacité ;

et des quatre cents hommes sortis de la forteresse, à peine en échappa-t-il vingt. Le fort de Kingston fut investi sur-le-champ; et pour redoubler l'horreur de sa position, les indiens envoyèrent à la garnison les chevelures ensanglantées des malheureux qu'ils venaient de massacrer.

Zebulon Butler s'étant retiré avec sa famille, le colonel Dennison, commandant de la place, sortit lui-même avec un pavillon de trève, pour demander quel traitement on ferait aux assiégés, s'ils se rendaient? John Butler, joignant le laconisme à la férocité, ne lui répondit que par ces mots : « La hache [1]. »

Ayant perdu la plus grande partie de ses gens, et ne pouvant résister plus long-tems, Dennison, qui d'ailleurs ne croyait pas qu'il fût possible de massacrer de sang-froid des gens qui ne se défendaient plus, se rendit à discrétion. Il avait mal connu le caractère de ceux entre les mains desquels il était tombé. La menace de John Butler fut exécutée ponctuellement. On mit à l'écart quelques hommes qui furent faits prisonniers. Les autres habitans du fort furent enfermés dans leurs maisons, auxquelles on mit le feu [2] sur-le-champ.

John Butler se présenta ensuite devant

[1] Gordon. Ramsay. [2] *Idem.*

Wilkesborough, qui se rendit aussi à discrétion. Rien ne put adoucir la rage du vainqueur. Les soldats de l'armée continentale, qui étaient au nombre de soixante et dix, furent hachés. Tous les habitans, hommes, femmes et enfans éprouvèrent le même sort que ceux de Kingston : ils périrent dans les flammes.

Près de trois mille personnes avaient pris la fuite, et s'étaient retirées dans l'intérieur du pays, sans argent, sans vêtemens, et même sans aucune sorte de vivres. Pour empêcher qu'elles ne revinssent, les maisons et les instrumens aratoires furent incendiés ; on détruisit toutes les plantations, et l'on tua tous les bestiaux. Il n'y eut de conservées que les habitations des torys. C'étaient, dit Gordon, les îles du Désert.

Les détails de cette expédition présentent des traits de cruauté qui font frémir. Des pères furent égorgés par leurs propres enfans, des frères et des sœurs par leurs frères. Tels sont les excès auxquels peuvent se porter les hommes, lorsque les flambeaux de la discorde civile sont allumés, et que ces sentimens qui font le charme de la vie sont étouffés par la fureur qu'excite la diversité d'opinions.

Les incursions faites par des partisans peuvent se répéter fréquemment ; mais il est rare

qu'elles soient de longue durée. Ceux qui ravagèrent le pays de Wyoming l'évacuèrent avant l'arrivée des troupes de ligne envoyées contr'eux.

Pour protéger efficacement toutes les parties des Etats-Unis, il aurait fallu des forces beaucoup plus considérables que ne pouvait en assembler le congrès. En conséquence plusieurs districts ou cantons furent exposés à toutes les cruautés de la guerre. La milice que tourmentaient de continuelles réquisitions, demandait par-tout à être relevée par des troupes réglées. On résistait à toutes ces sollicitations, et les régimens de ligne étaient employés d'une manière plus conforme à l'intérêt général. Cependant les habitans de la frontière du nord étaient exposés à de si grands revers, qu'il fallut, pour les défendre, détacher de l'armée principale un plus grand nombre de troupes que, depuis la prise de Burgoyne, on n'en avait envoyé vers ce point. Le 15 juillet, à la première nouvelle des ravages exercés dans le Wyoming, le régiment du colonel Hartley et deux compagnies d'artillerie eurent ordre de se répandre dans cette contrée. Hartley entra dans le pays des indiens auxquels il enlèva quelques bourgades, qu'il détruisit ensuite. Ayant appris qu'ils rassemblaient de grandes

forces, il fit retraite. Son arrière-garde fut attaquée dans sa marche; mais ses troupes montrèrent tant de résolution, que les assaillans furent repoussés avec perte. Le quatrième régiment de la Pensylvanie, levé sur la frontière de cet état, et commandé par le lieutenant-colonel William-Butler, partisan d'un grand mérite, fut, ainsi que le reste des carabiniers à pied ou chasseurs de Morgan, envoyé au secours ou points les plus exposés, et prit position à Schoharie, petit village situé sur une rivière de ce nom qui se jette dans la Mohawk. Ce corps pénétra dans le pays ennemi; et après une marche dans laquelle il fallut gravir de hautes montagnes et traverser des eaux profondes, il parvint aux bourgades d'Unandilla et d'Anaquaqua [1], où il détruisit une grande quantité de blé, que les indiens y avaient amassé pour l'hiver. Il retourna ensuite à Schoharie sans avoir rencontré un seul parti ennemi.

Cette expédition fut de quelque utilité aux habitans de la frontière occidentale. La perte de leurs bourgades et de leurs magasins forcèrent les indiens à se retirer plus loin, et

[1] Quartier-général du fameux colonel Brandt, chef indien de demi-race, qui était connu par son courage et par sa cruauté.

par conséquent elle rendit leurs incursions plus difficiles et plus rares.

Hartley rendant compte au congrès, lui annonça que l'ennemi se fortifiait à Chemung, établissement considérable situé à environ douze milles de l'embouchure de la Cayouga qui se jette dans le Susquehannah ; et il ajouta qu'un grand nombre de torys s'étaient rassemblés dans ce lieu. Chemung et Niagara passaient pour les deux points de réunion des royalistes qui ne pouvaient gagner New-York. Le congrès prit sur-le-champ une résolution par laquelle le général Washington fut chargé de concerter des mesures pour empêcher que l'ennemi ne s'établît dans le premier de ces postes, et pour repousser les incursions des sauvages sur les frontières des états de New-York, de New-Jersey et de Pensylvanie. C'était le tems où les pluies enflent les rivières de cette contrée, au point qu'il n'est plus possible de les passer. D'ailleurs à moins d'ouvrir des chemins, on ne pouvait transporter l'artillerie nécessaire pour attaquer une place forte. Ces obstacles qui avaient échappé au congrès, frappèrent le commandant en chef. Cependant il prit des mesures pour faire exécuter, s'il se pouvait, la résolution ; et en conséquence, il fit marcher la

brigade de Clinton. Craignant toujours les difficultés qu'opposait la saison, il forma dans la ville d'Albany, un conseil de guerre, composé des généraux Schuyler, Hand et Clinton, et auquel assista le gouverneur Clinton. Ils se déclarèrent tous contre l'expédition; et, leur opinion ayant été transmise au congrès, il y renonça aussi, du moins pour l'instant [1].

Cependant un corps d'environ cinq cents hommes, que formaient des indiens, des torys et quelques soldats de troupes de ligne, était entré dans la Cherry-Valley, où était posté un régiment au service de la confédération, commandé par le colonel Alden. Ce corps ayant été complètement surpris, on lui enleva une patrouille. En s'efforçant de gagner le fort, Alden fut tué avec dix des siens; le lieutenant-colonel et deux autres officiers furent faits prisonniers. Le fort fut ensuite attaqué; mais la garnison s'étant courageusement défendue, et l'ennemi ayant appris qu'elle allait être secourue, abandonna l'entreprise. Ce parti, après avoir renouvelé les horreurs qui avaient été commises dans le Wyoming, fit sa retraite.

Tandis que les frontières du New-York et de la Pensylvanie étaient ravagées par les sauva-

[1] En novembre.

ges, celles de la Virginie semblaient menacées d'un pareil traitement. La milice de la partie occidentale de cet état avait fait une incursion dans le pays situé au nord-ouest de l'Ohio, et s'était emparée de quelques postes anglais établis sur le Mississipi. Par un acte de l'assemblée législative, cette conquête fut érigée en un comté, qu'on désigna sous le nom des Illinois; et l'on ordonna, pour le défendre, la levée d'un régiment d'infanterie et d'un corps de cavalerie, qui devaient être commandés par le colonel Georges Rogers Klarke, à qui son courage, son activité et son expérience dans l'art de faire la guerre aux indiens, avaient donné beaucoup de réputation. Sa troupe fut divisée en petits détachemens, dont il garda le principal à Kaskaskias. Le colonel Hamilton, gouverneur de Détroit, était au poste de Saint-Vincent avec six cents hommes, la plupart indiens. Il se proposait d'enlever le poste de Kaskaskias, puis de remonter l'Ohio jusqu'à Pittsbourg, et de porter le ravage sur les frontières de la Virginie. Clarke prévint le dessein d'Hamilton, par une de ces mesures décisives qui, quel que soit le nombre d'hommes qu'il emploie, prouvent le génie de celui qui les conçoit et qui les exécute.

Clarke était trop loin des habitations pour

esperer des secours ; et était trop faible pour se flatter de défendre avec succès Kaskaskias et le comté des Illinois, contre des troupes réglées, secondées par toutes les tribus indiennes établies depuis les bords des lacs jusqu'à l'embouchure de l'Ohio, troupes qui devaient l'attaquer aussitôt que la saison permettrait d'agir. Cependant il fit toutes ses dispositions pour recevoir l'ennemi. Pendant qu'il en était occupé, il reçut d'un marchand espagnol l'avis certain qu'Hamilton, qui se croyait en toute sûreté à Saint-Vincent, avait détaché ses indiens avec ordre de fermer l'Ohio et de faire des incursions sur les frontières ; qu'il n'avait conservé que quatre-vingts hommes de troupes réglées, trois pièces de canon et quelques obusiers. Clarke résolut de profiter de l'occasion. Il fit équiper une petite galère portant deux canons de quatre livres de balle et deux obus. Ce navire, sur lequel il embarqua une compagnie de soldats et des vivres, eut ordre de remonter la rivière de Wabash, de se poster à quelques milles au-dessous de Saint-Vincent, et de ne rien laisser passer. Clarke partit au cœur de l'hiver, au mois de février, à la tête de cent trente hommes, pour se rendre au poste qu'il se proposait d'emporter. Il mit

seize jours à traverser les bois et les rivières situés sur son chemin. Il lui en fallut cinq pour passer les terres noyées qui se trouvent sur les bords de la Wabash, aux environs du fort; et, pendant l'espace de cinq milles, ses soldats furent obligés de marcher dans l'eau, qui quelquefois leur montait jusqu'à la poitrine. Après avoir vaincu ces difficultés, qu'on jugeait insurmontables, Clarke parut devant la ville de Saint-Vincent, qui fut complètement surprise, et consentit à changer de domination. Hamilton défendit quelque tems le fort, et finit par se rendre avec sa garnison, qui fut faite prisonnière. Comme cet officier avait été le promoteur des atrocités que les indiens avaient commises, le conseil exécutif de la Virginie le fit jeter dans les fers, ainsi que quelques-uns de ses principaux agens.

Cette petite expédition eut des résultats très-importans. Elle fit échouer le projet dont l'exécution eût causé la désolation de tout le pays situé à l'ouest des monts Alleguenys. Elle détacha du parti des anglais beaucoup de ces nombreuses tribus d'indiens dont la résidence était fixée au sud des eaux qui communiquent directement avec les grands lacs. Enfin elle eut probablement une grande in-

fluence sur la fixation des frontières occidentales des Etats-Unis.

On vient de voir que le congrès, consultant plutôt ses vœux que sa puissance, avait, dans le cours de l'hiver précédent, et sans consulter le commandant en chef, médité une seconde invasion du Canada, qui devait être dirigée par le marquis de la Fayette, et qu'il avait fallu y renoncer, au moins momentanément, faute de troupes. L'alliance de la France rendant le succès plus probable, ranima le desir d'annexer cette vaste contrée au territoire des Etats-Unis. Ce n'était pas seulement l'ambition qui portait le gouvernement américain à entreprendre cette conquête. Sans parler d'autres avantages très-considérables, la possession du Canada devait pour jamais éloigner des frontières du nord et de l'ouest les horreurs de la guerre contre les peuples sauvages.

Lorsque les hostilités eurent commencé entre la France et la Grande-Bretagne, le congrès s'occupa de nouveau de ce projet qui le flattait; et vers la fin de l'automne, on traça un plan d'attaque contre tous les établissemens britanniques sur le continent de l'Amérique septentrionale, et contre les îles du cap Breton et de Terre-Neuve. Comme

il devait être exécuté par les forces réunies des alliés, on le communiqua, dans le mois d'octobre, au commandant en chef, pour qu'il le fît passer par le marquis de la Fayette, qui était sur le point de retourner dans sa patrie, et sur l'influence de qui l'on comptait pour le faire adopter par la France, au docteur Franklin, ministre des Etats-Unis près de la cour de Versailles. Ce vaste plan, qui avait été conçu sans qu'on eût consulté aucun homme du métier, consistait d'abord à faire partir, le 1.er juin 1779, de Pittsbourg et de Wyoming, pour marcher contre Détroit et Niagara, deux détachemens composés chacun de quinze cents hommes d'infanterie et de cent chevaux. Ces deux corps devaient détruire toutes les bourgades d'indiens qui se trouveraient sur leur chemin. Les troupes destinées à l'attaque de Niagara devaient être renforcées à Anaquaqua par quinze cents hommes préalablement réunis à Skenectady.

Pendant l'hiver, un corps de troupes devait être porté sur la rivière de Mohawk, et préparer les matériaux nécessaires pour la construction des vaisseaux. Il avait été arrêté que, dès le commencement du printems, deux mille cinq cents hommes se réuniraient à ce corps. On se fût ensuite emparé d'Osouego ; on eût

lancé les vaisseaux ; on se fût rendu maître de la navigation du lac Ontario , et l'on eût fait des incursions vers Niagara, pour jeter l'alarme parmi les nations indiennes, et favoriser les opérations qui se feraient de ce côté.

On se proposait de mettre plusieurs corps de troupes en cantonnement dans cette contrée qu'arrose la rivière de Connecticut dans la partie septentrionale de son cours. Ils devaient s'y recruter de manière à former une armée de cinq mille hommes. Ils eussent pénétré dans le Canada par la rivière de Saint-François , à l'embouchure de laquelle ils eussent laissé un détachement, et d'où ils eussent marché pour entreprendre la réduction de Montreal, de Saint-Jean et de tous les postes situés à l'extrémité du lac Champlain. Après cette conquête , ils auraient coopéré avec les troupes qui devaient agir sur le lac Ontario. Mais comme ils devaient se tenir en garde contre la garnison de Québec, ils n'eussent fourni que deux mille hommes. Ceux-ci, joints à un grand nombre de canadiens sur lesquels on comptait, se fussent avancés jusqu'à Cataraquoui , et eussent établi un poste de trois cents hommes à l'embouchure du lac Ontario. Ils auraient

alors formé leur jonction avec les troupes cantonnées à Osouego, et laissant une garnison dans cette dernière place, ils eussent marché contre Niagara, ville sous les murs de laquelle ils se fussent aussi réunis au détachement destiné à agir contre Détroit.

Les américains devaient effectuer toutes ces opérations sans le concours de leurs alliés. Mais il eût fallu entreprendre une autre campagne pour réduire Québec. Cette dernière entreprise était si difficile qu'on ne savait si l'on devait la tenter sans le concours de la France. La conquête de la capitale du Canada et d'Halifax eût été si importante pour cette puissance et pour les Etats-Unis, qu'on croyait pouvoir la proposer à la cour de Versailles. On demandait que quatre ou cinq mille hommes de troupes françaises fussent, au commencement du mois de mai, embarqués à Brest, et escortés par quatre vaisseaux de ligne et quatre frégates. Ils eussent été vêtus comme s'ils eussent dû servir dans les Indes occidentales; mais en août, on leur eût envoyé des vêtemens chauds. On supposait qu'au milieu de ce mois, la conquête du Canada serait assez avancée pour que les vaisseaux pussent attaquer Halifax. On eût réservé pour les opérations du siége un corps de troupes

américaines. Au cas où cette ville aurait été prise au commencement ou dans le milieu du mois d'octobre, l'armée eût sur-le-champ marché contre l'île de Terre-Neuve ; et, dans le cas contraire, elle eût été mise en quartier d'hiver, jusqu'à ce que le printems lui eût permis de faire cette conquête.

On s'était persuadé que les anglais évacueraient le territoire des Etats-Unis, ce qui laisserait à la disposition du congrès des forces à l'emploi desquelles le commandant en chef avait songé. Il avait jugé qu'une expédition contre les forteresses du haut Canada pourrait être avantageuse, si les troupes de l'Union pouvaient, sans danger, quitter les bords de la mer. Il avait pris des renseignemens sur l'état de ces places, sur les garnisons et sur les divers chemins par lesquels on pouvait pénétrer dans le pays. Il avait considéré tous les inconvéniens de l'entreprise, et il les avait trouvés si considérables, qu'il ne pensait pas qu'on dût la tenter, même après la retraite de l'ennemi. Telle était l'opinion de Washington, lorsqu'il reçut le plan tracé par le congrès. Il sentit combien il serait fâcheux pour la cause commune, d'employer à une expédition dont il n'espérait aucun succès, une si grande partie des forces françaises, qui pouvaient être

plus avantageusement occupées ailleurs, et quelle impression défavorable ferait sur la cour de Versailles, l'impossibilité où les Etats-Unis auraient été d'exécuter un projet qu'ils auraient eux-mêmes formé. En examinant l'état des forces navales de la France et de l'Angleterre dans les différentes parties du monde, il lui parut que la seconde de ces puissances conservait une supériorité décidée, et que, par conséquent, elle pourrait faire bloquer les vaisseaux français qui seraient entrés dans la rivière de Saint-Laurent, et auxquels il ne serait plus possible d'échapper. D'ailleurs la réussite d'une entreprise faite sur un plan si compliqué, d'une entreprise qui devait être exécutée tant en Europe qu'en Amérique, tant sur mer que sur terre, exigeait une telle harmonie, une si parfaite coïncidence dans les événemens, qu'il eût été en quelque sorte téméraire de l'espérer.

Washington écrivit au congrès une lettre où il s'excusa de n'avoir pas transmis au marquis de la Fayette le projet d'expédition, et en même tems il démontra tous les inconvéniens, tous les dangers qu'en entraînerait l'exécution. L'examen de sa lettre fut renvoyé à un comité, qui, tout en convenant de la force des raisonnemens qu'elle renfermait, et en

déclarant qu'on ne devait rien entreprendre d'important contre le Canada, tant que les armées britanniques n'auraient pas évacué le territoire des Etats-Unis, jugea que cette évacuation pourrait avoir lieu avant qu'il fût possible de reprendre les opérations de la campagne l'année suivante. Le comité fut donc d'avis qu'il convenait de s'occuper de mesures éventuelles pour cette expédition.

Les membres du congrès se croyaient probablement engagés par les conversations qu'ils avaient eues avec le ministre du roi de France et avec le marquis de la Fayette. On supposa sans doute qu'on déterminerait le cabinet de Versailles, en se préparant à l'avance. C'est, à ce qu'il paraît, dans cette idée, qu'en terminant son rapport, le comité déclara que la question de savoir quelles forces S. M. T. C. enverrait pour la réduction de Québec, ou même si elle pourrait en faire passer, devait dépendre de circonstances qu'on ne pouvait connaître alors en Amérique, mais qu'il présumait que ce monarque serait en état de concourir à l'exécution du projet, et qu'on avait droit de l'espérer, tant à cause de l'importance dont était l'entreprise, que d'après les secours que S. M. T. C. avait accordés aux Etats-Unis. Il proposa donc au congrès d'or-

donner au commandant en chef d'écrire à ce sujet au marquis de la Fayette, et au ministre d'Amérique près de la cour de Versailles, afin qu'on pût prendre des mesures au cas où un armement serait envoyé de France à Québec, pour seconder les efforts que pourraient faire les américains.

Les conclusions du rapport furent adoptées par le congrès, dont on transmit la résolution à Washington, qui fut alors dans un grand embarras. Ses objections subsistaient dans toute leur force, et cependant il se voyait obligé d'ouvrir une correspondance, pour faire solliciter le concours de la France dans une entreprise qu'il blâmait, et de promettre, de la part des Etats-Unis, une coopération qu'il jugeait impossible. Il fit donc de nouvelles représentations à l'assemblée, et il lui demanda une entrevue, où il pût faire connaître, dans le plus grand détail, l'état de l'armée et celui de toutes les choses nécessaires pour une expédition qui pourrait être si dangereuse. Sa demande lui fut accordée, et, à son arrivée à Philadelphie, il conféra, tant sur le sujet qui l'amenait dans cette ville, que sur la situation générale des affaires, avec un comité nommé à cet effet par le congrès. Le résultat de ces conférences fut de faire

renoncer entièrement, quoiqu'à regret, à l'expédition contre le Canada ; et l'on fit à tout ce que recommanda Washington, l'attention que son jugement et sa grande expérience exigeaient.

CHAPITRE III.

Divisions dans le congrès. —Etat des affaires publiques. — Invasion de la Géorgie. — Le major-général Robert Howe est défait par les anglais sous le commandement du colonel Campbell, qui s'empare de Savannah. — Sunbury se soumet au général Prevost. — Reduction de la Géorgie. — Le général Lincoln prend le commandement de l'armée du sud. — Le major Gardner est défait par le général Moultrie. — Les torys se soulèvent dans la Caroline du sud. — Ils sont battus par le colonel Pickins. — Le général Ash est surpris et défait par le général Prevost. — Prevost force Moultrie à faire retraite. — Lincoln attaque les anglais au bac de la Stono, mais sans succès. — Le général Mathews envahit la Virginie.

Lorsqu'on eut renoncé à la conquête du Canada, une sorte de langueur se fit remarquer dans tous les départemens de l'administration civile. On jugeait que le traité conclu avec la France assurait l'indépendance des Etats-Unis ; et la persuasion où l'on était que l'ennemi ne pouvait plus continuer la guerre avec quelque espoir de succès, ralentit des efforts qu'on ne croyait plus si nécessaires.

Washington ne s'était pas laissé séduire par cette flatteuse idée, que la guerre allait ces-

ser. Sa perspicacité lui avait fait reconnaître que la Grande-Bretagne et les Etats-Unis avaient encore trop d'espérance, et respectivement trop d'inquiétude sur la continuation des hostilités. Les commissaires étaient sur le point de se retirer, et il craignait extrêmement l'impression que les divisions et l'apparente inertie des Etats-Unis feraient sur eux, et que certainement ils ne manqueraient pas de communiquer à leur gouvernement. Ces considérations lui firent désirer vivement que l'on prît de bonne heure les mesures nécessaires pour ouvrir d'une manière vigoureuse la prochaine campagne. Cependant le congrès attendit jusqu'au 23 janvier 1779, pour l'autoriser à enrôler de nouveau l'armée; et ce ne fut que le 9 mars suivant que l'on transmit aux différens états les réquisitions relatives à leurs contingens. L'engagement n'étant pas suffisant, il fallut avoir recours aux mêmes moyens que ceux qu'on avait pris les années précédentes. Ainsi à une époque où les soldats eussent dû se trouver dans les camps, on s'occupait seulement à faire les levées [1].

[1] Lorsqu'à la fin on prit la résolution d'enrôler une armée pour toute la durée de la guerre, peu de soldats voulurent s'engager; et l'on n'osait avoir recours à des mesures de rigueur. Les rangs ne se garnirent que

Vers le même tems, plusieurs circonstances concoururent à fomenter dans le congrès des divisions ou même des factions, auxquelles, à l'époque des plus grands dangers, le patriotisme eût probablement imposé silence. Les agens employés en Europe s'étaient accusés réciproquement, et quelques-uns d'entr'eux avaient été rappelés. Leurs amis en soutenaient, avec beaucoup d'animosité, les intérêts dans le congrès ; et à la fin, M. Deane, qui de très-bonne heure avait été chargé d'une mission près de la cour de France, et qui avait eu part à la formation des traités d'alliance et de commerce entre S. M. T. C. et les Etats-Unis, publia un écrit où il inculpa non-seulement les agens du congrès dans les cours étrangères, mais encore des membres de cette assemblée.

L'irritation d'esprit qu'excitèrent et cette contestation, et plusieurs autres du même genre, s'accrut infiniment par la publication faite à New-York, de l'extrait d'une lettre écrite par M. Laurens, président du congrès, à M. Huiston, gouverneur de la Géorgie,

d'hommes enrôlés pour neuf mois, pour un an, ou pour dix-huit mois. Le mal continua; et, à l'exception des anciens officiers, il fallut lever une armée presque entièrement nouvelle tous les ans.

dans les papiers de qui on la trouva, dit-on, pendant l'invasion de cet état. M. Laurens avait épanché son cœur dans cette lettre, et il s'y plaignait avec amertume de ce qu'il appelait l'inattention du congrès. Cet écrit renfermait aussi des réflexions peu satisfaisantes sur le patriotisme et l'intégrité de plusieurs membres de l'assemblée.

De telles altercations donnent momentanément un air d'importance à des objets qui dans le fond n'en ont point, et elles font trop souvent perdre de vue des choses qui en ont une réelle et durable.

Le général Washington, au lieu d'éprouver cette sécurité qui s'était emparée de l'esprit du public, avait conçu de vives alarmes, et faisait de continuels efforts pour communiquer son opinion à ceux qu'il jugeait propres à faire cesser l'illusion. Il représenta, dans les lettres qu'il écrivit aux hommes qui avaient le plus d'influence dans les différens états, les dangers dont était menacée la cause de l'indépendance, et il les exhortait vivement à faire et ces sacrifices et ces efforts, desquels dépendait l'heureuse issue de la guerre. Les dissentions dans le congrès, la retraite de plusieurs membres des plus recommandables, qui avaient quitté le conseil général

de l'Union ; pour aller occuper dans les états particuliers des postes importans, l'avilissement du papier-monnaie, et le funeste esprit de spéculation qu'il avait fait naître, un relâchement de principes général, une répugnance à s'exposer à quelque inconvénient pour atteindre cet objet d'un si grand prix, qui avait déjà fait couler tant de sang, lui semblaient des écueils contre lesquels il craignait que le vaisseau de l'état ne se brisât, et qu'il ne cessait de faire remarquer aux hommes les plus capables de tenir le gouvernail.

Toutes ces circonstances, qui faisaient une si profonde impression dans l'esprit du commandant en chef, opéraient également dans celui des commissaires britanniques, et les portaient à croire que la continuation de la guerre forcerait les américains à renoncer à une indépendance absolue. Ils parurent persuadés que les peuples fatigués par la lutte qu'ils avaient soutenue, désiraient sincèrement qu'on acceptât les propositions faites par la Grande-Bretagne, et que les maux qui devaient résulter de la perte du crédit public, leur feraient abandonner le parti du congrès, ou contraindre ce corps à se soumettre aux conditions proposées. Cette opinion était sans

doute erronée, mais non dépourvue de probabilité ; et communiquée au gouvernement anglais, elle devait, selon toute apparence, contribuer à la continuation des hostilités.

Les armes britanniques avaient été presque uniquement tournées contre les états du nord et contre ceux du centre ; et à l'exception de l'entreprise formée contre l'île de Sullivan, en 1776, on n'avait point agi contre les parties méridionales et occidentales de l'Union. Le nord était le siége de l'opposition, et l'on y avait commencé la guerre, dans l'espoir que les colonies qui ne seraient point attaquées sur-le-champ, refuseraient de faire cause commune avec celles qu'on voulait réduire. La Grande-Bretagne s'était d'abord flattée d'obtenir les succès les plus complets. Mais la perte de l'armée commandée par Burgoyne, l'alliance des Etats-Unis et de la France, l'obstination des américains, avaient altéré cette sorte de confiance ; et il paraît que lorsque les propositions de paix faites en 1778, furent rejetées, on prit en Angleterre la résolution de tracer pour l'avenir, un plan d'opérations tout-à-fait différent de celui qu'on avait suivi avec tant de persévérance et si peu de succès.

Il y a lieu de croire que le nouveau plan

consistait, tout en conservant les îles situées à l'embouchure de la rivière d'Hudson, à porter les armes britanniques principalement dans les états du sud, qui étaient moins capables d'opposer une forte résistance, et sur qui elles devaient faire une impression considérable. Il n'était pas même déraisonnable de supposer que cet effet se ferait sentir vers le nord; mais quoi qu'il en pût être, la conquête de plusieurs états, à l'instant où l'on traiterait de la paix, devait donner du poids aux négociations, et autoriser à réclamer le territoire qui serait alors occupé par les troupes anglaises. Ainsi donc c'était dans les états méridionaux, qui d'ailleurs étaient les moins peuplés, quoiqu'ils fussent les plus riches, que devaient, dans les campagnes suivantes, se porter les coups les plus décisifs.

Le lieutenant-colonel Campbell qui, vers la fin du mois de novembre, fit voile de Saudy-Hook, avec une petite escadre sous les ordres du commodore Hyde-Parker, atteignit le 23 décembre 1779, l'île de Tybie, située près de la rivière de Savannah, qui sépare la Géorgie de la Caroline méridionale; et en peu de jours, la flotte et les vaisseaux de transport passèrent la barre, et mouillèrent dans la rivière, en-dedans du canal de Tybie.

Le commandement de l'armée du sud ; armée qui était composée des troupes de la Caroline méridionale et de la Géorgie, avait été confié au major-général Robert Howe, qui dans le cours de l'année précédente, avait envahi la Floride orientale. Les maladies particulières au climat avaient fait tant de ravages parmi ses troupes qui n'avaient pris aucune des précautions nécessaires pour la conservation de leur santé, que bien qu'elles eussent à peine aperçu l'ennemi, elles furent forcées de se retirer promptement, après avoir fait des pertes considérables. L'armée du major général Howe, réduite alors à environ sept cents hommes de troupes de ligne, et à quelques compagnies de milice, avait pris position dans le voisinage de Savannah, ville qui était alors capitale de la Géorgie, et qui est située sur le bord méridional de la rivière dont elle porte le nom.

Le pays qui environne l'embouchure de la Savannah se compose de profonds marécages, qu'entrecoupent des criques et des courans d'eau, et que les troupes ne peuvent passer que sur des chaussées, durant le flot.

Campbell effectua, sans rencontrer beaucoup d'obstacles, son débarquement à la plantation de Gerido, située à environ trois milles

au-dessous de Savannah. Le major-général Howe retira son armée à un demi-mille à l'est de la ville, et lui fit couper le chemin principal, comme s'il voulait le flanquer. Sa gauche était défendue par la rivière et par le fort de Savannah-Bluff, de manière à former un second flanc. Toute sa ligne de front était bordée par un marais qui s'étendait sur sa droite, et qu'il croyait impraticable. On avait rompu un pont où aboutissait la chaussée qui traversait ce marais, et à laquelle on avait fait aussi une tranchée. La ville de Savannah qu'entourait une ancienne ligne de retranchemens, couvrait ses derrières. Enfin Howe avait à droite et à gauche une pièce d'artillerie, et deux autres pièces barraient le chemin qui était au centre de la ligne. Tels étaient les avantages de la position dans laquelle il attendit l'ennemi; et, malgré l'infériorité de ses forces, il pouvait, sans présomption, espérer de la conserver.

Après avoir reconnu le pays, Campbell s'avança sur le grand chemin qui conduisait à Savannah; et, sur les trois heures de l'après midi, il parut à la vue de Howe. En faisant ses dispositions pour déloger l'ennemi, il rencontra un nègre qui lui enseigna un sentier pratiqué dans le marais, et par lequel on

pouvait tourner la droite des américains, et les prendre en queue. Il se détermina sur-le-champ à suivre ce chemin, que probablement ne connaissait pas Howe. La nature du terrain favorisait l'exécution du dessein de Campbell. Elle lui permit de cacher une partie de ses mouvemens, et de détacher, sur sa gauche, une colonne qui était commandée par sir James Baird, et que ne pouvait apercevoir l'ennemi.

Dès que sir James fut sorti du marais, il dispersa un corps de milice de la Géorgie, qui, le premier, fit connaître au général américain, le danger qu'il courait. Au même instant, les troupes britanniques qu'il avait en tête furent mises en mouvement, et leur artillerie commença à jouer. Howe donna l'ordre de faire retraite, mais l'exécution en était extrêmement difficile. Ses troupes furent forcées de traverser une plaine, en prêtant le flanc au corps avec lequel sir James Baird les avait tournées, et qui les attaqua avec beaucoup d'impétuosité et d'effet. Ceux qui purent échapper longèrent les bords de la Savannah; et après avoir passé cette rivière au bac de Zubly, ils cherchèrent un asile dans la Caroline du sud [1].

[1] Vers la fin de la guerre, une cour d'enquêtes, chargée d'examiner la conduite du major-général Howe, repoussa loin de lui tout blâme.

Cette victoire fut complète et décisive. Une centaine d'américains ou furent tués sur le champ de bataille, ou se noyèrent en s'efforçant de traverser un marais profond. Trente-huit officiers et quatre cent cinquante soldats furent faits prisonniers. Enfin, le jour même de l'action, quarante-huit pièces de canon, vingt-trois mortiers, le fort et toutes les munitions de guerre qu'il contenait, de grands magasins de vivres pour l'usage de l'armée du sud, et la capitale de la Géorgie, tombèrent en la puissance des anglais, qui n'achetèrent ces avantages que par la perte de sept hommes.

Comme il ne restait dans la Géorgie d'autres forces que la garnison de Sunbury, dont la retraite vers la Caroline du sud était entièrement coupée, toute la partie inférieure de l'état fut au pouvoir de l'ennemi, qui prit des mesures pour conserver sa conquête. Il usa, envers tous les habitans quelconques, d'une modération dont on avait rarement donné l'exemple dans le cours de la guerre. Les propriétés furent protégées, et les personnes respectées. Une proclamation invita tous les citoyens à se ranger sous les drapeaux de la Grande-Bretagne. On appuyait dans cette pièce, sur tous les raisonnemens les plus propres à rattacher la grande masse du peuple

aux intérêts de cette puissance, et l'on y indiquait la forme de serment que devaient prêter ceux qui se soumettraient, ainsi que celle du certificat qui leur serait délivré. L'effet de ces mesures ne trahit point l'espoir de ceux qui les avaient prises. On accourut en foule autour de l'étendard royal. On leva des troupes pour la défense du pays, et l'on établit des postes au loin, sur les bords de la rivière.

Ayant pris les précautions qu'il crut les plus propres à fermer toutes les avenues qui pourraient conduire de la Caroline du sud dans la Géorgie, Campbell porta son attention vers Sunbury; et il allait marcher contre cette place, lorsqu'il apprit qu'elle s'était rendue au général Prevost. Sir Henry Clinton, qui avait tracé le plan de l'expédition, avait donné l'ordre à ce général, qui était dans la Floride orientale, de coopérer avec Campbell. Prevost réunit sur-le-champ toutes les forces qui n'étaient point nécessaires à la défense de la ville de Saint-Augustin, et, apprenant que les troupes venues du nord étaient par le travers de la côte, il passa la frontière méridionale de la Géorgie, et investit Sunbury qui, après une légère résistance, se rendit à discrétion. Ayant mis garnison dans cette place, il marcha contre Savannah et prit le comman-

dement général. Il détacha sur-le-champ et mit sous les ordres de Campbell, trois cents hommes de troupes réglées et quelques compagnies de milice, qui devaient attaquer Augusta, ville dont ils s'emparèrent sans peine, ce qui compléta la réduction de toute la Géorgie.

Tandis qu'on préparait à New-York l'expédition contre les états méridionaux, le congrès méditait la conquête de la Floride orientale.

Les délégués de la Caroline du sud et de la Géorgie, craignant que le major-général Howe n'éprouvât de nouveaux revers, avaient instamment demandé qu'il fût remplacé par Lincoln qui jouissait de beaucoup de réputation, et avait commandé, en second, l'armée à laquelle le général Burgoyne avait rendu les armes. Howe, au mois de septembre 1778, fut appelé au quartier-général de Washington, et Lincoln eut ordre de se porter sur-le-champ dans les états méridionaux. Le même jour, le congrès requit les gouvernemens de la Virginie et de la Caroline du nord, de donner toute l'assistance possible à la Caroline du sud et à la Géorgie.

A son arrivée à Charles-Town, Lincoln trouva tout dans le plus grand désordre. Le congrès avait eu tant de négligence, on avait

si mal jugé des choses, qu'il n'avait point établi de caisse militaire dans les états méridionaux. En conséquence, il fallait s'adresser à l'autorité civile, pour procurer à l'armée les munitions dont elle avait besoin, ce qui subordonnait, jusqu'à un certain point, aux gouvernemens particuliers, les troupes au service de la confédération. Enfin, la milice, quoique soldée par le congrès, prétendait n'être soumise qu'au code militaire de l'état dont elle dépendait.

Tandis que le général Lincoln faisait ses dispositions pour la prochaine campagne, il apprit que l'ennemi avait paru sur la côte. La Caroline du nord obéit si promptement à la réquisition du congrès, qu'un corps de deux mille hommes, qu'elle avait déjà levé, s'était mis en marche sous le commandement des généraux Ash et Rutherford, et était arrivé à Charles-Town avant qu'on eût signalé la flotte du commodore Parker. Mais malheureusement cet état n'avait point pris de mesures pour fournir des armes à sa milice; et le congrès n'avait pu former des magasins dans cette partie du territoire de l'Union. Ainsi donc ces troupes, qui étaient sous les ordres des généraux Ash et Rutherford, ne pouvaient être équipées que par la Caroline du sud.

Cet état, plus exposé à une invasion, s'était aussi mieux préparé à la repousser. Cependant ses achats n'avaient pas été assez considérables pour excéder ses besoins, ce qui, joint peut-être au desir que le renfort arrivé de la Caroline du nord demeurât aux environs de Charles-Town, jusqu'à ce qu'on eût vu l'ennemi se diriger contre quelqu'autre point, fut cause que, lorsque le gouvernement de l'état livra des armes, il n'était plus tems de sauver la capitale de la Géorgie.

Cependant, aussitôt qu'on fut assuré que la flotte britannique était entrée dans la rivière de Savannah, on fit tous les efforts possibles pour mettre en mouvement les troupes, et le général Lincoln fut promptement, à leur tête, à la rencontre de l'ennemi. Dans sa marche, il apprit la défaite du major-général Howe; et les débris de l'armée battue le rejoignirent à Purysbourg, petite ville située au nord de la Savannah, à environ trente milles au nord de l'embouchure de cette rivière. Il y fixa son quartier-général, et, tandis qu'il attendait des renforts suffisans pour reconquérir la Géorgie, il se contenta de couvrir la Caroline du sud. Les troupes commandées par le général Prevost devaient se monter, pour le moins, à trois mille hommes effectifs, auxquels, en

outre, s'étaient réunis un grand nombre de volontaires. Un état de l'armée du général Lincoln, dressé le 1.er de février, la portait à trois mille six cent trente-neuf hommes, dont il n'y en avait que deux mille quatre cent vingt-huit d'effectifs. Sur ce dernier nombre, il s'en trouvait onze cent vingt-huit au service de l'Union, mais qui étaient de nouvelle levée. Le reste était composé de milices qui ne connaissaient point la discipline des camps, et qui ne voulaient point s'y soumettre.

Le théâtre de l'action était si propre à la défensive, que le général Prevost, bien que ses troupes fussent en beaucoup de points supérieures à celles que commandait le général Lincoln, ne put étendre ses conquêtes dans la Caroline du sud. La Savannah, qui séparait les deux armées, leur opposait un obstacle difficile à franchir. Quoique le chenal en soit resserré, cette rivière traverse, l'espace de cent milles, un pays marécageux, qu'elle couvre quelquefois l'espace de trois ou de quatre milles de chaque côté. Aucune partie du sol n'est assez ferme sur le bord pour qu'on puisse opérer un débarquement; et le peu de chaussées étroites qui coupent les marais, ne sont point praticables pour une armée. Il eût donc été dangereux de tenter le passage sans des

forces suffisantes pour se maintenir dans le pays ; car il eût été presque impossible de faire retraite en présence d'une armée supérieure. Ce fut ce qui empêcha Lincoln d'attaquer aucun des postes anglais, quoiqu'ils se prolongeassent depuis Savannah jusqu'à Augusta.

L'ennemi tenta de pénétrer, par la côte de la mer, dans la Caroline du sud. En conséquence, le major anglais Gardiner eut ordre d'aller avec deux cents hommes prendre possession de l'île de Port-Royal. Bientôt il y fut attaqué par le général Moultrie, qui le contraignit à faire retraite, après lui avoir tué beaucoup de monde. D'après le rapport de Moultrie, il paraît que le corps de Gardiner aurait été anéanti, si le manque de munitions n'avait pas empêché les américains de profiter de leur avantage. Cet échec dérangea les projets que Prevost avait formés contre la Caroline du sud ; et pendant quelque tems, ce général ne fit aucun effort pour passer les limites de la Géorgie.

Un grand nombre d'habitans de la frontière occidentale des trois états méridionaux avaient toujours été attachés à la cause royale. On ne tarda pas à leur faire part des premiers succès des troupes britanniques, et on les in-

vita à se réunir à Augusta autour des drapeaux du roi. Il est probable que ce point fut choisi pour favoriser les mouvemens que pourraient faire les mécontens qui résidaient dans l'intérieur du pays. Des émissaires propageaient parmi eux l'opinion que si l'on secondait avec force les troupes britanniques, l'autorité royale pourrait se relever, et que ceux qui, pour se soustraire aux châtimens qu'on leur eût infligés, s'étaient réfugiés parmi les indiens, rentreraient dans leurs maisons en triomphe. Il se forma dans les comtés supérieurs de la Caroline du sud un corps de sept cents hommes, qui se mit en marche pour se rendre dans la ville d'Augusta. N'ayant pour subsister dans le chemin, d'autre ressource que le pillage, ils se conduisirent plutôt en bandits qu'en soldats, et ils armèrent contre eux tous les amis de l'ordre. La milice des cantons voisins s'étant rassemblée sous le commandement du colonel Pickens, fut à leur rencontre, et les attaqua près de Kittle-Creek. Les insurgens furent défaits avec beaucoup de perte, et le colonel Boyd, leur chef, fut tué. Un grand nombre de ceux qui s'échappèrent du champ de bataille, furent ensuite arrêtés et mis en jugement. Il y en eut soixante et dix de condamnés, et l'on en fit mourir cinq

des plus coupables. Trois cents hommes gagnèrent les avant-postes des anglais, et demeurèrent sous les drapeaux du roi. Cette défaite contint quelque tems les torys, et assura la tranquillité du territoire occidental.

L'armée américaine se fortifiant par des corps de milice qui arrivaient des deux Carolines, le général Lincoln s'occupa de prendre l'offensive. Il importait infiniment de couvrir la partie supérieure du pays, et de resserrer l'ennemi. En conséquence, un corps d'environ quatorze cents hommes, que commandait le général Ash, fut posté presque vis-à-vis d'Augusta ; et Lincoln se proposait de le rejoindre aussitôt qu'il aurait rassemblé assez de forces pour passer la Savannah au-dessous de cette place, et pour contraindre les anglais à évacuer la partie supérieure de la Géorgie. Avant que ce plan eût pu être mis à exécution, le général Prevost, qui craignit que la grande étendue qu'il avait donnée à sa ligne ne l'exposât à quelque danger, évacua Augusta, et se replia jusqu'au bac d'Hudson, situé à environ vingt-quatre milles au-dessus d'Ebenezer qui devint alors le quartier-général de l'armée royale.

Persévérant dans son dessein, et voulant rapprocher Ash de lui, Lincoln ordonna à ce général de passer la Savannah avec son

détachement, et de prendre position au confluent de la crique de Briar avec cette rivière. Il paraissait impossible d'attaquer le camp d'Ash à force ouverte. On avait pris toutes sortes de précautions pour le mettre à l'abri d'une surprise, et pour effectuer la retraite en cas de besoin. La gauche était couverte par un profond marécage et par la Savannah. La crique de Briar longeait tout le front. Cette crique, qui a plus de cent cinquante pieds de largeur, n'offre point de gué dans cette partie de son cours, ni plusieurs milles au-dessous; et elle forme avec la rivière, dont elle s'éloigne par degrés, un angle très-aigu. Pour que l'on fût instruit de tout mouvement de l'ennemi, deux cents hommes de cavalerie avaient été ajoutés au détachement; et afin que la retraite fût plus facile, si elle était nécessaire, on avait transporté les bagages sur le côté septentrional de la rivière.

Les troupes britanniques, en se retirant dans les comtés inférieurs, avaient rompu le pont jeté sur la crique. On avait commencé à le réparer, lorsque Prevost résolut de chasser les américains d'une position si judicieusement choisie. Pour attirer ailleurs l'attention du général Lincoln, et amuser le général Ash en feignant une attaque sur le front de

la ligne de celui-ci, il parut vouloir passer la Savannah, tandis que le lieutenant-colonel Prevost, qui était chargé de la véritable attaque, faisait un circuit d'environ cent cinquante milles. Ce dernier ayant traversé la Briar à quinze milles au-dessous du poste des américains, le tourna complètement. Peu familiarisé avec les ruses de guerre, Ash était si occupé des mouvemens qui se faisaient en avant, que Prevost était sur le point d'entrer dans le camp, lorsqu'on fut instruit de son approche. Les troupes continentales commandées par le général Elbert furent à sa rencontre, et engagèrent l'action avec une grande intrépidité; mais la plupart des corps de milice jetèrent leurs armes, prirent la fuite, et traversèrent le marais ou passèrent la rivière à la nage. Elbert et ses troupes de ligne, secondées par un seul des régimens de milice de la Caroline du nord, maintinrent quelque tems leur poste. Ne recevant aucun secours, ils furent accablés par le nombre, et ceux qui survécurent au combat, furent obligés de se rendre. Le total des prisonniers et des morts fut de trois cents à quatre cents hommes. Le général Elbert et le colonel Mackintosh furent du nombre des premiers. La milice ayant été dispersée, plusieurs de ceux qui la compo-

saient rentrèrent dans leurs foyers, au lieu de rejoindre leur corps, et l'on ne put en réunir plus de quatre cent cinquante.

Cette victoire, qui coûta peu aux anglais [1], rétablit leurs communications avec les indiens, et avec ceux de leurs partisans qui habitaient l'intérieur du pays. Ils crurent tellement qu'elle leur assurait la possession de la Géorgie, que le lendemain le général Prevost publia une proclamation où il instituait un gouvernement civil, où il nommait des magistrats et des juges, et remettait en vigueur les lois qui s'y trouvaient vers la fin de l'année 1775 [2].

Ce revers, loin de porter le découragement dans l'ame des habitans de la Caroline méridionale, et de les engager à prendre le parti de la soumission, les détermina à redoubler d'efforts, et à opposer une résistance encore plus opiniâtre. M. John Rutledge, qui était doué de beaucoup de résolution, et avait une influence que soutenaient de grands talens, fut élu gouverneur. Les prérogatives de la puissance exécutive étant trop resserrées pour

[1] Le nombre des blessés et des morts ne fut pas de plus de seize hommes du côté des troupes britanniques.

[2] Elles devaient y demeurer jusqu'à ce qu'une nouvelle assemblée législative que Prevost se proposait de faire convoquer, les eût changées.

l'instant ; un acte de la puissance législative les étendit et les rendit presque illimitées. Le gouverneur et son conseil furent autorisés à faire tout ce que leur paraîtrait exiger le bien public. L'état put alors développer toutes ses forces. La milice fut convoquée en nombre plus considérable, et on la soumit à des réglemens plus sévères qu'auparavant.

Le général Lincoln ayant reçu des renforts, reprit le projet de recouvrer les parties supérieures de la Géorgie, et, en conséquence, il fit remonter la Savannah au corps principal de son armée. Il se proposait en même tems de couvrir la ville d'Augusta, où le corps législatif de cet état devait se réunir le 1.er mai.

La Savannah était alors sortie de son lit ; et les marais, les étangs, les criques étaient remplis d'eau de manière à opposer une barrière, en quelque sorte insurmontable à une armée ennemie. Huit cents hommes de milice, et deux cents hommes de troupes de ligne, commandés par le colonel Mackintosh, alors échangé, furent laissés pour renfort au général Moultrie, à qui l'on avait confié la défense du pays. Cet officier, qui s'était signalé à l'attaque de l'île de Sullivan, et avait fréquemment donné des preuves de courage, jouissait de l'estime et de la confiance du pu-

blic et du général Lincoln. On espérait aussi qu'il serait fortement secondé par la milice des environs, si les troupes anglaises tentaient de pénétrer de ce côté.

Le général Prevost reconnut l'importance du mouvement qu'avait fait l'ennemi. Il jugea que le meilleur moyen de faire revenir Lincoln, et de conserver les avantages dont la manœuvre des américains allait le priver, était de passer lui-même la Savannah, et de donner à son adversaire des inquiétudes sur la sûreté de Charles-Town. Soudain il traverse la rivière avec trois mille hommes, et s'avançant avec rapidité contre Moultrie, il le force à faire retraite précipitamment. La milice ne remplit pas l'espoir qu'on avait conçu. On ne put la déterminer à garder obstinément divers passages sur le chemin de l'ennemi; et le corps de Moultrie, loin de recevoir des renforts, fut encore extrêmement affaibli par la désertion.

A l'instant où Prévôt eut passé la rivière, un courrier fut en porter la nouvelle à Lincoln, qui était presque vis-à-vis d'Augusta. Persuadé que le général anglais ne pouvait projeter une attaque sérieuse contre Charles-Town, et qu'il ne se proposait que de le faire renoncer à son entreprise, il envoya trois

cents hommes de troupes légères au secours de Moultrie ; et, passant lui-même la Savannah, il descendit vers la capitale de la Géorgie, en longeant le bord méridional de la rivière. Il était convaincu qu'en paraissant tenir avec force à son plan, il contraindrait Prevost à retourner à la défense de la Géorgie ; et d'ailleurs, si le succès ne justifiait pas son opinion, il ne se serait que très-peu détourné du chemin qui conduisait vers la capitale de la Caroline méridionale.

Le général Prevost ne s'était pas originairement proposé de faire la conquête de la Caroline méridionale. Mais l'opposition n'ayant pas été aussi forte qu'il avait cru qu'elle le serait, mais la terreur qu'il inspirait, mais l'assurance réitérée que ceux qui accouraient en foule autour de ses drapeaux, lui donnèrent et du peu de probabilité qu'il dût essuyer quelque résistance, et de la disposition où était le peuple de mettre fin aux calamités de la guerre, par une prompte soumission, le déterminèrent à étendre le plan de ses opérations, et il résolut de marcher contre Charles-Town.

Lincoln fut à peine instruit de ce qui se passait dans la Caroline du sud, que traversant de nouveau la Savannah, il courut au secours de cet état. Prevost avait plusieurs

jours de marche sur lui, et l'on craignait vivement que le général américain n'arrivât pas assez tôt pour empêcher l'ennemi de réussir complètement.

La situation de Charles-Town était extrêmement critique. Comme on s'était persuadé que cette place n'aurait jamais à redouter une armée de terre, on n'avait songé à la fortifier que du côté de la mer. Rien n'interdisait les approches par la partie inférieure de l'isthme que forment les deux rivières d'Ashley et de Cowper, qui se réunissent sous les murs de cette ville. Le général Lincoln était trop loin pour la secourir sur-le-champ; et une partie de la milice du pays, commandée par le gouverneur en personne, était rassemblée au-dessus de l'embranchement septentrional de l'Edisto à Orangebourg, comme dans le point central de l'état, et celui d'où l'on pouvait se rendre avec plus de facilité vers le lieu qui était menacé le plus sérieusement.

Si la réduction de Charles-Town avait d'abord fait partie de son plan, le général Prevost aurait continué sa marche avec la même rapidité qu'il l'avait commencée; et la place eût été nécessairement emportée. Mais, comme ce n'avait pas été dans ce dessein qu'il avait passé la Savannah, il fit halte à mi-chemin, et em-

ploya deux ou trois jours à délibérer. L'état des choses changea pendant ce tems. On s'occupa sans relâche à élever des fortifications du côté de terre; on tira des lignes de défense depuis l'Ashley jusqu'à la Cowper ; on les garnit d'une nombreuse artillerie , et on les fit soutenir par des galères armées ; la milice des environs entra dans la ville; le renfort envoyé par le général Lincoln arriva, ainsi que la légion de Pulasky ; et le gouverneur de l'état amena les troupes qui avaient été postées à Orangebourg.

Le lendemain matin , Prevost passa l'Ashley, et, descendant l'isthme, prit position presqu'à la portée du canon des ouvrages. La ville fut sommée de se rendre. Rutledge, qui voulait gagner du tems, fit écouler la journée entière en pourparlers. Il demandait que, laissant indécise la question de savoir si elle appartiendrait définitivement à la Grande-Bretagne ou aux Etats-Unis, lors de la conclusion du traité, la Caroline du sud pût garder la neutralité jusqu'à la paix. Le général anglais exigeait que les corps qui composaient la garnison fussent déclarés prisonniers de guerre. La proposition ayant aussi été rejetée , on se prépara à défendre la place. Comme il eût été trop dangereux de tenter d'enlever

d'un coup de main les ouvrages, Prevost prit sagement le parti de décamper la nuit suivante, et de repasser l'Ashley. La garnison, craignant d'être attaquée, demeura dans ses lignes.

Pour éviter les obstacles qu'elle eût rencontrés en se retirant par terre dans la Géorgie, l'armée britannique passa sur l'île de Saint-James, puis sur celle de St.-John, qui sont situées toutes les deux au sud du port de Charles-Town, et dans lesquelles les troupes pouvaient trouver des quartiers commodes et des vivres.

Lorsque Prevost prit position sur l'île de St. - John, le général Lincoln en était peu éloigné, et se trouvait à environ trente milles de Charles-Town. L'île dont nous parlons est séparée du continent par un détroit ou un goulet appelé rivière de Stono ; et l'on passait de l'une à l'autre rive au moyen d'un bac, en avant duquel, du côté de la terre ferme, les anglais placèrent un détachement et firent des retranchemens. Cette position parut trop forte pour qu'il fût possible de les y attaquer en présence de leur armée. Mais lorsque la retraite commença, et que les troupes britanniques furent occupées à se transporter d'une île à l'autre, et à établir les postes où elles de-

vaient se tenir durant la saison des maladies ; opération qui occupa la plus grande partie de leurs vaisseaux, et empêcha, jusqu'à un certain point, d'envoyer de l'île St.-John, des renforts au détachement placé sur le continent, l'occasion d'attaquer le poste du bac de la Stono parut trop belle pour qu'on ne la saisît pas. Il n'était défendu que par huit cents hommes qui avaient pour commandant le lieutenant-colonel Maitland ; mais il y avait toujours un gros de troupes sur l'île. Pour espérer quelque succès, il fallait empêcher ces troupes de secourir le détachement. En conséquence, on transmit au général Moultrie, qui commandait dans Charles-Town, l'ordre de faire passer sur l'île de James, un corps de milice qui amuserait l'ennemi dans l'île de St.-John, tandis qu'on attaquerait le poste du bac.

Sur les sept heures du matin, le général Lincoln donna le signal de l'attaque. Sa droite était composée des milices de la Caroline du nord et de la Caroline du sud ; et les troupes de ligne formaient sa gauche. Il avait fait cet arrangement pour opposer ces troupes aux montagnards, qui étaient les meilleurs soldats qu'eussent les anglais, et qui composaient leur droite. La milice de la Virginie et quelques chasseurs à cheval constituaient un

corps de réserve. Lincoln n'avait pas en tout plus de mille hommes. Les troupes réglées eurent ordre de ne pas tirer un seul coup de fusil, et d'emporter les lignes à la bayonnette. Cet ordre ne put être exécuté. Le feu commença sur la droite; les plus grands efforts des officiers ne purent empêcher qu'il ne s'étendît le long de la file; et bientôt il devint général. Les montagnards tentèrent de tourner le flanc gauche de Lincoln; mais ils furent repoussés avec perte, et l'action continua avec vigueur des deux côtés. Le général américain voyant alors s'approcher des renforts envoyés à l'ennemi, fit sonner la retraite, et reprit sa premiere position.

Le général Moultrie n'avait pu exécuter à temps, l'opération dont il avait été chargé. Les barques pour passer dans l'île de James ne furent pas prêtes, et par conséquent il lui fut impossible de feindre une attaque contre l'île de St.-John. Cette circonstance permit à l'ennemi de rassembler ses forces sur le point de l'attaque.

Le général Lincoln fit monter sa perte, tant en morts qu'en blessés, à vingt-quatre officiers, et à cent cinquante-cinq soldats. Cinq officiers moururent de leurs blessures, et trente-cinq soldats expirèrent sur le champ

de bataille. Ce furent les troupes de ligne qui souffrirent le plus. Le général Prevost déclara avoir perdu un peu moins de monde que les américains.

Trois jours après l'action, les postes de Stono et de St.-John furent évacués; et tel fut le silence des troupes anglaises, pendant la retraite, que les partis américains qui observaient les lignes de l'ennemi, ne s'aperçurent point de ce mouvement.

Les chaleurs devenaient excessives, et tout le soin des généraux était de préserver leurs troupes des fièvres particulières au climat. L'armée britannique, après avoir établi un poste sur l'île contigue à celle de Port-royal et à Sainte-Hélene, se retira dans la Géorgie et dans la Floride.

Les milices américaines s'étant dispersées, le général Lincoln demeura avec environ huit cents hommes. Il les conduisit à Sheldon, dans les environs de Beaufort, et s'y occupa des préparatifs de la prochaine campagne, qu'il jugeait devoir s'ouvrir en octobre.

L'invasion des états méridionaux commençait à devenir si inquiétante que, malgré le peu de force de l'armée qui était sous les ordres immédiats du commandant en chef, on en tira le régiment de cavalerie de Bland et

le reste de celui qu'avait commandé Baylor, et qui avait pour chef le lieutenant-colonel Washington. Ces corps, ainsi que des troupes nouvellement levées dans la Virginie, devaient se rendre à Charles-Town, et se réunir à celles du général Lincoln. Cependant l'exécution de l'ordre fut suspendue par l'invasion de l'état que nous venons de nommer.

Sir Henry Clinton et sir George Collier, commandant en chef des forces navales que la Grande-Bretagne tenait sur la côte des Etats-Unis, avaient au printems concerté une expédition dont l'objet était d'interrompre le commerce de la Chesapeak et de détruire différens magasins. Les troupes de terre qu'ils y avaient destinées se montaient à un peu moins de deux mille hommes, et étaient sous les ordres du brigadier général Mathews. Les bâtimens de transport furent convoyés par des vaisseaux que commandait l'amiral en personne. Le 15 mai 1779, la flotte franchit la barre de Sandy-Hook, et le 9, elle entra dans la baie de Chesapeak. Le lendemain, elle mouilla dans la baie de Hampton, vaste bassin que forment en se réunissant, les eaux des rivières de James, de Nansemond et d'Elisabeth.

L'état de Virginie avait, pour épargner à sa milice les fatigues que lui causait l'apparition de petits partis sur ses côtes ou dans les eaux de ses rivières, levé un régiment d'artillerie. Les diverses parties de ce corps avaient été distribuées le long de la frontière orientale, et l'on avait construit de légères fortifications sur les points les plus menacés. Les détachemens postés des deux côtés de la rivière de James ne pouvaient communiquer les uns avec les autres par terre, qu'en faisant un circuit; et toute la partie basse de la Virginie est entrecoupée de profondes criques, d'eaux stagnantes et de rivières qui offrent aux vaisseaux des passages à la faveur desquels on peut empêcher l'ennemi de faire retraite. Les forts ayant été uniquement construits pour défendre le pays contre une attaque faite du côté de l'eau, ne pouvaient tenir contre des troupes de terre un peu nombreuses. Le fort Nelson, l'un des plus importans, était sur la rive orientale de l'Elisabeth, et avait une garnison d'environ cent cinquante hommes commandés par le major Mathews. Il était destiné à mettre à l'abri d'un coup de main les villes de Norfolk et de Portsmouth, ainsi que celle de Gosport placée plus haut sur une pointe de terre qui sépare les deux bras de la rivière. Les

premières sont les villes qui font le commerce le plus considérable, dans la Virginie. C'étaient deux grands dépôts pour les approvisionnemens de l'armée américaine ; et le gouvernement de l'état avait établi dans la ville de Gosport un chantier où l'on construisait des vaisseaux de guerre, ainsi que d'autres navires, et dans lequel on avait réuni une grande quantité de magasins pour la marine.

C'était la destruction de ces magasins que projetait principalement le général Mathews. Pour l'opérer, il fallait être maître du fort qui les gardait. Le 10 au matin, la flotte entra dans la rivière d'Elisabeth, que les bâtimens de transport remontèrent jusqu'à la Glèbe, point situé à trois milles au-dessous du fort, et sur lequel les troupes débarquèrent sans obstacle. Le général Mathews se proposait de faire, le jour suivant, attaquer la place du côté de terre, où les ouvrages étaient incomplets. La garnison prévoyant ce dessein, et reconnaissant que la défense serait inutile, et qu'il ne lui serait pas possible de s'échapper si elle ne profitait pas du moment qui lui restait, se retira pendant la nuit dans le Dismal-Swamp, vaste marécage, où il est difficile de pénétrer.

Toute la rive méridionale de la rivière de James étant alors en sa puissance, le général Mathews fixa son quartier général à Portsmouth, d'où de petits partis furent envoyés à Norfolk, à Gosport, à Kempslanding et à Suffolk, où il y avait de grands magasins pour les troupes de terre et pour la marine, et où se trouvaient des vaisseaux richement chargés. Tout fut pris, et l'on détruisit ce qu'il ne fut pas possible d'emporter. La perte que supportèrent le public et les particuliers fut immense. L'opération fut effectuée presque sans opposition.

L'invasion dura peu. Le général Mathews fut rappelé à New-York, où il arriva sur la fin du mois de mai. L'amiral et lui sentant combien l'occupation de Portsmouth serait utile, le représentèrent à sir Henry Clinton, qui jugea que l'état de l'armée ne permettait pas tant de subdivisions; et cette ville fut évacuée ainsi que les autres.

CHAPITRE IV.

Mécontentement d'une partie de l'armée américaine. — Lettre écrite par Washington, à ce sujet. — Le colonel Van-Schaick surprend et détruit une bourgade indienne. — Expédition du général Sullivan contre les établissemens des indiens. — Force et position des armées respectives. — Le fort la Fayette se rend aux anglais. — Invasion du Connecticut. — Le général Vayne s'empare de la pointe Stony. — Expédition du colonel Mac-Lean contre Penobscot. — Le major Lee surprend le poste anglais de Penobscot, et en fait prisonnière la garnison.

Les actes de cruauté que, dans le cours de la guerre, les indiens et des hommes plus féroces encore que ces sauvages, avaient commis sur les habitans des frontières occidentales, firent naître dans tous les cœurs des sentimens de vengeance qui, joints à l'intérêt national, déterminèrent à consacrer à la défense de cette partie de l'Union, des forces plus redoutables que celles qu'on y avait jusqu'alors employées.

Le général Washington qui, dans les premières années de sa jeunesse, avait appris à faire la guerre aux indiens, avait toujours été convaincu de l'impossibilité de garantir de

leurs incursions, par une chaîne de forts, la frontière de l'ouest; et il était persuadé qu'on protégerait le pays plus efficacement, en prenant l'offensive, qu'en se tenant sur la défensive. Il pensait qu'il fallait, si l'état de l'armée permettait de faire un détachement considérable, pénétrer au cœur de leurs établissemens, avec des forces suffisantes pour les renverser. Une autre partie de son plan consistait à s'emparer du poste anglais de Niagara, poste dont la possession assurait la plus grande influence sur les six nations. Il conféra de ce projet, à Philadelphie, avec les commissaires du congrès; et ce corps l'approuva totalement.

Les gouvernemens particuliers des états désiraient vivement assurer la défense de leurs comtés occidentaux ou septentrionaux. Ceux du Connecticut, du New-York et de la Pensylvanie s'adressèrent au congrès qui renvoya leurs représentations au comité créé pour conférer avec le général Washington, et d'après le rapport duquel il fut résolu que le commandant en chef serait invité à prendre des mesures pour mettre les habitans à l'abri de la fureur des sauvages, et châtier ces derniers. D'autres actes ordonnèrent la levée de compagnies de chasseurs destinées uniquement à servir sur les frontières de l'ouest.

Cette vaste et fertile contrée qui s'étend entre les grands lacs et les comtés formant alors les établissemens les plus occidentaux de la Pensylvanie et de l'état de New-York, était habitée par six nations indiennes à qui leurs longs rapports avec les blancs avaient fait faire des progrès vers la civilisation, et qui avaient, sur les avantages résultant des propriétés particulières, des idées plus justes que celles de la plupart des sauvages de l'Amérique septentrionale. On remarquait, dans leurs villages bien peuplés, plusieurs maisons commodes. Leurs fertiles campagnes et leurs vergers leur donnaient en abondance du blé et des fruits. Quelques-unes de leurs bourgades étaient attachées aux Etats-Unis; mais les autres étaient soumises à l'influence des anglais, qui leur fournissaient plusieurs articles de commerce. Un grand nombre de loyalistes, forcés de s'enfuir, s'étaient refugiés parmi ces nations, et en avaient augmenté la force sans en diminuer la férocité. Ils avaient pris une part très-active aux incursions que les sauvages avaient faites dans les années précédentes, et l'on croit qu'ils en méditaient d'autres pour la prochaine campagne. Il fut donc résolu de conduire dans le cœur de ces villages, où vivaient réunis des indiens et des

blancs, des forces capables d'anéantir toutes celles qu'on pourrait leur opposer, et de détruire tous les établissemens qu'avaient formés ces peuplades.

On se proposa de pénétrer dans le territoire des ennemis par trois côtés à-la-fois. Le corps principal devait consister en trois mille hommes, et remonter la Susquehannah, puis entrer dans le pays des Senecas. La seconde colonne devait être d'environ mille hommes, et s'avancer par la Mohawk. La troisième devait être composée de cinq cents hommes, et remonter la rivière d'Alleghany pour attaquer les établissemens situés de ce côté.

L'arrivée d'un renfort considérable qu'on eût envoyé du Canada eût pu seul, selon toute apparence, empêcher le succès de l'expédition. En conséquence, on chercha à inspirer des craintes pour elle-même à cette province On feignit de vouloir y pénétrer par la voie du lac Champlain; et des travailleurs furent employés à ouvrir un chemin depuis Cohoz jusqu'à la rivière de Sorel, pour exciter aussi des alarmes vers ce point. En même tems on fit tous les préparatifs nécessaires pour l'expédition qu'on projetait réellement, et l'on recueillit tous les renseignemens qui pouvaient en faciliter l'exécution.

Comme les troupes étaient sur le point de se mettre en mouvement, il se manifesta parmi elles des symptômes de mécontentement très-sérieux. La brigade du Jersey avait été postée tout l'hiver à Elisabeth-Town pour mettre le pays adjacent à couvert des incursions que faisaient les troupes anglaises qui occupaient Staten-Island. Cette brigade étant destinée à former une partie de l'armée de l'ouest, reçut, au commencement du mois de mai, l'ordre de marcher par régiment. Le général Maxwell répondit que les officiers du premier régiment avaient remis à leur colonel des représentations qu'ils adressaient au corps législatif de l'état, et où ils annonçaient que si dans trois jours on ne faisait droit aux plaintes qu'ils avaient formées relativement à leur solde, on devait les considérer comme ayant donné leur démission. Ils ajoutaient que si ce dernier cas avait lieu, le corps législatif était prié de nommer à leurs places. Ils déclaraient cependant qu'ils étaient prêts à faire tous les préparatifs nécessaires pour obéir à l'ordre qui avait été donné, et qu'ils continueraient leur service assez long-tems pour mettre leurs successeurs en état de les remplacer. « C'est, » ajoutait Maxwell, « une ré-« solution qu'ils n'ont prise qu'à regret; mais

« quelqu'extrême qu'elle soit, je suis per-
« suadé qu'ils y persisteront. Rien n'assure
« leur existence future, et ils sont accablés
« de dettes contractées au service. C'est donc
« la nécessité qui les force à se retirer, malgré
« la conjoncture critique où nous sommes. »

La nouvelle transmise par cette lettre causa de vives alarmes au commandant en chef. Washington avait à cœur les intérêts de l'armée; il en connaissait le courage, et déplorait les maux qu'elle avait à souffrir. Il ne pouvait contester la justice des plaintes formées par les officiers; mais il craignait que le parti qu'ils avaient pris n'eût les plus fâcheuses conséquences. Se confiant dans leur patriotisme, il écrivit au général Maxwell une lettre qui devait leur être communiquée, et dans laquelle il s'exprimait à-la-fois comme leur général et leur ami. Il leur représentait qu'à l'ouverture d'une campagne, à l'instant où l'ordre de se mettre en marche pour une importante expédition venait de leur être donné, leur propre honneur, et ce qu'ils devaient au public et à eux-mêmes, leur interdisaient de persister dans une résolution qui violait toutes les convenances. Il était même persuadé, ajoutait-il, que leur délicatesse serait blessée, lorsqu'ils reconnaîtraient que

leur démarche semblait avoir été faite dans le dessein de profiter des circonstances pour dicter des conditions à leur pays.

La lettre de Washington, quoiqu'elle eût fait quelque impression, n'eut pas l'effet qu'il en attendait. Les officiers ne voulurent point se désister de leurs prétentions. Ils déclarèrent au commandant en chef qu'ils étaient affligés qu'une de leurs actions eût pu lui déplaire, puis ils entreprirent de justifier leur conduite. Ils avaient plusieurs fois présenté au corps législatif du Jersey, des mémoires qu'on leur avait promis de prendre en considération, et qui avaient toujours été négligés. « Nous avons, » ajoutaient-ils, « perdu toute « confiance dans cette assemblée; nous avons « trop appris à connaître l'effet de ses pro- « messes. Peu d'entre nous ont quelque « patrimoine; beaucoup ont une famille qui « déjà souffre tous les maux qu'on peut « attendre d'une ingrate patrie. Devons- « nous supporter toutes les fatigues, tous « les inconvéniens, tous les dangers attachés « au métier de la guerre, lorsque nos femmes, « nos enfans périssent de besoin, et que « nous n'avons pas même le plus faible espoir « de récompense, l'acquit de notre solde « n'étant plus qu'une fiction? Nous sommes

« persuadés que Votre Excellence ne peut « désirer que nous fassions un si grand sacrifice.

« Nous voyons avec peine que vous nous « jugez disposés à désobéir aux ordres que « nous avons reçus. Nous avons toujours été « et nous sommes encore prêts à marcher « avec notre régiment, et à nous acquitter « de nos devoirs, tout le tems nécessaire « pour que l'assemblée législative puisse « nous faire remplacer : mais nous ne don- « nerons pas un jour de plus.

« Nous supplions Votre Excellence d'être « persuadée que nous connaissons toute l'éten- « due de ses vertus et de ses talens, que nous « avons toujours exécuté ses ordres avec joie, « que nous aimons le métier des armes, que « nous aimons notre patrie; mais quand la « patrie manque de justice au point d'oublier « ceux qui la servent, ils est du devoir de « ceux-ci de se retirer. ».

La conjoncture était délicate. Procéder avec rigueur, c'était s'exposer à perdre toutes les troupes de ligne fournies par le Jersey. Washington se borna à faire déclarer aux officiers, par le général Maxwell, qu'il était affligé de la détermination qu'ils avaient prise, et qu'il espérait que bientôt ils en reconnaîtraient l'inconvenance. Cependant le corps

législatif du New-Jersey, effrayé de leur menace, s'occupa d'améliorer leur situation, et de leur côté ils consentirent à retirer leur déclaration.

En faisant part de cette affaire au congrès, le général Washington rappela qu'il lui avait représenté plus d'une fois la nécessité d'assigner une juste récompense aux officiers. « Leur position, » dit-il, « est si fâcheuse « en plusieurs corps, soit parce que ceux-ci « ne sont point entretenus par un état parti- « culier, soit manque de prévoyance de la part « de l'état qui les emploie, qu'ils m'ont prié « de leur fournir les mêmes vêtemens qu'aux « simples soldats, quelque grossière qu'en soit « l'étoffe; et je n'ai pu satisfaire à leur de- « mande. »

Avant que les troupes destinées à la grande expédition se missent en marche, on en fit une autre moins considérable, qui fut couronnée du succès. Les établissemens des Onondaguas, qui formaient une des six nations indiennes, n'étant qu'à trente milles du fort Schuyler, on jugea qu'un détachement de la garnison de cette place pourrait s'en emparer. D'après un plan tracé par le général Schuyler, et approuvé par le commandant en chef, le colonel Van-Schaick, accompagné

du lieutenant - colonel Willet et du major Cockran, partit du fort à la tête d'environ six cents hommes, le 19 avril 1779. S'étant avancé avec la plus grande rapidité, et dans le plus profond secret, il arriva le troisième jour de sa marche, qui se fit tant par terre que par eau, au lieu de sa destination. Il usa d'une adresse infinie pour environner à-la-fois le plus grand nombre d'établissemens possible. Mais l'alarme ayant été donnée à la première apparition des américains, et le territoire des indiens étant d'une considérable étendue [1], plusieurs d'entre eux se sauvèrent dans les forêts. On leur tua douze hommes et on leur fit trente-quatre prisonniers, parmi lesquels il y avait un blanc. Toutes les maisons, tous les vivres furent réduits en cendres, et tous les chevaux et tout le bétail furent tués. On mit hors de service une centaine de fusils, et tout l'établissement fut détruit. Ayant rempli l'objet de l'expédition, le détachement rentra dans le fort Schuyler le sixième jour depuis son départ, et sans avoir perdu un seul homme. Le congrès vota des remerciemens au colonel Van-Schaick et aux troupes qui s'étaient trouvées sous le commandement de cet officier.

[1] D'environ huit milles.

L'état des forces et la position des deux armées ne permettaient guère aux américains de prendre l'offensive. On portait à neuf mille hommes effectifs le nombre des troupes britanniques qui occupaient New-York et les îles voisines. Il fallait y ajouter le détachement de deux mille hommes qui avait ravagé les comtés inférieurs de la Virginie, et que commandait le général Mathews. L'armée du Rhode-Island était forte de cinq à six mille hommes. Ainsi, non compris les troupes portées dans les états méridionaux, sir Henry Clinton avait à ses ordres une armée de seize à dix-sept mille hommes. La coopération d'une puissante flotte, maîtresse de la mer, facilitait tous les mouvemens de cette armée, et lui permettait de se concentrer ou de s'étendre à volonté.

L'armée américaine était tout au plus égale en nombre à l'armée britannique. Tout compris, elle ne se montait qu'à environ seize mille hommes. Le général Gates en avait trois mille à ses ordres dans la Nouvelle-Angleterre, et les treize mille qui restaient étaient postés des deux côtés de la rivière du Nord, où ils avaient pris des cantonnemens durant l'hiver, et où ils demeuraient pour couvrir une vaste et riche contrée, parti-

culièrement exposée aux invasions. La plus forte division, composée de cinq à six mille hommes effectifs, avait pris position à Middlebrook, sous le commandement immédiat du général Washington. Le reste, aux ordres des généraux Macdougal et Putnam, était, partie dans le territoire montagneux que baigne l'Hudson, et partie sur le bord oriental de cette rivière. Ces deux divisions formaient un peu moins de six mille hommes.

Ces détails sont suffisans pour prouver que les américains ne pouvaient tenter aucunement d'enlever à l'armée britannique New-York et les fortes positions qu'elle tenait dans le Rhode-Island. Ils devaient donc se borner uniquement à la défensive ; et Washington ne se proposait que de garantir les importans défilés voisins de la rivière du Nord et desquels nous avons parlé si souvent, et de mettre à couvert le pays autant qu'il serait possible.

Cependant l'exécution de ce plan n'était ni facile ni exempte de dangers. Indépendamment d'une côte fertile et fort étendue, et sur tous les points de laquelle une armée peut opérer un débarquement, la rivière du Nord est navigable si loin dans l'intérieur des terres, qu'elle offrait de grands avantages pour les

opérations militaires, à ceux qui avaient la supériorité maritime. Ils pouvaient la remonter, en menacer les deux rives, et en un seul jour transporter leurs forces de l'un à l'autre bord. En pareil cas, le général Washington eût été obligé d'abandonner tout le pays situé soit à l'est, soit à l'ouest de l'Hudson, ou de diviser ses troupes et de laisser exposée aux coups de toutes les forces de l'ennemi chacune de ses deux ailes ; et celle qui eût été attaquée, n'eût pu être rejointe par les troupes postées sur la rive opposée, qu'après que ces dernières auraient fait un circuit qui aurait demandé plusieurs jours de marche.

Après la destruction des forts Clinton et Mongommery, qui eurent lieu en 1777, les ingénieurs furent d'avis que la pointe de l'ouest, située un peu plus haut, étant plus enveloppée par les montagnes, offrait une position plus sûre, et il fut résolu d'y construire les principaux ouvrages. On s'en était constamment occupé ; mais les travaux étaient loin d'être achevés.

A quelques milles au-dessous de la pointe de l'ouest, et vers l'extrémité des montagnes, est le King's-Ferry [1], sur lequel on traverse la rivière d'Hudson, et qui fait communiquer

[1] Le bac du Roi.

facilement entr'eux les états de l'est et ceux du centre. Le passage est entièrement commandé par deux pointes opposées. Celle du côté de l'ouest se compose d'un terrain élevé et fort âpre, et elle s'appelle Stony-Point [1]. L'autre est basse, elle avance assez loin dans la rivière, et a le nom de pointe Verplank.

La possession du King's-Ferry était donc un objet important pour l'une ou pour l'autre armée. Maîtres de cette forte position, les anglais eussent pu communiquer avec New-York, au moyen de la rivière du Nord, ce qui leur eût permis de fourrager et d'inquiéter une plus grande étendue de pays qu'ils ne le faisaient. Elle eût extrêmement gêné les américains, en les forçant à faire un grand circuit dans un pays très-difficile à parcourir. On pouvait aussi, de là, s'emparer tout-à-coup des défilés des montagnes, s'ils étaient faiblement gardés. Ces considérations avaient engagé le général Washington à comprendre cette double position dans les ouvrages qu'il projetait de faire construire sur les bords de l'Hudson. On éleva sur la pointe Verplank un fort peu vaste, mais de bonne défense, qui fut appelé fort la Fayette, et où l'on mit en garnison une compagnie d'infanterie com-

[1] Pointe de Pierre.

mandée par le capitaine Armstrong. Les fortifications de la pointe Stony, quoique fort avancées, n'étaient pas encore terminées.

La saison propre aux opérations militaires dans les états du centre, s'approchait. Les retards que l'extrême étendue des cantonnemens occupés par les troupes américaines, devait occasioner pour les réunir sur un seul point, et la rapidité avec laquelle sir Henry Clinton pouvait exécuter toute entreprise sur les bords de l'Hudson, lui firent concevoir le dessein d'ouvrir de ce côté la campagne par quelque opération d'éclat; et il s'y prépara vers la fin du mois de mai.

Le général Washington, sentant l'importance d'être promptement averti de tous les projets et de tous les mouvemens de l'ennemi, n'avait rien négligé pour y parvenir. D'après les instances du commandant en chef, le congrès, malgré l'embarras de ses finances, avait consacré un petit fonds à cet usage. Washington en faisait un si heureux emploi, qu'il était régulièrement instruit de toutes les mesures qu'on prenait à New-York. L'avis des préparatifs faits par sir Henry Clinton lui fut donc transmis avec célérité. Il jugea que, pour interrompre la communication des différens corps de l'armée américaine, et pour

les battre séparément, le général anglais se proposait, ou de faire une attaque contre les forts de l'Hudson, ou de prendre position entre ceux-ci et Middlebrook. Washington prit sur-le-champ des mesures pour faire échouer l'un et l'autre de ces desseins. Il ordonna au général Putnam de tenir prête à se porter vers les défilés des montagnes de l'Hudson, au premier mouvement de l'ennemi, la brigade de troupes de ligne commandée par le général Parsons. Macdougal eut ordre aussi de se mettre en état d'envoyer au secours de l'armée de Middlebrook tous les hommes qui ne lui seraient pas strictement nécessaires pour la défense de ses postes. En même tems on se prépara à faire lever le camp à cette armée, qui, le 29 mai, marcha par divisions du côté des montagnes. Washington demeura à Middlebrook jusqu'à ce que l'arrière-garde eût pu suivre le corps principal.

Le général Mathews, qui probablement avait eu ordre de quitter la Virginie pour faire partie de l'expédition, arriva dans le port de New-York, à l'instant où les troupes s'embarquaient. Il y réunit les siennes sur-le-champ; et le 30 elles partirent escortées par plusieurs vaisseaux que commandait sir

Georges Collier. Sir Henry Clinton conduisait en personne l'entreprise. Le lendemain la plus forte division de l'armée, qui était sous les ordres du général Vaughan, prit terre sur la rive orientale de l'Hudson, à environ huit milles au-dessous de la pointe Verplank. Le reste, sous le commandement immédiat du général Patterson, accompagné de sir Henry Clinton, s'avança plus loin, et débarqua à trois milles de la pointe Stony. Les ouvrages étant incomplets, les américains les abandonnèrent sur-le-champ, et mirent le feu à une redoute en bois, construite sur la hauteur. L'après midi, Patterson s'empara de cette position. Dans le cours de la nuit, il fit transporter de gros canons et des mortiers sur l'éminence, et le lendemain, à cinq heures du matin, une batterie fut prête à jouer contre le fort la Fayette. La largeur de la rivière est là d'environ 500 toises. Le feu de la batterie et celui des vaisseaux et des chaloupes canonnières ayant duré toute la journée, produisirent beaucoup d'effet. La nuit suivante deux galères passèrent le fort, comme pour empêcher la garnison de s'enfuir dans ces embarcations. En même tems arriva le général Vaughan, qui avait fait un long circuit par terre, et qui investit la place de manière à

couper toute retraite à ceux qui la défendaient. Voyant que la résistance était vaine, le capitaine Armstrong se rendit et fut fait prisonnier de guerre, ainsi que sa compagnie. Sur-le-champ, sir Henry Clinton donna l'ordre d'achever les travaux des deux ports, et sur-tout de mettre la pointe Stony en état de défense.

Il serait difficile de croire qu'en remontant l'Hudson, le général de l'armée anglaise n'aurait eu que le dessein de s'emparer de la pointe Verplank et de la pointe Stony. Il est probable, au contraire, qu'il méditait des conquêtes plus importantes. Quoi qu'il en soit, les mesures de précaution prises par Washington rendirent impossible l'exécution de tout plan que l'ennemi eût pu concevoir; et avant que sir Henry Clinton fût en état de marcher contre la pointe de l'ouest, Macdougal avait reçu des états de l'est des renforts qui devaient rendre fort hasardeuse toute entreprise dirigée contre lui. La première division de l'armée était déjà dans les environs de cette pointe; et le général Washington, qui arriva bientôt, prit à l'ouest de la rivière, dans Smith's-Close, une forte position, d'où il pouvait couvrir le fort contre toute attaque faite de ce côté. Cependant, sir Henry Clinton avait de trop

grandes forces, et la conservation des défilés des montagnes était un objet trop important pour que l'armée américaine pût tenter de le déloger. Ainsi donc Washington se vit contraint de se tenir absolument sur la défensive.

A la première nouvelle des préparatifs qui se faisaient à New-York, le colonel Neilson, qui commandait un petit corps posté à Elisabeth-Town, et était recommandable par sa vigilance, fut chargé de prendre des renseignemens positifs sur les forces qui occupaient Staten-Island. Il eut ordre en même tems de se disposer à attaquer cette île, si, comme la chose était probable, on en tirait un certain nombre de troupes pour renforcer la garnison de New-York. Neilson ne put réunir assez de forces pour tenter l'entreprise; et le seul effet de ses démonstrations fut d'attirer l'attention de l'ennemi sur ses positions maritimes, et par conséquent de le contraindre à s'affaiblir pour les garder. Une détachement des troupes employées à l'expédition contre les postes de la rivière du Nord, retourna brusquement à New-York; et il est probable que ce furent les craintes conçues au sujet de Staten-Island, qui occasionèrent ce mouvement.

Lorsque les ouvrages construits des deux côtés du King's-Ferry furent jugés suffisans

pour assurer la défense de ce poste, sir Henry Clinton laissa une garnison dans chacun des deux forts, et redescendit la rivière. L'armée américaine continua d'occuper les défilés des montagnes, et compléta les fortifications élevées pour interdire le passage de l'Hudson.

La situation respective des armées ennemies ne permettait guère que l'une ou l'autre tentât de porter un coup décisif. La position presque inattaquable qu'occupaient les américains, leur infériorité, sous le rapport du nombre, et le mauvais état de leurs finances, contraignirent leur général à se tenir sur la défensive. D'ailleurs, on croyait prochaine l'arrivée d'un puissant secours en forces de terre et de mer, envoyé par la France. Il eût donc été imprudent d'affaiblir, ou plutôt de perdre, en l'employant à de vaines entreprises, une armée qui, avec les renforts qu'on lui promettait, pouvait effectuer des opérations de la plus grande importance.

Dans cet état des choses, les deux armées ne pouvaient prendre que partiellement l'offensive. La proximité de New-York et l'étendue de ses côtes exposaient infiniment le Connecticut à une invasion. La facilité avec laquelle l'armée américaine en tirait des vivres, et le nombre de corsaires qui parcouraient le dé-

troit de l'île Longue, au grand détriment du commerce des anglais, firent songer l'ennemi à se rendre maître de cet état. Il se flattait aussi de faire changer de position au général Washington, de saisir l'occasion d'attaquer quelque point vulnérable, et de s'emparer des postes situés sur le bord de l'Hudson.

La conduite de l'expédition fut confiée au gouverneur Tryon, qui avait le grade de major-général. Deux mille six cents hommes s'embarquèrent le 3 juillet (1779) au Frog's-Neck dans le détroit, et, après avoir fait route à l'est, ils arrivèrent à New-Haven le 5 au matin. La nouvelle de cet embarquement avait été transmise sur-le-champ au quartier-général de l'armée américaine; mais le commandant en chef se trouvait alors sur les lignes, et examinait l'état des ouvrages sur les pointes Stony et Verplank; et il s'écoula deux jours avant qu'il pût faire passer l'avis au gouverneur du Connecticut. Cet état ne connut l'approche du danger qu'à l'apparition de l'ennemi sur la côte. La milice se réunit promptement; mais son zèle et ses efforts furent insuffisans. Les anglais opérèrent leur débarquement, se rendirent maîtres de New-Haven, et détruisirent toutes les munitions de guerre, ou propres à la marine, qu'ils y

trouvèrent. Ils se rembarquèrent le lendemain. Ayant rangé la côte du côté de l'ouest, ils s'avancèrent vers le village de Fairfield, où ils éprouvèrent plus d'obstacles qu'à New-Haven. La milice, rassemblée en grand nombre, montra beaucoup de résolution. Cependant elle ne put garantir Fairfield qui fut réduit en cendres, et dont plusieurs habitans souffrirent, dit-on, toutes sortes d'outrages. Les troupes britanniques traversèrent ensuite le détroit, et prirent terre à Huntingdon-bay, où elles demeurèrent jusqu'au 11. Etant rentrées ce jour à bord de leurs navires, elles furent transportées pendant la nuit à Cow-Pasture, péninsule située à l'est de la baie de Norwalk. A-peu-près dans le même tems, un détachement plus considérable marcha vers Horse-Neck, et feignit de vouloir pénétrer dans le pays par ce point.

Washington, aussitôt qu'il eut connaissance de l'irruption faite dans le Connecticut, fit partir le général Parsons, qui était né dans cet état, et qui s'étant mis à la tête d'un détachement de cent cinquante hommes de troupes de ligne, auquel se joignirent des corps de milice nombreux, attaqua les anglais le 12 au matin. On se fusilla à quelque distance pendant toute la journée; mais Par-

sons n'ayant pas assez de forces pour empêcher la ruine des villes situées sur la côte, celle de Norwalk fut réduite en cendres. Les anglais retournèrent ensuite à Huntingdon-bay pour y attendre de l'artillerie et des renforts en hommes. Cependant le major-général Tryon y reçut l'ordre de conduire ses troupes à White-Stone. Sir Henry-Clinton et sir George Collier eurent en ce lieu une conférence, où il fut résolu de se porter avec des forces redoutables contre New-London.

Le commandant de l'armée britannique avait fait venir de New-Port un corps de troupes très-considérable. Washington ayant appris l'embarquement de ce corps, ordonna à Glover de conduire en toute diligence sa brigade vers l'Hudson. Tandis qu'il était en marche, cet officier eut l'ordre de se joindre à la milice du Connecticut et de l'aider à repousser l'ennemi. Pour la soutenir autant qu'il serait possible, le général Heath devait, avec sa division, prendre position à Ridgefield ou à Bedford. Il lui était enjoint de maintenir en même tems ses communications avec les forts, et de revoler à leur défense, si le véritable objet de l'expédition était d'attirer vers le détroit l'attention du général américain, et de faire remonter tout-à-coup la rivière du

Nord aux troupes britanniques, pour s'emparer des montagnes.

Mais avant que les troupes américaines envoyées au secours du Connecticut eussent pu agir efficacement, toutes les forces qui étaient à la disposition de sir Henry Clinton furent employées sur l'Hudson, et l'ennemi cessa d'inquiéter cet état.

Nous avons déjà fait observer quelle était l'importance des postes du King's-Ferry. Différens motifs engageaient le commandant en chef à tenter de les recouvrer. L'expédition, si elle était heureuse, devait avoir beaucoup d'influence sur les opérations de la campagne, et forcer l'ennemi à rappeler celles de ses troupes qui faisaient le dégât et brûlaient des villes sur la côte. De plus, il paraissait important de satisfaire jusqu'à un certain point le public qui, jugeant mal de la position de l'armée, voyait avec peine qu'elle se tînt sur la défensive.

Washington ne se bornant pas à prendre tous les renseignemens possibles sur la force des ouvrages qu'il se proposait d'enlever, fut les reconnaître en personne. Tout le confirma dans l'idée qu'il serait imprudent de chercher à s'en emparer autrement que par surprise. Il avait d'abord eu le dessein de former

une attaque de chaque côté de la rivière ; mais la difficulté d'une parfaite coopération de la part de détachemens qui ne pouvaient avoir aucune communication les uns avec les autres, et la crainte qu'un accident imprévu ne fît échouer l'entreprise qui était dirigée contre la pointe Stony, poste dont la possession semblait devoir assurer celle de la pointe Verplank, déterminèrent le commandant en chef à ne faire assaillir que la première.

L'exécution du projet fut confiée au général Wayne, qui commandait l'infanterie légère de l'armée. On lui adjoignit le major Lee, qui avait recueilli tous les renseignemens nécessaires, et commandait la cavalerie légère. On prit toutes les mesures possibles pour que le secret ne fût point éventé, et l'assaut fut fixé au 15 juillet à minuit.

La pointe Stony qui, avons-nous dit, s'avance extrêmement dans la rivière d'Hudson, est baignée de trois côtés par les eaux. Le quatrième côté est en grande partie couvert par un marais profond, au milieu duquel il n'y a qu'un passage qui, se joignant à la rivière par un point, offre une grève de sable praticable à la basse mer. Le fort construit sur la hauteur, était pourvu de grosse artil-

lerie ; différens parapets et de fortes batteries étaient élevées en avant des principaux ouvrages ; et à-peu-près à mi-hauteur de la colline, on avait rangé deux abattis d'arbres. Les batteries commandaient la grève et le passage du marais, de manière à enfiler toute colonne qui s'avancerait par ces deux points vers le fort. Plusieurs vaisseaux de guerre, mouillés dans la rivière, dominaient la base de la colline. Enfin le fort avait une garnison d'environ six cents hommes, commandés par le lieutenant-colonel Johnson.

Le 15, à midi, l'infanterie légère partit de Sandy-Beach, lieu situé à quatorze milles de la pointe Stony ; et après avoir traversé un pays montagneux et très-âpre, elle arriva, sur les huit heures du soir, à Spring-Heels, à une lieue et demie du fort. On prit aussitôt toutes les mesures nécessaires pour donner l'assaut. Il fut résolu d'attaquer au même instant les ouvrages de droite et de gauche. Les régimens de Febiger et de Meiggs formèrent la colonne droite, avec le détachement du major Hull. Le régiment de Butler et deux compagnies commandées par le major Murfree, composèrent la gauche. Cent cinquante volontaires, conduits par le lieutenant colonel Fleury et le major Posey,

constituèrent l'avant-garde de la première colonne ; et cent cinquante autres volontaires, qui avaient le major Stewart à leur tête, formèrent celle de la seconde. A onze heures et demie, les deux colonnes se mirent en marche au pas de charge. Chacune d'elles était précédée par une troupe de vingt enfans perdus, destinés à éclaircir les abattis et à écarter tout ce qui pouvait gêner le passage. Comme on avait eu soin d'arrêter tous ceux qui s'étaient trouvés sur le chemin, les américains arrivèrent au bord du marais, sans être reconnus. Quelques obstacles imprévus retardèrent le front de vingt minutes. Les deux colonnes s'avancèrent contre la place, malgré le feu de l'artillerie et de la mousquéterie de l'ennemi. Surmontant tout, les troupes entrèrent dans les retranchemens, la bayonnette en avant, et elles s'emparèrent du fort, sans avoir fait feu une seule fois. L'humanité que firent paraître les vainqueurs ne les honora pas moins que leur courage. Personne ne fut maltraité lorsque la résistance eut cessé.

Toutes les troupes employées à cette expédition, montrèrent infiniment de zèle et d'impétuosité. Le lieutenant-colonel Fleury entra le premier dans la place, et abattit l'éten-

dard britannique. Le major Posey qui monta presque au même instant à l'assaut, fut le premier qui répondit au mot d'ordre : « Le fort est à nous. » Les lieutenans Gibbon et Knox, qui commandaient les enfans perdus, se signalèrent par la plus grande intrépidité. De vingt hommes qui étaient sous les ordres du premier, il y en eut dix-sept dont les uns furent tués et les autres blessés.

Selon le lieutenant-colonel Johnson, qui commandait la garnison, les anglais eurent vingt hommes tués et soixante et quatorze blessés. Cependant le général Wayne évalua à soixante-trois le nombre de leurs morts. On fit cent quarante-trois prisonniers, et l'on s'empara d'une grande quantité de munitions de guerre. Du côté des américains, le nombre des blessés et des morts ne fut en tout que de cent hommes. Wayne reçut à la tête une légère blessure, qui toutefois ne le força point à quitter sa colonne. Soutenu par ses aides-de-camp, il entra dans le fort, avec le régiment de Febiger.

Le desir d'assurer le succès de l'attaque contre la pointe Stony, n'avait point fait renoncer au dessein de reprendre le fort la Fayette. Deux brigades que commandait le général Macdougal eurent ordre de s'appro-

cher de la rive orientale de l'Hudson, et de se tenir prêtes à donner l'assaut aux ouvrages de la pointe Verplank. Le général Wayne avait été invité à faire passer par le camp de Macdougal, le courrier qui devait être chargé de porter au commandant en chef, la nouvelle de la prise de la pointe Stony. On dirigea une forte canonnade contre le fort la Fayette et contre les vaisseaux qui, en conséquence, descendirent la rivière pour changer de position. On espérait que la prise de la pointe Stony, annoncée brusquement à la garnison, ferait sur elle une impression dont on pourrait profiter : mais par l'effet de quelque mal-entendu, le courrier dépêché par Wayne n'instruisit point Macdougal, et il se rendit en ligne directe au quartier-général, qui était alors en New-Windsor. Cette circonstance contraignit de changer de plan. Le général Howe fut prendre le commandement des deux brigades de Macdougal, et amena de la grosse artillerie pour battre en brêche. Washington s'étant rendu à la pointe Stony, d'où il était possible de reconnaître le fort la Fayette, jugea qu'on pourrait forcer les ouvrages. En conséquence, il fit passer au général Howe l'ordre d'attaquer. En amenant l'artillerie de siége, on avait malheureusement oublié des

boulets de calibre et des instrumens pour ouvrir la tranchée. Cette omission fut réparée le lendemain ; mais il était trop tard.

Sir Henry Clinton, dès qu'il fut instruit de la perte de la pointe Stony, et du danger auquel était exposé le fort la Fayette, abandonna ses projets contre le Connecticut, et par une marche forcée, se rendit au bac de Dobb. Il embarqua sur-le-champ quelques troupes auxquelles il fit passer l'Hudson, et porta sur les bords de la Croton un corps d'infanterie légère, destiné à tenir en échec le détachement chargé des opérations du siége. Ce mouvement contraignit le général Howe à se retirer dans les montagnes, et fit échouer l'entreprise. En examinant le terrain, on reconnut que, pour conserver la pointe Stony, il ne faudrait pas moins de quinze cents hommes, et toute l'armée américaine n'en comptait guères que neuf mille. Les anglais, se reposant sur leurs vaisseaux, avaient laissé ce fort tout ouvert du côté de la rivière. Pour rendre la place tenable, il eût fallu y ajouter des ouvrages d'une considérable étendue, qui ne pouvaient se faire sans qu'on interrompît ceux de la pointe de l'ouest, et sans que l'armée soutînt les travailleurs, ce qui l'eût exposée à combattre, dans une po-

sition désavantageuse, contre un ennemi supérieur en nombre. D'après ces considérations, Washington résolut d'évacuer la pointe Stony, et de se retirer dans les montagnes. Aussitôt que ce dessein fut effectué, sir Henry Clinton reprit possession du fort; il en répara les fortifications, qui étaient fort endommagées, et y laissa une forte garnison sous les ordres du brigadier Stirling, puis il retourna dans sa position de Philipsbourg.

Washington, pour surveiller plus attentivement les travaux qu'on faisait à la pointe de l'ouest, y transféra son quartier général. Voulant, autant que pourraient le permettre des objets plus importans, pourvoir à la défense de la côte, il posta aux environs de Ridgefield, dans le Connecticut, un détachement commandé par le général Howe; et le lord Stirling se porta avec sa division sur la rive occidentale de l'Hudson jusqu'à Suffrains, vers les confins du New-Jersey. Ces officiers eurent ordre de ne jamais perdre de vue leurs communications avec le gros de l'armée. On leur permit de saisir l'occasion d'agir en partisans, si elle se présentait; mais on leur recommanda fortement de ne point hasarder les corps qui etaient sous leurs ordres.

Pendant que les deux armées s'observaient

réciproquement, il y eut de fréquentes escarmouches, qui ne servirent qu'à faire connaître l'intrépidité des jeunes officiers américains qui s'étaient formés dans le cours de la guerre.

A la fin, sir Henry Clinton se retira dans l'île d'York, et l'on apprit qu'il en augmentait les fortifications. Il était probable que ce mouvement avait été occasioné par le dessein de changer le théâtre de la guerre. Les renforts que l'armée britannique attendait d'Europe ne devaient pas être assez considérables pour qu'elle pût frapper un coup décisif sur les bords de la rivière du Nord, aussi longtems que Washington persisterait à occuper les montagnes. Pour faire renoncer à ce judicieux système, le général américain, sir Henry Clinton, se disposa à diriger tous ses efforts contre les états méridionaux; et comme le départ des troupes qu'il fallait y faire passer devait affaiblir la garnison de New-York, il croyait devoir augmenter les fortifications de cette place. D'ailleurs la flotte était sur le point de faire voile pour aller au secours de Penobscot.

Dans les premiers jours du mois de juin, le colonel Mac-Lean avait, à la tête d'un corps de six cent cinquante hommes, pénétré par la Nouvelle-Ecosse dans quelques districts nouvellement formés et dépendans de l'état

de Massachussetts. Il avait pris sur la rivière de Penobscot, une forte position, qu'il avait entourée d'ouvrages, comme s'il s'était proposé de s'y maintenir. Le gouvernement de cet état, alarmé de l'invasion, résolut de la repousser; et en conséquence, il équipa une flotte qu'il mit sous les ordres du commodore Saltonstal, et sur laquelle on embarqua environ quatre mille hommes, commandés par le général Lowell. Tous ces préparatifs furent faits avec tant de célérité que, le 25 juillet, tout l'armement parut dans la rivière de Penobscot. La position qu'occupait Maclean était une haute péninsule située sur la rive orientale, et dont la pointe occidentale s'avançait au loin dans la rivière. Il avait pris la précaution de faire des retranchemens sur l'isthme du côté de la terre. Ses frégates et des batteries de canon défendaient le côté de l'eau. Lowell, après avoir été repoussé dans une première attaque, parvint à opérer un débarquement sur la partie occidentale de la péninsule, et gravit un escarpement de deux cents pieds, et dont une partie était presque perpendiculaire. Ayant enfoncé le détachement qui gardait ce poste [1], il y éleva une

[1] Le nombre des blessés et des morts ne fut que de onze du côté des américains.

batterie à la distance d'environ trois cents toises de l'ouvrage principal des assiégés, ouvrage qui était au centre de l'isthme ; et plusieurs jours de suite on se canonna vivement de part et d'autre.

Reconnaissant l'impossibilité d'emporter la place d'assaut ou par un siége en règle, avec une milice impatiente de rentrer dans ses foyers, Lovell instruisit de sa position le gouvernement du Massachussetts, qui demanda un renfort de troupes de ligne au général Gates, lequel était alors à Providence. Gates acquiesça promptement à cette demande, et le colonel Jackson se mit en marche avec son régiment. Tel était l'état des choses, lorsque, le 13 août, Lowell apprit que sir Georges Collier était entré dans la rivière avec des forces navales très-supérieures aux siennes. Sur-le-champ, et pendant la nuit, il rembarqua ses troupes, qui gardèrent un si profond silence, que la garnison qui attendait dans ses lignes l'assaut que depuis plusieurs jours préparait Lowell, ne s'en aperçut point. La flottille américaine, pour donner aux vaisseaux de transport le tems de se réfugier sur la rive occidentale, se forma en demi-cercle au milieu de la rivière, comme si elle voulait se maintenir dans cette

position. L'amiral anglais ne fut point la dupe de ce stratagême. A son approche, les vaisseaux américains prirent la fuite. Il leur fit donner la chasse de tous côtés. Le *Warren*, belle frégate nouvellement construite, et qui portait trente-deux pièces de canon de dix-huit et de douze livres de balles, sauta. Il en fut de même de cinq autres frégates, armées chacune de vingt à vingt-quatre canons. Neuf vaisseaux de douze à dix-huit canons et quatre embarcations moins considérables éprouvèrent le même sort. Les bâtimens de transport n'étant plus protégés par les vaisseaux de guerre, s'enfuirent dans le plus grand désordre en remontant la rivière. Poursuivis par l'escadre anglaise, les troupes, manquant de tout, prirent terre dans une contrée inculte et déserte ; et elles y firent plus de cent milles avant de gagner un lieu où elles pussent trouver des vivres. Plusieurs hommes, épuisés de fatigue et de faim, périrent dans les forêts.

La conduite du commodore américain fut jugée très-répréhensible. On fut persuadé qu'il eût pu opposer quelque résistance, quoique l'ennemi fût supérieur en forces ; et la perte eût été moins sensible, si elle avait été accompagnée de moins de honte.

Cependant sir Henry Clinton demeurait toujours campé au-dessus de Haerlem, ses avant-postes supérieurs étant au King's-Bridge. L'armée américaine conservait sa position dans les montagnes. Continuellement elle envoyait des deux côtés de la rivière, des partis destinés à arrêter les ravages des anglais, et à empêcher ceux-ci de communiquer avec les mécontens. Le major Lee, qui était posté sur la rive orientale de l'Hudson pour observer la garnison de la pointe Stony, forma le dessein de surprendre le poste anglais de Powl's-Hook. Cette langue de terre, qui est située absolument vis-à-vis de New-York, et s'avance considérablement dans la rivière, se rétrécit extrêmement du côté de l'eau, ainsi que du côté du continent. On avait construit sur la pointe la plus voisine de New-York, un fort, trois corps-de-garde fortifiés [1] et quelques redoutes; et l'on tenait dans ces ouvrages une garnison d'environ cinq cents hommes. Un fossé très-profond, où entrait l'eau de la rivière, et sur lequel on avait jeté un pont qui aboutissait à une porte fermée avec soin, coupait l'isthme dans toute sa largeur, et en faisait véritablement une île. On ne pouvait, si

[1] Block-Houses.

ce n'était sur le pont, traverser ce fossé qu'à la basse marée. A trente pas était un abattis qui s'étendait jusqu'à l'Hudson. De plus, à quelque distance en avant de cette rivière, se trouve une crique qu'on ne peut passer à gué qu'en deux endroits.

Washington n'approuva le projet du major Lee, que lorsqu'il fut certain que les assaillans pourraient faire retraite. La nuit du 18 août fut fixée pour l'entreprise. Un détachement de la division du lord Stirling, détachement qui était composé de trois cents hommes, descendit comme s'il se proposait d'aller au fourrage, ainsi que les américains avaient coutume de le faire assez fréquemment dans ce pays. Lord Stirling suivit bientôt ce corps avec cinq cents hommes, et se posta au nouveau pont pour donner les secours dont on aurait besoin. Le major général Lee prit, avec son détachement, le chemin des montagnes qui s'étendent sur une ligne parallèle à la rivière du Nord. S'étant assuré de tous les passages qui conduisaient à l'île d'York, il atteignit, entre deux et trois heures du matin, la crique qui entoure la Hook. Ayant fait halte, il donna l'ordre à un officier et à cinq hommes d'élite, de s'avancer, à la faveur de la nuit, jusqu'au bord du fossé,

et de chercher à reconnaître si l'on se doutait de son approche. Tout annonçant la sécurité de l'ennemi, Lee passa la crique, puis le fossé, sans être découvert. Après avoir éprouvé une faible résistance, il entra, vers les trois heures du matin, dans l'ouvrage principal, où il fit cent cinquante-neuf prisonniers. Il n'eut que deux hommes tués et trois blessés. Très-peu d'anglais périrent. Le major Sutherland, qui commandait la garnison, se jeta, avec trente ou quarante hessois dans une forte redoute, qu'on ne voulut point attaquer de peur d'exposer la retraite. Le canon se faisait entendre à New-York, et tout annonçait qu'on avait donné l'alarme. En conséquence, Lee se hâta d'emmener son détachement et ses prisonniers. Pour prévenir le danger d'une retraite sur un isthme étroit, on avait posté, non loin de Powl's Hook, des barques au bac de Dow sur la Hackensack. Un officier de confiance avait été chargé de les garder jusqu'au retour des troupes, qui devait avoir lieu avant le jour. Cet officier n'ayant reçu aucune nouvelle le matin, crut que l'attaque avait été différée. Le danger de sa position, et la crainte que si on le découvrait il ne fût plus possible de tenter une surprise, le portèrent à se retirer à Newark.

Bientôt la tête de la colonne arriva au bac, et n'y trouva plus d'embarcations. Il n'y eut plus alors d'autre parti à prendre que de passer promptement l'isthme. Dans la matinée du jour précédent, le major Buskirk avait remonté la rive de l'Hudson avec un détachement composé d'une considérable partie de la garnison de Powl's-Hook et de quelques autres troupes. Il s'était mis en marche pour aller à la rencontre du parti américain, à qui l'on supposait le dessein de fourrager dans le voisinage de l'armée anglaise. Le lord Stirling, à qui on avait dépêché un courrier pour l'instruire du contre-tems arrivé au major Lee, avait sur-le-champ détaché le colonel Ball avec deux cents hommes pour couvrir la retraite. Lorsque Ball eut passé le chemin principal, Buskirk le gagna, et fit feu sur l'arrière-garde de cet officier. Les deux détachemens ayant également conçu des craintes, firent un circuit pour s'éviter, et chacun d'eux retourna au point d'où il était parti.

La surprise de Powl's-Hook fit beaucoup d'honneur à celui qui l'avait exécutée, et lui mérita les applaudissemens du congrès.

Peu de jours après cet événement, la flotte anglaise, si long-tems attendue, arriva d'Eu-

rope à New-York. Elle était commandée par l'amiral Arbuthnot, et portait un renfort pour l'armée britannique, renfort qui cependant ne suffisait pas pour que le général anglais pût former les entreprises qu'il avait méditées. Elle fut bientôt suivie par le comte d'Estaing, qui se présenta avec une puissante flotte sur la côte des états méridionaux; et alors sir Henry Clinton crut devoir s'occuper de sa propre sûreté.

Le lord Cornwallis, avant d'avoir appris l'arrivée de la flotte française, avait embarqué un considérable détachement destiné à se rendre dans la Caroline du sud et la Géorgie; mais il s'en retourna en peu de jours. Quelque tems après, les postes que les anglais occupaient sur la rivière du Nord furent évacués, et toute l'armée britannique se réunit à New-York, dont elle s'empressa d'augmenter les fortifications.

CHAPITRE V.

Prise de Sainte-Lucie par les anglais. — Prise de Saint-Vincent et de la Grenade par les français. — La flotte commandée par le comte d'Estaing aborde sur la côte de la partie méridionale des Etats-Unis. — Siége de Savannah par les armées combinées. — Tentative inutile pour donner l'assaut à la place. — Levée du siége. — Victoire remportée sur les indiens par Sullivan. — L'Espagne offre sa médiation aux puissances belligérantes. — Guerre entre l'Espagne et la Grande-Bretagne. — Lettre de Washington au congrès. — L'armée américaine entre en quartier d'hiver.

Le comte d'Estaing et l'amiral Byron ayant, à-peu-près dans le même tems, l'un et l'autre, quitté le continent de l'Amérique septentrionale, se rencontrèrent de nouveau dans les Indes occidentales, où la guerre se faisait avec beaucoup d'activité et des succès divers. Ste-Lucie se rendit aux anglais; et en revanche, les français s'emparèrent des îles de Saint-Vincent et de la Grenade. A-peu-près dans le tems où celle-ci fut prise, le comte d'Estaing reçut des renforts qui lui donnèrent une supériorité décidée. Il s'ensuivit bientôt un combat, dans lequel un si grand nombre de vaisseaux anglais furent désemparés, que l'amiral de la

flotte britannique fut contraint de se retirer dans un port pour les y réparer, tandis que l'amiral français, qui réclama l'honneur de la victoire, demeura en état de tenir la mer.

Le congrès avait fait représenter si vivement de quel avantage il serait pour les alliés, qu'une puissante flotte agît sur la côte des Etats-Unis, que le cabinet de Versailles avait autorisé le comte d'Estaing à donner aux américains tous les secours qui dépendraient de lui. L'instant de le faire avec avantage, était arrivé. La flotte britannique était rentrée dans le port, et des lettres écrites par le général Lincoln, par le gouvernement de la Caroline méridionale, et par le consul français résidant à Charles-Town, pressaient fortement le comte d'Estaing de se porter sur la côte de la partie méridionale des Etats-Unis, et l'assuraient que la destruction de l'armée britannique dans la Géorgie serait inévitable aussitôt qu'il aurait paru.

Cédant à ces sollicitations, le comte d'Estaing qui s'était retiré au Cap-Français à la suite de l'action qui avait eu lieu près de la Grenade, fit voile avec vingt vaisseaux de ligne et onze frégates portant six mille hommes de troupes de débarquement. Il arriva sur la côte méridionale des Etats-Unis si inopinément, que

l'*Expériment*, vaisseau de cinquante canons, et trois frégates anglaises, tombèrent entre ses mains. Un aviso fut porter à Charles-Town la nouvelle de l'arrivée du comte d'Estaing, et aussitôt le général Lincoln concerta avec le major-général, vicomte de Fontanges, que lui avait dépêché l'amiral français, un plan pour assiéger Savannah. Il fut arrêté que le 11 septembre (1779) on débarquerait trois mille hommes à Beaulieu, et que le même jour Lincoln passerait la Savannah à la tête de mille américains, afin d'opérer sa jonction avec les français. On envoya de Charles-Town, pour faciliter le débarquement, un grand nombre de petits navires, et toute la milice eut ordre de s'assembler pour seconder des opérations, desquelles on attendait la délivrance de tous les états du sud. Le quartier-général de l'officier anglais qui commandait dans les districts méridionaux, du général Prevost, était alors à Savannah. Ne redoutant aucun danger prochain, il avait affaibli sa garnison en établissant dans la Géorgie plusieurs postes avancés, et en laissant le colonel Maitland avec un détachement très-fort, dans l'île de Port-Royal, qui dépendait de la Caroline du sud. A l'apparition de la flotte française, des courriers portèrent à tous ces postes

l'ordre de se replier sur Savannah, ordre auquel ils obéirent promptement. Le 10 septembre, tous les détachemens épars dans la Géorgie, étaient arrivés en sûreté dans cette ville, excepté cependant les malades de la garnison de Sunbury, qui, ayant été embarqués sur un vaisseau de guerre que retinrent les vents contraires, furent faits prisonniers.

Le 11, le général Lincoln gagna le bac de Zubly, et fit passer une partie de ses troupes; mais il eut beaucoup plus de peine à traverser la rivière qu'il ne s'y était attendu. Le passage ne fut entièrement effectué que le 13, et ce jour il campa sur les hauteurs d'Ebenezer, à vingt-trois milles de Savannah. Il y fut joint par le général Mac-Intosh qui amena le corps précédemment posté à Augusta. Le 15, Lincoln fut assuré que les français avaient opéré leur débarquement, et le jour suivant il se réunit à eux sous les murs de Savannah.

Les français avaient passé la barre d'Osiban, le 12, et débarqué, la nuit suivante, environ trois mille hommes à Beaulieu. Le comte de Pulasky les joignit, le 15, avec sa légion. Quelques escarmouches eurent lieu ensuite sur le front des lignes britanniques; et le lendemain, avant l'arrivée du général Lincoln, le comte d'Estaing somma la

garnison de rendre la place aux troupes de S. M. T. C.

Le général Prevost avait, depuis l'arrivée des français, employé tous les instans à mettre Savannah en état d'opposer une forte résistance. Mais comme il voulait gagner du tems, il répondit à la sommation de manière à persuader qu'il avait le dessein de capituler. Il invita le comte d'Estaing à lui faire connaître les conditions qu'il voulait accorder; et lorsqu'on lui eut représenté que c'était aux assiégés à proposer les articles de la capitulation, il demanda une armistice de vingt-quatre heures, qui lui fut accordée. Dans l'intervalle, le colonel Maitland arriva de Beaufort avec le détachement qu'on y avait posté.

Comme les français étaient maîtres du principal chenal par lequel la Savannah communique avec la mer, Maitland avait pris un chemin qu'on n'avait pas cru praticable. Il avait tourné l'île de Dawfuskie, située au nord de l'embouchure de la rivière; et, après avoir débarqué sur un terrain très-marécageux, il avait fait remorquer à travers le marais, ses bateaux qui furent conduits au bord de la Savannah, au-dessus du point où étaient mouillés les vaisseaux français. De là il se

rendit dans la ville assiégée. A l'arrivée de ce renfort, un conseil de guerre prit la détermination de défendre la place jusqu'à l'extrémité; et le jour suivant, cette résolution fut communiquée au comte d'Estaing.

Les assiégeans, après avoir reconnu les ouvrages, jugèrent qu'il ne fallait pas tenter l'assaut. Les deux généraux furent d'avis de battre d'abord en brèche. On employa plusieurs jours à débarquer et à faire venir l'artillerie de siége et les munitions nécessaires. Le 23, on ouvrit la tranchée; et le 1.er octobre, on avait poussé la sape à cent cinquante toises de l'abattis formé sur la gauche des ouvrages des assiégés. Depuis plusieurs jours, des batteries de trente-trois pièces de gros canon et de neuf mortiers, tiraient presque sans relâche. Une autre batterie de seize canons avait été placée du côté de l'eau; mais toute cette canonnade ne produisit aucun effet.

Cependant la position du comte d'Estaing devenait très-critique. Il avait déjà consumé plus de tems sur la côte de la Géorgie qu'il n'avait supposé qu'il lui en faudrait pour anéantir les forces que les anglais avaient dans cet état. Il concevait des craintes sur les possessions de la France dans les Indes occi-

dentales, possessions qu'il savait très-peu gardées; et il n'était pas sans inquiétude pour la sûreté des vaisseaux qu'il commandait. Les officiers de marine lui représentaient vivement combien il était dangereux d'exposer sur une côte sans abri, et dans la saison des ouragans, une flotte d'une si grande importance, et qu'un ennemi supérieur en forces pourrait attaquer, dispersée et battue par la tempête.

En peu de jours les assiégeans eussent pu, par des approches régulières, pousser leurs lignes dans les ouvrages même des assiégés, ce qui eût rendu inévitable la reddition de la place. Mais le comte d'Estaing déclara qu'il n'avait plus de tems à sacrifier, et qu'il fallait ou lever le siége, ou donner l'assaut. On prit ce dernier parti. A gauche de l'armée des alliés, se trouvait un chemin couvert et marécageux, par lequel les troupes de la droite pouvaient s'avancer jusqu'à une pointe qui n'était pas à plus de vingt-cinq toises des principaux ouvrages des assiégés. Il fut résolu de suivre ce chemin pour livrer l'attaque principale, tandis qu'on ferait plusieurs feintes sur d'autres points.

Le 9 octobre, avant le jour, les assiégeans firent jouer toutes leurs batteries, et bombar-

dèrent la place; et en même tems l'élite des troupes françaises et américaines se mit en mouvement. Environ trois mille hommes des premières et mille des secondes furent chargés de l'attaque véritable [1]. La milice du pays devait attirer sur d'autres points l'attention de l'ennemi.

Les troupes combinées marchèrent divisées en trois colonnes, et conduites par le comte d'Estaing et par le général Lincoln [2], accompagnés des principaux officiers français et américains. Elles assaillirent, avec la plus grande vivacité, les lignes des anglais, et furent reçues plus chaudement qu'on ne s'y attendait. Les assiégés étaient préparés, leurs lignes étaient parfaitement garnies, et leurs ouvrages très-habilement construits. Le feu de leurs batteries atteignit de toutes parts la colonne qui était sortie du chemin couvert, et lui fit beaucoup de mal. Cependant les assiégeans s'avançant avec ardeur, écartèrent l'abattis, traversèrent le fossé et escaladèrent

[1] Sur les mille américains, il y avait de six cents à sept cents hommes de troupes de ligne. Des milices de Charles-Town formaient le reste.

[2] Le lieutenant-colonel Laurens commandait les troupes légères qui précédaient la colonne des américains.

le parapet. Les français et les américains plantèrent leurs drapeaux sur les murs, et l'ennemi tua un grand nombre d'assaillans qui s'efforçaient de pénétrer dans les ouvrages. Pendant près d'une heure, le combat se soutint avec la plus grande force. A la fin, les alliés, pris en flanc par l'artillerie qui jouait sans relâche, commencèrent à se ralentir, et semblèrent étonnés un instant. Le comte Pulasky, cherchant à pénétrer avec deux cents chevaux dans les lignes de l'ennemi, pour charger en queue, reçut une blessure mortelle, et sa cavalerie fut rompue. En cet instant, le major Glaziers, sortant tout-à-coup des lignes à la tête d'un corps de grenadiers et de soldats de marine, se jeta impétueusement sur ceux qui s'étaient avancés entre les redoutes; et leur ayant fait passer le fossé et l'abattis, il les repoussa dans le chemin creux d'où ils étaient sortis. Comme il était évident que plus de persévérance ne serait d'aucune utilité, on fit sonner la retraite.

Dans cette tentative infructueuse, le nombre des morts et des blessés fut d'environ sept cents hommes du côté des français. Le comte d'Estaing lui-même, M. de Fontanges, major-général, et plusieurs autres officiers distingués furent blessés. Les troupes de ligne amé-

ricaines perdirent deux cent trente-quatre hommes. La milice de Charles-Town, quoiqu'elle eût été exposée aux mêmes dangers, fut plus heureuse ; elle n'eut de tué qu'un seul homme (un officier), et n'eut que six blessés.

La garnison perdit très-peu de monde. Le nombre des morts et des blessés ne s'éleva qu'à cinquante-cinq de son côté. Cette différence provint de l'avantage qu'elle avait eu de combattre à couvert.

L'espoir d'enlever d'un coup de main Savannah étant détruit, le comte d'Estaing déclara au général Lincoln qu'il avait résolu de lever le siége sur-le-champ. Le général américain fit, pour l'en empêcher, des représentations inutiles. Les motifs qui interdisaient à la flotte française un plus long séjour sur la côte de la Géorgie, subsistaient dans toute leur force, et déjà l'on avait rembarqué l'artillerie de siége et les munitions. L'armée combinée leva son camp le 18 octobre au matin. Les américains repassèrent la Savannah, et prirent position de nouveau dans la Caroline du sud. Les français, après avoir fait deux milles, s'arrêtèrent toute une journée pour protéger la retraite du général Lincoln, puis ils se rembarquèrent. Un coup de

vent très-violent dispersa la flotte aussitôt qu'elle eut appareillé ; et de sept vaisseaux auxquels le comte d'Estaing avait donné l'ordre de se rendre dans la rade d'Hampton sur la côte de la Virginie, celui que commandait le marquis de Vaudreuil put seul l'exécuter.

L'issue de cette entreprise, qui avait fait concevoir des espérances si flatteuses, fut le sujet d'un chagrin très-vif dans les états méridionaux. Cependant, grace à la modération et à la prudence du général Lincoln, les officiers américains ne firent paraître aucun mécontentement lors de la levée du siége, et les troupes des deux nations alliées se séparèrent en se donnant réciproquement des témoignages d'estime.

On ne sait pas au juste quelle était la force de la garnison de Savannah. On l'a évaluée cependant à près de trois mille hommes. La défense de cette place fit honneur à ceux qui la dirigèrent.

L'espoir qui avait fait prendre les armes à la milice s'étant évanoui, elle se dispersa, et les affaires de la partie méridionale des Etats-Unis prirent un aspect plus triste que jamais.

Le congrès, lorsque le général Lincoln lui eut fait connaître sa position, invita le général Washington à faire passer dans le sud les

troupes de la Caroline septentrionale, et toutes celles qu'il pourrait tirer de l'armée du nord. Il fit savoir aux états de la Caroline du sud et de la Géorgie, que le gouvernement s'occupait à pourvoir à leur sûreté ; mais en même tems il leur recommanda de compléter leurs régimens de troupes de ligne, et de régler, d'une manière convenable, le service de leurs milices.

On avait fait de grands préparatifs pour une expédition que le général Sullivan devait entreprendre sur la frontière occidentale, contre les sauvages, soit blancs, soit indiens, qui l'habitaient ; et les actes de cruauté commis dans cette contrée pendant la campagne de 1778, avaient déterminé le commandant en chef à faire marcher de ce côté une considérable partie de l'armée au service général de l'Union.

La plus forte division de l'armée de l'ouest devait se réunir à Wyoming, sur la branche principale de la Susquehannah. Sullivan se mit en marche assez tôt pour arriver à cette place dans le mois de juin, et l'on avait espéré qu'il pourrait entreprendre sur-le-champ son expédition. Mais une grande partie des vivres s'étaient gâtés, et il s'écoula tant de tems avant qu'on eût pu réparer cette perte, et se procurer un supplément de munitions de guerre,

jugé indispensable par Sullivan, qu'il fut impossible à ce général de partir de Wyoming avant la fin du mois de juillet [1].

Un autre corps de troupes, destiné à faire partie de l'armée de l'ouest, avait passé l'hiver sur les bords de la Mohawk. Lorsque la saison le permit, il se mit en marche sous le commandement du général Clinton, pour se rendre au lac Otsego, puis descendre le bras oriental de la Susquehannah, jusqu'au bras occidental, et se réunir au général Sullivan. Le 22 août, les deux divisions opérèrent leur jonction; et l'armée, forte alors d'en-

[1] Les indiens ne demeurèrent pas oisifs, tandis qu'on se disposait à pénétrer dans leur pays. Joseph Brandt, s'étant mis à la tête d'une petite troupe de blancs et d'indiens, tomba, vers la fin du mois de juillet, sur les frontières du New-York, massacra plusieurs habitans, en emmena d'autres en captivité, et réduisit en cendres plusieurs maisons. Il attira dans une embuscade, et battit complètement un détachement de milice qui s'était mis à sa poursuite. Quelques jours après, le capitaine Mac-Donald qui conduisait un autre parti peu considérable, dont le tiers était composé d'anglais, s'empara d'un fortin situé sur la branche occidentale de la Susquehannah, et fit prisonniers les trente hommes qui en formaient la garnison. Contre l'usage des indiens, il fut permis aux femmes et aux enfans de se retirer.

GORDON.

viron cinq mille hommes, remonta la Cayouga, qui conduisait au cœur du pays des indiens.

Il était impossible que de si grands et de si longs préparatifs ne fissent pas connaître l'objet de l'armement. Les indiens parurent le deviner complètement; et, malgré la supériorité des forces de Sullivan, ils résolurent de défendre courageusement leur pays. Déterminés à risquer une action générale, ils firent choix d'une excellente position. Ils réunirent à environ un mille de New-Town, qui se trouve à quelques milles au-dessus de Chemung, toutes leurs forces, consistant en quinze cents hommes, selon le calcul de Sullivan, et seulement en huit cents selon le leur. Ils avaient pour chefs les deux Butler, Guy Johnson, Mac-Donald et Brandt. Cinq compagnies de blancs, qui se montaient à deux cents hommes en tout, s'étaient joints à eux. Ils avaient construit sur un terrain élevé, un parapet d'environ un demi-mille de longueur. La droite de cet ouvrage était défendue par la Susquehannah, qui faisant un détour en arrière, ne laissait exposés que le front et la gauche. Du côté de celle-ci était une chaîne de montagnes presque parallèle au cours général de la rivière, et se terminant un peu

au-dessous du parapet. Un peu plus loin et toujours à gauche, il y en avait une autre qui s'étendait dans la même direction, et conduisait derrière le camp des américains. Le terrain qu'occupaient les indiens était couvert de pins, entre-mêlés de chênes noirs. Ils arrachèrent plusieurs de ceux-ci, et les replantèrent en avant des ouvrages qu'ils cachèrent à ce moyen. Le chemin que coupait au pied de la colline un ruisseau profond, tournait à droite, devenait presque parallèle au parapet, et était exposé au feu de la mousquéterie. Enfin des détachemens communiquant les uns avec les autres par des sentinelles; et destinés à tomber sur les flancs et sur les derrières de l'armée de Sullivan, lorsque l'action serait engagée, étaient postés à gauche sur chacune des montagnes.

Le major Par, qui commandait un corps de chasseurs ou de carabiniers à pied, composant l'avant-garde de l'armée, reconnut la position des indiens le 29 août au matin. Le général Hand rangea aussitôt l'infanterie légère en bataille dans une forêt qui était à deux cents toises de l'ennemi, et y attendit le corps principal. Plusieurs escarmouches eurent lieu entre les carabiniers et de petits partis d'indiens, qui sortaient tout-à-coup de

leurs retranchemens, puis se retiraient brusquement, sans doute dans l'espoir d'être imprudemment poursuivis.

Conjecturant que les montagnes qu'il avait à droite étaient occupées par des partis ennemis, Sullivan donna sur-le-champ ordre aux généraux Poor et Clinton de se rendre maîtres de la chaîne qui conduisait derrière l'armée américaine, et de tourner ensuite la gauche et le parapet, tandis que Hand et Maxwell attaqueraient de front cet ouvrage. Ces ordres furent exécutés promptement. L'artillerie joua à l'instant même où Poor atteignit la base de la chaîne. Il gravit sur-le-champ la montagne, au haut de laquelle il s'engagea ensuite une action très-vive. Poor continua d'avancer avec rapidité, ses soldats perçant de leurs baïonnettes ceux qui voulaient s'opposer à leur passage, et quelquefois faisant feu sur eux.

Les indiens se retirèrent d'arbre en arbre en tiraillant, jusqu'à ce qu'ils fussent parvenus au sommet de la montagne. S'apercevant alors que leur flanc était entièrement à découvert, et qu'ils étaient en danger d'être enveloppés, ils abandonnèrent leur parapet, et passant la rivière, ils s'enfuirent avec la plus grande précipitation. On les pour-

suivit inutilement l'espace de quelques milles.

Cette victoire, qui fut complette, coûta peu aux américains, le nombre des blessés et des morts ne s'étant pas monté à plus de trente hommes de leur côté. La perte des indiens fut peu considérable aussi. Le malheureux succès de ce premier effort pour défendre leurs habitations, leur fit, ainsi que la force apparente de l'armée américaine, perdre entièrement courage. A mesure que Sullivan s'avança, ils se retirèrent, sans même, si ce n'est en une seule occasion [1], engager une escarmouche. Les américains pénétrèrent dans le cœur du pays [2], que leurs partis parcoururent et ravagèrent complètement. Les maisons, les récoltes, les arbres fruitiers, tout fut détruit. Sullivan exécuta littéralement les ordres rigoureux, mais nécessaires, qu'il avait reçus, de transformer cette contrée en un désert, et de forcer, par l'impossibilité de trouver des vivres, les indiens à se retirer plus loin. Dix-huit villages, une infinité d'habitations détachées, soixante mille boisseaux

[1] Le lieutenant Boyd avait eu ordre d'aller reconnaître la bourgade de Genessie, qui était fort éloignée. Cet officier donna dans une embuscade, et fut tué avec quatorze hommes et un chef de la nation des Onédas.

[2] Le pays des Cinq Nations.

de blé, tous les fruits, toutes les substances végétales qui peuvent servir à la subsistance de l'homme, furent anéantis. On employa cinq semaines consécutives à opérer cette dévastation.

Tandis que Sullivan ravageait les bords de la Susquehannah, on fit une autre expédition contre les tribus des Mingos, des Munseys et des Senecas. Le colonel Broadhead partit de Pittsbourg à la tête d'un corps d'environ six cents hommes, et remontant, l'espace de deux cent milles, l'Alleghany, il détruisit toutes les bourgades, et dévasta tous les champs de blé situés des deux côtés de cette rivière. Les indiens, après une escarmouche où ils furent battus, abandonnèrent leurs habitations qu'ils ne pouvaient plus défendre, et cherchèrent leur salut en se réfugiant dans les forêts.

Sullivan, après avoir terminé son expédition, se retira à Easton dans la Pensylvanie. Le congrès, en recevant la nouvelle de l'avantage qu'avait obtenu ce général, approuva sa conduite et celle de ses troupes. Il paraît que cette approbation ne s'étendit qu'à ses opérations dans le pays ennemi. Ses demandes en munitions de guerre s'étaient portées si haut, dans ses entretiens avec ses officiers; il avait si souvent blâmé le gouvernement de

ne pas les lui avoir accordées ; dans ses ordres généraux, il l'avait si hautement accusé de ne s'être pas occupé des objets qui devaient assurer le succès de l'entreprise, qu'il n'avait pu que mécontenter infiniment le congrès, et sur-tout le comité de la guerre. En conséquence, lorsqu'à la fin de la campagne, Sullivan donna sa démission pour cause de santé, ses amis ne purent obtenir qu'on l'invitât à conserver le commandement. La résolution par laquelle il lui fut permis de se retirer, contint toutefois des remerciemens pour les services qu'il avait rendus.

Quoique les efforts que, dans le cours de la campagne, on avait faits pour arrêter les déprédations des sauvages, n'eussent pas eu tous les résultats qu'on avait attendus, et que même les frontières de l'ouest n'eussent pas été entièrement à l'abri des attaques des nations indiennes, cependant ils procurèrent de grands avantages. Les indigènes furent intimidés, et leurs incursions furent à-la-fois moins redoutables et moins fréquentes.

L'été de 1779 s'écoula sans qu'il se passât en Amérique un événement qui pût avoir quelque influence sur l'issue de la guerre ; mais il n'en fut pas ainsi en Europe. La France, depuis l'instant où elle avait armé en fa-

veur des Etats-Unis, avait désiré entraîner l'Espagne dans la contestation. Le desir de réduire la puissance maritime d'une nation qui excitait la jalousie de tous les états commerçans de l'Europe, l'espoir de recouvrer Gibraltar, la Jamaïque et les Florides, portaient la cour de Madrid à saisir l'occasion de démembrer l'empire britannique. Mais l'effet que pouvait produire dans ses propres colonies, l'indépendance des Etats-Unis, et peut-être une sorte de crainte des dangers auxquels l'exposerait la guerre, la jetèrent dans l'irrésolution, et laissèrent les esprits incertains quelque tems sur le parti qu'elle prendrait définitivement. L'influence de la cour de Versailles et la haine contre la Grande-Bretagne l'emportèrent à la fin. Sa Majesté Catholique parut déterminée à prévenir l'asservissement des Etats-Unis; mais en même tems elle sembla vouloir effectuer ce dessein, plutôt par la voie de la négociation que par celle des armes. En conséquence, elle offrit sa médiation aux puissances belligérantes. La France accepta promptement la proposition; mais le ministre de S. M. B. se contenta de déclarer en termes vagues, que son souverain était disposé à terminer la guerre, et à donner la paix à

l'Europe sous la médiation de S. M. C. Alors le ministre espagnol proposa une trève de quelques années, et la formation d'un congrès à Madrid. Des députés des Etats-Unis devaient être admis dans cette assemblée, et traités comme les représentans d'une nation souveraine. Quoiqu'on n'exigeât point une reconnaissance explicite de leur indépendance, on entendait que de fait ils fussent indépendans, et complètement séparés de l'empire britannique.

La négociation fut traînée en longueur; et en même tems, le cabinet de Londres fit usage de toute son adresse pour essayer de rompre l'alliance de la France et des Etats-Unis. Dans les manifestes qui furent publiés dans la suite, S. M. C. accusa ce cabinet d'avoir, sous l'apparence d'accepter la médiation de l'Espagne, insidieusement tenté de négocier avec la France une paix séparée, qui eût permis à la Grande-Bretagne de poursuivre l'exécution de ses desseins contre l'Amérique. Elle lui reprocha aussi de s'être également efforcée d'opérer un arrangement avec les Etats-Unis, afin de faire tourner leurs armes et de diriger elle-même les siennes contre la maison de Bourbon.

Le ministre de France à Philadelphie et

M. Arthur Lee, agent du congrès en Europe, instruisirent de cette négociation le congrès, que le premier pressa de conférer des pouvoirs très-amples à ceux qu'il chargerait de traiter au nom des Etats-Unis. Il assura que la France ne séparerait jamais ses intérêts des leurs; mais il représenta que les alliés n'étant pas victorieux ne pouvaient dicter les conditions, et que prolonger les délibérations, ce serait rejeter l'offre de la paix. Il ajouta que si le congrès différait à se déterminer, il donnerait de la consistance aux bruits qui circulaient en Europe, où l'on prétendait que l'assemblée était partagée d'opinions et de desseins. Soit que le ministère français craignît que la guerre ne se prolongeât, si les Etats-Unis exigeaient comme condition préliminaire que l'on reconnût leur indépendance, soit qu'il fût persuadé que par la reconnaissance préalable, la France perdrait de son influence sur la rédaction du traité, et que les plénipotentiaires américains ne seraient plus les maîtres de leur conduite, M. Gérard s'efforça de persuader au congrès de se désister de cette demande. Il pensait que les Etats-Unis devaient se contenter de l'indépendance effective, sans s'inquiéter de la forme. La difficulté d'amener

les princes à signer un acte qui blesse leur orgueil, disait-il, avait été démontrée au sujet de la Hollande, de Gênes et des Cantons Helvétiques. La Hollande n'avait été reconnue *tacitement*, qu'après une guerre de trente ans, et *explicitement*, qu'après un espace de soixante et dix ans. L'indépendance de Gênes et des Cantons Helvétiques n'avait jamais, en aucune sorte, été confirmée par leurs anciens souverains, mais ils en jouissaient sous la garantie de la France. La cour de Versailles, ajoutait son ministre, craignait que des difficultés qui ne consistaient qu'en des mots, ne retardassent la chose même, ou ne l'empêchassent.

Tandis que le congrès débattait les instructions qu'il devait donner à ses plénipotentiaires, la négociation entre l'Espagne et l'Angleterre fut rompue. Comme la cour de Madrid était préparée à la guerre, elle insista sur l'acceptation formelle ou sur le rejet positif de sa médiation. Le cabinet britannique déclara qu'il ne pouvait reconnaître l'indépendance des Etats-Unis, même avec la modification proposée par l'Espagne. S. M. G. ordonna sur-le-champ au marquis d'Almadovar, son ministre près la cour de Londres, de transmettre au lord Weymouth, l'un des

principaux secrétaires d'état, une note où étaient rappelés les griefs de l'Espagne contre l'Angleterre, et où ce prince déclarait qu'il avait résolu, pour obtenir la justice qu'il avait réclamée si vainement, d'user de toute la puissance que le ciel avait déposée en ses mains.

Le marquis d'Almadovar, après avoir remis cette déclaration, quitta l'Angleterre; et sur-le-champ le ministère britannique délivra des lettres de marques contre les vaisseaux et les sujets de S. M. C. De son côté, l'Espagne arma une puissante flotte pour l'équipement de laquelle elle avait tout disposé pendant la négociation; mais elle ne reconnut point les Etats-Unis comme indépendans. La cour de Madrid fit connaître ses intentions à don Galvez, gouverneur de la Louisiane, qui réunit à la Nouvelle-Orléans un corps de troupes considérable et dans lequel il y avait beaucoup d'anglo-américains. Ce corps soumit les établissemens anglais, formés sur la rive du Mississipi, qui ne savaient pas que la guerre avait été déclarée à l'Angleterre par l'Espagne.

Le congrès délibérait encore sur les instructions, lorsqu'il reçut l'importante nouvelle du parti qu'avait pris S. M. C. Il est probable que cet avis, le tirant d'inquiétude

à l'égard de l'Espagne, affaiblit les motifs qu'il avait de faire des sacrifices de territoire à cette puissance. Les instructions ne furent achevées que dans le milieu du mois d'août, quoique l'assemblée s'en fût occupée depuis le commencement de février. L'avis du ministre de France fut rejeté dans les points les plus essentiels. Les plénipotentiaires eurent ordre d'exiger comme préliminaires de toute négociation, que la Grande-Bretagne convînt de traiter avec les Etats-Unis, comme formant une puissance entièrement libre, et que leur indépendance fût reconnue et confirmée par le texte même du traité. Il paraît que le cabinet de Versailles avait eu le dessein d'exclure les Etats-Unis de la pêche qui se fait sur les bancs divers qui environnent l'île de Terre-Neuve, et de les borner à l'ouest par une ligne qui ne s'étendrait pas au-delà des établissemens déjà formés. Quant à ce dernier point, les instructions ne différèrent pas infiniment de ce qui fut ensuite réglé. Elles défendirent positivement de renoncer au droit de pêche ; et le ministre des Etats-Unis, résidant près de la cour de France, fut chargé de demander qu'il se fît un changement dans le traité d'alliance conclu avec S. M. T. C., et qu'il fût stipulé qu'au cas où, à l'avenir, la Grande-Bretagne

troublerait dans l'exercice de ce droit, l'une ou l'autre des deux parties contractantes, chacune de celles-ci serait tenue de déclarer sur-le-champ la guerre à cette puissance. A tout autre égard, les négociateurs devaient se conduire d'après les principes du traité d'alliance et les conseils de la France, ainsi que d'après la connaissance qu'ils avaient des intérêts de leur pays.

Pour que les Etats-Unis pussent profiter de toute occasion qui se présenterait de mettre fin à la guerre, M. John Adams qui était déjà en Europe, fut autorisé à négocier avec la Grande-Bretagne, un traité de paix et un traité de commerce; et M. Jay, président du congrès, fut nommé ministre plénipotentiaire auprès de la cour de Madrid. Les instructions de ce dernier lui prescrivaient d'insister sur le droit de naviguer librement sur le Mississipi. Les cours de Versailles et de Madrid se réunirent contre cette prétention. Après le départ de M. Jay, le chevalier de la Luzerne, alors ministre du roi de France à Philadelphie, eut avec un comité du congrès une conférence où il déclara que S. M. T. C. désirait vivement effectuer une alliance entre les Etats-Unis et l'Espagne, et que pour applanir les voies, elle lui avait commandé de faire part

à l'assemblée de l'opinion de ce prince au sujet de quelques articles que S. M. C. jugeait très-importans pour les intérêts de sa couronne, et sur lesquels elle désirait que les Etats-Unis s'expliquassent positivement et avec cette modération qui pourrait se concilier avec leurs droits essentiels. Il dit que ces articles étaient :

1.° Une ligne de démarcation entre l'Espagne et les Etats-Unis, tracée de manière à n'occasioner aucune contestation ;

2.° Le droit exclusif de la navigation sur le Mississipi, en faveur de l'Espagne ;

3.° La possession des Florides par cette puissance ;

4.° La renonciation aux terres situées sur la rive gauche ou orientale du Mississipi. Quant au premier point, le chevalier de la Luzerne déclara que le cabinet de Madrid jugeait que le territoire des Etats-Unis ne devait pas s'étendre à l'ouest plus loin que les établissemens autorisés par la proclamation royale de 1763. Relativement au second point, ces Etats ne devaient point se considérer comme ayant le droit de naviguer sur le Mississipi, puisqu'ils ne possédaient aucun territoire situé sur le bord de ce fleuve. Quant au troisième point, il était probable que S. M. C. conquer-

rait les Florides durant le cours de la présente guerre, et que par là tout sujet de division entre l'Espagne et les Etats-Unis serait anéanti. A l'égard du quatrième article, les terres situées à l'est du Mississipi, et sur lesquelles la proclamation de 1763 défendait de former des établissemens, étaient des possessions de la Grande-Bretagne et pouvaient être conquises aussi par l'Espagne. En conséquence il convenait d'empêcher les états méridionaux d'y faire des conquêtes ou des établissemens [1]. La cour de Madrid jugeait qu'ils n'avaient aucun droit sur ces terres, soit parce qu'ils n'en avaient pas pris possession avant la guerre, soit parce qu'elles dépendaient du souverain de la Grande-Bretagne dont ils ne reconnaissaient plus les lois. S. M. T. C., unie à S. M. C. par les liens du sang et par l'alliance la plus étroite, et désirant de joindre par les nœuds d'une amitié durable, l'Espagne et les Etats-Unis, ceux-ci devaient se reposer sur sa bienveillance, ainsi que sur la justice et la générosité de S. M. C.

Il ne fut pas possible d'engager alors la plu-

[1] L'état de Virginie avait déjà mis en vente une partie du territoire réclamé par l'Espagne, territoire qui constitue aujourd'hui l'état de Kentokey, et une partie considérable des contrées occidentales de la Virginie.

ralité des membres du congrès à faire quelques changemens aux résolutions relatives à la navigation du Mississipi, et au territoire situé sur les rives orientales de ce fleuve, et réclamé par les Etats-Unis.

Comme la campagne tirait à sa fin, et que l'espoir de voir la guerre sur le point d'être terminée, était loin de se réaliser, le général Washington pressa de nouveau les dépositaires de l'autorité civile de faire à tems leurs préparatifs pour l'année suivante. Au mois d'octobre 1779, il soumit au congrès un état complet de l'armée, duquel il résultait que, depuis la date de cet écrit jusqu'à la fin du mois suivant, le tems du service de plus de la moitié des soldats expirait. Cependant les nouvelles représentations de Washington n'eurent pas plus de succès que les précédentes. La marche du congrès était nécessairement fort lente, et la difficulté d'établir l'harmonie entre treize états souverains était trop grande pour être surmontée. Les résolutions relatives au recrutement de l'armée ne furent prises que le 9 de février [1], et les hommes ne devaient être sur pied que le 1.er avril suivant.

En apprenant la levée du siège de Savannah, sir Henry Clinton, qui, par l'arrivée des ren-

[1] 1779.

forts venus d'Europe et l'évacuation du Rhode-Island, voyait de grandes forces à sa disposition, résolut de nouveau d'agir contre la partie méridionale des Etats-Unis. Sur-le-champ il fit embarquer un grand nombre de troupes à New-York; mais comme, pour donner l'ordre d'appareiller, il voulut être assuré que le comte d'Estaing s'était éloigné de la côte d'Amérique, l'armement ne quitta la Hook que vers la fin du mois de décembre. Le corps destiné contre le sud était commandé par sir Henry Clinton en personne, et la flotte qui l'escortait était conduite par l'amiral Arbuthnot. La défense de New-York et des postes qui en dépendaient fut confiée au général Knyphausen.

Les fidèles agens de Washington lui firent savoir de très-bonne heure que l'on faisait à New-York les préparatifs d'une expédition lointaine. Le commandant en chef conjectura que l'ennemi se proposait d'attaquer Charles-Town dans la Caroline méridionale, et en général tous les états du sud. En conséquence il fit presser la marche des troupes de la Caroline du nord, ainsi que celle des nouvelles levées de la Virginie, et de la dernière division des régimens de cavalerie de Bland et de Baylor, qui devaient renforcer le corps du général Lincoln. La situation de l'armée du

sud étant encore plus déplorable qu'on ne l'avait supposé, le congrès permit d'y réunir les troupes de ligne de la Virginie.

Comme la saison propre aux opérations militaires dans le nord avait pris fin, le commandant en chef s'occupa de mettre ses troupes en quartier d'hiver. L'armée était alors habituée à passer la saison rigoureuse sous des huttes. Ainsi donc, des positions qui réunissaient la sûreté à la salubrité, des positions où il était facile de trouver du bois et de l'eau, et de faire venir des vivres, furent celles que l'on choisit. L'armée fut partagée en deux grandes divisions. Celle du nord qui était commandée par le général Heath, fut chargée de veiller sur la pointe de l'ouest et sur les postes de la rivière d'Hudson, en descendant jusqu'au King's-Ferry. Elle devait aussi protéger le pays situé sur le détroit de l'Ile-Longue et sur la rivière du Nord, jusqu'aux environs du King's-Bridge. L'autre division, qui était la principale, demeura sous les ordres immédiats du commandant en chef. Elle prit position près de Morristown et n'entra qu'au mois de décembre dans ses baraques. Elle fit des détachemens, qu'elle envoya vers l'Hudson et vers Staten-Island, pour prévenir les dévastations que pourrait projeter l'ennemi.

CHAPITRE VI.

Sir Henry Clinton fait investir Charles-Town. — Le lieutenant-colonel Tarleton est battu par le lieutenant-colonel Washington. — Opinion du général Washington sur la défense de Charles-Town. — Tarleton surprend et défait, au Monk's-Corner, un corps de troupes américaines. — La garnison du fort Moultrie se rend et est faite prisonnière. — Le colonel White est battu par Tarleton. — Le général Lincoln capitule. — Défaite de Burford. — Sir Henry Clinton organise le gouvernement de la Caroline méridionale et de la Géorgie. — Le commandement de l'armée du sud est confié au général Gates. — Ce général est battu près de Camden, par le lord Cornwallis. — Le baron de Kaelb est tué. — Succès et défaite du général Sumpter.

Le départ de la flotte française consterna les états méridionaux; et l'espoir qu'on avait eu de recouvrer la Géorgie, fit place aux craintes les plus vives pour la sûreté de la Caroline du sud.

Ces craintes étaient fondées. Les troupes de ligne sous les ordres du général Lincoln ne se montaient pas à plus de mille hommes effectifs; et les renforts qu'elles attendaient, n'étaient pas propres à rassurer les esprits. La facilité avec laquelle le général anglais Prevost avait traversé le pays, et la lassitude qu'il

avait remarquée parmi les habitans, devaient faire présumer que la conquête de la Caroline méridionale serait tentée l'année suivante. Lincoln voyait le danger, mais il ne pouvait l'écarter. Son autorité militaire était trop limitée, et son influence sur le gouvernement de l'état, trop faible, pour qu'il pût disposer entièrement des ressources que le pays offrait.

D'après la position géographique de la Caroline du sud, la conservation de sa capitale importait infiniment à cet état. Cependant on ne songeait point à la préparer à soutenir un siége. Le fort Moultrie qui avait été si courageusement défendu en 1776, et était considéré comme la clef du port, avait besoin de réparations; et le fort Johnson situé sur l'île de James était tombé en ruine. Les retranchemens commencés sur l'isthme, lorsque le général Prevost avait menacé Charles-Town, n'avaient point été achevés; et l'on n'avait construit du côté de l'eau, d'autres défenses que celles qui étaient placées immédiatement sur le bord de la baie. Si l'ennemi avait voulu transporter de l'île de James dans la ville, un corps de troupes sur des bateaux plats, il lui eût été très-facile d'éviter les batteries. Le général Lincoln avait fait, sur

tous ces points, de sérieuses représentations au gouverneur; mais le vice des lois n'avait pas permis au conseil exécutif de rassembler un assez grand nombre de nègres, les seuls travailleurs sur lesquels on pût compter dans un pays où la chaleur est très-forte.

L'amiral Arbuthnot parti de Sandy-Hook, le 22 décembre 1779, était arrivé à Savannah le 31 janvier 1780. Un des vaisseaux de transport ayant été séparé de la flotte par une tempête, avait été conduit le 23 de ce dernier mois, dans le port de Charles-Town, et à ce moyen, on avait su que l'expédition préparée à New-York était dérigée contre la capitale de la Caroline du sud. A cette nouvelle, le général Lincoln qui était dans la place, rappela près de lui les détachemens de troupes de ligne qu'il avait postés sur divers points.

Sir Henry Clinton demeura à Savannah jusqu'à ce que ses vaisseaux qu'avait dispersés et endommagés la tempête fussent réunis et réparés. Avant la mi-février, il entra dans le port ou le détroit du Nord-Edisto, à environ trente milles au sud de Charles-Town, et il effectua sans obstacle un débarquement sur l'île de St.-John. Une partie de la flotte fut bloquer le port de cette ville, et l'armée s'avança lentement et avec précaution depuis

la Stone-Creek jusqu'à Wappoocut, puis elle traversa les îles de St.-John et de James.

Le général Lincoln avait reçu un renfort que composaient quatre cents hommes de troupes de ligne de la Virginie, quelques nouvelles levées et des compagnies de milice de la Caroline du sud. Cependant ses forces étaient si peu considérables, et les fortifications de la place étaient si incomplètes, qu'elle fût tombée entre les mains de sir Henry Clinton, immédiatement après son débarquement, s'il lui avait été possible de l'attaquer sur-le-champ. Mais les pertes que lui avait causées sa traversée de New-York à Savannah, ne lui permettaient pas d'agir avec promptitude, et il se détermina à ne rien commettre au hasard. Il dépêcha une fregate à New-York pour en faire venir ses renforts, et il ordonna au général Prevost de lui envoyer onze cents hommes de Savannah. En même tems, il s'avança vers la rivière d'Ashley, en établissant des postes dans des lieux convenables, et en assurant ses communications avec la mer.

On profita de ce délai pour compléter les fortifications de Charles-Town. Le corps législatif de l'état autorisa Rutledge, qui en était gouverneur, à faire tout ce qu'exigerait le bien public, à l'exception toutefois de mettre

à mort un citoyen sans une procédure légale.

Il fut reconnu dans un conseil de guerre, que l'armée américaine était trop faible pour s'opposer à la marche des troupes britanniques. La cavalerie et un petit corps de troupes légères eurent ordre de harceler l'ennemi sur le flanc gauche; et le reste de l'armée, qui consistait à-peu-près en quatorze cents hommes de troupes de ligne, et en plusieurs corps de milice, rentra dans la place, et s'occupa sans relâche à travailler aux fortifications.

Sir Henry Clinton avait perdu tous ses chevaux pendant la traversée; mais il s'en procura facilement d'autres avec lesquels il remonta ses dragons; et il forma un corps de troupes légères dont il confia le commandement au lieutenant-colonel Tarleton, qui couvrit complètement le flanc gauche des troupes britanniques, et dispersa la milice qui se rassemblait dans les environs. Dans une de ses excursions, la cavalerie de Tarleton rencontra le reste du régiment de Baylor, qui avait pour commandant le lieutenant-colonel Washington. Elle fut repoussée avec perte; mais le manque d'infanterie ne permit pas à l'officier américain de profiter de l'avantage qu'il avait obtenu.

Pour mettre le siége devant Charles-Town, il est très-important d'en commander le port. Sans cela, une armée nombreuse est nécessaire, parce qu'il faut investir complètement la place, pour l'empêcher de communiquer avec la mer. Le congrès avait ordonné de faire partir pour la Caroline du sud, quatre frégates, qui jointes aux forces maritimes de cet état et à deux vaisseaux de guerre français, armés l'un de ving-six et l'autre de dix-huit canons, composèrent une flotte redoutable, qui eut pour commandant le commodore Whipple, et avec laquelle on se proposa de disputer l'entrée du port.

En sondant derrière la barre on reconnut, pour la première fois, qu'il y avait trop peu d'eau pour que les frégates agissent avec quelque succès, et qu'elles pussent s'approcher plus près que le Five-Falhom-Hole, que le chenal était trop étroit pour qu'elles se rangeassent en ordre de bataille, et qu'en s'efforçant de s'y placer, elles seraient extrêmement exposées au feu des batteries que les assiégeans auraient élevées sur la terre ferme. Les officiers de marine furent donc tous d'avis qu'on ne pouvait opposer aucun obstacle au passage de la barre. En conséquence, le commodore Whipple fit mouiller

son escadre sur la même ligne que le fort Moultrie, dans un étroit passage entre l'île de Sullivan et le Middle-Ground. On s'efforça d'embarrasser le chenal, et l'on espéra qu'il serait possible d'opposer là quelque résistance à l'ennemi.

Les vaisseaux anglais destinés à forcer l'entrée du port, furent long-tems désarmés pour attendre l'instant favorable. Secondés par la marée et le vent, ils passèrent la barre sans opposition et sans accident, puis ils mouillèrent au Five-Falhom-Hole. Dans le nombre il s'en trouvait un de soixante-quatre canons.

Les efforts que l'on avait faits pour obstruer le chenal ayant été vains, on jugea qu'il serait absolument impossible d'empêcher la flotte anglaise de passer le fort Moultrie, et l'on changea le plan de défense complètement. On prit le parti de conduire à l'embouchure de la Cooper, les vaisseaux armés, de les y faire échouer, ainsi que quelques vaisseaux marchands, sur une ligne qui s'étendrait depuis la ville jusqu'à Shute's-Folly, et de fixer des chevaux-de-frise sur les ponts de ces bâtimens. A ce moyen, on espérait qu'aucun navire ne pourrait entrer dans la rivière. Les canons furent mis à terre, et l'on en fit des batteries que servirent des marins.

Il paraît que l'instant d'évacuer Charles-Town était arrivé. En répondant à une lettre que lui avait adressée le lieutenant-colonel Laurens, le général Washington disait : « J'ai « la plus grande confiance dans le général « Lincoln ; mais il me semble que la défense « de la place doit être subordonnée à celle de « la barre, et que celle-ci devenant impos- « sible, il faudra renoncer à l'autre ». Malheureusement cette lettre arriva trop tard.

Sir Henry Clinton avait alors gagné la rivière d'Ashley. Tant par ses galères que par ses batteries, il était maître de toutes les communications par eau. Partagée en trois divisions, l'avant-garde de son armée passa la rivière à un mille au-dessus du bac, et à-peu-près à dix milles au-dessus de Charles-Town. Ayant fait venir son artillerie et ses munitions de guerre, le général anglais s'avança sur l'isthme, et le 1.er du mois d'avril il ouvrit la tranchée à quatre cents toises des lignes des américains.

La construction des ouvrages qui composaient les fortifications de Charles-Town, avait été confiée à M. Laumoy, ingénieur français, qui avait de la réputation, et était attaché au service des Etats-Unis ; et, quoiqu'ils ne fussent pas propres à soutenir un siége en règle,

ils n'étaient pas cependant à mépriser. Ils consistaient en une suite de redoutes, de tranchées et de batteries, qui s'étendait de l'une à l'autre rivière, dont les eaux surabondantes alimentaient deux marais qui flanquaient les deux extrémités de cette ligne, et étaient réunis par un canal. On avait formé, entre ces défenses extérieures, deux rangs d'abattis très-forts, et dont les arbres enfoncés en terre obliquement, présentaient leurs têtes aux assaillans. Derrière ces abattis était un fossé que l'on avait garni d'un double rang de pieux. Plus loin encore et près des lignes, on avait creusé, à peu de distance les uns des autres, des trous profonds, pour rompre les colonnes des assiégeans, si elles voulaient donner l'assaut. Au centre, qui n'était pas si bien fortifié par la nature, on avait construit, en maçonnerie, un ouvrage à corne, destiné à défendre la porte principale. Telle était la manière dont on avait fortifié l'isthme. Le même art se faisait remarquer du côté de l'eau; et l'on avait élevé des ouvrages sur tous les points où il était possible de débarquer.

Tandis que les assiégeans tiraient leur première parallèle, la garnison recevait des renforts qui la firent monter à un peu plus de

deux mille hommes de troupes réglées, et à environ mille hommes de milice de la Caroline du nord. Les citoyens de Charles-Town avaient également pris les armes. Le gouverneur, en vertu des pouvoirs dont il avait été revêtu, avait ordonné par une proclamation que, sous peine de confiscation, tous ceux qui jouissaient de quelque propriété dans la ville, vinssent la défendre. Cette mesure rigoureuse ne produisit pas tout l'effet qu'on en avait attendu.

Le 9 avril, sir Henry Clinton acheva sa première parallèle sur toute la largeur de l'isthme, et dressa ses batteries. Ses ouvrages formaient une ligne oblique, dont le point le plus éloigné de celles des assiégés était de cinq cent cinquante toises, et le plus rapproché, de trois cents. A-peu-près dans ce tems, l'amiral Arbuthnot passa l'île de Sullivan, malgré le feu du fort Moultrie; et, en deux heures, il jeta l'ancre au-dessous de l'île de James, près du fort Johnson, mais hors de la portée des batteries de la place. Il ne perdit que trente-sept hommes. Cependant ses vaisseaux souffrirent beaucoup dans leur voilure et dans leur mâture. Un des batimens de transport ayant échoué sous le canon du fort, l'équipage l'abandonna et y mit le feu.

Etant alors maîtres du port, les deux généraux de terre et de mer des anglais sommèrent Lincoln de rendre la place. Le général américain répondit : « Depuis soixante jours « que je connais vos desseins contre cette « ville, j'ai eu le tems de l'évacuer ; mais mon « devoir et mes sentimens particuliers me font « une loi de la défendre jusqu'à l'extrémité. » En recevant cette réponse, les assiégeans firent jouer leurs batteries ; mais c'était à la sape qu'ils se proposaient principalement d'attaquer les lignes des américains.

Vers ce tems, il fut arrêté que le gouverneur et la moitié des membres du conseil sortiraient de la ville pour exercer les fonctions du pouvoir exécutif, et que l'autre moitié y demeurerait avec le lieutenant-gouverneur, pour le même objet. On comptait sur l'influence du gouverneur pour réunir des forces considérables sur le flanc et les derrières de l'armée britannique.

Jusque-là sir Henry Clinton n'avait pas étendu ses lignes au nord de l'isthme, et la communication de la place avec le pays situé au nord-est de la Cooper était parfaitement libre. La cavalerie américaine qui avait passé cette rivière, était postée dans le voisinage du Monk's-Corner, à environ trente milles

au-dessus de Charles-Town. Elle devait repousser les fourrageurs de l'ennemi, et couvrir les convois de vivres pour les assiégés. Afin de rendre toujours plus sûre cette communication, au moyen de laquelle seule la garnison pouvait faire retraite, on avait établi des postes de milice, l'un entre la Cooper et la Santie, où se rendit le gouverneur en personne, et l'autre au bac placé sur la seconde de ces rivières, au bord de laquelle on tenait des bateaux prêts. Après l'arrivée des premiers renforts, le général Lincoln envoya de ce côté un détachement de ses troupes de ligne, et fit construire quelques ouvrages sur la Wandoo, qui forme le bras oriental de la Cooper, à environ neuf milles au-dessus de Charles-Town, et sur la pointe Lamprière. On espérait que la milice ne refuserait pas de garnir ces postes.

Lorsque l'entrée de la flotte eut rendu les anglais maîtres du port, sir Henry Clinton tourna son attention vers la Cooper. Il fallait par un coup aussi décisif que prompt déloger la cavalerie américaine. Le lieutenant-colonel Webster qui fut chargé de l'expédition, détacha, le 14 avril, avant le jour, un corps d'infanterie et de cavalerie, commandé par le lieutenant-colonel Tarleton, qui eut ordre de

chercher à surprendre le Monk's-Corner. Guidé par un esclave nègre, ce parti s'avança, à la faveur des ténèbres, par un chemin non fréquenté, et joignit les vedettes américaines postées à un mille de leur campement. L'alarme fut donnée sur-le-champ. Mais Tarleton ayant repoussé la garde avancée qui ne put faire qu'une faible résistance, fondit si promptement sur le corps principal, que quoiqu'on eût pris la précaution de tenir les chevaux sellés et bridés, les cavaliers eurent à peine le tems de se ranger en ordre de bataille. Il y en eut trente de tués, ou de faits prisonniers. Les autres se sauvèrent dans un marais, et il s'écoula quelques jours avant que le corps pût être rassemblé.

Ce coup décisif ouvrit à Webster tout le pays situé entre la Cooper et la Wandoo. Il se rendit maître des passages, et établit vers la tête de la seconde de ces rivières, un poste de six cents hommes d'infanterie et de deux cent cinquante chevaux. Le général Lincoln convoqua sur-le-champ un conseil de guerre pour examiner s'il ne conviendrait pas d'attaquer ce poste; mais la garnison fut jugée trop faible; et de la sorte, le seul chemin par où elle eût pu faire retraite demeura occupé par l'ennemi.

La seconde parallèle était alors commencée, et chaque jour il devenait plus évident que la place ne pourrait tenir. On proposa de l'évacuer. Il paraît que Lincoln était de cet avis ; mais les représentations des habitans qui le supplièrent de ne pas les livrer à la fureur de l'ennemi, et la difficulté de cette mesure que désapprouvait aussi l'autorité civile, l'empêchèrent sans doute de prendre le seul parti qui lui eût donné quelque espoir de sauver et la garnison, et les états du Sud. Il eût fallu, il est vrai, faire, sans canons, sans chèvaux, sans bagages, des marches forcées, et passer de larges rivières en présence d'une armée supérieure en nombre. Quoique grands, ces obstacles n'étaient pas alors insurmontables; mais tous les jours ils le devenaient plus.

Peu de tems après l'affaire du Monk's-Corner, sir Henry Clinton reçut de New-York un renfort de trois mille hommes, ce qui lui permit d'envoyer de considérables détachemens au lieutenant-colonel Webster ; et l'importance du poste établi sur la Cooper, engagea le lord Cornwallis à en prendre le commandement.

Le 20, le général Lincoln forma un nouveau conseil de guerre qui se déclara contre l'évacuation. Le conseil exécutif ouvrit l'avis

d'offrir la reddition de la place, à condition que la garnison pourrait continuer à porter les armes, et que l'on respecterait la personne et les propriétés des assiégés. L'ennemi rejeta sur-le-champ ces propositions.

Les assiégeans avaient achevé leur seconde parallèle, et commençaient la troisième, lorsque le colonel Henderson fit sur la droite une vive sortie qui eut quelque succès. Il n'y en eut pas d'autre durant tout le siége. Lincoln voulait réserver, pour garnir ses lignes, ou s'ouvrir un passage, le peu de forces qu'il avait.

Sur ces entrefaites, le général Duportail, ingénieur d'un grand mérite, fut introduit dans Charles-Town, après avoir suivi des sentiers secrets pratiqués dans les bois. Il reconnut l'impossibilité de défendre la place, et déclara qu'il fallait tenter de faire retraite. Cette proposition fut encore rejetée, dans le vain espoir que quelque heureux hasard pourrait opérer la délivrance de la ville. Cependant chaque jour ne faisait qu'empirer la position des assiégés. L'amiral anglais arma quelques vaisseaux pris sur la Wandoo par le lord Cornwallis ; et avec un corps de cinq cents hommes, les uns soldats de marine, et les autres matelots, il s'empara du mont Plai-

sant, ce qui força le poste de la pointe Lamprière à se retirer sur-le-champ. Le fortin, construit sur la Vandoo, fut également évacué; mais la plus grande partie de la garnison tomba entre les mains de l'ennemi.

La prise du mont Plaisant ouvrit la communication avec l'île de Sullivan; et l'on reconnut bientôt que les ouvrages du fort Moultrie étaient incomplets. L'entrée de la flotte anglaise dans le port de Charles-Town ayant considérablement diminué l'importance de ce fort, on en avait retiré une partie de la garnison. Le 7 mai, tout étant prêt pour y donner l'assaut, on le somma de se rendre; et les deux cents hommes qui le gardaient furent faits prisonniers de guerre. Le même jour, la cavalerie qui s'était dispersée après l'échec du Monk's-Corner, et s'était rassemblée sous le commandement du lieutenant-colonel White, fut de nouveau surprise et défaite par le lieutenant-colonel Tarleton.

Charles-Town était alors complètement investie. Les approches se faisaient rapidement du côté de terre, et il était évident que la place ne pourrait être défendue que peu de jours. Les assiégeans avaient terminé leur troisième parallèle. La garnison fatiguée d'un service continuel, ne suffisait plus pour garnir

les lignes. Presque tous les canons étaient démontés, et la plupart des merlons démolis. Les munitions de guerre et de bouche allaient manquer, et l'ennemi était si proche qu'il pouvait tuer tout homme qui paraissait au-dessus des lignes. Dans cette conjoncture, la place fut sommée pour la seconde fois. D'après l'avis d'un troisième conseil de guerre, Lincoln demanda que ni les habitans, ni la milice ne fussent point faits prisonniers, et qu'ils pussent se retirer où bon leur semblerait. Il ne put l'obtenir, et les hostilités recommencèrent. Les assiégeans poussèrent alors leurs ouvrages sur le front de la troisième parallèle. Ils passèrent le canal, et employant la sape jusque dans l'intérieur des abattis, ils ne furent plus qu'à dix toises des lignes des américains. Ils se préparèrent alors à donner l'assaut par terre et par mer. Lincoln avait à défendre, avec moins de trois mille hommes, contre l'élite de l'armée britannique, des lignes de trois milles d'étendue. Tout espoir de succès s'était évanoui, et il n'y avait point de secours à attendre. Effrayés de leur position, les habitans supplièrent Lincoln de rendre la place aux conditions qu'avaient proposées les assiégeans. Cédant à leur demande, qu'appuyait l'autorité civile, il écrivit à sir

Henry Clinton, qui ne changea rien aux offres qu'il avait faites; et le 12 mai, la capitulation fut signée. La ville et les fortifications, les vaisseaux, l'artillerie et tous les magasins publics furent remis en l'état où ils se trouvaient. La garnison, les matelots et tous les citoyens qui s'étaient armés furent déclarés prisonniers de guerre. La garnison dut déposer ses armes en avant des ouvrages; les tambours ne furent point forcés de battre une marche anglaise; mais les drapeaux ne furent pas déployés. Les troupes de ligne et les matelots devaient être conduits en un lieu dont on conviendrait ensuite, et où on leur fournirait des vivres sains, jusqu'à ce qu'ils fussent échangés. Il fut permis à la milice de se retirer après avoir fait la promesse de ne plus porter les armes. Les habitans ne devaient être maltraités ni dans leurs personnes, ni dans leurs propriétés; et l'humanité dicta les stipulations faites en faveur des malades. La capitulation ayant éte exécutée, le commandant en chef des troupes britanniques chargea le général Leslie de prendre possession de la place.

La défense de Charles-Town fut opiniâtre, sans coûter beaucoup de sang ni aux assiégés, ni aux assiégeans. Ceux-ci firent leurs

approches avec beaucoup de circonspection, et toujours à couvert; et les autres étaient trop faibles pour rien hasarder. La perte fut à-peu-près égale des deux côtés [1].

Les malheureux sont toujours coupables. La prise de la garnison de Charles-Town fut si préjudiciable aux états du Sud, qu'on versa beaucoup de blâme sur l'officier qui avait entrepris la défense de la place. Dans une lettre qu'il adressa au commandant en chef, Lincoln expliqua au long les motifs de sa conduite. Charles-Town était l'entrepôt des environs à une grande distance; on y avait formé des magasins considérables, que le manque de chariots empêchait de transporter ailleurs. La valeur des vaisseaux de guerre qu'en évacuant la place il fallait abandonner à l'ennemi; l'assurance donnée par les dépositaires de l'autorité, que la garnison serait portée à dix mille hommes; les instances du gouvernement

[1] Les anglais eurent soixante et seize hommes de tués, et cent quatre-vingt-neuf de blessés. Les troupes de ligne américaines comptaient parmi elles quatre-vingt-neuf morts, et cent quarante blessés. Dans l'artillerie de la milice de Charles-Town, il y eut trois hommes de tués et huit de blessés. Une vingtaine d'habitans périrent dans leurs maisons par l'effet de quelques coups perdus.

de la Caroline du sud, tout concourut à faire adopter une mesure dont les conséquences furent très-préjudiciables à la confédération. Dans l'opinion de ceux qui étaient juges compétens dans cette affaire, le général Lincoln n'eut rien à se reprocher. La confiance de son gouvernement et l'estime du commandant en chef ne souffrirent aucune diminution à son égard.

Sir Henry Clinton connaissait toute l'importance de sa conquête, et il ne négligea pas les moyens d'en profiter. Il était persuadé qu'en faisant marcher en même tems dans les diverses parties du pays, des forces devenues irrésistibles, il rendrait la confiance aux royalistes, donnerait de la fermeté aux hommes timides, réunirait autour de son étendard ceux qui se rangent toujours du parti le plus fort, et découragerait les partisans de la révolution. En conséquence, il fit trois grands détachemens, dont le plus considérable marcha vers les frontières de la Caroline du nord; le second pénétra dans le cœur de la Caroline du sud; et le troisième se porta vers Augusta, en longeant la Savannah.

Le premier détachement était commandé par le lord Cornwallis qui, après avoir passé la Santie, apprit que quatre cents hommes,

sous les ordres du colonel Burford, étaient postés vers les confins de la Caroline septentrionale, où ils croyaient n'avoir rien à redouter. Le lord détacha sur-le-champ le lieutenant-colonel Tarleton avec de la cavalerie, et un nouveau corps d'infanterie légère, auquel on donnait le nom de Légion, et qu'on fit monter à cheval. Ayant fait cent quatre milles en cinquante-quatre heures, Tarleton atteignit à la Waxhaws, les américains qu'il somma de se rendre, leur offrant les conditions auxquelles s'était soumise la garnison de Charles-Town. La proposition fut rejetée, et les anglais se préparèrent à l'attaque. La trève dont on était convenu étant expirée, la cavalerie britannique fit une charge impétueuse contre les américains, qui n'avaient reçu aucun ordre d'engager une action, et ne savaient s'ils devaient se défendre. Dans cette confusion, quelques-uns jettent leurs armes et demandent quartier, et d'autres font feu sur les assaillans. Tarleton n'épargna personne. Burford se sauva avec quelques cavaliers et une centaine de fantassins. Tout le reste fut haché. Dans son rapport, dont on ne met point la vérité en doute, Tarleton déclara que cent treize hommes furent tués sur la place, que cent cinquante, grièvement blessés, y furent

laissés sur leur parole, parce qu'ils ne pouvaient plus se mouvoir, et que les autres furent emmenés prisonniers. Les anglais n'eurent que douze hommes de tués et cinq de blessés.

On voulut justifier ce massacre, en disant que les troupes de Burford, après avoir feint de se rendre, avaient repris les armes et fait feu sur les assaillans. Les officiers américains qui échappèrent au carnage, dirent le contraire; et lorsqu'on examine attentivement quelle était leur position, on se convainc de l'exactitude de leur rapport. Après la défaite de Burford, la Caroline du sud et la Géorgie furent presqu'entièrement soumises. Les deux autres détachemens anglais ne rencontrèrent pas un seul ennemi. Les habitans, ou promirent la neutralité, en donnant leur parole de ne pas porter les armes contre sa majesté britannique, ou reprirent le caractère de ses sujets, en lui prêtant serment de fidélité.

Le 3 du mois de juin, sir Henry Clinton fit une proclamation, où, après avoir déclaré que chacun devait concourir de tout son pouvoir à rétablir le gouvernement de sa majesté, et à délivrer le pays de l'anarchie qui l'avait tourmenté depuis quelque tems, il rendait leur parole aux habitans qui, servant dans la milice,

avaient été faits prisonniers de guerre, à l'exception toutefois de ceux qui avaient été pris dans Charles-Town et dans le fort Moultrie; et en même tems il leur restitua tous leurs droits de sujets de la couronne britannique, ajoutant que ceux qui négligeraient de donner des marques de leur soumission, seraient traités comme des ennemis et des rebelles.

Cette proclamation fit ouvrir les yeux à ceux qui s'étaient flattés qu'en se soumettant ils échapperaient au joug du service militaire, qui les avait tant lassés. Ils reconnurent que ce repos après lequel ils soupiraient était hors de leur portée, que les malheurs de la guerre étaient inévitables, qu'il fallait qu'ils se rangeassent de l'un ou de l'autre parti, et qu'il n'y avait enfin d'autre alternative pour eux, que de chasser l'ennemi de leur pays ou de combattre leurs propres concitoyens.

Sir Henry Clinton s'embarqua le 5 juin pour New-York, laissant dans la Caroline du sud environ quatre mille hommes de troupes britanniques, commandées par le lord Cornwallis, qui avait projété de faire une expédition dans la Caroline du nord. La chaleur, et l'impossibilité d'entretenir son armée dans ce pays avant la moisson, le forcèrent à différer l'exécution de son dessein.

Son premier soin fut de distribuer ses troupes dans la Caroline du sud et dans la partie supérieure de la Géorgie, de manière à favoriser la formation du corps de volontaires, l'organisation d'une milice, et l'établissement de divers magasins. En même tems il dépêcha vers les royalistes de la Caroline du nord, des émissaires chargés de leur recommander d'attendre, pour agir, que les troupes du roi fussent prêtes à entrer dans la province, ce qu'elles ne pourraient faire qu'à la fin d'août, ou au commencement de septembre. Ce conseil salutaire ne fut pas suivi. Les royalistes échauffés par les succès des troupes britanniques, se soulevèrent prématurément; mais ils furent fortement comprimés. Cependant le colonel Bryan, descendant le long de la rive orientale de la Yadkin, en conduisit environ huit cents au poste anglais de la Cheraws, d'où ils se rendirent par la Caroline du sud à Camden.

Le lord Cornwallis ayant fait toutes ses dispositions, laissa sous les ordres du lord Rawdon, les troupes postées sur les frontières; et comme l'autorité civile lui avait été confiée aussi bien que le commandement de l'armée, il se rendit à Charles-Town pour y faire tous les règlemens nécessaires. Il y établit un tribunal qu'il chargea d'administrer la justice,

jusqu'à ce que l'ancienne forme de gouvernement eût été rétablie ; et il permit jusqu'à un certain point, l'exportation des productions du pays.

Toutes les mesures que prit le lord Cornwallis eurent pour objet de contraindre les peuples à renouveler leur serment de fidélité au souverain. Pendant quelque tems elles parurent couronnées du succès, et l'on fit de toutes parts des protestations de dévouement et de zèle ; mais ces vaines démonstrations cachaient un mécontentement que chaque jour voyait croître, et qui n'attendait qu'un instant favorable pour éclater. La licence des soldats répandus sur une contrée à-la-fois riche et faible, était extrême ; et à peine fit-on, dans la Caroline du sud, quelque effort pour la réprimer.

A la fin du mois de mars, le général Washington avait été autorisé par le congrès à renforcer l'armée du Sud, par les troupes de ligne des états de Delaware et de Maryland, et par le premier régiment d'artillerie. Ce détachement eut pour chef le baron de Kaelb, officier allemand, qui avait passé de bonne heure au service des Etats-Unis. Le mauvais état des finances ne lui permit pas de se mettre en marche sur-le-champ. La caisse

militaire était épuisée, et l'avilissement du papier-monnaie empêchait de rien fournir au gouvernement. Cependant, après beaucoup d'efforts, le détachement fut en état de partir. Ayant traversé le Jersey et la Pensylvanie, les troupes s'embarquèrent sur l'Elk, et furent portées à Pétersbourg dans la Virginie, d'où elles s'avancèrent par terre vers la Caroline du sud. La difficulté de trouver des vivres ralentit leur marche dans la Caroline du nord. On n'avait point fait de magasins; il n'y avait point de munitionnaire; et pour trouver leur subsistance journalière, les troupes étaient obligées de se répandre en petits partis dans le pays. Elles gagnèrent ainsi Hillsborough, et se préparèrent à marcher vers Salisbury, où elles devaient se réunir à la milice de la Caroline du nord.

L'approche de cette armée et les grands préparatifs qui se faisaient dans la Virginie, rendirent l'espoir aux habitans de la Caroline du sud. Les troupes britanniques occupant la partie nord-ouest de l'état, les partisans de la révolution s'étaient réfugiés dans l'autre Caroline. Ils se réunirent au nombre de deux cents, élurent pour chef le colonel Sumpter, officier au service de l'Union, et rentrèrent dans leur pays. Ils engagèrent quelques escarmouches

avec la milice royale et de petits corps de troupes réglées, postés sur les frontières. Quelquefois ils eurent l'avantage, et toujours ils montrèrent le courage que font paraître ordinairement ceux qui combattent pour recouvrer leurs propriétés. Bientôt Sumpter se vit à la tête de six cents hommes; et l'on parut disposé à recourir aux armes, en diverses parties de l'état. Quelques corps de milice, formés par le lord Cornwallis, désertèrent ses drapeaux et se rangèrent sous ceux de leurs compatriotes. Ce général crut alors nécessaire de retirer ses avant-postes et de concentrer davantage ses forces.

Le congrès sentant combien la perte de Charles-Town était fâcheuse, jugea qu'il était de la plus grande importance de donner aux troupes destinées à combattre dans les états du Sud, un chef dont les talens et l'influence personnelle pussent mettre à profit toutes les ressources qu'offraient ces contrées. Il jeta les yeux sur le général Gates, et l'on espéra que le vainqueur de Burgoyne serait aussi le sauveur des états méridionaux. Nommé commandant de l'armée du sud, le 13 juin 1780, il arriva le 25 juillet suivant au camp de Buffalo-Ford, sur la Deep, où le baron de Kaelb le reçut avec les plus grands

témoignages de dévouement et de respect. Les forces qui lui furent confiées consistaient dans les troupes du Maryland et de l'état de Delaware, formant environ treize cents hommes; dans la légion d'Armand, composée de cent chevaux et d'un pareil nombre de fantassins; et en trois compagnies du régiment d'artillerie d'Harrisson, faisant aussi cent hommes. La Virginie et la Caroline du nord lui promettaient des renforts considérables. Le lieutenant-colonel Porterfield, parti de Williamsbourg à la tête d'un corps de quatre cents hommes d'artillerie, de cavalerie et d'infanterie, était sur la frontière du côté de la Caroline du sud. Il marchait au secours de Charles-Town; lorsque cette place capitula. Ayant continué à s'avancer, il n'était plus qu'à une journée de la position occupée par Burford, lorsque le régiment de celui-ci fut taillé en pièces par Tarleton. Porterfield n'en demeura pas moins sur la frontière, et il eut l'art de trouver des vivres pour ses troupes, et de conserver une apparence de supériorité dans cette partie du pays [1].

Le baron de Kaelb, afin de former des magasins, et d'établir des hôpitaux pour ses malades, avait résolu de dévier de la ligne

[1] Gordon.

qui conduisait directement à Camden, et de pénétrer à cet effet dans un pays abondant. Gates jugea qu'il était plus important d'opérer le plutôt possible sa jonction avec les troupes de l'état, et de s'avancer vers les postes anglais, par le plus court chemin, c'est-à-dire, par un pays stérile, dont les habitans avaient peine à tirer quelques vivres.

Le 27 du mois de juillet, l'armée se mit en marche, et bientôt elle éprouva cette disette que le baron de Kaelb avait prévue. Pendant le chemin, elle ne subsista principalement que de pois et de blé verts, et de quelques bestiaux maigres qui se trouvèrent par hasard dans les bois. La mauvaise qualité et l'insuffisance des vivres jointes à la chaleur et à l'insalubrité du climat, lui firent souffrir des maux inouis [1]. Enfin, après avoir passé des forêts de pins, des marécages et des collines ou des montagnes de sable, et avoir opéré sa jonction avec le général Caswell, qui commandait la milice de la Caroline du nord, et avec le lieutenant-colonel Porterfield, elle arriva à Clermont le 13 août. Elle prit possession de cette place, sans que l'ennemi s'y opposât. A l'approche des troupes américaines, le lord Rawdon rappela ses avant-

[1] Gordon.

postes, et réunit ses forces dans Camden.

Le lendemain de son arrivée à Clermont, l'armée de Gates fut renforcée par sept cents hommes de milice de la Virginie, qui avaient pour commandant le brigadier-général Stevens, officier renommé par son mérite et par un courage à toute épreuve. Ce même jour, un courrier apporta la nouvelle que des détachemens de milice de la Caroline du sud s'étaient joints au colonel Sumpter, à l'ouest de la Watery, et qu'un convoi de munitions de guerre, de munitions de bouche et de vêtemens, destiné à la garnison de Camden, devait, à environ un mille de ce point, passer la rivière à un bac défendu par une petite redoute placée sur la rive opposée. Cent hommes de troupes réglées et trois cents hommes de milice de la Caroline du nord, commandés par le colonel Woodford, furent détachés, avec deux pièces de canon de campagne, pour coopérer avec Sumpter, qui eut ordre de s'emparer de la redoute et d'intercepter le convoi. Il fut arrêté, dans un conseil de guerre tenu pour concerter le plan des opérations subséquentes, que l'armée se mettrait en marche le soir même à dix heures [1], et qu'elle prendrait position à

[1] Le 15 août.

sept milles de Camden, derrière une crique profonde. Elle s'avança dans l'ordre suivant. La légion du colonel Armand composait l'avant-garde. L'infanterie légère aux ordres de Porterfield marcha par files à cent toises du chemin, et couvrit le flanc droit de cette légion. L'infanterie légère fournie par la milice de la Caroline du nord, et commandée par le major Armstrong, couvrit la gauche. La division du Maryland, suivie des milices de la Caroline du nord et de la Virginie, avec l'artillerie, composait le corps principal et l'arrière-garde. La cavalerie volontaire escortait le bagage. Au cas où l'ennemi attaquerait de front, l'infanterie postée sur les flancs devait marcher en avant et faire feu sur les assaillans. On supposait que la légion d'Armand pourrait soutenir le choc; et en conséquence, il fut enjoint à cet officier de tenir ferme, quel que fût le nombre de ceux qui l'attaqueraient. Enfin on donna l'ordre de garder le silence le plus profond, et de marcher en colonnes autant qu'il se pourrait, lorsqu'on approcherait des postes de l'ennemi.

D'après un état de revue, l'armée américaine ne se montait pas à plus de quatre mille hommes. Le général l'avait supposée

plus nombreuse; mais son plan était tracé, et il ne voulut pas y renoncer.

La nouvelle de l'approche de Gates et de la défection du pays situé entre la Pedie et la rivière Noire, avait été transmise par le lord Rawdon au lord Cornwallis qui s'était sur-le-champ rendu à Camden, où il était arrivé le même jour que Gates à Clermont. Le nombre des soldats de milice qui avaient été requis, excédait tellement celui des hommes qui avaient pris les armes, que le général anglais crut l'armée américaine plus forte de moitié qu'elle ne l'était. Les troupes britanniques ayant été réduites par les maladies, ne se montaient guère à plus de deux mille hommes[1]. La position de Camden, quoique avantageuse d'ailleurs, n'était pas favorable pour soutenir une attaque; et tout le pays se soulevait. Il n'y avait donc que l'alternative de se retirer à Charles-Town, ou d'attaquer l'armée américaine. Dans le premier cas, il fallait abandonner à Camden huit cents malades et les magasins, et évacuer toute la Caroline du sud et la Géorgie, à l'exception de Charles-Town et de Sawannah. Les effets d'une retraite étant aussi fâcheux que pouvaient l'être ceux d'une défaite, le lord Corn-

[1] *Letter of lord Cornwallis.*

wallis prit la détermination hardie d'attaquer Gates dans son camp de Clermont. Il savait sans doute que la position des troupes au service de l'Union, desquelles seules il attendait quelque résistance, était mal choisie.

Le 16, entre deux et trois heures du matin, les partis avancés des deux armées furent très-surpris de se rencontrer dans les bois, et se mirent à escarmoucher sur-le-champ. Quelques hommes de la légion d'Arma[illegible] ayant été blessés d'abord, le reste se retira si brusquement, que le premier régiment du Maryland qui était à la tête de la colonne, fut mis en désordre, et presque toute l'armée fut consternée. L'infanterie légère fit son devoir. Celle que commandait Porterfield arrêta les progrès du parti qu'elle avait en tête ; mais par malheur, son vaillant chef reçut une blessure mortelle, et il fallut l'emporter. Cependant une partie des troupes légères, soutenues par la légion d'infanterie, tinrent ferme ; et bientôt l'ordre se rétablit dans l'armée américaine.

On fit de part et d'autre dans cette première rencontre des prisonniers qui donnèrent des renseignemens qu'ignoraient les deux généraux. Selon les rapports des an-

glais, le lord Cornwallis voulant former sa ligne, avait fait cesser lui-même le feu de son avant-garde. Ayant reconnu que l'armée américaine occupait un poste resserré, et qu'elle avait sur chaque aile des marais qui l'empêchaient d'alonger sa ligne pour le prendre en flanc, il résolut de ne pas hasarder pendant l'obscurité des avantages que la discipline supérieure de ses troupes lui assurerait de jour [1]. En conséquence, il conserva sa position, et il y eut de fréquentes escarmouches durant la nuit.

Le lendemain, l'armée américaine fut rangée dans l'ordre suivant. La seconde brigade du Maryland, commandée par le général Gist, et flanquée par un marais, forma la droite de la ligne. La milice de la Caroline du nord, qui était sous les ordres du général Caswell, fut placée au centre. La milice de la Virginie, ayant pour chef le général Stevens, composa la gauche, que flanquaient l'infanterie légère et la légion d'Armand, et qui était couverte aussi par un marais. L'artillerie fut partagée entre les différentes divisions. La première brigade du Maryland, sous les ordres du général Smallwood, fut postée à cent ou à cent cinquante toises en

[1] *Letter of lord Cornwallis.*

arrière, comme corps de réserve. Le baron de Kaelb commandait à droite. Les généraux de la milice étaient à la tête de leurs corps respectifs, et Gates résolut de se porter par-tout où sa présence serait le plus nécessaire.

Ces dispositions faites, les officiers généraux furent rassemblés. On leur communiqua les déclarations des prisonniers, et on leur demanda quelles mesures il convenait de prendre. Stevens répondit : « Il est trop tard « pour faire retraite ». Les autres officiers se turent quelques instans ; et Gates, qui paraît avoir été déterminé à risquer une bataille, prenant ce silence pour un consentement, rompit le conseil en disant : « Com- « battons ! à vos postes, messieurs ! »

A la pointe du jour, une colonne anglaise parut à environ cent toises de quelques pièces d'artillerie placées près du chemin qui était au centre de l'armée américaine. Le colonel Williams ordonna de pointer ces pièces contre l'ennemi ; et à-peu-près dans le même tems, la légion britannique commença à former sa ligne sur la droite. Williams jugeant que c'était l'instant de faire attaquer par la brigade de Stevens, vole au corps de réserve où s'était porté le général, qui approuva cette

proposition, dont celui qui l'avait faite courut presser l'exécution. La ligne anglaise s'était formée dans l'intervalle. Le lieutenant-colonel Webster commandait la droite et le lord Rawdon la gauche. Le soixante et onzième régiment formait un corps de réserve, près duquel était placée la cavalerie, avec une pièce de campagne. Quatre autres pièces étaient sur la gauche [1].

L'ordre d'attaquer ayant été transmis à Stevens, il se mit en devoir d'obéir. Le colonel Williams se porta sur le front de la brigade avec quelques volontaires. Voulant inspirer de la confiance à ses soldats, Stevens s'écria : « Mes braves camarades, vous avez « des baïonnettes [2] aussi bien que l'ennemi, « chargeons-le ! ».

Le lord Cornwallis prit pour un simple changement de position le premier mouvement que fit la milice de la Virginie, et sur-le-champ il donna l'ordre à Webster d'engager l'action. Malgré le feu des volontaires commandés par Williams, l'infanterie anglaise s'avance impétueusement, et poussant un grand cri, elle charge la brigade en queue. Stevens fit de vains efforts ; la milice effrayée

[1] *Letter of lord Cornwallis.*

[2] On leur en avait distribué la veille.

jette ses armes, prend la fuite, et est bientôt suivie par l'infanterie légère d'Armstrong. A l'exception d'un seul régiment que commandait un ancien officier, le colonel Dixon, et qui était posté près des troupes réglées, toute la division de la Caroline du nord en fait autant. Le régiment de Dixon tint ferme presque tout le tems que dura l'action. Les autres parties de la même brigade, qui avaient pour commandant Grégory, parurent vouloir opposer de la résistance; mais bientôt frappées de la même terreur que le reste, elles se débarrassent aussi de leurs armes, et cherchent leur salut dans la fuite. Leur général fut dangereusement blessé, en s'efforçant de les rallier. Il n'y eut que peu de compagnies de milice de la Virgine et de la Caroline du sud qui firent feu; et le nombre de celles qui revinrent du combat avec leurs fusils, fut moins considérable encore.

La légion de Tarleton chargea les fuyards. Gates en personne, secondé de ses officiers généraux, fit de vains efforts pour les rallier; ils l'entraînèrent dans leur fuite. Il se porta avec le général Caswell, à Clermont, espérant en retenir dans leur ancien camp, un nombre suffisant pour couvrir jusqu'à un certain point, la retraite des troupes réglées;

mais ils se dispersèrent à mesure qu'ils s'éloignèrent. Croyant tout perdu, Gates se retira à Charlotte-Town, à environ quatre-vingts lieues du champ de bataille. Il y laissa le général Caswell, qu'il chargea de réunir la milice des environs, et le lendemain il partit pour Hillsborough, afin de concerter, avec le gouvernement, un nouveau plan de défense.

Etant complètement abandonnées par la milice, les troupes réglées qui composaient le centre et l'aile gauche de l'armée, et avaient le baron de Kaelb à leur tête, demeurèrent dans une position qui eût pu justifier une retraite; mais enflammées par leur courage et n'écoutant que la voix de l'honneur, elles préférèrent à leur salut, leur devoir. Le lord Rawdon les chargea à-peu-près à l'instant où Wesbter rompit les rangs de la milice postée sur leur gauche. Elles soutinrent le choc avec fermeté, et les assaillans essuyèrent un échec auquel ils ne s'étaient pas attendus. Des deux côtés on eut recours à la baïonnette, et la mêlée dura trois quarts-d'heure consécutifs, avec une égale obstination de part et d'autre. Pendant ce tems, le régiment placé à gauche de la seconde brigade du Maryland, se voyant couvert par la réserve, de manière à ne pouvoir être attaqué de front, gagna

du terrain et fit un grand nombre de prisonniers.

Le corps de réserve étant absolument à découvert sur la gauche, fut pris en flanc par Webster qui commandait l'aile droite de l'armée anglaise. Après avoir détaché à la poursuite des fuyards son infanterie légère et une partie de sa cavalerie, cet officier fit volte-face avec le reste de ses troupes; et prenant la brigade en flanc et en queue à-la-fois, il la jeta dans quelque confusion. Cependant les soldats promptement ralliés par leurs officiers, recommencèrent le combat avec beaucoup d'ardeur. Accablés par le nombre, ils rompirent leurs lignes. On parvint encore à les leur faire former de nouveau, de manière à maintenir le combat, et à couvrir toujours le flanc de la seconde brigade, qui mêlée avec l'ennemi, faisait les derniers efforts pour lui arracher la victoire.

Les deux brigades eurent alors à essuyer tout le feu des troupes britanniques. Elles n'avaient pas encore perdu un pouce de terrain, lorsque le lord Cornwallis qui vit qu'elles n'étaient point soutenues par de la cavalerie, poussa contre elle ses dragons, et au même instant les fit charger la baïonnette au bout du fusil. Elles furent à la fin rompues; et comme

elles ne plièrent qu'après la mêlée, elles se dispersèrent et se retirèrent en désordre. Avant qu'elles fussent réduites à cette extrémité, le baron de Kaelb tomba percé de onze coups, qu'il reçut en faisant une charge vigoureuse, à la tête de son régiment d'infanterie. Son aide-de-camp, le lieutenant-colonel Dubuisson, le prenant entre ses bras et le montrant aux ennemis qui l'entouraient, leur dit quel était le grade et la nation de cet officier, et les pria de l'épargner. En s'exposant ainsi pour sauver son ami, Dubuisson fut blessé lui-même et fait prisonnier avec son général. Quoique les vainqueurs lui eussent prodigué leur secours, le baron de Kaelb expira au bout de quelques heures, en dictant une lettre où il témoignait vivement aux officiers et aux soldats de sa division, son estime et son attachement. Le congrès ordonna qu'il lui fût élevé un monument dont l'inscription rappellerait les services de ce brave guerrier.

Lorsque leur ligne fut rompue, les troupes réglées se virent poursuivies si vivement qu'elles ne purent se rallier. Jamais défaite ne fut plus complète. Les divers corps se dispersèrent dans les bois. Les marais et les buissons qui les couvrirent jusqu'à un certain point, concoururent à les éparpiller tou-

jours plus. Les officiers généraux furent séparés de leur division. Rutherford, l'un d'eux, fut fait prisonnier; mais les autres gagnèrent Charlotte-Town isolément. La plus grande partie du bagage, les munitions de guerre et toutes les armes, y compris l'artillerie, tombèrent entre les mains des vainqueurs.

La milice n'ayant point fourni d'états, on ne sut point avec précision quelle fut sa perte. On fit de trois cents à quatre cents prisonniers à la milice de la Caroline du sud, qui eut de soixante à cent hommes blessés. La milice de la Virginie n'en eut que trois; et comme elle fut la première à prendre la fuite, peu des siens rendirent les armes.

La perte des troupes réglées fut très-considérable, vu le nombre des combattans. Elle se monta à plus de trois cents hommes, parmi lesquels il y eut un grand nombre d'officiers. Selon le rapport des anglais, l'armée américaine eut neuf cents hommes tués, et environ mille hommes faits prisonniers. Ils ne portèrent qu'à trois cent vingt-cinq le nombre de leurs morts, et qu'à deux cent quarante-cinq celui de leurs blessés.

Le général Gates apprit dans sa retraite, et le jour même de la bataille, l'heureux succès de l'entreprise confiée à Sumpter. Cet

officier avait emporté la redoute située sur la Waterie, après que le lord Cornwallis fut parti de Camden. Cet avantage ne fut pas de longue durée. Sumpter ayant appris l'échec essuyé par Gates, se retira en remontant la rivière, du côté du sud, avec trois cents prisonniers. Le 17 au matin, le lord Cornwallis envoya à sa poursuite, la légion de Tarleton et un détachement d'infanterie. Sumpter qui avait fait diligence, se croyait hors de danger, et ses gens étaient si excessivement fatigués par leur marche et par la privation du sommeil, que le 18, pour leur donner le tems de se reposer durant la partie de la journée où la chaleur se faisait le plus sentir, il s'arrêta près du gué de la Catawba. Ses vedettes s'étant endormies, il fut surpris par Tarleton qui avait passé la rivière au bac de Rocky-Mount, et qui tomba si précipitamment sur le camp des américains, que la plupart de ceux-ci n'eurent pas même le tems de saisir leurs armes. Après avoir fait une faible résistance, les troupes de Sumpter prirent la fuite vers la rivière et vers les bois. Le nombre de leurs blessés et de leurs morts fut de près de quatre cents hommes. Elles perdirent aussi leur artillerie, leurs autres armes, leur bagage et leurs munitions. Cet avantage coûta peu à l'en-

nemi, qui n'eut que neuf hommes tués et que six blessés. On prétend que Tarleton l'obtint seulement avec cent dragons et soixante hommes d'infanterie légère, le reste de son détachement ayant été forcé par la lassitude à s'arrêter à Fishing-Creek.

La nouvelle de ce revers arriva le lendemain à Charlotte-Town, où étaient les généraux Smallwood et Gist, et où s'étaient aussi rendus cent cinquante hommes à demi-morts de fatigue et de faim. Rien ne pouvait arrêter la marche de l'ennemi, et la place n'était pas tenable. La milice était dispersée; il n'y avait aucun espoir de la réunir; et celle même que devait rassembler le général Caswel ne pouvait être sur pied avant trois jours. Il n'y eut donc d'autre parti à prendre que celui de faire une prompte retraite vers Salisbury.

CHAPITRE VII.

Disette dans les camps des américains. — Expédition contre Staten-Island. — Réglement de finances. — Envoi de membres du congrès au camp de Washington. — Le général Knyphausen entre dans le Jersey. — Mort de mistriss Caldwell. — Sir Henry Clinton retourne à New-York. — Escarmouche à Spring-Field. — M. de la Fayette annonce que la France fait passer des secours aux américains. — Efforts que font le congrès et le commandant en chef, pour recruter l'armée. — Lenteur des états particuliers. — Arrivée d'un armement français sur la côte du Rhode-Island. — Plan d'opérations éventuelles. — Sir Henry Clinton s'embarque pour se rendre à New-Port. — Washington marche contre New-York. — Retour de sir Henry Clinton. — On renonce à l'entreprise formée contre New-York. — Supériorité des anglais, sur mer. — Plans de campagne abandonnés.

Dans le tems que les revers se multipliaient dans les états du Sud [1], Washington se voyait environné d'obstacles difficiles à surmonter. Non-seulement, malgré ses instances, on ne remplacait point les hommes qui se retiraient du service, mais ce n'était qu'avec une peine extrême qu'il pouvait empêcher ceux qui res-

[1] 1780.

taient sous les armes, de périr par le froid ou par la faim, ou de se répandre dans le pays pour y enlever de vive force les vivres qu'on aurait dû leur fournir.

Le général Greene et le colonel Wadsworth qui, l'année précédente [1], avaient été à la tête de la commission des approvisionnemens, étaient des hommes d'un mérite distingué; et leurs agens avaient aussi beaucoup de talens et d'intégrité. Durant la plus grande partie de la campagne, les rations furent souvent réduites, et il était rare que les magasins continssent des vivres pour quelque tems. Lorsque les troupes furent entrées en quartier d'hiver, ils étaient épuisés; et il n'y avait ni farine ni viande à distribuer. Ce grave inconvénient avait été prévu depuis long-tems; et le commandant en chef avait fait tout ce qui dépendait de lui pour le prévenir. Mais le mauvais état des finances était tel qu'on ne pourvut, ou qu'on ne put pourvoir qu'insuffisamment aux besoins de l'armée.

Les gens éclairés avaient depuis long-tems reconnu que la baisse progressive du papier-monnaie ne devait être attribuée qu'à la trop grande multiplicité de ce signe; et le congrès avait résolu de ne pas en mettre pour plus

[1] 1779.

de deux cent millions de dollars en circulation. Au nombre des expédiens auxquels on eut recours pour prévenir la perte totale du crédit, on remarque celui de retirer d'entre les mains des agens publics, les fonds nécessaires pour les dépenses générales. Cette mesure, dont l'objet fut manqué, menaça d'une dissolution totale l'armée americaine. La différence de valeur entre l'époque de l'achat et celle du paiement fut bientôt reconnue, et par conséquent influa sur les prix. Mais ce fut là le moindre inconvénient. Les agens contractèrent des dettes énormes qu'ils ne purent acquitter. Leur crédit fut ruiné, et vers la fin de l'année 1779, il leur fut impossible de se procurer les munitions dont les troupes avaient besoin. En outre, un projet de loi pour la limitation des prix ayant été connu des habitans de la campagne, produisit sur eux l'effet ordinaire d'un pareil moyen ; il les empêcha de garnir les marchés. En cette conjoncture critique, on fit une révolution complète dans le département dont nous parlons. On avait accordé aux agens un droit de commission sur tous les achats qu'ils feraient ; mais on s'en repentit bientôt, et l'on jugea que, pour augmenter leurs émolumens, ils faisaient hausser les prix. Par de nouvelles dis-

positions faites, le 1.er janvier 1780, le commissaire général dut recevoir des appointemens en papier-monnaie valeur nominale, et on l'autorisa à nommer des agens dont le traitement fut également fixé. Ce nouveau système ne fit que multiplier les embarras. Bientôt on ne trouva plus d'agens, ou du moins ceux qui s'offrirent étaient incapables de remplir les devoirs de leurs places. Plusieurs jours de suite, les fournitures furent si insuffisantes, que quelquefois les soldats n'eurent pas même la demi-ration. Au commencement du mois de janvier, le colonel Wadsworth qui n'exerçait plus qu'en attendant son successeur, annonça au général Washington qu'il n'était plus en son pouvoir de faire garnir les boucheries de l'armée, et qu'il n'avait plus ni argent, ni crédit. Dans le même tems, le commissaire qui résidait au camp, déclara que ses approvisionnemens étaient sur le point d'être épuisés, et qu'il n'avait aucun moyen d'en faire d'autres. Sur-le-champ, le commandant en chef requit chaque comté du Jersey, de fournir en moins de six jours une quantité de vivres [1] proportionnée aux besoins de l'armée. Il écrivit aux magistrats pour leur faire connaître les motifs qui le for-

[1] Viande et pain.

çaient à prendre cette mesure, et pour leur signifier que si l'on n'obtempérait à sa réquisition, il aurait recours à des moyens plus efficaces, mais moins favorables aux habitans. La menace ne fut point réalisée. Quoique leur pays fût épuisé, les peuples du New-Jersey s'empressèrent de fournir les secours temporaires qui leur furent demandés.

La patience avec laquelle les troupes souffraient leurs maux, était une forte preuve de leur patriotisme, et ne pouvait manquer de faire une profonde impression dans l'esprit de Washington, qui, en conséquence, ne négligea point d'en instruire le congrès. Dans une lettre qu'il adressait à son ancien ami, le général Schuyler, il disait : « L'armée a été « quelquefois cinq ou six jours sans pain ; « d'autres fois elle a été, le même espace de « tems sans viande ; et à une autre époque, trois « jours se sont écoulés sans qu'elle ait eu ni « pain ni viande [1]..... De pareilles privations, « accompagnées d'un manque absolu de cou- « vertures, de vêtemens, etc., produisent de « fréquentes désertions dans toutes les armées.

[1] Le pain était un mélange de farine de sarrazin, de seigle, de blé commun et de maïs. A l'exception de la paille et du foin, les soldats se nourrissaient de tout ce dont mangent les chevaux.

« Il en est de même dans la nôtre; mais elles « n'y ont pas occasioné une seule mutinerie. »

La rigueur extraordinaire de l'hiver, qui avait jusqu'à un certain point causé la famine, offrait une occasion d'agir qui n'échappa point à l'observation du commandant en chef. La garnison de New-York était réduite à environ mille hommes effectifs, et cette ville ne pouvait plus tirer aucun avantage de sa position insulaire. Les eaux qui l'entouraient étaient couvertes d'une glace si épaisse que toute l'armée américaine, avec son artillerie et ses bagages, pouvait s'avancer sans le moindre danger. La place était accessible sur tous les points, les fortifications qu'on y avait faites exigeant que la navigation demeurât libre [1]. S'il avait été possible de mettre à exécution le plan que Washington avait recommandé si souvent, et qui eût consisté à faire des levées d'hommes engagés pour un an, et dont le service effectif aurait commencé le 1.er du mois de janvier, chaque année, enfin si l'on avait pris les moyens de pourvoir les troupes de vêtemens et de vivres, on aurait pu frapper un coup, qui en cas d'un heureux succès, eût probablement mis fin à la guerre. Mais le gouvernement n'avait

[1] *Annual register.*

ni la concentration ni le degré d'énergie néccssaires pour tirer parti de cette circonstance qui cessa bientôt.

Les troupes qui étaient sous le commandement immédiat de Washington étaient réellement inférieures en nombre à celles qui gardaient New-York ; et le congrès n'avait fait encore aucune réquisition pour les renforcer. De plus, les soldats à demi-nus, n'eussent pu faire un service continuel dans une saison si rigoureuse ; ils ne pouvaient se procurer des vivres que ceux qui leur étaient fournis tous les jours par les habitans, et la caisse militaire ne contenait pas un seul dollar.

Cependant l'esprit actif de Washington lui fit chercher les moyens de profiter de la position désavantageuse où se trouvait l'ennemi. Les troupes anglaises postées à Staten-Island [1], étaient au nombre de mille à douze cents hommes. Il devait résulter des renseignemens que fit prendre le commandant en chef, à l'instant même où la disette se faisait sentir le plus cruellement, qu'il était facile de passer depuis le Jersey jusqu'à l'île que nous venons de nommer, et dont les communications étaient alors, disait-on, extrê-

[1] Ile de l'Etat.

ment périlleuses, sinon impraticables, avec l'île d'York et l'île Longue. On ajoutait que, craignant une attaque, le commandant de Staten-Island faisait faire continuellement des patrouilles.

Sur ce rapport, le général Washington résolut de faire exécuter une attaque par deux mille cinq cents hommes, sous le commandement du major-général lord Stirling. La nuit du 14 fut fixée pour l'exécution de l'entreprise. Le lord Stirling partit de la pointe Dehart avec toutes ses forces réunies; mais, malgré les précautions qu'on avait prises pour l'empêcher, l'alarme fut donnée à chaque poste, et l'on ne fit qu'un petit nombre de prisonniers. Quoique les renseignemens transmis à Washington eussent assuré le contraire, la communication de Staten-Island avec New-York était libre, et à la première apparition des américains devant les ouvrages, un bateau fut détaché vers cette ville. Ces ouvrages parurent trop forts pour qu'on pût tenter un assaut; et l'arrivée de quelques vaisseaux prouva qu'il serait impossible de forcer l'ennemi à se rendre par l'effet du manque de vivres ou de bois. Le but de l'expédition ne pouvant plus être atteint, et le détachement américain étant exposé à des risques, le lord

Stirling commença sa retraite, le 17 au matin, et il l'effectua sans beaucoup de perte. Son arrière-garde fut chargée par un corps de cavalerie qu'elle repoussa ; mais l'intensité du froid et l'impossibilité de s'en garantir, furent telles que plusieurs soldats eurent des membres gelés. Bientôt toutes les rivières furent complètement fermées, et même il fut possible de passer les bras de mer sur la glace.

L'extrême rigueur de la saison faisait souffrir infiniment tous les habitans de New-York. Les approvisionnemens qui dépendaient de la libre communication par eau, manquaient absolument ; et le bois sur-tout était si rare, qu'il fallut rompre quelques anciens vaisseaux de transport, et détruire plusieurs vieilles maisons qui étaient inhabitées [1]. Les troupes américaines furent postées de manière à intercepter tous les convois que différens motifs, et sur-tout le desir de se procurer des espèces sonnantes, engageaient les habitans de la campagne à faire pour New-York. Ces dispositions produisirent des escarmouches, où l'avantage parut pencher le plus souvent du côté des anglais. Ils en furent redevables à la supériorité de leur cavalerie

[1] *Annual register.*

et à leur position. Leurs cantonnemens étaient assez rapprochés, leurs postes étaient fixes, et ils avaient élevé des fortins où ils pouvaient se retirer en cas d'attaque. Les américains avaient, au contraire, à garder un pays d'une immense étendue, qui n'était aucunement fortifié.

Au mois de novembre 1779, le congrès avait complété les deux cents millions de dollars, qu'il s'était proposé de mettre dans la circulation; et cette somme était entièrement dépensée. Les réquisitions faites aux états divers, pour qu'ils eussent à remplir par des taxes, le trésor de l'Union, n'avaient pas eu un plein effet; et même en aucun cas, elles n'eussent pu produire une somme qui eût couvert les dépenses publiques. Il fallut donc recourir à d'autres moyens. Dès le mois de décembre de la même année 1779, il avait été proposé de ne plus approvisionner l'armée par des achats particuliers, et de requérir les divers états de lui fournir les objets dont elle aurait besoin. La délibération dura jusqu'au 25 fév. 1780, que le congrès prit différentes résolutions par lesquelles il fixa les contingens des états, et indiqua les lieux où ils devaient être déposés. On ordonna que la valeur des fournitures serait spécifiée en espèces sonnantes, et que les comptes entre le congrès

et les états seraient réglés avec exactitude, et soldés en piastres fortes.

Le commandant en chef reconnut bientôt le vice de ce nouveau système, et il ne négligea pas de le représenter au congrès. On avait tellement consulté l'économie, que dans presque tous les articles, l'évaluation des besoins avait été fixée bien au-dessous de la réalité. La faute était d'autant plus grave, que les récoltes avaient été peu abondantes, et qu'il y avait lieu de craindre que plusieurs états n'exportassent leur excédant, ce qui eût causé une telle disette qu'il n'eût plus été possible de suffire à d'autres demandes.

Les représentations du commandant en chef n'obtinrent pas de la part du congrès une attention proportionnée à leur importance. Les membres de ce corps avaient de bonne heure fait paraître le desir de consulter la volonté de leurs commettans directs, et même d'en préférer à tout autre objet l'intérêt particulier. Le tems n'avait fait qu'accroître cette disposition. L'état du trésor national pouvait la faire naître, il est vrai. Il était vide, et il n'y avait que deux moyens de le remplir. Le premier consistait à établir des taxes, et le congrès n'en avait pas le droit. Le second était de faire une nouvelle émis-

sion de papier-monnaie ; mais l'assemblée avait complété la somme qu'elle avait résolu de ne pas excéder, ce que d'ailleurs elle n'aurait pu faire sans donner atteinte à la foi publique, qui seule garantissait la valeur de ce signe. Il fallait un degré d'énergie rare pour surmonter tant de difficultés, et pour résister à la tentation de mettre, au moyen des réquisitions, la nation dans la dépendance des états respectifs, qui possédaient seuls le principe du pouvoir, le droit de lever des taxes. Tant que le papier-monnaie conserva quelque crédit, on put remédier à cet inconvénient; mais lorsqu'il fut tombé dans un entier avilissement, il ne fut presque plus possible de faire un pas sans l'appui des gouvernemens particuliers. Cependant, à l'époque que nous venons de citer, la plupart de leurs assemblées législatives n'étaient point formées, et il était probable qu'une grande partie de l'été s'écoulerait avant que l'armée pût être approvisionnée par ce moyen. En conséquence, il fut résolu, le 18 mars, de tirer, pour la valeur de deux cent mille liv. sterling, sur M. Jory et sur M. Laurens, qui étaient autorisés à faire des emprunts en Europe, des lettres de change à six mois d'échéance.

Comme il était indispensable de réduire

la quantité de papier-monnaie mise en circulation, les divers états furent requis de faire verser, pour la fin d'avril, dans le trésor national, leurs contingens de quinze millions de dollars. Les effets rapportés devaient être détruits et remplacés par d'autres dont un seul en eût valu vingt des premiers. Les nouveaux billets eussent été rachetables au bout de six ans, et eussent porté un intérêt de cinq pour cent, payable à l'époque où ils eussent été retirés. L'exécution de ce plan fut de toute nécessité suspendue par la cause qui arrêtait la livraison des objets déjà requis. Il exigeait la sanction et la coopération des assemblées législatives des états, et la plupart n'étaient pas formées.

On avait porté à trente-cinq mille le nombre d'hommes qui devait composer l'armée l'année suivante; mais on ne fit point non plus les levées par ordre du congrès. Les états furent requis de mettre leurs contingens sur pied pour le 1.er avril; et Washington pressa l'exécution de cette mesure.

Nous avons dit que la disette avait fait souffrir cruellement les troupes. La même chose faillit d'avoir lieu lorsque les magasins furent en partie remplis, l'impossibilité où l'on se trouva d'acheter des chevaux n'ayant

pas permis de conduire au camp les approvisionnemens faits au loin. En conséquence, le commandant en chef requit les citoyens de lui procurer des moyens de transport. La position d'un officier contraint d'user de rigueur est toujours délicate ; mais elle l'est bien plus encore dans un pays où chacun connaît et défend ses droits, dans un pays où tous les partis recherchent la faveur populaire, et où, pour cette raison, le gouvernement n'ose lever aucun impôt. Il n'y eut que la plus grande confiance dans le chef de l'armée, et la parfaite conviction qu'il n'avait que dans le cas de la nécessité la plus absolue, recours à des réquisitions, qui aient pu porter les peuples à y satisfaire.

Le manque de vivres n'était pas la seule difficulté que l'on eut à surmonter. L'avilissement du papier-monnaie avait rendu presque nuls les appointemens des officiers américains. Ils n'étaient point riches, et la plupart d'entr'eux avaient dépensé leur faible patrimoine pour se procurer l'équipement convenable à leur grade. Les vêtemens qu'on leur fournissait quelquefois étaient ou insuffisans ou de la plus mauvaise qualité. Les officiers de quelques régimens de ligne annoncèrent la résolution de se retirer, si on ne leur faisait un traitement con-

venable. Il fallut que le commandant en chef, qui était adoré de ses troupes, usât de toute son influence pour retenir au service des hommes qui se croyaient négligés, et qui se considéraient comme excitant plutôt l'inquiétude que la reconnaissance de leurs concitoyens.

La manière dont fut organisée l'armée, fit naître dans le cœur des soldats un sentiment d'envie qui aigrit infiniment le mécontentement que leur causait la multiplicité de leurs besoins. Les premiers enrôlemens faits pour toute la durée de la guerre [1], avaient réussi jusqu'à un certain point. Dans quelques états, et sur-tout dans la Pensylvanie, on avait, au moyen de faibles engagemens, fait un grand nombre de recrues. Lorsque les soldats engagés de la sorte virent les places vacantes dans leurs régimens, remplies par des hommes qui, pour un service de quelques mois, recevaient, ou de ceux qu'ils remplaçaient, ou des états auxquels ils appartenaient, de fortes sommes, que la baisse du papier-monnaie faisait paraître plus considérables encore, ils ne purent manquer de faire des comparaisons fâcheuses, et d'éprouver beaucoup de regrets. Un grand nombre d'entr'eux contestèrent la validité de leur engagement, d'autres désertèrent; et les

[1] Vers la fin de la campagne de 1776.

privations auxquelles ils étaient exposés si souvent, leur causèrent à tous la plus vive indignation.

De fortes représentations furent faites à ce sujet au congrès, qui en conséquence chargea trois de ses membres de se rendre au camp, pour y concerter avec le commandant en chef les mesures que l'état des finances permettrait de prendre pour le soulagement de l'armée. « Depuis cinq mois, » dirent dans leur rapport, ces délégués, « les troupes ne « sont point payées de leur solde; quelque- « fois elles manquent de viande plusieurs « jours de suite; il est rare que les magasins « contiennent des vivres pour six jours con- « sécutifs; il n'y a point de fourrage pour les « chevaux; les hôpitaux manquent de sucre, « de thé, de chocolat, de vin et de liqueurs « spiritueuses; tous les pourvoyeurs sont sans « argent, et n'ont pas le moindre crédit; et « la patience des soldats, accablés par tant « de maux divers, est sur le point d'être à « bout. » En même tems le congrès déclara qu'à compter du jour de sa résolution il remplirait le vide que la baisse du papier-monnaie avait occasioné dans la solde primitive des troupes de ligne et des corps francs de l'armée, et que l'argent ou les objets qui leur

seraient livrés, ne seraient considérés que comme des à-compte, jusqu'au parfait paiement de ce qui leur serait dû. Mais il n'y avait que ceux qui étaient engagés pour toute la durée de la guerre ou pour trois ans, qui dussent jouir de cet avantage.

Cette résolution fit beaucoup de plaisir à l'armée, et cependant elle ne fut pas suffisante pour détruire les sujets de mécontentement qui se multipliaient chaque jour. Une perspective flatteuse, mais très-éloignée, ne pouvait soulager des maux présens [1]. Le 25 du mois de mai 1780, deux régimens qui appartenaient au Connecticut déclarèrent, étant sous les armes, qu'ils se retireraient sur-le-champ, ou qu'ils se feraient donner des vivres à la pointe de leurs baïonnettes. Les soldats des autres régimens, quoiqu'ils ne se joignissent point aux mutins, ne se montrèrent point disposés à les réprimer. Cependant les officiers, secondés par une brigade de la Pensylvanie, arrêtèrent les moteurs de la révolte, et les deux régimens rentrèrent dans le devoir [2].

[1] Pendant très-long-tems la quantité de viande, fournie à chaque soldat, ne passa pas une demi-ration, et souvent même elle ne fut que d'un huitième de ration.

[2] Quelque émissaire de New-York, sans doute, avait

Le mécontentement de l'armée, et les plaintes que de fréquentes réquisitions arrachaient aux habitans du New-Jersey ayant été exagérées, l'officier qui commandait à New-York se persuada que les uns étaient prêts à déserter leurs drapeaux, et les autres disposés à changer de gouvernement Pour mettre les circonstances à profit, le général Knyphausen passa de Staten-Island sur la terre ferme avec mille hommes, le 6 juin, et débarqua pendant la nuit à la pointe d'Elisabeth-Town dans le New-Jersey. Dès le matin suivant, il prit le chemin des fermes de Connecticut; mais il reconnut bientôt l'inexactitude des renseignemens qu'on lui avait donnés au sujet des citoyens et de l'armée.

Le général Washington avait, de concert avec le gouvernement du New-Jersey, pris des mesures pour que la milice fût sur pied aussitôt qu'il en serait besoin; et à la nouvelle du débarquement des troupes commandées par Knyphausen, elle se rassembla avec empressement. Dans leur marche vers les fermes de Connecticut, qui sont à cinq ou six milles d'Elisabeth-Town, les anglais fu-

fait circuler parmi les soldats, un écrit où, par des insinuations artificieuses, on les excitait à abandonner la cause qu'ils défendaient.

rent harcelés par de petits partis de troupes réglées qui étaient en première ligne. L'ennemi fit halte à ces fermes, qui formaient un établissement florissant, et tiraient leur nom du pays de ceux qui les avaient mises en valeur les premiers. Le Connecticut s'était signalé par son zèle pour la cause de l'Amérique. Un esprit de vengeance, indigne d'un général d'armée, mais qui était moins dans le caractère de Knyphausen que dans celui de l'ancien gouverneur Tryon, présent à l'expédition, fit réduire en cendres toutes les maisons du village, sans même en excepter celle du ministre [1].

Des fermes de Connecticut, Knyphausen marcha vers Springfield. La brigade du Jersey, commandée par le général Maxwell, et

[1] Persuadée qu'elle ne courait aucun risque, mistriss Caldwell, femme de ce ministre, était restée dans sa maison, espérant la préserver du pillage. Elle était assise au milieu de ses enfans, et elle en tenait un auquel à l'instant même elle donnait le sein, lorsqu'un soldat s'approcha de la fenêtre et tira un coup de fusil. Cette femme infortunée reçut la balle dans la poitrine, et expira sur-le-champ. Honteux d'un pareil acte de cruauté, les anglais prétendirent que la mort de mistriss Caldwell était l'effet d'un coup perdu, tiré par la milice. Pour soutenir cette assertion, ils ajoutèrent qu'il était parti du côté des américains. Mais il fut

toute la milice des environs qui s'était réunie en grand nombre, prirent en ce lieu -une position avantageuse et parurent décidés à la maintenir. L'ennemi, par un motif qu'on ne connaît point, s'arrêta dans les environs jusqu'à la nuit. Les postes avancés escarmouchèrent légèrement ; mais les américains étaient trop faibles pour prendre l'offensive ; et les anglais, chose singulière, ne les attaquèrent point.

Washington ayant eu connaissance de ce mouvement, s'avança jusqu'aux Short-Hills (courtes collines) derrière Springfield. Il fit toutes ses dispositions pour recevoir le lendemain le combat ; mais l'ennemi avait été reçu d'une manière si contraire à son attente, que, dans la nuit, il se retira au point où il avait débarqué. Il fut suivi par un détache-

prouvé que la milice ne s'était point arrêtée aux fermes. Le fait fut retracé vivement par l'époux infortuné, dont le récit obtint toute croyance, et excita l'indignation universelle.

Le coup qui fit périr mistriss Caldwell eût pu n'être considéré que comme l'acte d'un seul soldat, et par conséquent ne point flétrir la réputation de l'armée britannique. Mais de telles actions, et les ravages ordonnés par les dépositaires de l'autorité, se confondirent dans les esprits, et ne servirent qu'à fortifier la haine qu'on portait au gouvernement anglais.

ment qui attaqua les avant-postes anglais de grand matin, le jour suivant. Les américains croyaient n'avoir affaire qu'à l'arrière-garde d'une armée, dont le corps principal avait déjà passé sur Staten-Island ; mais il n'y avait de transportées sur cette île, que la cavalerie, l'artillerie et les munitions de guerre. La méprise fut bientôt reconnue, et fit changer de dessein.

Washington qui, pour engager une action sur un terrain qu'il n'aurait pas choisi, avait trop peu de forces sous ses ordres, prit le parti de demeurer auprès de Springfield. Conjecturant que le véritable objet de l'ennemi était de détruire les magasins de munitions de guerre placés à Morris-Town, il avait, à l'approche du danger, concerté des mesures pour les faire tranférer en lieu de sûreté, tandis qu'avec la partie principale de son armée, il choisirait une position propre à les mettre à couvert, et où il pût combattre avec avantage. Selon un état du 3 juin, il n'avait sous son commandement immédiat. que trois mille sept cents hommes effectifs. Telle était l'armée sur laquelle les Etats-Unis se reposaient pour assurer leur indépendance!

Le général Knyphausen avait joint par un pont de bateaux, Staten-Island à la terre

ferme, et avait construit quelques ouvrages qui semblaient destinés à couvrir son arrière-garde, lorsqu'il ferait retraite. Enfin, il avait tellement concentré ses postes, qu'il n'avait donné aucune facilité de rien tenter d'important contre lui. Cette conduite fit soupçonner à Washington, que sir Henry Clinton était sur le point de revenir de la Caroline du sud, et que sans débarquer ses troupes à New-York, il se dirigerait contre la pointe de l'ouest, poste qui était considérablement affaibli par l'effet de ces causes qui avaient agi d'une manière si funeste sur le reste de l'armée. Le commandant en chef, jugeant donc que la manœuvre qu'on venait de faire n'était qu'une feinte, communiqua ses soupçons au major-général Howe, qui commandait sur l'Hudson; et il l'invita à concentrer ses forces dans les environs de la pointe de l'ouest. Mais comme le véritable dessein de l'ennemi pouvait être aussi d'attaquer les troupes qui étaient dans le Jersey, Washington recommanda également à cet officier de chercher à exciter des craintes pour la sûreté de New-York.

Le 18 juin, le commandant en chef reçut la nouvelle que sir Henry Clinton était revenu de la Caroline du sud, et qu'il en avait ra-

mené quatre mille hommes. Les troupes réglées qui se trouvaient alors à New-York, se montaient à douze mille hommes effectifs, dont on pouvait disposer pour toute opération extérieure, parce que le service de la garnison pouvait être fait par quatre mille hommes de milice. L'armée des Etats-Unis n'était que de cinq mille cinq cent cinquante-huit hommes de troupes réglées, et sur ce nombre il n'y en avait guère de disponibles qu'etrois mille.

Peu après l'arrivée de sir Henry Clinton, l'ennemi forma de nouveau le projet de reprendre l'offensive dans le Jersey. Il chercha, pour diviser les forces des américains, à faire concevoir des inquiétudes relativement à la pointe de l'ouest. Il réunit des vaisseaux de transport, et embarqua des troupes, comme s'il s'agissait d'une expédition sur la rivière d'Hudson. Washington mit en mouvement la partie la plus considérable de son armée, avec laquelle il s'avança lentement vers Pompton, observant soigneusement les manœuvres du général anglais, et se montrant disposé à ne point s'éloigner trop du général Greene, qu'il avait laissé à Springfield avec deux brigades de troupes réglées et la milice du Jersey. Il n'était pas à plus de onze milles de Morris-

Town, lorsque l'armée britannique marcha contre le poste occupé par Greene. Sur-le-champ Washington détacha une brigade pour la harceler sur la droite, et il rétrograda l'espace de cinq ou six milles, afin d'être en état de contrarier les projets de l'ennemi.

Le 23 dès le matin, l'armée britannique, composée d'environ cinq mille hommes d'infanterie et d'un corps de cavalerie considérable, marcha avec la plus grande rapidité contre Springfield par deux chemins différens. Le major Lee fut posté sur celui de Waux-Hall, que suivit la colonne droite; et le colonel Dayton se plaça sur le chemin le plus court, que prit la gauche. Le général Greene, qui avait concentré ses forces à Springfield, avait à peine eu le tems de faire ses dispositions, lorsque le front de la colonne anglaise parut. L'avant-garde engagea une canonnade avec l'artillerie américaine, postée de manière à défendre un pont construit sur la Raway, petite rivière qui coule à un mille du bourg. Ce pont que l'ennemi devait passer, était gardé par le colonel Angell et par son régiment, qui ne se montait pas à plus de deux cents hommes. Le colonel Shrieve occupait avec le sien, un second pont, afin de couvrir la retraite d'Angell. Le major Lee,

qui devait appuyer le colonel Ogden, eut ordre de se tenir, avec ses dragons et les piquiers du capitaine Walker, à la tête d'un pont auquel aboutit le chemin de Waux-Hall. Le reste des troupes réglées prit position sur une hauteur derrière Springfield, et la milice fut placée sur les flancs.

La colonne droite des anglais marcha contre Lee qui se défendit opiniâtrément, jusqu'à ce qu'un autre corps d'ennemis eut passé plus haut la rivière à un gué, et eut gagné une hauteur, ce qui contraignit cet officier à faire retraite. A cet instant, la colonne gauche attaqua le colonel Angell, qui, tirant de sa position le parti le plus avantageux, maintint son poste avec intrépidité. Le combat fut vif et dura près d'une demi-heure. Greene qui n'avait que mille hommes immédiatement sous ses ordres, ne pouvait soutenir Angell ; et il y avait lieu de craindre, si ce général descendait des hauteurs, que les anglais n'allassent les occuper, après avoir passé la rivière au gué. Angell fut donc obligé de céder à un ennemi qui avait la supériorité du nombre ; mais il se retira en bon ordre, et emmena ses blessés. Sa retraite fut couverte par le colonel Shrieve, auquel Greene fit ensuite passer l'ordre de rejoindre sa brigade. Les anglais se

rendirent maîtres de Springfield, qu'ils réduisirent en cendres.

La vive résistance qu'avaient faite les américains, la force de la position de Greene, la résolution que montraient ses troupes, dont de petits détachemens escarmouchèrent continuellement avec l'ennemi, concoururent à faire renoncer sir Henry Clinton à pousser plus loin l'exécution de son plan. Il se retira, l'après midi, à Elisabeth-Town, et il passa sur Staten-Island, la nuit suivante. Il est très-probable qu'il ne voulut point, après avoir appris qu'on attendait journellement sur la côte une formidable flotte française qui portait des troupes de débarquement, s'engager dans une entreprise dangereuse.

Le marquis de la Fayette, en quittant l'Amérique pour aller offrir ses services à son prince, avait conservé, avec son grade dans l'armée des Etats-Unis, ce zèle pour leurs intérêts, que les soins affectueux dont il avait été l'objet, que son enthousiasme pour la cause de ceux avec lesquels il avait fait ses premières armes, et que la conviction intime qu'il servait réellement son pays, avaient excité dans le cœur généreux de ce jeune guerrier, en faveur d'un *peuple enfant*, qui pour assurer sa propre indépendance, luttait contre l'éter-

nel ennemi de la nation française. M. de la Fayette fut accueilli par la cour de France de la manière la plus flatteuse et la plus distinguée, et usa de toute son influence pour faire sentir au cabinet de Versailles combien la politique exigeait qu'on accordât de puissans secours aux Etats-Unis. Ayant réussi complètement dans ce dessein, qu'appuyèrent par leurs représentations l'ancien ministre de France à Philadelphie, et celui qui l'avait remplacé, et ne voyant aucune apparence d'être employé à des opérations militaire sur le continent de l'Europe, il sollicita et obtint la permission de retourner en Amérique, et de porter aux Etats-Unis l'heureuse nouvelle du service signalé qu'il leur avait rendu. Vers la fin du mois d'avril, il entra dans le port de Boston sur une frégate française, puis il se rendit en hâte au quartier général. Il fut ensuite annoncer au congrès que S. M. T. C. avait résolu d'envoyer, pour la prochaine campagne, un puissant armement de terre et de mer aux Etats-Unis. M. de la Fayette fut reçu par le général Washington avec ces témoignages d'affection et de contentement, et par le congrès avec ces marques de distinction et d'estime, auxquels son zèle infatigable lui donnait des droits si réels.

L'heureuse nouvelle dont nous venons de parler, rendit la vigueur au congrès et aux assemblées législatives des états. Ce sommeil léthargique où ils paraissaient plongés fut suivi de résolutions vigoureuses. Les états de l'est y compris la Virginie, furent requis de payer, s'il se pouvait sur-le-champ, mais au plus tard dans trente jours, dix millions de dollars qui faisaient partie de leur contingent, et étaient exigibles au premier du mois de mars précédent; et l'on tira sur MM. Franklin et Jay, tous les deux commissaires en Europe, des lettres-de-change à soixante jours d'échéance, pour une somme de cinquante mille dollars. Les fonds qui proviendraient et de la réquisition et des effets négociés, devaient être exclusivement consacrés à mettre l'armée sur un pied respectable. Les défauts que le commandant en chef avait fait remarquer dans le système de recrutement, adopté le 25 février, furent rectifiés; et pour éviter les délais inséparables de la forme de procéder du congrès, ce corps, à la demande de Washington, confia à ses commissaires au camp, à la tête desquels était le général Schuyler, la faculté de prendre, pour employer toutes les ressources de la nation, les mesures que l'assemblée eût prises elle-même. Les états que nous

avons désignés plus haut, furent invités à revêtir des pouvoirs les plus amples, des agens chargés de satisfaire aux demandes que leur adresserait le comité établi dans le camp. Le congrès écrivit aussi [1] à tous les gouvernemens de l'Union, pour les engager à faire les plus puissans efforts. Il les flatta de l'espoir que la fin de la guerre et des malheurs qu'elle entraînait, allait dépendre d'eux. Les commissaires du congrès en firent autant; et le commandant en chef ne négligea, dans les lettres qu'il voulait rendre publiques, ni dans celles qu'il adressait à ses amis, aucun des motifs propres à exciter une ardeur proportionnée aux circonstances. Pour stimuler encore plus les esprits, il tâcha, par un examen de la situation et des ressources des puissances belligérantes, de persuader à ses concitoyens, que les Etats-Unis devaient redouter l'issue de la guerre, si de leur côté ils ne secondaient puissamment les efforts de la France [2].

Quelques-unes des assemblées législatives

[1] Sur la fin du mois de mai.

[2] Washington consigna les observations suivantes, dans une lettre qu'il écrivit, le 28 mai 1780, à M. Reid, président du conseil exécutif de Pensylvanie.

« Les flottes combinées de la France et de l'Espagne

donnèrent des pouvoirs très-étendus à leur conseil exécutif; et toutes s'empressèrent de

étaient très-supérieures à celles de l'ennemi, qui cependant n'a pas éprouvé de dommages essentiels, et qui à la fin de la campagne a frappé un coup terrible pour nos alliés. D'après les renseignemens que j'ai pu recueillir, il paraît que la différence entre les deux flottes ennemies ne sera pas très-considérable. Que devons-nous attendre, s'il y a une autre campagne? Il est probable que tout l'avantage sera du côté des anglais; et alors que deviendra l'Amérique? Il ne faut pas nous abuser. Les ressources maritimes de la Grande-Bretagne sont plus fortes, plus réelles que celles de la France et de l'Espagne réunies. Cette puissance fait à elle seule plus de commerce que n'en font les deux autres; et c'est un axiome que la nation qui a le commerce le plus étendu a toujours la marine la plus formidable. Si cet argument ne suffisait pas, les faits parleraient. Les progrès du commerce anglais, dans le cours de l'année dernière, sont une preuve incontestable de ce que je dis.

« Il est vrai que la France a, en quelque manière, créé une flotte en très-peu de tems; mais cela ne doit pas nous induire en erreur sur ses ressources navales. Si elle peut soutenir le parallèle, comment se fait-il que, malgré la réunion des forces de l'Espagne aux siennes, elle ait à peine actuellement une apparence de supériorité? nous devons considérer ce qu'elle a fait, comme un effort violent et surnaturel de la part de son gouvernement, comme un effort qui ne peut durer long-tems.

« C'est l'argent qui décide à-peu-près de tout dans

rendre des lois pour compléter leurs contingens de troupes réglées, et pour accorder les secours de la milice. Malheureusement l'exécution fut lente, et ne produisit pas le nombre d'hommes qui avait été requis.

les guerres modernes ; et je crains que l'ennemi ne soit celui qui en a le plus. Quoique le gouvernement anglais soit très-endetté, et par conséquent pauvre, la nation est riche, et ses trésors ne peuvent être facilement épuisés. D'ailleurs, le système du crédit public est tel en Angleterre, qu'il peut produire de plus grands effets que celui de toute autre nation. On en a depuis longtems prédit la chute ; mais je ne vois pas qu'elle soit très-prochaine. Je suis persuadé que, pour le moins, il subsistera pendant toute la durée de la guerre que nous soutenons.

« La France est dans une position très-différente. Son ministre actuel des finances (M. Necker) a fait des merveilles. Par un sage emploi des revenus, aidé d'emprunts avantageux, il a évité la création de nouveaux impôts. Mais je sais par des informations sûres, que si l'on fait une autre campagne, il sera forcé de recourir aux taxes ordinaires en tems de guerre, taxes qui sont très-fortes, et que les peuples ne pourraient acquitter. En pareil cas, la France fait une guerre ruineuse, tandis que les richesses des anglais leur permettent de faire avec facilité tous les sacrifices qu'on exige d'eux.

« L'Espagne tire beaucoup d'or et d'argent de ses mines, mais moins cependant qu'on ne le croit généralement. Depuis quelques années, les profits du gouvernement sont considérablement réduits. L'industrie

Ce ne furent pas seulement les gouvernemens des états qu'animèrent les vives représentations du congrès. Enflammés par leur patriotisme, plusieurs particuliers vinrent de leur propre mouvement au secours du trésor public. Les négocians et d'autres citoyens

et le commerce sont les mines les plus riches que puisse exploiter une nation; et l'un et l'autre manquent à l'Espagne. On m'a dit que son trésor était loin d'être aussi rempli que nous l'imaginons. D'ailleurs on est fort partagé dans ce pays, sur la nécessité de la guerre. Les espagnols sont d'un caractère qui ne permet pas d'attendre d'eux de puissans services; et, quoique les deux gouvernemens de France et d'Espagne soient étroitement unis, il n'y a jamais eu un accord parfait dans les mesures qu'ils ont prises ensemble. La chose même est arrivée dans cette guerre, au grand détriment de la cause commune.

« Je ne fais ces observations que pour démontrer que nos alliés ont besoin de la paix, tout comme nous. Pour l'obtenir, il faut que nous fassions les plus grands efforts, dans la prochaine campagne. Le témoignage d'amitié que vient de nous donner la cour de France, est accompagné de tout ce qui peut exciter notre reconnaissance et notre émulation. Si nous faisons notre devoir, nous pouvons espérer que la campagne mettra fin à la contestation; mais il faut le faire promptement, ou nous sommes perdus. Je déclare avec sincérité que le secours que nous allons recevoir nous sera fatal, si les mesures que nous devons prendre ne répondent pas à la gravité des circonstances. »

de Philadelphie fournirent une somme de 315,000 liv., argent de Pensylvanie, pour fonder une banque, dont le principal objet devait être de procurer à l'armée des vivres et du rum [1]. Les intéressés ne demandèrent au congrès que de les rembourser dans un certain espace de tems. Les dames de cette même ville signalèrent aussi leur bienfaisance par des dons considérables, destinés à soulager les maux des soldats [2]. Cet exemple fut suivi par un grand nombre de personnes; mais ce n'est pas par les contributions seules des hommes généreux qu'on peut ou qu'on doit soutenir une guerre. Il n'y a que des impôts levés sur tous, qui puissent en fournir les moyens. Ainsi donc les besoins de l'armée subsistèrent, malgré tous ces dons. On était déjà au 20 du mois de juin, lorsque le commandant en chef écrivit au congrès qu'il

[1] Le premier effet de cet établissement fut de fournir à l'armée trois millions de rations, et trois cents muids de rum.

[2] Ce ne fut pas le seul exemple de patriotisme que donnèrent les femmes dans les Etats-Unis. Durant toute la révolution, elles supportèrent gaîment les privations et les peines auxquelles elles furent exposées, et elles déployèrent des vertus que l'on n'a pas toujours jugées l'apanage de leur sexe.

ne pouvait donner de linge aux troupes, qu'une infinité de soldats manquaient d'une chose si nécessaire, et qu'ils n'étaient pas mieux pourvus d'autres objets non moins essentiels. « En tout tems il est pénible et mortifiant, ajoutait Washington, de voir des « troupes manquer de vêtemens ; mais la « misère des nôtres sera plus humiliante encore à l'arrivée de nos alliés. Il est à désirer aussi qu'on fournisse des habits aux « officiers. Un grand nombre d'entr'eux sont « dans une condition déplorable. Il ne leur « sera pas possible de se montrer, lorsque les « troupes françaises coopéreront avec nous, « ou s'ils paraissent dans l'état où ils se trouvent actuellement, ils seront exposés au « mépris. » Ce tableau, peint des plus vives couleurs, prouve à quel point était porté le patriotisme des soldats américains.

Comme les actes législatifs nécessaires pour mettre sur pied une armée respectable, ne furent passés que dans les mois de juin et de juillet, Washington fut hors d'état de connaître les forces sur lesquelles il pouvait compter, et par conséquent de tracer aucun plan d'opérations pour les armées combinées. Cette incertitude était d'autant plus fâcheuse, que la possibilité de faire une tentative contre

New-York dépendait de la promptitude avec laquelle les états acquiesceraient aux réquisitions qui leur avaient été faites. Si la force de l'armée américaine permettait d'attaquer cette place, il était de la plus grande importance qu'à son arrivée, la flotte française se rendît maitresse du port, qui n'était que faiblement défendu; -mais si elle n'était pas secondée, elle pouvait être victime de l'entreprise.

La lenteur des états n'affligeait pas moins le congrès que le commandant en chef. Le ministre de S. M. T. C. ayant au mois de janvier précédent annoncé à l'assemblée que probablement la France enverrait des secours aux Etats-Unis, elle s'était, sans calculer suffisamment les moyens de remplir sa promesse, engagée positivement à mettre sur pied vingt-cinq mille hommes effectifs, non compris les officiers et la milice. Elle avait également assuré que les munitions seraient très-abondantes, et que celles qu'on destinerait aux troupes françaises seraient déposées dans des magasins placés sous sa direction, et qu'enfin si les américains étaient secondés par des forces navales suffisantes, ils pourraient pousser les opérations les plus vigoureuses contre tous les postes occupés par l'ennemi commun.

Dans le tems où le général Washington sentait combien il était important de connaître avec certitude les renforts sur lesquels il pourrait compter, le ministre de France s'était adressé sur le même sujet au congrès; et la réponse qu'on lui avait faite avait été communiquée au commandant en chef. Elle portait qu'on avait pris des mesures convenables pour recruter l'armée et pour former des magasins de vivres. On attribuait la faiblesse de l'armée, principalement à la prise de Charles-Town, à l'envoi de plusieurs corps de troupes dans les états du Sud, et aux pertes qu'avaient occasionées la fatigue et les combats, durant une marche pénible et longue.

Le congrès ainsi pressé renouvela ses requisitions, et invita les gouvernemens particuliers à correspondre régulièrement, toutes les semaines, avec le comité fixé au quartier-général.

Cependant le retour de sir Henry Clinton avait rendu toujours plus problématique le succès d'une attaque contre New-York. On jugea plus convenable alors qu'au lieu de se porter directement vers la Hook, l'armement français se dirigeât vers Rhode-Island, où il pourrait débarquer les troupes de terre, et attendre qu'on eût concerté un plan d'opérations.

Le 13 juillet, époque où l'on était encore dans l'incertitude sur le résultat des mesures prises par les gouvernemens divers, et où l'armée n'avait pas reçu plus de mille hommes de renfort, on apprit par New-York qu'une flotte française très-nombreuse avait été signalée entre les caps de la Virginie et la Delaware ; et le lendemain, le général Heath, qui avait été chargé de faire à Rhode-Island tous les préparatifs convenables, annonça, par une lettre datée le 11, que le 10 après midi, cette flotte avait paru à la vue du port, et qu'à l'instant où il écrivait, les vaisseaux étaient à l'ancre. Peu de tems après, le général Washington reçut du comte de Rochambeau et du chevalier de Ternay, qui commandaient, l'un les forces de terre, et l'autre les forces de mer, des lettres par lesquelles ils lui faisaient part de leur arrivée et de leurs ordres, et l'instruisaient de leurs espérances et de l'état de leurs forces.

Presque tous les bâtimens de transport qui étaient à Brest avaient servi à l'armement commandé par le comte de Guichen, et destiné pour les Indes occidentales. On avait pensé en trouver d'autres au Havre, à Saint-Malo et à Bordeaux, pour les troupes qu'on se proposait d'envoyer sur le continent de

l'Amérique septentrionale ; mais les ports du Havre et de Saint-Malo avaient été bloqués par des escadres anglaises, et les vaisseaux qui étaient à Bordeaux avaient été retenus par des vents contraires. Ces contre-tems n'ayant pas permis d'embarquer la totalité du détachement qui devait passer dans les Etats-Unis, le comte de Rochambeau avait eu l'ordre d'appareiller le plutôt possible, avec la première division qui devait être composée du nombre de troupes que pourraient contenir les dix vaisseaux qui étaient à Brest. Cinq ou six mille hommes, et un train d'artillerie de siége et d'artillerie de campagne, avaient été embarqués le 14 avril ; mais ils avaient été retenus jusqu'au 2 mai dans le port, par les vents. Les lettres du général et de l'amiral donnaient l'assurance que la seconde division qui, pour mettre à la voile ne devait avoir eu besoin que de quelques bâtimens de transport, ne tarderait pas à paraître.

Pour empêcher qu'il ne s'élevât, au sujet du rang, des difficultés semblables à celles qui avaient eu lieu précédemment, les ordres donnés au lieutenant-général comte de Rochambeau, le subordonnaient entièrement au général Washington. Les troupes françaises étaient considérées comme auxiliaires, et se-

lon les usages de la guerre, elles devaient céder le poste d'honneur aux troupes américaines. Les deux commandans se firent de mutuelles et vives professions de respect, d'estime et de confiance, et tous deux ne négligèrent rien pour inculquer à ceux qui étaient soumis à leur commandement, que les deux nations et les deux armées étaient unies par les nœuds de l'intérêt et de l'affection. Le général Washington recommanda aux officiers de ses troupes de placer, d'une manière apparente, sur leur cocarde qui était noire, un ornement de la couleur de la cocarde française qui était blanche.

Quoique les troupes françaises ne fussent arrivées qu'à la fin de juillet, elles ne trouvèrent point les troupes américaines prêtes à prendre l'offensive. On ne savait pas même encore le nombre d'hommes que fourniraient les états. Cependant il était nécessaire que le général Washington communiquât au comte de Rochambeau le plan adopté pour le reste de la campagne; et il résolut de hasarder beaucoup, plutôt que de faire perdre aux Etats-Unis les avantages que devaient leur procurer les secours de la France. Il considérait la supériorité sur mer comme la base de toute opération exécutée par les armes

des alliés, sans cela rien de grand ne pouvait être tenté; mais, comme on l'avait alors cette supériorité, l'attaque de New-York fut proposée. Washington ajoutait toutefois que, comme on ne connaissait pas suffisamment encore les forces que fourniraient les Etats-Unis, et qu'on ne savait pas le tems précis auquel arriveraient de nouveaux secours, il était impossible de fixer d'une manière certaine, l'époque où commenceraient les opérations; qu'on pouvait espérer néanmoins que tous les préparatifs seraient achevés le 5 du mois d'août, et que les alliés seraient alors en état d'agir; ce serait donc ce jour que les troupes françaises se rembarqueraient, et que l'armée américaine se réunirait à Morrissania. Ce plan, qui n'était qu'éventuel, fut communiqué au major-général, marquis de la Fayette, que l'on autorisa à faire connaître au comte de Rochambeau la situation des troupes américaines, et les vues du commandant en chef. On regardait enfin comme un préliminaire indispensable de toute opération importante, l'assurance qu'à tout événement la flotte et l'armée française prêteraient leurs secours jusqu'à l'entier succès de l'entreprise, ou jusqu'à ce que d'un consentement mutuel il eût été résolu d'y renoncer.

L'escadre commandée par le chevalier de Ternay consistait en cinq vaisseaux de ligne, en cinq frégates et en cinq plus petits vaisseaux armés. Ces forces étaient supérieures à celles de l'amiral Arbuthnot, qui se trouvait à New-York avec quatre vaisseaux de ligne et quelques frégates. Mais trois jours après que M. de Ternay eut atteint New-Port, le contre-amiral Graves arriva avec six vaisseaux de ligne ; et de la sorte les anglais acquirent la supériorité sur mer.

Ce changement ne permit de tracer, pour la campagne, qu'un plan éventuel. Le chevalier de Ternay attendait la seconde division de son escadre, ou un renfort que pourrait lui envoyer le comte de Guichen, qui commandait dans les Indes occidentales une flotte qu'on disait supérieure à celle qu'il avait en tête.

Lorsque le contre-amiral Graves arriva par le travers de la Hook, l'amiral Arbuthnot passa la barre avec quatre vaisseaux de ligne ; et sachant que l'escadre du chevalier de Ternay était à l'ancre à New-Port, il s'y rendit sur-le-champ, et croisa à la vue de cette place. Il avait laissé deux frégates pour convoyer l'armée, si sir Henry Clinton se proposait d'attaquer les français sur terre et sur

mer. Le comte de Rochambeau avait été, à son arrivée, mis en possession des forts et des batteries de New-Port; et le premier objet de ses soins avait été de les faire augmenter et mettre dans le meilleur état de défense possible. Les vaisseaux français étaient mouillés sur une ligne depuis Rhode-Island jusqu'au rivage de l'île de Connanicut, de manière à pouvoir agir concurremment avec les troupes de terre. Arbuthnot jugea cette position trop forte pour que la flotte seule pût l'attaquer, et il continua de se tenir par le travers de l'île de Block.

Sir Henry Clinton, qui se proposait d'attaquer New-Port, avait tout disposé pour embarquer six mille hommes d'élite; mais comme il ne put se procurer sur le-champ les bâtimens de transport nécessaires, l'embarquement n'eut lieu qu'à une époque où il n'était plus possible d'enlever la place d'un coup de main. Il s'avança vers la baie d'Huntingdon, où l'amiral Arbuthnot lui fit savoir que les français avaient accru et amélioré les fortifications de Rhode-Island. Le général anglais reconnut l'impossibilité de faire agir seule l'armée, et il paraît que l'amiral n'approuvait pas une attaque combinée par terre et par mer. En conséquence, sir Henry Clinton fut reprendre

son ancienne position ; et, après avoir débarqué à White-Stone, il assit son camp près de la côte, et conserva les bâtimens de transport pour quelque autre opération.

Le commandant en chef, qui était campé non loin de la Posaik, dans le Jersey, fut promptement instruit des desseins du général de l'armée britannique, et en fit part au comte de Rochambeau. Etant trop loin pour se porter vers le Rhode-Island, Washington résolut de réunir toutes les forces dont il pourrait disposer, de se porter, à marches forcées, contre New-York, et d'attaquer cette place, dans l'absence de sir Henry Clinton. Il espérait, si l'entreprise ne réussissait pas complètement, se rendre maître de quelques positions importantes, ce qui faciliterait les opérations ultérieures des armées, et forcerait l'ennemi à renoncer à l'exécution des projets qu'il aurait pu former contre le Rhode-Island. Ayant envoyé un nombreux détachement de milice à la pointe de l'ouest, et ordonné de faire descendre le long de la rive orientale de l'Hudson, toutes les troupes réglées qu'on pourrait détacher de ce poste, le commandant en chef passa cette même rivière ; et il était en pleine marche vers le King's-Bridge, avec une armée de près de dix mille hommes,

non compris la milice, lorsque le retour inopiné du général anglais fit évanouir l'espoir de trouver la ville de New-York faiblement gardée. L'entreprise ayant ainsi manqué, l'armée américaine passa l'Hudson, et prit position près d'Orange-Town. Cependant, pour faciliter les opérations qu'il méditait toujours contre New-York, le commandant en chef fit occuper aussi les environs du bac de Dobb, à environ dix milles au-dessus du King's-Bridge; et il y fit construire quelques ouvrages pour être maître du passage de la rivière.

Les alliés se flattant toujours d'obtenir la supériorité sur mer, ne firent que suspendre l'exécution des projets qu'ils avaient formés pour s'emparer de New-York. Cet espoir s'accrut à la nouvelle qu'un formidable armement espagnol s'était joint à l'escadre française, qui était aux Indes orientales. Le chevalier de Ternay avait dépêché au comte de Guichen un aviso, pour lui faire savoir que l'amiral Arbuthnot le bloquait avec des forces supérieures, et pour le prier de lui envoyer tous les renforts qu'il pourrait. Croyant qu'on accorderait cette demande, le général américain attendait avec impatience l'instant où le chevalier de Ternay pourrait prendre

l'offensive. De plus on croyait chaque jour voir arriver la seconde division de l'armement préparé à Brest. Washington continua donc de faire les plus grands efforts pour être en état de tirer des circonstances le parti le plus avantageux. Mais la pénurie du trésor public, et par conséquent celle des officiers chargés de procurer des vivres et des vêtemens aux troupes, furent sur le point de déconcerter tous les projets qu'on avait formés. On fut réduit à la dure nécessité de vider les magasins de la pointe de l'ouest, et de faire enlever des vivres, de vive force, dans un pays déjà épuisé par l'une et par l'autre armée. Enfin, il fallut congédier des corps considérables de milice qui se rendaient au camp.

Dans cet état des choses, la frégate l'*Alliance* apporta la nouvelle qu'une escadre anglaise était venue bloquer dans le port de Brest, la seconde division de la flotte française, à l'instant même où celle-ci était sur le point de mettre à la voile. On jugeait cependant que les forces des flottes combinées de France et d'Espagne pourraient faire lever le blocus, et l'on espérait aussi que le comte de Guichen obtempérerait à la demande qui lui avait été faite.

Malgré toutes les contrariétés qu'il éprouvait, le général Washington persistait dans le

dessein d'attaquer New-York. Les détails du plan qu'il avait tracé furent les objets d'une correspondance qu'il entretint avec le comte de Rochambeau et le chevalier de Ternay. Ces officiers convinrent d'une entrevue qui eut lieu à Hartfort dans le Connecticut.

Aucun des projets précédemment arrêtés ne put être mis à exécution. Tous, excepté une invasion du Canada, dépendaient de la certitude d'obtenir la supériorité sur mer ; mais bientôt on en perdit jusqu'à l'espoir, en apprenant, de manière à n'en pouvoir douter, qu'au lieu de se porter sur la côte d'Amérique, le comte de Guichen avait fait voile pour l'Europe. Il avait pris sous sa protection une flotte de petits vaisseaux marchands qui retournaient des Indes occidentales en France. Croyant que cet officier ne voulait que les escorter jusqu'à une latitude où ils n'eussent plus rien à redouter des corsaires, et qu'ensuite il reviendrait exécuter ses desseins contre New-York, l'amiral Rodney avait fait voile pour le continent de l'Amérique, sur la côte duquel il arriva vers la fin du mois de septembre, avec onze vaisseaux de ligne et quatre frégates. Ce renfort déconcerta tous les plans des alliés, et permit aux anglais de projeter d'ultérieures expéditions contre les états du Sud.

CHAPITRE VIII.

Trahison et fuite d'Arnold. — Procès et exécution du major André. — Diversité d'opinions dans le congrès. Réflexions de Washington sur l'état des affaires publiques. — Actes relatifs à l'armée. — Destruction des magasins formés à Coram par les anglais. — L'armée américaine entre en quartier d'hiver. — Le major Carlton fait une irruption dans le New-York. — Etat des affaires en Europe.

TANDIS que le public, anticipant sur l'avenir, se flattait de voir les armes combinées de la France et des Etats-Unis couronnées du plus brillant succès; tandis que l'armée assaillie par des besoins de tout genre, et sur-tout par le manque de subsistances, était sur le point de se débander, que le général Washington luttant contre une foule de difficultés avait le déplaisir de voir s'évanouir successivement tous les projets qu'il avait formés, la trahison se glissait dans le camp, et tramait la ruine des américains.

Les talens militaires du général Arnold, les grands services qu'il avait rendus, son intrépidité dans les combats, la patience et la force avec lesquelles il supportait les plus rudes

travaux, lui avaient acquis l'estime de l'armée et la confiance de ses concitoyens. Comme pour reprendre un service actif, il n'était pas encore suffisamment rétabli des blessures qu'il avait reçues sous les murs de Québec et à Saratoga, et que d'ailleurs il avait à régler des comptes qui exigeaient beaucoup de loisir, il fut nommé commandant de Philadelphie, en 1778, à l'époque où les troupes britanniques évacuèrent cette ville. Malgré ce courage inébranlable qu'il avait fait voir sur le champ de bataille et dans les circonstances les plus critiques, Arnold ne possédait pas cette stabilité de principes, cette rectitude de jugement qui lui eussent fait éviter les différentes séductions auxquelles l'exposait la place éminente qu'il occupait dans la métropole des Etats-Unis. Cédant aux suggestions d'un faux orgueil et de l'ostentation, et oubliant qu'il n'avait point de fortune, il entretint une table somptueuse et un équipage brillant. Bientôt ses dettes s'élevèrent à une somme qu'il lui était impossible d'acquitter. S'inquiétant peu du caractère dont il était revêtu, il s'engagea dans des entreprises maritimes qui ne réussirent point. Il avait à exercer contre les Etats-Unis, de grandes prétentions sur le succès desquelles il comp-

tait, pour se tirer de l'embarras où ses folles prodigalités l'avaient plongé. Mais les commisssaires à qui l'examen de ses comptes fut soumis, les réduisirent considérablement; et le congrès, sur l'appel qu'il lui porta, nomma un comité qui, dans son rapport, prétendit que la somme allouée l'emportait sur ce qu'Arnold avait droit d'exiger.

Cet officier fut aussi accusé d'avoir commis plusieurs extorsions contre les citoyens de Philadelphie, et d'avoir détourné des fonds qui appartenaient au public. Aigri par tous ces désagrémens qu'il ne devait imputer qu'à lui-même, Arnold laissa un libre cours à son ressentiment. Il se répandit, contre ce qu'il appelait l'ingratitude de son pays, en reproches qui indignèrent tous ceux qui les entendirent, et offensèrent vivement le congrès. S'étant rendu odieux au gouvernement de la Pensylvanie, le conseil exécutif porta contre lui des accusations, sur le vu desquelles l'assemblée générale des représentans de la confédération, ordonna qu'Arnold serait arrêté, et mis en jugement devant une cour martiale. Les délais qu'occasionèrent les mouvemens de l'armée et la difficulté de rassembler des témoignages, furent cause que le procès, quoique commencé au mois de

juin 1778, ne fut terminé que le 26 janvier 1779. L'accusé fut condamné à être réprimandé par le commandant en chef. La sentence fut exécutée, après avoir reçu la sanction du congrès. Il paraît que ce fut à cette époque, sinon plutôt, qu'Arnold résolut de chercher à se venger.

Toute l'histoire de la guerre de l'indépendance démontre l'importance de la pointe de l'ouest. Cette position a même été l'objet de plus d'une campagne ; et l'on croyait que les opérations militaires des Etats-Unis seraient extrêmement gênées, s'ils venaient à la perdre. La nature du terrain, et les ouvrages qu'y avaient fait construire d'habiles ingénieurs, lui faisaient mériter le nom de Gibraltar de l'Amérique. Arnold jeta les yeux sur cette place, dont la remise pouvait faire payer au plus haut prix sa trahison, et porter un coup mortel à ceux qu'il voulait perdre. En conséquence, il sollicita le commandement de ce poste.

La conservation de la pointe de l'ouest importait principalement à la sûreté de l'état de New-York, où la réputation d'Arnold était fort exaltée. Il s'adressa lui-même aux délégués de cet état ; et l'un d'entr'eux, M. Livingston, homme très-respectable, écrivit

au commandant en chef, une lettre où il élevait quelques doutes sur la capacité de Howe, à qui la défense de ce poste était confiée, et proposait de le faire remplacer par Arnold. Des motifs de délicatesse ne permirent point à Washington d'obtempérer à cette demande ; mais il ne l'oublia point. Peu de tems après, le général Schuyler qui était au camp, lui fit part d'une lettre où Arnold disait qu'il avait le desir de rejoindre l'armée, et de rendre tous les services qui dépendraient de lui, mais il témoignait la crainte que ses blessures ne lui permissent pas de se livrer aux opérations actives, et où il faisait entendre qu'il pourrait, sans beaucoup d'incommodité, s'acquitter des devoirs d'un commandant de place. Washington répondit qu'il n'en avait à sa disposition aucune qui pût convenir à cet officier, et qu'aussitôt que les opérations militaires contre New-York auraient commencé, il ferait marcher toutes ses troupes, et ne laisserait même, à la pointe de l'ouest, qu'une petite garnison composée d'invalides et de milice. Se rappelant alors la recommandation de M. Livingston, il ajouta, parlant toujours d'Arnold : « Si ce poste peut lui convenir mieux qu'un commandement à l'armée, ses vœux seront remplis. » Cet entretien

étant parvenu à sa connaissance, Arnold s'empressa d'accepter une proposition qui lui promettait ce qu'il désirait avec le plus d'ardeur; et au commencement du mois d'août, il se rendit au camp, où il sollicita lui-même la place qu'il avait fait demander. La partie principale de l'armée britannique était alors embarquée pour l'expédition qui devait être dirigée contre le Rhode-Island, et le général Washington marchait contre New-York. Il offrit la conduite de l'aile gauche à Arnold, qui la refusa sous prétexte de ses infirmités. Incapable de soupçonner un homme qui avait donné des preuves signalées de courage et de patriotisme, le commandant en chef ne conçut aucune inquiétude, ni du refus de saisir l'occasion de recouvrer la confiance de ses concitoyens qui se présentait à cet officier, ni de l'embarras qui l'avait accompagné. Sans insister sur ce point, il consentit à la demande qui lui avait été faite; et Arnold fut revêtu du commandement de la pointe de l'ouest. Avant ses sollicitations pour obtenir ce poste, le traître avait adressé au colonel Robinson, une lettre où il lui annonçait le changement qui s'était opéré dans son esprit, et le desir qu'il avait de mériter la faveur de son prince, en lui donnant des preuves indubitables de

repentir. Il s'établit ensuite entre sir Henry Clinton et lui, une correspondance dont le double objet était de lui faire accorder le grade qu'il demandait, et de concerter les moyens de remettre aux troupes britanniques, le poste important dont la garde lui avait été confiée.

Un jeune homme à qui la nature avait prodigué ses dons les plus rares, le major John André, adjudant-général au service britannique, et aide-de-camp de sir Henry Clinton, qui paraissait avoir beaucoup d'estime et d'affection pour lui, fut choisi pour traiter avec Arnold. Durant quelque tems ils correspondirent entr'eux, sous les noms supposés de Gustave et d'Anderson, et comme s'ils avaient à régler des affaires de commerce. A la fin, pour faciliter leurs communications, la corvette le *Vulture* remonta la rivière du Nord, et prit une position convenable, quoiqu'assez éloignée pour ne pas exciter des soupçons. On ignore les particularités du plan que tracèrent Arnold et le major André; mais d'après quelques faits et quelques expressions échappées au premier, on conjecture que, sous prétexte de combattre l'ennemi dans les défilés qui conduisent à la pointe de l'ouest, il avait le dessein de poster dans les gorges des

montagnes, la plus grande partie de ses troupes, et de laisser ouvert un passage par lequel les assaillans pourraient s'avancer en sûreté pour surprendre la place. On croit aussi qu'il devait distribuer le reste de la garnison, de telle sorte qu'elle ne pourrait opposer que peu de résistance, et que les autres détachemens seraient taillés en pièces ou forcés de se rendre. Arnold avait désiré se procurer des copies des cartes du pays, sur-tout de celui qui se trouve à l'est de la rivière d'Hudson, cartes que le général Washington avait fait dresser d'une manière très-précise et très-détaillée; et s'entretenant avec ses officiers, il avait fréquemment déclaré qu'il valait mieux combattre l'ennemi dans les défilés, que de l'attendre dans les retranchemens.

L'époque à laquelle le général Washington était à Hartfort, fut celle qu'Arnold et le major André choisirent pour régler définitivement toutes les parties du plan; et comme il était nécessaire qu'ils eussent une entrevue, l'officier anglais remonta la rivière du Nord, et fut à bord du *Vulture*. L'un et l'autre se rendirent de nuit dans la maison d'un M. Smith, qui était située en dehors des postes américains. Le major André fut amené sous le nom d'Anderson, dans une barque détachée à cet

effet du rivage. La conférence durait encore lorsque le jour parut. Pour éviter d'être reconnu, André consentit à demeurer caché jusqu'à la nuit suivante. On prétend qu'il avait péremptoirement refusé d'être conduit en-dedans des postes américains, mais qu'Arnold ne tint pas la promesse qu'il lui avait faite à ce sujet. Ils passèrent toute la journée ensemble; et lorsqu'au retour de la nuit, il fut question de reconduire le major, les batteliers refusèrent de le faire, le *Vulture* ayant changé de position, parce qu'on avait, sans qu'Arnold en eût eu connaissance, pointé, du rivage, un canon contre ce bâtiment. Cette circonstance embarrassante réduisit André à tenter de gagner New-York par terre. Cédant à regret aux instantes sollicitations d'Arnold, il se dépouilla de son uniforme qu'il avait toujours conservé sous un surtout, et il se déguisa complètement. Arnold lui remit un passe-port où il lui donnait le nom de John Anderson, et l'autorisait à se rendre pour le service public, à la plaine Blanche, ou plus bas, s'il le jugeait à-propos. Muni de cette pièce, André passa toutes les gardes et tous les postes sans exciter de soupçon; et il poursuivait tranquillement sa route, lorsqu'un soldat de milice qui, avec deux de ses cama-

rades, était en observation entre les deux armées, sortant tout-à-coup de sa retraite, s'élança sur le chemin, et saisit les rênes du cheval. Manquant de présence d'esprit, chose surprenante en un homme aussi intelligent que brave, le major, au lieu de produire son passe-port, dit brusquement au soldat : « De quel poste êtes-vous? » Celui-ci répondit : « *De là bas*, » mot par lequel il voulait désigner New York. Sans aucun soupçon de la ruse, André dit : « et moi aussi » ; puis il déclara qu'il était un officier anglais, chargé d'affaires pressantes ; et il pria qu'on ne le retînt pas plus long-tems. Les deux autres soldats s'étant avancés, il reconnut son erreur ; mais il n'était plus tems de la réparer. Il leur offrit à tous les trois une bourse pleine d'or, et une montre de prix ; il leur fit en outre la promesse d'une magnifique récompense, et d'un traitement généreux de la part de son gouvernement, s'ils lui permettaient de s'échapper. Ses offres furent rejetées à l'instant, et les trois soldats se mirent à le fouiller. Ils trouvèrent cachés dans ses bottes plusieurs papiers intéressans, et entr'autres des états écrits de la main d'Arnold, qui donnait tous les renseignemens désirables sur les ouvrages de la pointe de l'ouest, et sur le nombre

d'hommes qui le gardaient ordinairement. André fut conduit au lieutenant-colonel Jameson, qui commandait les détachemens d'éclaireurs. S'oubliant lui-même pour ne songer qu'à la sûreté d'Arnold, l'officier anglais ne démentit point la déclaration qu'il avait faite, et pria Jameson de faire savoir au général qu'Anderson était pris. L'officier américain rejeta le soupçon qu'un guerrier dont le sang avait tant de fois été versé pour la cause de la liberté, fût un traître ; il dépêcha une ordonnance à Arnold, qui fuyant le supplice qu'il avait mérité, se rendit sur-le-champ à bord du *Vulture*, puis fut conduit à New-York.

Lorsqu'il se fut écoulé assez de tems pour qu'Arnold eût pu se sauver, André renonçant à toute feinte, reconnut qu'il était adjudant-général au service de S. M. B. Jameson cherchant à réparer le mal que pouvait avoir occasioné son incrédulité, envoya sur-le-champ au commandant en chef, les papiers qu'on avait trouvés sur André, qui lui-même les accompagna d'une lettre, où il rapportait la manière dont il avait été arrêté, et expliquait le déguisement qu'il avait pris. Le porteur de ces dépêches avait ordre de marcher à la rencontre de Washington, qui était alors parti d'Hartfort ; mais il ne prit pas le même

chemin que ce général; et le retard qui en résulta, assura la fuite d'Arnold. Avant que les officiers envoyés pour se saisir de sa personne eussent atteint la pointe Verplank, le traître avait passé ce poste, et se trouvait à bord du *Vulture*, mouillé à quelques milles au-dessous.

Toutes les précautions imaginables furent prises pour mettre la pointe de l'ouest à l'abri d'un coup de main. L'alarme fut donnée à la garnison, et le général Greene, à qui le commandement de l'armée avait été confié en l'absence de Washington, fut invité à marcher à l'instant même avec la division la plus proche, jusqu'au King's-Ferry, où il devait recevoir de nouveaux ordres.

Lorsqu'on eut pris toutes ces mesures, on convoqua, pour déterminer le délit dont était prévenu le major André, un conseil de généraux que présida le général Greene, et au nombre desquels se trouvèrent deux officiers étrangers, le marquis de la Fayette et le baron de Steuben.

La force d'ame et la candeur qu'André avait fait voir depuis l'instant où il avait déclaré son grade, avaient produit une vive impression sur ceux qui avaient eu quelque communication avec lui. Il fut traité avec tous

les égards que pouvait comporter sa position, et, en commençant son interrogatoire, on lui déclara, tant par l'effet d'un sentiment de justice que par délicatesse, qu'il était libre de ne pas répondre aux questions qui pourraient l'embarrasser. Mais ne songeant qu'à sa réputation, et désirant, par sa noble franchise, détruire des imputations qu'il craignait plus que la mort, il crut au-dessous de lui de rien déguiser; et, rendant inutile toute déclaration de témoins, il avoua ce qui était à sa charge, sans rien dire qui pût compromettre personne.

Le conseil de guerre fut d'avis que le prisonnier devait être considéré comme espion et puni de mort, l'exécution de la sentence devant avoir lieu le lendemain. Quoiqu'au-dessus des terreurs de la mort, André, profondément affecté d'être condamné au supplice qu'infligent les lois de la guerre à ceux qui sont dans la position où il se trouvait, souhaitait de mourir comme un soldat, et non comme un vil criminel. Pour obtenir une mutation de peine, il écrivit au général Washington une lettre remplie de sentimens d'honneur. Mais il fallait un grand exemple, et sa requête ne put lui être accordée Il subit son sort avec force, avec dignité et re-

cueillement ; et il excita l'admiration et la pitié de tous ceux qui assistèrent à ses derniers momens. Les officiers généraux gémirent de la sentence que les usages de la guerre les contraignirent de prononcer ; et peut-être, en aucune occasion, le commandant en chef n'obéit-il avec plus de regret aux sévères lois du devoir et de la politique. Les sentimens de compassion que fit naître dans l'ame de tous les officiers américains l'infortune du major André (sentimens peu ordinaires en des occasions de ce genre) prouvèrent à-la-fois le mérite de celui qui en fut l'objet, et leur propre humanité.

Sir Henry Clinton, à qui André était particulièrement cher, fit les plus grands efforts pour que cet officier fût regardé comme parlementaire, ou comme prisonnier de guerre. Arnold même eut la hardiesse d'intervenir dans cette affaire. Il écrivit au commandant en chef une lettre où, après avoir retracé les faits qu'il croyait devoir disculper le prisonnier, il faisait une foule de raisonnemens en faveur de celui-ci ; et, en appelant à l'humanité du général américain, il cherchait à l'intimider en lui retraçant la situation d'un grand nombre d'habitans de la Caroline du sud, pris les armes à la main, et qu'avait jusqu'alors

épargnés la clémence du général anglais, qui n'écouterait plus que la justice, si l'on faisait périr André. Il est facile de juger que l'intervention d'Arnold ne pouvait produire aucun effet dans l'esprit du commandant en chef. Washington fit partir pour New-York mistriss Arnold, et même les différens effets que l'époux de cette dame avait demandés. Quant aux lettres du traître, elles demeurèrent sans réponse.

Soit par politique, soit parce qu'on lui en avait fait la promesse, Arnold fut créé brigadier-général au service de la Grande-Bretagne; et il en conserva le grade tant que dura la guerre. Mais il n'était point de rang qui pût le mettre à couvert de la haine et du mépris que devaient avoir pour lui tous les gens d'honneur. Il était impossible qu'on oubliât que c'était un traître, un vil traître qui s'était vendu au poids de l'or, et n'avait dû sa sûreté qu'à la perte de l'officier le plus accompli qu'il y eût dans l'armée britannique. Cependant, comme tous les hommes désirent sauver les apparences, Arnold affecta d'attribuer à ses opinions, son changement de parti. Il avait eu recours aux armes, dit-il, parce qu'il avait cru les droits de son pays en danger; et, quoiqu'il eût trouvé précipitée la déclaration

d'indépendance, une foule d'argumens plausibles l'avaient fait acquiescer à cette mesure, jugée nécessaire pour obtenir le redressement des griefs. Mais, ajouta-t-il, le rejet des propositions faites par la Grande-Bretagne lui avait, ainsi que le traité conclu avec la France, ouvert les yeux sur les desseins ambitieux des hommes qui voulaient sacrifier à leur agrandissement, le repos et la félicité de leur pays; et il était devenu royaliste.

Les rapports qu'Arnold avait faits sur le mécontentement des citoyens et de l'armée, concourant avec d'autres renseignemens, avaient persuadé à sir Henry Clinton, que l'or de l'Angleterre et la promesse d'obtenir un grade au service britannique, attireraient de tous côtés les royalistes et les mécontens autour des drapeaux du transfuge, qui en formerait un corps à la tête duquel il pourrait déployer les talens dont il avait fait preuve. Pour seconder ces vues, Arnold publia un écrit par lequel il s'efforçait d'excuser son crime, et d'exciter le mécontentement contre l'état des choses qui existait alors. Il s'étendait sur les motifs qui l'avaient porté à se ranger sous l'étendard britannique, et il appuyait sur ceux qui étaient les plus propres à faire impression dans l'esprit des royalistes des Etats-Unis. Il

maudissait l'alliance formée avec la nation française, contre laquelle il cherchait également à faire revivre d'anciens ressentimens. Il se répandait en invectives contre le congrès, et contre tous les chefs quelconques. Il les accusait d'usurpation et de tyrannie, et prétendait que ce n'était qu'avec des intentions perverses qu'ils continuaient la guerre. Enfin, il leur reprochait insidieusement de mépriser souverainement le peuple, ce que, disait-il, ils avaient prouvé en refusant d'en recueillir les suffrages, sur les propositions faites par la Grande-Bretagne.

Cet appel au public fut suivi d'une sorte de proclamation, qu'Arnold adressait particulièrement aux officiers et aux soldats de l'armée, qui avaient à cœur, disait-il, les véritables intérêts de leur pays, et qui étaient déterminés à ne pas être plus long-tems les dupes, ni les jouets du congrès et de la France. L'objet de cette pièce était de faire aux troupes américaines, de la part du général anglais, des offres dont l'éclat formerait un grand contraste avec leur dénuement, et pourrait les porter à déserter la cause qu'elles avaient embrassée. On leur représentait cette démarche comme la seule qui pût rendre à leur pays la paix, la véritable liberté et le bonheur. « On vous l'a

« promise la liberté, » ajoutait Arnold; « mais « à l'exception de vos oppresseurs, est-il « un seul d'entre vous qui en jouisse? Quel « est celui qui ose déclarer de vive voix, ou « par écrit, ce qu'il pense de la tyrannie qui « vous a ravi vos biens, qui vous jette dans les « fers, qui vous traîne sur les champs de ba- « taille, et verse continuellement votre sang? « On vous a dit que l'indépendance était pré- « férable au redressement de vos griefs; et « tandis que vous cherchiez à saisir une ombre « vaine, la rapacité de ceux qui vous gou- « vernent vous a plongés dans la plus pro- « fonde misère. Déjà vous devez renoncer à « cet orgueil qu'ils ont cherché à vous inspi- « rer, et sous peu vous appartiendrez indu- « bitablement à l'une ou à l'autre de ces « grandes puissances, que la folie et la scélé- « ratesse de ces hommes ont fait intervenir » dans la querelle.

« L'Amérique n'est plus peuplée que de « veuves, d'orphelins et d'indigens! Vous, « soldats de l'armée continentale, pouvez- « vous ne pas reconnaître que les ressources « de votre pays sont épuisées, ou que vos « chefs les ont employées à leur propre « usage? Dans l'un ou dans l'autre cas, vous « ne pouvez plus servir avantageusement, ni

« avec honneur. Cependant, vous avez été « jusqu'ici les instrumens de cette cruauté qui « ne les porte pas moins à faire couler votre « propre sang, qu'à répandre celui des hommes « qu'ils considèrent comme leurs ennemis ; « mais aussitôt que vous aurez quitté leurs « drapeaux, votre pays qu'ils dévastent sera « délivré de leur tyrannie. »

Les avantages que le transfuge proposait à ceux qui voudraient entrer dans le corps qu'il avait le dessein de former, étaient très-considérables ; mais quel que fût le mécontentement des officiers et des soldats de l'armée américaine, qui attribuaient leurs maux à la négligence du congrès, leur patriotisme, ni leur zèle pour la cause dans la défense de laquelle ils avaient livré tant de combats et fait de si nombreux sacrifices, ne souffrirent aucune altération. L'exemple d'Arnold ne fut suivi par aucun officier.

Lorsqu'on réfléchît aux conséquences qu'eût pu entraîner cette trahison si elle avait complètement réussi, et qu'on songea que c'était presque le hasard qui l'avait fait avorter, les esprits furent frappés d'une sorte de stupeur ; et en cette occasion, les hommes religieux reconnurent la main de la Providence qui guidait l'Amérique vers l'indépendance. Le con-

grès vota des remerciemens aux trois soldats de milice [1] qui avaient arrêté le major André. Il fut ordonné que chacun d'eux recevrait une médaille d'argent sur laquelle serait gravée une inscription qui rappellerait leur patriotisme et leur fidélité, et qu'il leur serait annuellement payé, pendant leur vie, une pension de deux cents dollars, valeur métallique; récompense plus proportionnée à la pénurie du trésor public qu'à l'importance du service qu'ils avaient rendu.

Nous avons parlé plus d'une fois des efforts que le général Washington n'avait cessé de faire pour l'établissement d'une armée permanente, ou du moins pour qu'on remplît les places vacantes par des recrues qui arriveraient au camp le premier du mois de janvier, et seraient tenues de servir un an. Malgré les difficultés dont le congrès était environné, et quelque pitoyable que fût le système de gouvernement qui régissait les Etats-Unis, il n'est pas facile de trouver les motifs qui faisaient négliger des représentations qui semblaient intéresser si fortement la sureté publique. Cependant, d'après des lettres particulières, on peut juger que le congrès était

[1] Ils se nommaient John Paulding, David Williams, et Isaac Vanwert.

toujours divisé en deux partis, dont l'un entrait complètement dans les vues du commandant en chef. L'autre parti, qui craignait que l'armée, lorsque la paix serait faite, n'attentât contre la liberté, demeurait ferme dans la résolution de ne point augmenter la force des troupes par une organisation convenable. Saisissant avec avidité les moindres bruits qui pouvaient faire espérer que la guerre allait prendre fin, ils ne consentaient qu'à regret à des mesures qui faisaient supposer qu'elle serait peut-être de longue durée. Le commandant en chef, qui connaissait toute la force de cette jalousie si mal fondée, n'avait pas cru devoir insister aussi vivement, ni aussi souvent qu'il l'aurait désiré, sur la nécessité de composer l'armée d'hommes obligés de servir durant toute la guerre. Mais l'expérience de chaque campagne et l'embarras où l'on était pour rassembler des troupes qui pussent coopérer avec les français, le firent vaincre sa répugnance, et le déterminèrent à s'ouvrir pleinement au congrès sur ce sujet, qu'il considérait comme le plus important pour l'heureux succès de la guerre. Au mois d'août 1780, tandis que le chevalier de Ternay attendait un renfort qui pût lui donner la supériorité sur les mers

de l'Amérique septentrionale, et qu'on ignorait si le tems propre aux opérations militaires ne s'écoulerait pas entièrement avant qu'on eût rempli une seule des promesses qu'on avait faites à l'ouverture de la campagne, Washington adressa au congrès une lettre où il exprimait avec franchise ses sentimens sur ce point. A la fin, un comité fit un rapport par lequel il proposa d'organiser de nouveau les régimens, d'en réduire le nombre, et de fixer les contingens respectifs des états. Ceux-ci devaient faire des enrôlemens pour toute la durée de la guerre, et envoyer, pour le premier du mois de janvier, leurs recrues au camp; mais si au premier du mois de décembre, quelqu'un des états n'avait pu faire des levées d'hommes engagés de la sorte, il devait lui être recommandé d'en fournir qui fussent enrôlés au moins pour un an. Ceux qui voulaient une armée permanente firent les plus grands efforts pour qu'on rejettât ou qu'on modifiât cette alternative. Elle fut maintenue.

Cependant l'assemblée communiqua sa résolution au commandant en chef, pour avoir son avis. Washington renferma, dans une lettre respectueuse, ses nombreuses objections contre ce plan. Il jugea que le nombre

d'hommes fixé ne suffirait pas aux opérations de la campagne ; et pour parer à cet inconvénient, il recommanda d'augmenter, non le nombre des régimens, mais celui des hommes dans chaque corps. Il désira aussi qu'aux régimens de cavalerie on substituât des légions, parce que le genre de service auquel on pouvait employer les cavaliers, dans la guerre d'Amérique, exigeait le secours de l'infanterie, et que le manque de fourrage obligeant, pendant les quartiers que prenait l'armée, d'envoyer les chevaux à une grande distance, les fantassins de chaque légion concourraient à sa défense. La réduction du nomble des régimens lui parut une chose très-délicate. Les personnes qui connaissaient l'état des affaires ne pouvaient nier qu'on n'eût de bonnes raisons d'exécuter cette réforme. Mais la disposition d'esprit, où par l'effet de ses souffrances se trouvait l'armée, rendait extrêmement difficile l'exécution d'une mesure qui occasionerait le renvoi d'un grand nombre d'officiers. La dernière réduction en avait fait retirer beaucoup, outre ceux à qui l'on avait donné leur démission, et même elle avait laissé des germes de mécontentement parmi ceux qui étaient restés. Washington croyait que le meilleur

moyen de remédier à cet inconvénient, serait de faire un traitement honnête tant aux officiers que l'on conserverait, qu'à ceux qu'on renverrait. Il sentait la difficulté de porter pour lors ce traitement au taux convenable, ce qui ne faisait que prouver encore plus la nécessité de la mesure qu'il avait recommandée si souvent, comme la plus économique, comme la plus politique et la plus propre à parvenir au but, c'est-à-dire, la demi-paye pour la vie. Flattés par la perspective d'une récompense permanente, disait le commandant en chef, les officiers s'attacheraient au service, et se soumettraient plus facilement aux privations temporaires et aux inconvéniens que la situation des affaires publiques rendrait inévitables. Si l'on jugeait que l'esprit du gouvernement ne pourrait permettre d'adopter sa proposition, il en ferait une autre qui, bien qu'elle ne fût pas si convenable à son avis, répondrait cependant à l'objet qu'il avait en vue. Ce serait d'accorder la paye entière l'espace de sept ans.

Washington s'éleva également contre la manière dont on proposait d'opérer la réduction, et qui consistait à laisser à chaque état le choix de ceux qui demeuraient au service. Il regrettait que le congrès ne se fût

pas réservé ce soin. Il voyait sur-tout avec peine qu'on l'eût confié aux gouvernemens particuliers, parce que c'était leur donner une grande influence sur la formation de l'armée, système qu'il désapprouvait, et parce qu'il craignait qu'il n'en résultât beaucoup de confusion et d'embarras dans une opération qui demandait la plus grande circonspection. Il appréhendait aussi que le mot *choisir* ne blessât et les officiers qui seraient conservés, et ceux qui seraient congédiés. Les premiers se croiraient outragés, et les autres ne seraient point flattés d'une préférence qui leur laisserait la perspective d'éprouver la même sorte d'humiliation.

La lettre de Washington fut prise en très-grande considération, et l'on fit droit à presque tous les points qu'elle renfermait, même à ceux qui donnaient le plus d'ombrage. L'enrôlement d'une armée pour toute la durée de la guerre, et la demi-solde pour la vie, furent consacrés. Les maux des Etats-Unis eussent été abrégés de beaucoup, si ces résolutions avaient été exécutées. Le commandant en chef fit à cet égard tous les efforts dont il était capable. Il représenta vivement aux amis qu'il avait dans les différens états, combien il importait, pour que la guerre finît

non-seulement avec promptitude, mais d'une manière avantageuse, qu'on mît sur pied une armée stable. Il renouvela ses instances et ses argumens auprès des gouvernemens particuliers; il rappela leur attention sur les calamités sans nombre qu'avait entraînées la faute qu'on avait faite de confier à des forces éphémères, la défense de la liberté ; enfin il déclara qu'il était intimement convaincu qu'on s'exposerait aux plus grands dangers, si l'on persistait dans un système si funeste.

Placer les officiers de l'armée dans une situation qui leur eût rendu cher leur état, leur procurer la perspective de passer leur vieillesse à l'abri du besoin, dans un pays qu'ils auraient sauvé au prix de leur sang, au prix d'une infinité de souffrances et de dangers, et par là soustraire au mépris qui trop souvent suit la pauvreté, de braves gens qui auraient consacré au service public les plus belles années de leur vie et leur petit patrimoine, avaient toujours été un des principaux desirs du commandant en chef. La raison, la justice, son attachement pour des hommes dont il estimait les vertus et le courage, et des privations desquels il avait été témoin, lui avaient fait saisir toutes les occasions de presser le congrès à ce sujet. Ce corps ne s'en

était occupé qu'avec lenteur, et n'avait pris que progressivement et avec un regret apparent, les mesures que commandaient de plus en plus les circonstances. Au mois de mai 1778, il assura la demi-paye, durant sept ans, aux officiers qui auraient fait toute la guerre, et qui ne rempliraient point une place soldée par le public. En même tems, et par supplément, il accorda une récompense de quatre-vingts dollars à tout officier non bréveté et à tout soldat qui satisferait à la première de ces conditions. En 1779, cet objet fut de nouveau pris en considération. Après beaucoup de débats, la question fut ajournée, et l'on recommanda les officiers et les soldats aux soins de leurs gouvernemens respectifs, en déclarant que le patriotisme, la bravoure et la constance avec lesquels les troupes défendaient la liberté de leur pays, leur donnaient des droits à l'approbation et à la reconnaissance de leurs concitoyens. En 1780, les officiers généraux présentèrent à l'assemblée un mémoire où ils retraçaient vivement la triste position de l'armée, et où ils demandaient qu'on vînt à son secours pour le présent et pour l'avenir. Le congrès répondit par un nouveau renvoi, et par une autre déclaration, où il disait : « que la patience, l'abné-

« gation, le courage, la persévérance, le sa-
« crifice du tems et de la santé, étaient des
« vertus que devaient pratiquer les citoyens
« et les soldats qui luttaient pour la défense
« de leur pays; et que la modération, la fru-
« galité, la tempérance devaient être à-la-
« fois les plus solides appuis et les princi-
« paux ornemens du genre de gouvernement
« sagement institué dans plusieurs états de
« l'Union ». Cette remontrance faite à des hommes qui très-souvent manquaient de vivres en tout ou en partie, et qui se croyaient négligés, n'était point propre à calmer l'irritation des esprits.

Quelques jours après, la question fut encore agitée par le congrès, qui prit enfin des mesures plus justes. La jouissance d'un office lucratif ne fut plus considérée comme incompatible avec la demi-paye, et la gratification accordée aux sous-officiers et soldats, fut étendue aux veuves et aux enfans de ceux qui étaient morts ou qui mourraient au service de l'Union. Il fut recommandé aux différens états de faire bon à leurs troupes du déficit de la solde; et l'on arrêta qu'à l'avenir elles seraient payées en papier de nouvelle création, dont on croyait pouvoir maintenir la valeur par des emprunts et des taxes.

Tandis que le gouvernement de l'Union méditait ces résolutions si nécessaires pour conserver une armée sur pied, le tems propre aux opérations militaires s'écoulait sans qu'il arrivât rien de très-important. Cependant les armées ennemies continuèrent à s'observer réciproquement, jusqu'à ce que la saison les contraignît à prendre leurs quartiers d'hiver.

M. Talmadge, major des dragons de Sheldon, avait été posté sur les lignes du côté oriental de l'Hudson, et s'était fait remarquer par son adresse à se procurer des renseignemens exacts. Cet officier apprit qu'on avait formé à Coram sur l'île Longue, un magasin de fourrages qui n'était défendu que par la milice du pays, par quelques navires qui croisaient aux environs, et par la petite garnison du fort Saint-George, situé sur le havre du sud. Le 21 novembre, il passa avec quatre-vingts dragons le détroit, dans une partie qui avait plus de vingt milles de largeur. Il traversa l'île à la faveur de la nuit, et surprit si complètement le fort, que les assaillans entrèrent de trois côtés dans les ouvrages, avant que la garnison pût se mettre en état de défense. Les anglais se réfugièrent dans deux maisons attenantes aux fortifications, et des

fenêtres et des portes desquelles ils commencèrent à faire feu. Bientôt cet asile fut forcé. Tout le détachement, qui était composé de cinquante-quatre hommes (non compris les morts et les blessés, au nombre de sept), fut fait prisonnier. Talmadge détruisit le fort, ainsi que les munitions qu'il contenait, et un navire mouillé dans le havre méridional; et il incendia les magasins de Coram. Après avoir achevé son expédition, il repassa le détroit sans avoir perdu un seul homme. Le général ayant informé le congrès de la conduite de cet officier et de ses soldats, l'assemblée leur en témoigna sa satisfaction.

Aucune entreprise ne pouvant être formée, les troupes entrèrent, au commencement de décembre, en quartier d'hiver. Les régimens de ligne de la Pensylvanie furent postés près de Morris-Town, et ceux du Jersey près de Pompton, sur les confins du New-York et du New-Jersey. Les troupes des états de la Nouvelle-Angleterre furent placées à la pointe de l'ouest et dans les environs, sur les deux rives de l'Hudson. Les régimens de ligne de l'état de New-York demeurèrent à Albany, ville où ils avaient été envoyés pour repousser toute invasion que l'ennemi voudrait tenter par le Canada.

Le major Carlton avait, à la tête d'un corps de mille hommes, composé d'européens, d'indiens et de torys, fait une irruption dans les cantons septentrionaux du New-York, où il avait pris les forts Anne et George, dont il avait fait les garnisons prisonnières. Dans le même tems, sir John Johnson s'était montré avec un autre corps sur les bords de la Mohawk. Il avait engagé quelques escarmouches avec des troupes de l'Union et avec un régiment levé nouvellement, et la milice du pays. La brigade du général Clinton avait été envoyée au secours des américains; mais avant qu'elle eût pu atteindre le théâtre de l'action, l'ennemi s'était retiré, détruisant tout sur son passage.

Tandis que le désordre des finances, que l'épuisement du pays et la faiblesse du gouvernement de l'Union, entretenaient l'espoir de le soumettre, et déterminaient la Grande-Bretagne à continuer la guerre, l'Europe prenait un aspect menaçant, et ne semblait pas moins disposée à saper les fondemens de cette puissance, qu'à contrarier les desseins qu'elle nourrissait alors. Dans l'été de 1780, la Russie, la Suède et le Dannemark formèrent cette ligue fameuse, généralement connue sous le nom de NEUTRALITÉ ARMÉE, et

dont les principaux objets étaient de réduire la liste des articles de contrebande, et d'établir ce principe : Le pavillon couvre la marchandise. La Hollande avait aussi fait voir clairement l'intention d'adhérer à la confédération ; et il est probable que ce fut spécialement ce qui porta, vers la fin de la même année 1780, la Grande-Bretagne à lui déclarer la guerre.

L'intimité qui avait si long-tems subsisté entre les deux états, diminua sensiblement au commencement des troubles d'Amérique. La Hollande, quoiqu'elle n'eût pas, comme la maison de Bourbon, le desir d'affaiblir une puissance rivale, ne souhaitait pas moins que la France et que l'Espagne, de participer au commerce que devait produire l'indépendance des Etats-Unis. Dès les premières hostilités, les négocians hollandais, et surtout la ville d'Amsterdam, suivirent attentivement les progrès de la guerre, et se livrèrent à des spéculations qui furent profitables et avantageuses aux américains. On répondit de la manière la plus amicale aux représentations que fit à ce sujet l'ambassadeur d'Angleterre à la Haye ; mais la conduite des particuliers demeura la même.

Lorsque la guerre éclata entre la France

et la Grande-Bretagne, un grand nombre de navires hollandais qui, chargés de matériaux pour la construction des vaisseaux, se rendaient dans les ports de la première de ces puissances, furent arrêtés et conduits dans les ports d'Angleterre, quoique les traités subsistans entre les deux nations semblassent ne point prohiber cette sorte de marchandise. Attribuant ces actes de violence à la nécessité, le gouvernement britannique refusa de permettre que les bâtimens neutres portassent des munitions navales à son ennemi. Ce refus fut accompagné de protestations d'amitié, et de l'offre de payer la valeur des navires et cargaisons déjà saisis, ainsi que de la proposition d'entrer en négociation pour régler le point en litige. Les états-généraux ne voulurent point y consentir; et les négocians de toutes les grandes villes de commerce des Provinces-Unies, et spécialement ceux d'Amsterdam, se montrèrent fort irrités des pertes qu'ils avaient faites. En conséquence de cette conduite, le cabinet de Saint-James requit les secours stipulés dans les anciens traités, et prétendit que le *casus fœderis* subsistait alors. Les états-généraux ayant refusé d'acquieser à cette demande, on déclara non-avenus tous les traités conclus entre les deux puissances.

On conçoit facilement que cet état des choses était propre à faire entrer les Provinces-Unies dans la confédération de la neutralité armée. Au mois de novembre, ils accédèrent à la convention. Cependant, quelques causes qu'on ignore empêchèrent les états-généraux de signer le traité, jusqu'à ce qu'ils se trouvassent dans une situation à ne pouvoir, sans cette formalité, réclamer les secours auxquels ils devaient avoir droit en qualité de parties contractantes.

M. Lee, ministre des Etats-Unis, se rendant vers les cours de Vienne et de Berlin, avait fait rencontre de M. J. de Neufville, négociant d'Amsterdam, avec qui il avait eu plusieurs entretiens sur les moyens d'établir des rapports de commerce entre les deux nations; et ils avaient tracé le plan d'un traité éventuel. Ce projet avait reçu l'approbation du grand pensionnaire Van-Berkel, et de la ville d'Amsterdam; mais il n'avait point obtenu celle des états-généraux. M. Henry Laurens, ancien président du congrés, avait été envoyé vers leurs hautes puissances pour chercher à entrer avec elles en négociation, et pour tenter d'ouvrir un emprunt au nom de son gouvernement. Dans la traversée il avait été pris par une frégate

anglaise ; et ses papiers qu'il avait eu soin de jeter à la mer, en avaient été retirés par un matelot. Dans le nombre était le projet de traité dont nous venons de parler. Le ministère le fit passer sur-le-champ à sir Joseph York, ambassadeur d'Angleterre à la Haye, avec ordre de le mettre sous les yeux du gouvernement hollandais. Les explications n'ayant pas été jugées satisfaisantes, la cour de Londres rappela son ministre, et bientôt la guerre fut déclarée aux Provinces-Unies.

Cette démarche hardie qui ajoutait une des premières puissances maritimes de l'Europe, aux nombreux et formidables ennemis contre lesquels luttait la nation anglaise, était peut-être moins imprudente qu'on ne le jugerait d'abord. Les peuples doués d'un grand courage, d'une volonté constante et ferme, savent se tirer des conjonctures les plus critiques. L'audace leur tient lieu de prudence et les conduit en sûreté à travers les dangers auxquels ils semblent s'être exposés, et qu'une timide circonspection ne fait que rendre inévitables. C'était là probablement la situation où se trouvait le peuple anglais. La Hollande était sur le point de signer le traité de neutralité armée ; ses nombreux vaisseaux eussent été employés, sans être inquiétés, à

transporter les marchandises des ennemis de la Grande-Bretagne, à leur fournir des matériaux pour reconstruire leurs flottes ; et il eût fallu, pour l'empêcher, que l'Angleterre s'attirât sur les bras toutes les forces des puissances confédérées. Quoi qu'il en soit, l'Amérique apprit avec transport que les Provinces-Unies prenaient aussi part à la guerre, et l'on espéra que ce fléau en cesserait plus promptement.

CHAPITRE IX.

Opérations militaires dans la Caroline du sud, et dans la Géorgie.— Défaite de Fergusson. — Le lord Cornwallis entre dans la Caroline du nord. — Il en retire ses troupes. — Le major Wemys est battu par Sumpter. — Le général Greene est nommé commandant de l'armée du sud. — Il arrive au camp et détache Morgan vers la Catawba. — Bataille de la Cowpens. — L'armée américaine est poursuivie à travers la Caroline du nord et la Virginie. — Le lord Cornwallis se retire à Hillsborough. — Greene passe de nouveau la Dann. — Parti de loyalistes taillé en pièces. — Bataille de Guilford. — Le lord Cornwallis se retire aux moulins de Ramsay, puis à Wilmington. — Greene s'avance jusqu'à ces moulins, avec la résolution de pénétrer dans la Caroline du sud. — Le lord Cornwallis se détermine à marcher vers la Virginie.

Dans la partie méridionale du territoire de l'Union, partie où des intérêts de la plus grande importance devaient être décidés par des armées qui ne se composaient que de quelques régimens incomplets, et où le sort d'un pays d'une étendue immense et d'un rapport considérable, dépendait de combats qui, dans les guerres d'Europe, passeraient pour des escarmouches dont on daignerait à peine

rendre compte, le lord Cornwallis se vit, après avoir mis les américains en déroute à Camden, forcé, pendant quelques semaines, d'arrêter sa marche. Le nombre de ses troupes n'était pas moins réduit par la maladie que par les combats, et la chaleur était insupportable. Il n'avait point fait venir de Charles-Town, les munitions nécessaires pour l'expédition qu'il projetait; et il s'était manifesté dans la Caroline du sud, des dispositions si contraires aux intérêts de la Grande-Bretagne, que le général anglais jugea qu'il ne serait pas prudent de retirer de cet état une partie considérable des forces qui le comprimaient.

Nous avons déjà parlé des efforts que Sumpter avait faits dans le nord-ouest. Son exemple fut suivi en d'autres parties de l'état. Le colonel Marion, que les blessures qu'il avait reçues au siége de Charles-Town avaient contraint de se retirer dans l'intérieur du pays, avait été, ainsi que Sumpter, promu au grade de brigadier-général, par le gouverneur Rutledge. A l'approche de l'armée de Gates, il avait pénétré dans le nord-est de l'état, et s'était avancé jusqu'à la rivière de Santie avec soixante hommes seulement. Il avait été assez heureux pour faire prendre

les armes aux habitans, lorsque la nouvelle de la défaite du 16 août vint changer la disposition des esprits. Malgré le peu de forces qu'il avait, il délivra cent cinquante prisonniers que l'on conduisait à Charles-Town. Il fut obligé de s'éloigner quelque tems; mais il revint bientôt à la tête d'un parti de gens déterminés. Il se posta dans des marécages d'où il faisait de fréquentes incursions, et il escarmoucha avec succès contre la milice qui s'était réunie sous l'étendard britannique, et contre les détachemens de troupes réglées qui la soutenaient quelquefois. On ne put parvenir à s'emparer de lui; et son humanité, son respect pour les lois étaient tels, que le parti qu'il commandait ne se rendit coupable d'aucune sorte de violence.

Le tems qui s'écoula entre la journée du 16 août et l'expédition qu'il fit dans la Caroline du nord, le lord Cornwallis l'employa à étouffer dans la Caroline du sud, ce qu'on appelait l'esprit de révolte. Le général anglais semblait considérer cet état comme une province remise par la force des armes, sous l'obéissance de son souverain. Les nouveaux efforts que firent les habitans, pour se soustraire au joug, furent taxés de nouvelle rébellion; et l'on usa contr'eux d'une

sévérité qui ne fit qu'aigrir leurs ressentimens. Plusieurs de ceux qui s'étaient le plus signalés par leur activité dans la milice américaine, étaient ensuite entrés dans celle qu'avaient formée les anglais ; mais ayant été trouvés les armes à la main contre les troupes britanniques et faits prisonniers à Camden, ils furent punis du supplice des traîtres. L'ordre fut donné aux officiers qui commandaient, soit à Augusta dans la Géorgie, soit en différens postes de la Caroline du sud, d'en agir avec cette rigueur envers les hommes auxquels on pourrait faire le même reproche ; et plusieurs fois il fut mis en exécution. Une proclamation enjoignit de mettre sous le séquestre les biens de tous ceux des habitans qui étaient rangés sous les drapeaux des américains, de tous ceux qui n'étant pas compris dans la capitulation de Charles-Town, étaient au service du congrès ou agissaient d'après ses ordres, et de tous ceux enfin qui par la manifestation publique de ce qu'on appelait des principes séditieux, ou par des faits notoires, montreraient une condamnable persévérance à s'opposer au rétablissement de l'autorité royale.

Tout en prenant ces mesures, le lord Cornwallis pressait ses préparatifs pour entrer dans

la Caroline du nord. Le lendemain de la bataille de Camden, des émissaires avaient été dépêchés vers cet état, pour inviter les royalistes à prendre les armes, à se saisir de la personne de leurs ennemis les plus violens, ainsi que des magasins destinés aux troupes américaines. Les envoyés assurèrent aussi que l'armée britannique allait arriver au secours des amis du gouvernement anglais. On fit de grands efforts pour composer une milice royale; et le major Fergusson, partisan d'un mérite distingué, fut employé, dans le district de Ninety-Six, à faire entrer dans le corps qu'il commandait et de qui l'on attendait les services les plus importans, les royalistes les plus dévoués [1]. Pour exciter ceux qui habitaient les cantons les plus reculés dans l'intérieur des terres, Fergusson fut autorisé à s'avancer vers la partie occidentale de l'état près des montagnes. Il avait ordre de ne rien hasarder; mais il lui était enjoint de faire savoir au lord Cornwallis si l'ennemi, qu'on ne pouvait guère appréhender, s'approchait.

Le gros de l'armée devait se porter depuis Camden jusqu'à Charlotte-Town, dans la Caroline du nord, près de l'établissement des Waxhaws. La légion de Tarleton était chargée

[1] Stedman.

d'ouvrir la communication entre Fergusson et le lord Cornwallis, et entre les établissemens des torys sur la Cross-Creek, et dans le pays qu'on avait nommé comté de Tryon.

Le lord Cornwallis partit de Camden le 8 septembre (1780). Il n'atteignit que vers la fin de ce mois Charlotte-Town, qui ne fit qu'une faible résistance. Fergusson voulant se rendre dans cette place, fut arrêté en chemin par un événement aussi imprévu qu'important.

Parmi les habitans qui abandonnèrent leurs maisons lorsque les anglais s'emparèrent de la Géorgie et de la Caroline du sud, se trouvait le colonel Clarke, qui était du premier de ces états. Cet officier avait tracé un plan pour la réduction d'Augusta, que défendaient quelques hommes de troupes provinciales, sous les ordres du colonel Brown. A-peu-près dans le tems où le lord Cornwallis se porta vers Charlotte-Town, Clarke, à la tête d'un corps composé d'un petit nombre d'hommes levés dans les deux Carolines, marcha contre la place qu'il voulait attaquer, et en forma le siége. Brown fit une forte résistance; et à l'approche d'un renfort, venu de Ninety-Six, Clarke fut forcé de retourner promptement sur ses pas. On jugea qu'il aurait beaucoup de peine à s'échapper; et comme Fergusson était posté

de manière à lui barrer le passage, on fit savoir sur-le-champ à cet officier, ce qui s'était passé sous les murs d'Augusta. Croyant n'avoir rien à redouter d'ailleurs, Fergusson s'empressa de chercher les moyens d'arrêter Clarke. En conséquence il se rapprocha un peu plus des montagnes, et demeura dans ce pays plus long-tems qu'il ne s'était proposé de le faire. Cette mesure lui fut fatale. Elle procura à plusieurs corps de volontaires, formés par divers motifs, et commandés par différens chefs, la facilité de se réunir, et de constituer une force à laquelle Fergusson ne pouvait résister. Ces hardis montagnards, qui habitaient les parties les plus occidentales de la Virginie, montèrent à cheval, et se rassemblèrent sous les ordres des colonels Campbell, Cleveland, Shelby et Sevier, puis ils marchèrent, avec leur rapidité ordinaire, contre l'ennemi. En même tems, M. Williams, qui était colonel de la milice des environs de Ninety-Six, et les colonels Tracey et Branan, tous deux aussi de la Caroline du sud, conduisirent leur détachement vers le point contre lequel se portaient les montagnards. Fergusson averti de leur approche, se mit en marche pour gagner Charlotte-Town, et dépêcha plusieurs courriers au lord Cornwallis, pour

l'instruire de la position dangereuse où il se trouvait ; mais ils furent arrêtés par les américains, et l'on ne fit aucun mouvement en sa faveur.

Les divers corps de milice américaine, formant environ trois mille hommes, se réunirent à Gilbert-Town, place que venait de quitter Fergusson. Environ six cents carabiniers d'élite, montèrent les meilleurs chevaux, afin de poursuivre l'ennemi qui faisait retraite. Leur marche était trop rapide pour qu'il pût leur échapper. Fergusson, voyant qu'ils l'atteindraient, prit position, et les attendit sur la King's-Mountain.

Le 7 octobre, les américains parurent ; et formant trois divisions, sous les ordres de Campbell, de Shelby et de Cleveland, ils commencèrent à gravir la montagne par trois points différens. Cleveland aborda le premier l'ennemi et engagea l'action sur-le-champ. Une charge impétueuse faite la baïonnette en avant, contraignit son régiment à plier ; mais avant que celui-ci fut dispersé, le corps que commandait Shelby arriva et fit un feu très-vif contre les troupes anglaises. On l'attaqua aussi avec succès à la baïonnette. Sur ces entrefaites, un nouvel ennemi attira d'un autre côté l'attention de Fergusson. C'était le corps

que conduisait Campbell. Les anglais le repoussèrent de la même manière que les deux autres ; mais l'un de ces derniers revint à la charge, et les soldats s'étant postés derrière des arbres, tirèrent avec beaucoup d'effet sur l'ennemi. L'action dura de la sorte avec vivacité, l'espace d'environ une heure. Partout où les anglais purent se servir de la baïonnette, les assaillans cédèrent ; mais l'attaque se renouvelait en même-tems d'un autre côté. Dans cette conjoncture critique, le major Fergusson reçut une blessure mortelle, et expira sur-le-champ. Le courage de ses troupes ne lui survécut point. L'officier qui le remplaça était incapable de soutenir le combat, et les anglais demandèrent quartier.

Cent cinquante hommes du corps que commandait Fergusson furent tués sur la place ; il y eut à-peu-près le même nombre de blessés. Huit cent dix hommes, au nombre desquels il y en avait cent de troupes britanniques, furent faits prisonniers ; et l'on prit quinze cents armes d'excellente qualité.

La perte des américains qui avaient fait feu, couverts par les arbres, fut peu considérable ; mais parmi les morts de leur côté, se trouva le colonel Williams, qui fut très-re-

gretté. Comme la cruauté enfante ordinairement la cruauté, on suivit l'exemple qu'avaient donné les anglais, à Camden. Dix torys des plus actifs furent choisis parmi les prisonniers et pendus sur-le-champ.

Le détachement de Fergusson était, dit-on, de quatorze cents hommes. Ceux qui ne furent ni tués, ni faits prisonniers, se dispersèrent, et par conséquent furent perdus pour la cause de la royauté. L'anéantissement d'une si grande partie de ses forces changea totalement la position de lord Cornwallis, qui ne put continuer son expédition contre la Caroline du nord, et qui conçut de vives craintes sur les postes qu'il avait laissés derrière lui. Si les montagnards avaient profité de leurs avantages, la situation de ce général fût devenue des plus critiques. Mais il fut impossible de les tenir réunis; et d'ailleurs ils manquaient de vivres.

Se croyant sûr d'être joint par Fergusson, le général anglais s'était avancé vers Salisbury, et avait donné à la milice l'ordre de passer la Yadkin; mais aussitôt qu'il eut appris la défaite du corps qui était sous les ordres de cet officier, il se retira de Charlotte-Town, puis il commença sa marche pour sortir de la Caroline du nord. Au bout de quinze jours,

pendant lesquels elle essuya une grande fatigue, l'armée britannique gagna Wynnsboroug, poste situé entre Camden et le district de Ninety-Six. Le lord Cornwallis résolut de demeurer là jusqu'à l'arrivée des renforts qu'il attendait de New-York. La victoire du 16 août ayant agrandi les projets de conquête formés contre les états méridionaux, sir Henry Clinton avait résolu, aussitôt que le départ du comte de Guichen l'eut délivré de la crainte d'un danger pressant, de renforcer considérablement l'armée du sud. Comme on supposait que le lord Cornwallis n'éprouverait que peu de résistance dans les deux Carolines, et qu'on jugeait qu'on seconderait mieux ses desseins en faisant diversion dans la Virginie, les troupes de renfort eurent ordre d'entrer d'abord dans la baie de Chesapeak, de s'emparer des comtés inférieurs de cet état, et d'attendre ensuite que le général leur eût fait connaître ses intentions. Le détachement était de deux mille cinq cents à trois mille hommes, et avait pour chef le général Leslie. Il fit voile le 16 octobre, et après un passage très-court, il débarqua dans la baie que nous venons de nommer, et se rendit maître de tout le pays situé sur la rive méridionale, jusqu'à Suffolk. Au bout de

quelque tems Leslie retira ses avant-postes ; et commença à fortifier Portsmouth, ce qui fit croire qu'il voulait s'y maintenir. Le peu de troupes réglées qui se trouvaient dans la Virginie, furent employées à la défense de l'état, et l'on forma sur-le-champ des corps de milice considérables. Mais lorsque tout annonçait le projet d'une invasion réelle, Leslie reçut du lord Cornwallis, après la défaite de Fergusson, l'ordre de se rendre à Charles-Town par mer ; et sur-le-champ il rembarqua ses troupes, et appareilla.

Tandis que le lord Cornwallis attendait Leslie à Wynnsborough, les troupes légères de son armée cherchaient à dissiper les petits partis qui se formaient de tous côtés dans le pays. Marion, quoique rarement il eût plus de deux cents hommes sous ses ordres, et que souvent il n'en eût pas cinquante, rendait dangereuse la communication de Camden avec Charles-Town, et on le jugea assez formidable pour détacher contre lui Tarleton avec sa légion. Ne pouvant tenir tête à un ennemi si supérieur en nombre, Marion fut contraint de se réfugier entre des marais; et Tarleton qui ne put le tirer de sa retraite, ni accomplir le principal objet de son expédition, fit peser sa vengeance sur le pays. Les

établissemens voisins et tous les vivres destinés à la subsistance des habitans, furent presque entièrement détruits, et l'on traita plusieurs personnes avec une extrême rigueur. Tarleton fut bientôt forcé de se porter vers d'autres lieux, où reparaissait avec des forces considérables un ennemi qu'on avait cru totalement défait.

Sumpter avait formé un corps de milice à cheval, à la tête duquel il s'avança vers les postes occupés par les anglais; et pendant quelque tems il repoussa les partis de fourrageurs qui se montraient dans les environs de Camden. Le lord Cornwallis ayant appris qu'il s'approchait, voulut le faire surprendre dans le camp qu'il avait assis sur le bord de la large rivière; et il confia au major Wemyss l'exécution de ce projet. Cet officier partit de Wynnsborough avec le soixante-troisième régiment à cheval, et environ quarante dragons. Il arriva à sa destination quelques heures avant le jour, et aussitôt il chargea le piquet avancé, qui ne fit que peu de résistance. On prétendit que ce piquet ne tira que cinq coups de fusil; mais Wemyss en reçut deux qui le mirent hors de combat. Le commandement fut dévolu, dit-on, à un jeune lieutenant, qui ne connaissait ni le terrain, ni le plan, ni les

forces de l'ennemi. Il n'y eut bientôt plus que confusion du côté des anglais. Sumpter ayant rangé sa troupe, repoussa l'ennemi qui se retira avec perte d'environ vingt hommes et de son commandant. L'officier américain passa ensuite la large rivière, et ayant formé sa jonction avec Clarke et Brannan, il menaça le district de Ninety-Six. Inquiet sur cette position, le lord Cornwallis fit porter à Tarleton l'ordre de marcher par le chemin le plus court, contre Sumpter. Le soixante-troisième régiment fut détaché pour se joindre à lui, et le soixante et onzième s'avança jusqu'au bac de Bryersly, pour le soutenir.

Sumpter s'était approché de Ninety-Six, dans la confiance que les troupes légères britanniques étaient toujours occupées dans les parties orientales de l'état; mais telle fut la rapidité de la marche de Tarleton, qu'il avait atteint son ennemi avant que celui-ci eût eu avis de son retour. Cependant la veille du jour où l'officier anglais se proposait d'attaquer, un déserteur avertit Sumpter, qui commença à faire retraite sur-le-champ. Le lendemain matin, Tarleton apprit ce mouvement rétrograde, et avec sa promptitude accoutumée il se mit à la poursuite des américains. Parvenu à un gué de la rivière d'En-

norie, il tailla en pièces une partie de leur arrière-garde, qui attendait le retour d'une patrouille ; et il continua sa marche avec toute la célérité possible, mais de manière à ne pas séparer sa cavalerie de son infanterie.

Sumpter devait être en sûreté après avoir passé la rapide rivière du Tigre, qui coupe le chemin qu'il avait pris. Dans l'après midi, Tarleton reconnut qu'il ne pourrait l'en empêcher s'il ne changeait l'ordre de sa propre marche. Laissant son infanterie en arrière, il poussa en avant avec sa cavalerie, et une petite partie du soixante-troisième régiment qui était à cheval. Cette troupe se composait de deux cent cinquante hommes. Au bout d'une heure elle fut à la vue de Sumpter, qui avait déjà gagné le bord de la rivière du Tigre, et qui ayant eu, par le feu de ses vedettes, avis de l'approche de l'ennemi, avait posté ses troupes d'une manière avantageuse. Son corps principal était placé sur une hauteur escarpée. La rivière défendait une partie de la droite et les derrières de cette position ; et la gauche était couverte par une grange fort longue, où l'on avait jeté un grand nombre d'hommes qui pouvaient faire feu en sûreté, à travers les interstices des pièces de bois qui en composaient les mu-

railles. Un petit ruisseau coulait au pied de la colline, devant laquelle étaient un taillis et une palissade que gardaient de petits postes destinés à escarmoucher lorsque l'ennemi s'avancerait.

Avec une témérité que peut seule expliquer la méprise où il était sur le peu de résolution qu'il supposait aux américains, Tarleton, sans attendre son infanterie, ni même une pièce de campagne qu'il avait laissée en arrière, chargea sur-le-champ avec l'impétuosité qui le distinguait. Après avoir fait successivement de vains efforts pour déloger les américains, il fut repoussé. Ses troupes quittèrent le champ de bataille avec précipitation et en désordre, laissant sur la place quatre-vingt-douze morts et cent blessés. Elles continuèrent à fuir jusqu'à ce qu'elles eussent rencontré l'infanterie qui s'avançait pour les soutenir.

Après avoir conservé sa position quelques heures, Sumpter, qui avait été dangereusement blessé dans l'action, et qui savait que Tarleton recevrait des renforts dans la nuit, passa la rivière, puis ses troupes se dispersèrent. Il n'avait eu que trois hommes tués et quatre blessés.

Les anglais se prévalant de la retraite et de

la dispersion de la milice américaine, prétendirent avoir remporté la victoire; et en même tems, par une de ses résolutions, le congrès fit à Sumpter et à ceux que commandait ce général, des remercimens pour le service important qu'ils avaient rendu en cette rencontre.

Il avait fallu beaucoup de tems pour rassembler à Hillsborough les débris de l'armée battue à Camden; et l'on mit une grande activité à l'organiser de nouveau et à la renforcer. En vertu d'une lettre que le général Washington écrivit au Baron de Kaelb, mais qui ne fut reçue qu'après le 16 août, les deux régimens de ligne de Maryland et de Delaware furent réunis en un seul très-fort, dont on confia le commandement au colonel Otho, H. Williams, et auquel on adjoignit une compagnie d'infanterie légère. A l'exception de Smallwood qui devait commander une division de l'armée qu'on allait former, ceux des officiers qu'on n'employa point dans ce corps furent envoyés dans leurs états respectifs pour presser les enrôlemens, et mettre les recrues en état de servir le plutôt qu'il serait possible. Quelques hommes de troupes réglées qui n'avaient pas encore joint l'armée, arrivèrent de la Virginie; et la totalité des troupes au service

de la confédération, placées sous les ordres de Gates, était d'environ quatorze cents hommes.

La Caroline du nord avait convoqué la seconde division de sa milice, sous les généraux Davidson et Sumner. Cette division fut jointe par la cavalerie volontaire qui avait à sa tête le colonel Davie; et elle s'était avancée jusqu'à la frontière septentrionale de l'état, avant que le lord Cornwallis eût pénétré dans le pays.

Gates, en recevant l'avis que le général ennemi occupait Charlotte-Town, envoya Smallwood vers la Yadkin, en lui donnant l'ordre de se poster au gué de cette rivière, et de prendre le commandement de toutes les troupes qui se trouveraient de ce côté. Pour harceler plus efficacement l'ennemi, on détacha de l'armée, un corps de troupes légères, à la tête duquel fut placé Morgan, que le congrès, tant pour récompenser ses services que pour prévenir toute contestation sur le rang, avec les généraux de la milice, avait élevé au grade de brigadier-général.

Gates s'avança vers Charlotte-Town, lorsque le lord Cornwallis s'en éloigna. Smallwood campa plus bas, sur le chemin de Camden et le long de la Catawba; et Morgan fut posté à quelque distance sur le front.

Dans la persuasion que toute opération un peu importante serait différée jusqu'au printems, le général américain avait résolu de passer l'hiver dans cette position, lorsqu'il se vit rappelé. Le congrès, sans avoir auparavant donné aucun indice de son mécontentement, prit, le 5 octobre, une résolution, par laquelle il requit le commandant en chef de former une cour militaire qui ferait des recherches sur la conduite du major-général Gates, commandant de l'armée du Sud; et il l'invita à le faire remplacer provisoirement par quelqu'autre officier. Le major-général Greene s'était fait remarquer par Washington dans les premières campagnes, et il n'avait, dans toutes les positions où il avait été placé, cessé de se conduire de manière à confirmer la bonne opinion qu'il avait donnée de lui. En conséquence, le commandant en chef n'hésita point à le mettre à la tête de l'armée du Sud, poste aussi difficile qu'important. Dans une lettre que Washington adressa au congrès pour que l'assemblée daignât soutenir Greene de son autorité, il en parla comme d'un officier dont il avait depuis long-tems éprouvé le courage, les talens et l'intégrité. Ecrivant, sur le même sujet, à M. Mathews, délégué de la Caroline méridionale, il disait :

« J'ai répondu à vos vœux dans le choix que « j'ai fait de celui qui doit commander l'armée « du Sud. Je crois vous avoir donné un gé- « néral. Mais que peut un général sans sol- « dats, et que peuvent des soldats, sans « armes, sans munitions, sans vêtemens et « sans vivres! »

Le général Greene, après avoir passé quelque tems à faire avec le congrès, qui alors renferma les états de Delaware et du Maryland dans le commandement du Sud, les dispositions nécessaires, s'empressa d'aller se mettre à la tête de son armée; et sur son chemin il visita les gouverneurs et les assemblées législatives des contrées dont il devait tirer des secours. Il traversa la Virginie, tandis que Leslie occupait Portsmouth; et comme cet état devait lui fournir le plus de recrues et de vivres, il laissa le baron de Steuben à Richmond, tant pour commander durant l'invasion, que pour organiser et faire partir les renforts qui devaient se rendre dans la Caroline du sud. Le 2 du mois de décembre (1780), il atteignit Charlotte-Town, où le quartier-général était alors, et il y apprit, non sans plaisir, le léger avantage que, par une ruse de guerre, venait d'obtenir le lieutenant-colonel Washington.

Smallwood, qui occupait un poste à quinze milles en-deçà de cette place, tirait du pays situé entre son petit camp et les lignes britanniques, une grande partie de ses vivres. Ayant appris qu'un corps de royalistes voulait intercepter ses convois, il chargea Morgan et Washington de couvrir ses fourrageurs, et de surprendre le corps qui menaçait ceux-ci. Instruit de l'approche de Morgan, l'ennemi se retira, et de la sorte le principal objet de l'expédition fut manqué. Mais le lieutenant-colonel Washington, qui, commandant de la cavalerie, avait pu se mouvoir avec vitesse, apprit qu'un parti était posté à la ferme de Rugely, à treize milles de Camden; et il résolut de l'attaquer. Il le trouva renfermé dans une grange construite en bois, environnée d'abattis d'arbres, et complètement inaccessible à ses gens. Il eut alors recours à un stratagême qui lui réussit. Il fit peindre comme un canon, et monter sur un affût un tronc d'arbre [1]. Faisant montre de cette pièce, il somma l'ennemi de se rendre. Craignant une canonnade, tout le détachement, qui consistait en cent douze hommes, fut fait prisonnier de guerre, ayant à sa tête le colonel Rugely.

Tant pour resserrer encore plus l'espace

[1] Celui d'un pin.

circonscrit qu'occupait le général anglais, et l'empêcher de se procurer des vivres dans la partie supérieure du pays, que pour encourager les habitans et les mettre en état de former de petits magasins pour la subsistance de son armée, au cas où elle pourrait pousser en avant, Greene donna l'ordre à Morgan d'aller occuper une position sur la rive méridionale de la Catawba, près du confluent de la Pacolet, avec la large rivière, où, selon la conjoncture, il prendrait l'offensive, ou demeurerait sur la défensive. Le détachement dont il lui confia le commandement, était composé de près de quatre cents hommes choisis dans les troupes au service de la confédération, et sous les ordres du colonel Howard, des dragons de Washington, au nombre de quatre-vingts, et de deux compagnies de milice du nord et de l'ouest de la Virginie, compagnies qui avaient pour chefs, les capitaines Triplett et Late, et que formaient presque entièrement d'anciens soldats de ligne. Des compagnies de milice et de volontaires composant un corps d'environ huit cents hommes, appartenant aux deux Carolines et à la Géorgie, et commandé par le général Davidson et les colonels Clarke et Few, devaient se réunir à Morgan sur la large rivière.

Greene, après avoir fait ce détachement, descendit plus bas, en longeant la Pedie, et campa sur le bord occidental de cette rivière, vis-à-vis des montagnes de Cheraw. L'objet de ce mouvement était de procurer des vivres à son armée, et de couvrir, autant qu'il se pourrait, les fertiles environs de la Cross-Creek. Le lord Cornwallis demeurait posté à Wynnsborough, où il faisait tous ses préparatifs pour reprendre le cours de ses opérations aussitôt que Leslie l'aurait joint. Des ordres qui attendaient cet officier à Charles-Town, lui enjoignaient de ne point perdre de tems pour aller renforcer, avec quinze cents hommes, le corps d'armée principal.

Toutes les troupes américaines, sous le commandement de Greene, n'excédaient pas alors le nombre de deux mille hommes, et la milice en formait la plus grande partie. La position que ce général tenait sur la Pedie, se trouvait à soixante et dix milles au nord-est de Wynnsboroug. Morgan s'était posté, avec son détachement, au gué de Grindal, sur la Pacolet, à environ quinze milles au nord-ouest de la ville que nous venons de nommer. Son esprit entreprenant, et le courage et l'activité de ses troupes le rendaient très-formidable aux royalistes, qui s'étaient réunis

en armes dans cette contrée. Ses partis eurent sur les leurs plusieurs avantages. En une occasion, le lieutenant-colonel Washington, avec son propre régiment ou sa compagnie, et environ deux cents carabiniers de milice à cheval, engagea contre deux cent cinquante torys de la Géorgie, une action près du magasin de Hammond, à quarante milles du camp de Morgan; et il les chargea si vivement qu'il ne put s'en échapper un tiers.

Le lord Cornwallis supposant que le mouvement fait par Morgan était dirigé contre le Ninety-Six, détacha, pour couvrir ce poste important, le lieutenant-colonel Tarleton avec sa légion et d'autres troupes, conduisant deux pièces de campagne. Le tout formait environ mille hommes.

Il importait infiniment au général anglais, posté entre Greene et Morgan, d'empêcher la réunion de leurs forces, et de les frapper séparément. Afin qu'on ignorât, le plus longtems qu'il serait possible, laquelle de ces deux divisions il attaquerait la première, il donna l'ordre à Leslie de faire halte à Camden jusqu'à ce que les préparatifs de l'expédition qui devait être dirigée contre la Caroline du sud fussent terminés. Ayant résolu de pé-

nétrer dans cet état par le chemin supérieur, il mit son armée en mouvement, et la dirigea vers le nord-ouest, entre la Catawba et la large rivière. Il recommanda en même tems à Leslie de longer, en remontant, la seconde de ces rivières, et de le rejoindre dans sa marche. Il fit passer à Tarleton l'ordre d'attaquer Morgan, de le repousser le plus loin qu'il se pourrait, et à tout événement, de le chasser vers la large rivière.

Les obstacles que les inondations opposaient à des troupes embarrassées de bagages et de munitions, retardèrent Cornwallis et Leslie plus long-tems qu'ils n'avaient cru. Mais Tarleton, qui commandait les troupes légères, eut moins de peine à vaincre ces difficultés; et il atteignit Morgan avant que les deux autres divisions eussent fait dans leur marche un progrès égal au sien.

Le 14 janvier [1], Morgan fut instruit des mouvemens combinés que faisaient les divisions de l'armée britannique. Jugeant sa position dangereuse, il passa la Pacolet, dont il voulait défendre les gués; mais l'ennemi en trouva un à environ deux milles au-dessus du général américain; et le 16, les anglais effectuèrent le passage de cette rivière. Mor-

[1] 1781.

gan fit alors une retraite précipitée, et le même jour au soir, le camp qu'il avait quitté fut occupé par ceux qui le poursuivaient. Il se retira sur la Cowpens, à trois milles de la ligne qui sépare l'une de l'autre les deux Carolines. Là il fut joint par de la milice que lui amena le colonel Pickens, et il résolut de risquer une action. La prudence semblait le lui défendre; mais il avait toute confiance en lui-même et en ses troupes, et il ne voulait pas fuir lorsqu'il croyait qu'il n'y avait point de folie à combattre.

Tarleton ayant confié ses bagages à une forte garde, qui eut ordre de ne se mettre en marche qu'à la pointe du jour, recommença la poursuite le 17 à trois heures du matin. Morgan fut de bonne heure instruit de l'approche de l'ennemi, et se prépara à le recevoir. Quoique blâmé pour avoir mal choisi son terrain, et même pour avoir combattu, on ne put qu'applaudir à la manière judicieuse dont il fit ses dispositions. Il rangea en bataille, dans une sorte de clarière sur une éminence, ses troupes réglées et les deux compagnies de milice de la Virginie, ce qui formait en tout un corps de quinze cents hommes, dont le commandement fut confié au lieutenant-colonel Howard.

En arrière et sur le penchant de la montagne, fut placé en réserve le corps du lieutenant-colonel Washington. La cavalerie se posta de manière à ce qu'elle ne fût point exposée au feu de l'ennemi, qui pourrait attaquer l'infanterie, et de façon cependant à charger s'il le fallait. C'était sur ces deux corps que Morgan fondait toutes ses espérances, et il les commanda en personne. La ligne du front était entièrement composée de milice sous les ordres du colonel Pickens. Deux bataillons de volontaires, l'un de la Caroline septentrionale, et l'autre de la Géorgie, ayant pour chefs les deux majors Macdowal et Cunningham, se portèrent à soixante et quinze toises en avant. Il leur fut enjoint de ne faire qu'une seule décharge de leurs armes à l'approche de l'ennemi, et de se retirer ensuite dans les intervalles qu'on leur avait ménagés au centre. Comme on ne pensait pas que la milice pût tenir ferme long-tems, on lui recommanda de se replier par régiment, en faisant feu, jusqu'à ce qu'elle eût dépassé les troupes de ligne, à la droite desquelles elle devait se former. On a évalué à mille le nombre de ceux qui en cette occasion combattaient sous les ordres de Morgan; mais dans le compte qu'il rendit au général Greene,

deux jours après le combat, cet officier déclara qu'il n'en avait que huit cents.

Ces dispositions étaient à peine achevées, que l'avant-garde des anglais parut. Tarleton, comptant sur une victoire aisée, fit sur-le-champ former sa ligne. Il rangea en bataille, à environ cent vingt toises de la milice américaine, l'infanterie légère, sa légion et le septième régiment. L'artillerie occupa le centre, et cinquante dragons furent postés sur chaque flanc. Un bataillon du soixante et onzième régiment, et le reste de la cavalerie, formèrent un corps de réserve.

Morgan détacha pour escarmoucher, de petits partis de carabiniers, ce qui fut de peu d'utilité. La ligne anglaise s'avança avec beaucoup d'impétuosité, et faisant feu. Après avoir riposté, Macdowal et Cunningham se replièrent sur la ligne commandée par Pickens. Cette ligne fut chargée si vivement qu'elle ne put tenir, et que bientôt elle se retira vers la seconde. Les troupes anglaises continuèrent à pousser en avant avec ardeur. Les troupes au service de l'Union soutinrent le choc avec une intrépidité que ne diminua point la déroute de la première ligne; et cependant elles ne purent arrêter les progrès de l'ennemi. Peu de tems après que l'action

eut commencé avec ces troupes, Tarleton fit venir son corps de réserve. Howard s'apercevant que l'ennemi le dépassait à droite et à gauche, et s'efforçait de le tourner principalement par la droite, donna l'ordre à la compagnie qui se trouvait de ce côté, de changer de front, de manière à faire tête aux troupes anglaises. Par quelque faute ou quelque méprise de l'officier qui commandait cette compagnie, elle se replia; et tout le reste de la ligne, supposant qu'on voulait changer de position, se retira en bon ordre. Morgan poussa en avant, et ordonna à l'infanterie de se ranger sur le sommet de la colline, à environ cinquante toises de la cavalerie. Cet ordre judicieux dégagea les flancs, dont le danger était pressant. Croyant la victoire assurée, les anglais s'avancèrent avec une extrême rapidité, mais non sans quelque désordre. Les américains, qui n'étaient plus qu'à quinze toises, s'arrêtent alors. L'ordre de tenir tête à l'ennemi leur est donné, et ils l'exécutent à l'instant même où ils le reçoivent. Ils font sur les troupes anglaises une décharge aussi terrible qu'inopinée. Voyant qu'elle occasione de la confusion parmi elles, Howard saisit ce moment critique, et ordonne à son régiment de charger, la baïonnette en

avant, et leur ligne est rompue. La cavalerie de milice, commandée par Pickens, s'était portée promptement sur le champ de bataille, et avait attaché ses chevaux derrière la gauche d'Howard. Lorsque la ligne du front rompit, plusieurs hommes de cette milice s'enfuirent, et furent vivement poursuivis par la cavalerie, qui, tandis que l'infanterie de ligne se retirait, en dépassa le flanc, et coupa ceux qui étaient demeurés en arrière. Alors Washington fit charger à l'arme blanche. Il s'engagea une action très-vive, mais de peu de durée. Les anglais furent repoussés avec un grand carnage. Howard et Washington suivirent leurs avantages, jusqu'à ce que l'artillerie et presque toute l'infanterie se fussent rendues. La défaite avait été si prompte qu'une grande partie de la cavalerie anglaise n'avait pris aucune part à l'action, et qu'elle faisait retraite en conservant ses rangs. Washington la poursuivit rapidement et l'attaqua avec beaucoup d'ardeur; mais comme elle était infiniment supérieure en nombre, le parti qu'il commandait reçut un échec momentané. L'infanterie s'étant avancée pour soutenir ce parti, Tarleton continua sa retraite [1].

[1] Le lieutenant-colonel Washington, que l'ardeur de la poursuite conduisit en avant à quinze toises de son

Cette victoire décisive ne coûta que quatre-vingts hommes aux américains. Les anglais eurent plus de cent hommes de tués, et on leur fit cinq cent vingt-neuf prisonniers. Huit cents fusils, deux pièces de campagne, deux drapeaux, trente-cinq fourgons, et cent chevaux de dragons tombèrent entre les mains des vainqueurs.

Tarleton se retira au gué d'Hamilton sur la large rivière, vers le quartier-général du lord Cornwallis, qui se trouvait alors à vingt-cinq milles de la Cowpens. Le parti qu'il avait laissé derrière avec le bagage, ayant été instruit de sa défaite, mit le feu à ce qu'il ne put enlever, et rejoignit l'armée.

Malheureusement Greene n'était pas en état de profiter de l'avantage qu'on venait de remporter. Le lord Cornwallis chercha à réparer, par les plus grands efforts, la perte qu'il avait faite. Le lendemain du combat, il effectua sa jonction avec Leslie; et le jour suivant son armée fut de nouveau mise en mouvement. Le général anglais se flattait d'atteindre, avant qu'ils eussent pu passer la Catawba, les américains, qu'embarrassaient

régiment, fut enveloppé par trois officiers anglais. Un jeune domestique et un sergent qui survint, l'aidèrent à se dégager.

leur bagage et le grand nombre de leurs prisonniers. En conséquence, il poussa en avant avec toute la vîtesse dont il fut capable. Mais Morgan, qui connaissait parfaitement le danger de sa situation, et qui voulait s'assurer les fruits de sa victoire, abandonna son butin, laissa ses blessés sous la protection d'un pavillon de trève, avec des chirurgiens pour les soigner, et détacha la milice, qu'il chargea d'escorter les prisonniers jusque dans la Virginie, où il les envoya. Ayant longé la large rivière, il la passa aux gués supérieurs, puis il s'avança avec une extrême célérité vers la Catawba; et deux heures après qu'il l'eut traversée, l'avant-garde des anglais en atteignit le bord. Le 29 au soir, l'armée britannique arriva sur ce même point; et le lendemain le passage fut rendu impraticable par des torrens de pluie qui tombèrent pendant la nuit. Cette circonstance donna à Morgan la facilité de mettre en lieu de sûreté ses prisonniers, et de faire reposer ses propres troupes.

Le lord Cornwallis, en détruisant tout le bagage dont il pouvait se passer, avait converti toute son armée en un corps d'infanterie légère, que soutenait une formidable cavalerie. On sent combien il devait être difficile de lui échapper.

Le 31 janvier, Morgan étant campé près du gué de Sherwood, Greene [1] arriva et prit le commandement. Tandis que ce général était sur le bord de la Pedie, vis-à-vis des montagnes des Cheraws, il avait été joint par la légion de Lee, légion qui consistait en cent chevaux et en cent vingt hommes de pied. Le lendemain Lee avait été détaché pour surprendre un poste que l'ennemi tenait à George-Town, et qui étant à soixante et quinze milles de l'armée américaine, se croyait parfaitement en sureté. Ce poste avait été enlevé et la garnison faite prisonnière; mais les mouvemens du lord Cornwallis avaient forcé la légion à retourner promptement au camp.

Le 1.er février, de grand matin, le lord Cornwallis força un gué de la Catawba, qui était défendu par trois cents hommes de mi-

[1] En recevant avis de la victoire remportée sur le bord de la Cowpens, et de la marche de l'ennemi, Greene avait chargé une brigade de milice de la Virginie, dont le service était sur le point de cesser, de conduire les prisonniers à Charlotte-Town dans ce même état. En même tems il s'était occupé de réunir les deux divisions de l'armée; et c'était principalement dans ce dessein qu'il s'était joint à celle de Morgan, et qu'il avait laissé l'autre sous le commandement du général Huger. Le général Smallwood avait obtenu la permission de passer l'hiver dans le Maryland.

lice, appartenans à la Caroline du nord. Le général Davidson qui les commandait ayant été tué au commencement de l'action, ils se dispersèrent ; et Tarleton fut envoyé à leur poursuite. Cet officier ayant appris que plusieurs corps de citoyens armés se réunissaient à environ dix milles du gué de M'Cowam, y courut avec sa cavalerie. Il les y trouva en nombre assez considérable, et disposés à se défendre. Les ayant chargés sur-le-champ avec sa vivacité ordinaire, il enfonça leur centre, en tua près de cinquante et mit le reste en fuite. La milice des environs était alors trop fatiguée, trop découragée pour qu'on pût l'engager à se joindre à l'armée américaine, ou à s'opposer à l'invasion de son pays. Il fallut renoncer au dessein d'arrêter le lord Cornwallis sur la Catawba ; et Huger qui marchait vers Salisbury, eut ordre de changer de chemin, et de régler sa marche de manière à opérer une jonction entre les deux divisions de l'armée, sur quelque point plus au nord.

Les anglais ayant passé la rivière sans obstacle, se mirent promptement à la poursuite de l'ennemi. L'infanterie légère américaine prit le chemin de Salisbury, d'où elle s'avança vers un gué [1], sur la Yadkin, qu'elle gagna

[1] Trading-Ford.

dans la nuit du 2 février. Les troupes furent à l'autre bord avant le jour, et au moyen de radeaux, presque tout le bagage y fut aussi transporté. Cependant le lord Cornwallis suivait de si près que son avant-garde engagea une vive escarmouche avec un corps de carabiniers qui constituait l'arrière-garde des américains. Ce corps s'échappa à la faveur de l'obscurité, et une partie du bagage tomba entre les mains de l'ennemi. Greene fit amener toutes les barques, sur la rive septentrionale de la rivière, où elles furent mises à couvert. Une pluie très-forte, tombée durant la marche des deux armées, ne permit plus de passer la Yadkin le lendemain matin, ce qui sauva encore une fois l'armée américaine. Les eaux continuant toujours à croître, et un ciel nébuleux n'annonçant pas qu'elles dussent se retirer promptement, le lord Cornwallis résolut de remonter le long du bord de la rivière et de la passer à des gués peu larges, et à une faible distance de sa source. Pendant le tems que le lord exécutait cette résolution, Greene continuait sa marche vers Guilford-Court-House, où, le 9 février, il fut joint par la division que conduisait Huger. Son infanterie fut alors de deux mille hommes effectifs, au nombre desquels il en y avait six

cents de milice. Il avait entre deux cents et trois cents chevaux. Le lord Cornwallis, à la tête de deux mille cinq cents hommes, y compris trois cents cavaliers, tous parfaitement équipés, se trouvait à vingt-cinq milles. N'ayant pu empêcher les deux divisions américaines de se réunir, le général anglais semblait chercher à se porter entre Greene et la Virginie, afin de le contraindre à engager une action générale, avant qu'il pût être joint par les renforts qu'on se disposait à lui envoyer. La position alors occupée par le lord Cornwallis, favorisait l'accomplissement de son dessein. De son côté Greene était infatigable dans ses efforts pour passer la Dann, qui est la plus large et la plus méridionale des rivières dont la réunion forme la Roanoke; mais en même-temps, il évitait de s'exposer au hasard d'un combat, dont l'issue eût été fatale à son armée. En conséquence, il fit transporter vers Prince Edward - Court-House, dans la Virginie, son bagage, qu'il avait ordonné de conduire depuis la Pedie jusqu'à la Roanoke, par Hillsborough; et toute sa cavalerie et la fleur de son infanterie soutenue par quelques carabiniers de milice, furent réunies en un corps de troupes légères, d'un peu plus de sept cents hommes,

et destiné à harceler l'ennemi pour en retarder les progrès. Une grave indisposition retenant Morgan, le commandement de ce corps fut conféré au colonel Otho-H. Williams.

Le lord Cornwallis avait appris qu'il serait impossible de rassembler aux bacs de la Danu, le nombre de bateaux nécessaire pour transporter l'armée américaine avant qu'il pût l'atteindre; et comme on ne pouvait passer plus bas, il se flattait d'arrêter Greene et de l'empêcher de se retirer dans la Virginie.

Bien au-dessous de Guilfort-Court-House, étaient les deux bacs de Boyd et d'Irwine, que séparait un espace de quatre milles. Ainsi donc ils étaient si près l'un de l'autre, que l'armée pouvait s'en servir en même-tems sans s'exposer aux risques qu'eût fait courir un trop grand intervalle. Quelques hommes furent dépêchés aux bacs supérieurs, pour faire descendre tous les bateaux qu'on pourrait y trouver.

Le jour suivant les deux armées reprirent leur ligne de marche. Le corps de troupes légères força le lord Cornwallis à n'avancer [1]

[1] Le lieutenant-colonel Lee, dans cette marche, chargea vivement la cavalerie avancée des anglais, et une de leurs compagnies fut presque toute hachée.

qu'avec précaution et en bon ordre. Cependant il marcha très-rapidement, et malgré les nombreux obstacles qu'il rencontra, il fit près de trente milles par jour.

Les mesures que Greene avait prises pour se procurer des bateaux, furent couronnées du succès; et le 14 il fit, non sans beaucoup de peine, passer ses troupes et ses munitions. Dans les dernières vingt-quatre heures, l'infanterie légère avait fait quarante milles, et l'arrière-garde touchait à peine à la rive septentrionale, lorsque l'avant-garde de l'ennemi parut sur la rive opposée.

Les efforts, les fatigues, la patience des deux armées furent extrêmes dans cette course rapide de plus de deux cents milles. Dépourvues de tentes et de liqueurs fortes, manquant de vivres très-souvent, elles parcoururent des chemins tantôt couverts de glaces, tantôt profondément bourbeux. La pluie qui tomba presque sans interruption, enflait les eaux sur leur passage. Cependant elles souffrirent tout sans murmurer. La différence qu'il y eut entr'elles, fut que les anglais étaient bien équipés, tandis que les américains étaient presque nus, et que plusieurs même manquaient de chaussure.

Le général Greene ayant entièrement éva-

cué la Caroline du nord, la poursuite cessa; et le lord Cornwallis s'attacha à réduire complètement cet état. Il se rendit à Hillsborough, qui en était alors la capitale. Il y planta l'étendard royal, et invita les habitans à concourir avec lui au rétablissement de l'ancien gouvernement. Il y avait toujours eu beaucoup de royalistes dans ce pays, et le général anglais espérait que la présence de l'armée britannique les engagerait à se déclarer et à lui fournir des renforts considérables.

Lorsque le lord Cornwallis passa la Catawba, Greene écrivit aux officiers qui commandaient la milice des comtés de la Virginie les plus voisins de la Dann; il leur représenta vivement le danger qui menaçait leur pays, et les pressa de lui envoyer des secours. Ses lettres produisirent l'effet qu'il désirait; et aussitôt qu'on sut qu'il était entré sur le territoire de l'état, il lui arriva six cents hommes, dont il donna le commandement au général Stevens.

Comme il craignait infiniment que le lord Cornwallis ne recrutât, autant qu'il le désirerait, son armée, et qu'il ne parvînt à soumettre entièrement le pays si on l'en laissait tranquille possesseur, Greene n'eut pas plutôt reçu le léger renfort dont nous ve-

nons de parler, qu'il résolut de reprendre le cours des opérations militaires, et, sans engager une action générale, jusqu'à ce qu'il lui fût arrivé de nouveaux secours, de chercher à remplir cette tâche difficile de tenir la campagne contre un ennemi qui s'était signalé par sa hardiesse et par la rapidité de ses mouvemens, et dont les troupes parfaitement munies de tout, avaient encore pour elles la supériorité du nombre.

Le 18, pendant que le lord Cornwallis demeurait sur la rive opposée, la légion commandée par Lee repassa la Dann, pour surveiller les mouvemens de l'ennemi. Le 21, l'infanterie légère le fit aussi; et le 23 elle fut suivie par le gros de l'armée. Le bagage et les munitions, excepté ce qui était absolument indispensable, furent laissés dans la Virginie. Les troupes légères s'approchèrent des quartiers de l'ennemi, tandis que le reste des troupes s'avançait lentement, et sans perdre de vue les chemins qui conduisaient vers les parties occidentales du pays, parties d'où devaient arriver de grands renforts de milice, sous le commandement du colonel Campbell et de quelques officiers de la Caroline du nord [1].

[1] Les cherokis, négligés par les Etats-Unis, et

Greene ne s'était pas trompé sur les sentimens qui animaient les habitans de la Caroline du nord. En un jour, le lord Cornwallis y leva sept compagnies franches ; et à la première invitation qu'on leur fit de prendre les armes, les loyalistes se rassemblèrent sur les bords de la rivière de Haw. Tarleton fut envoyé avec une partie de sa légion, pour favoriser leurs levées, et les amener au camp. Le général américain ayant eu avis de tous ces mouvemens, détacha le lieutenant-colonel Lee avec la cavalerie de sa légion, et le général Pickens avec un corps de milice. Lee rencontra dans un défilé les royalistes, qui étaient distingués par une marque rouge placée à leur chapeau. Ils le prirent pour Tarleton, qu'ils n'avaient pas encore vu, et dont le camp n'était pas à plus d'un mille. Voyant leur méprise, l'officier américain entra dans le défilé, et reçut leurs témoignages de joie et de satisfaction. Il espérait surprendre Tar-

excités par les anglais, s'étaient déterminés à reprendre la hache de guerre. La milice des parties occidentales de la Virginie et de la Caroline du nord, entra dans leur pays, incendia presque toutes leurs bourgades (près de mille maisons), détruisit cinquante mille boisseaux de grains, tua vingt-neuf hommes, fit plusieurs prisonniers, et contraignit la nation à demander la paix.

leton ; mais malheureusement les troupes de Pickens, qui le suivaient de près, furent reconnues par les insurgens, et la fusillade commença. Comme la cavalerie anglaise ne pouvait manquer alors de prendre l'alarme, Lee changea de plan ; il attaqua les royalistes, qui le prenaient toujours pour un officier anglais ; il les tailla en pièces, tandis qu'ils lui protestaient de leur loyauté, et déclaraient qu'ils étaient les meilleurs amis du roi. On prétend qu'il en tomba sous les coups de la cavalerie américaine deux ou trois cents, au nombre desquels se trouva le colonel Pyle leur chef. Cet effroyable carnage découragea extrêmement ceux qui étaient disposés à prendre les armes en faveur de la cause royale ; et même quelques-uns des torys, qui allaient se ranger sous l'étendard britannique, retournèrent sur leurs pas, pendant qu'il en était encore tems. Quant à Tarleton, alarmé par le feu de la milice, il ordonna à ses gens de remonter à cheval, et repassant la Haw, il reprit le chemin d'Hillsborough.

Les environs de cette ville avaient été épuisés au point que le lord Cornwallis ne put en tirer aucune sorte de subsistances pour son armée. Cet inconvénient et le desir de

s'approcher davantage des royalistes qui habitaient en grand nombre entre la Haw et la profonde rivière, le déterminèrent à changer de position. Après avoir passé la première de ces rivières, il assit son camp sur le bord de la crique Allimance. A mesure que les anglais se retirèrent, les américains s'avancèrent. Greene passa, près de sa source, la branche septentrionale de la Haw, et campa entre la crique Troublesome et l'embranchement de la Reedy. N'étant pas assez fort pour engager une action, il changea de position toutes les nuits. Son infanterie légère et sa cavalerie lui rendirent les plus grands services en cette conjoncture. La dernière, quoique inférieure pour le nombre à celle de l'ennemi, avait cependant l'avantage, en ce qu'elle était mieux montée. Elle attaqua souvent avec autant de bravoure que de succès, et pénétrant dans le pays, elle intimidait tous ceux qui tenaient pour les anglais. Telle était la terreur qu'elle inspirait, que malgré les dispositions d'un grand nombre d'habitans, le lord Cornwallis avait infiniment de peine à se procurer des renseignemens sur lesquels il pût compter. Par l'effet de toutes ces causes, il lui fut impossible de forcer le général américain à livrer combat ; et le général

anglais se vit réduit à tenir ses troupes renfermées dans leurs cantonnemens.

Durant cette sorte de jeu, le lord Cornwallis se porta avec toutes ses forces vers la Reedy-Fork, sur le bord de laquelle était l'infanterie légère, qu'il espérait surprendre à la faveur d'un brouillard. Il s'engagea une escarmouche qui finit par la retraite des américains. Ceux-ci perdirent environ cinquante hommes, en confondant les blessés et les morts. Comme la retraite fut complètement couverte par les troupes réglées, qui firent essuyer aux anglais un rude échec; tandis qu'ils poursuivaient ceux avec lesquels ils avaient escarmouché, la perte de l'ennemi fut jugée plus considérable. Le général Greene se replia ensuite sur les Iron-Works, près de la Troublesome, et le lord Cornwallis se retira dans sa précédente position.

A la fin, tous les renforts qu'il attendait étant arrivés, et d'ailleurs sachant que la milice ne pourrait tenir long-tems la campagne, Greene, à son tour, chercha à livrer combat. Son corps d'infanterie légère fut dissous, et après avoir réuni toute son armée, il marcha vers Guilford-Court-House, et prit position à huit milles [1] du terrain

[1] Les rapports des anglais disent douze milles.

occupé par l'ennemi. Selon un état de revue du 13 mars, son armée était forte de quatre mille deux cent soixante et un hommes effectifs, parmi lesquels il y avait cent quatre-vingt-huit cavaliers que commandaient Washington et Lee. L'infanterie attachée au service de la confédération, se composait de près de quinze cents hommes. La milice de la Virginie et de la Caroline du sud formait le reste de l'armée. Greene choisit son champ de bataille avec discernement. N'étant pas attaqué aussi promptement qu'il avait cru devoir l'être, il craignit de se voir forcé de le changer; et même il avait résolu d'aller chercher l'ennemi, lorsque le 15 mars, de grand matin, le feu des partis qu'il avait envoyés à la découverte, lui annonça l'approche de l'armée britannique par le grand chemin de Salisbury. Il forma promptement son ordre de bataille. Tout le pays était un vaste désert, que couvraient de grands arbres dont le pied était entouré d'un sous-bois épais. Quelques espaces découverts se faisaient remarquer çà et là. L'armée américaine fut rangée en trois lignes, sur une longue colline couronnée par d'autres, qui étaient aussi tapissées de forêts. La ligne du front fut principalement formée par les deux bri-

gades de la milice des deux Carolines, brigades que composaient mille soixante hommes, non compris les officiers, et que commandaient les généraux Butler et Eaton. Elles étaient très-avantageusement postées à la lizière du bois, derrière une forte palissade qui les séparait d'une grande clarière. Les deux brigades de la Virginie, qui étaient sous les généraux Stevens et Lawson, et dont le nombre s'élevait à un peu plus de onze cents hommes, firent la seconde ligne. Elles furent placées dans le bois, à cent cinquante toises derrière la première ligne, et sur les deux côtés du chemin de Salisbury. La troisième ligne, toute composée de troupes au service de l'Union, était à la même distance de la seconde ligne que celle-ci de la première. La brigade de la Virginie, commandée par le général Huger, tenait la droite, et celle du Maryland, qui avait pour chef le colonel Williams, occupait la gauche. Deux jours avant l'action, elles offraient, réunies, un total de treize cent soixante hommes [1]; mais depuis on les avait un peu affaiblies, en détachant l'infanterie légère de Kirkwood. Elles furent rangées obliquement, leur gau-

[1] La légion d'infanterie légère n'était point comprise dans ce nombre.

che divergeant de la seconde ligne, et se trouvant en partie sur un terrain découvert. Le premier et le troisième régimens de dragons [1], la compagnie d'infanterie légère de Kirkwood et un régiment de carabiniers de milice, formèrent pour le flanc droit un corps d'observation qui fut commandé par le lieutenant-colonel Washington. La légion, consistant en cent soixante-huit hommes, tant cavaliers que fantassins et carabiniers, fit pour le flanc gauche, un autre corps d'observation qui eut pour chef le lieutenant-colonel Lee. L'artillerie fut placée sur le front de la ligne et sur le chemin qui conduisait au centre. Le bagage avait été envoyé à dix milles en arrière, aux Iron-Works, point où les troupes devaient se réunir en cas de revers.

Lorsque l'armée américaine prit la position que nous venons de décrire, le lord Cornwallis était posté près de la maison d'assemblée des Quakres, sur la profonde rivière. Il reconnut en même tems que Greene était disposé à livrer bataille, et que les forces de ce général s'étaient accrues par l'arrivée de troupes dont le service durerait peu; mais il importait trop fortement aux intérêts de l'Angleterre

[1] Il paraît que ces régimens n'étaient que des compagnies d'environ cent hommes.

de paraître conserver la supériorité en rase campagne, pour qu'il pût refuser d'engager l'action. En conséquence, ayant, le 14 au soir, envoyé sous une forte garde son bagage au moulin de Bell, situé sur la profonde rivière, et dont les habitans étaient fort attachés à la cause royale, il se prépara sur-le-champ au combat. Le lendemain matin, il se mit en marche pour attaquer Greene par-tout où il le trouverait. Son avant-garde, conduite par Tarleton, rencontra, à environ quatre milles de Guilford-Court-House, Lee dont la légion était renforcée par les carabiniers de Campbell. Il s'ensuivit une vive escarmouche; mais bientôt l'arrivée de plusieurs corps de troupes anglaises contraignit cet officier à se replier. Le lord Cornvallis continua à s'avancer jusqu'à ce qu'il fût en vue de la première ligne de l'armée américaine.

A l'apparition de la colonne britannique, on fit jouer contre elle deux canons de six livres de balles, qui étaient postés sur le chemin. L'ennemi riposta; et le lord Cornwallis fit ses dispositions pour attaquer dans l'ordre suivant. Le régiment allemand de Bosc, à la tête duquel était le général Leslie, et que soutenait le premier bataillon des gardes sous

le colonel Norton, forma la droite de la ligne. Les vingt-troisième et trente-troisième régimens, sous le lieutenant-colonel Webster, et soutenus par les grenadiers et le second bataillon des gardes, sous le général O'Hara, constituèrent la gauche. L'infanterie légère des gardes, postée sur la gauche de l'artillerie, et la cavalerie placée derrière sur le chemin, firent un corps de réserve.

Ces dispositions faites, les anglais s'avancèrent avec la résolution et le sang-froid qui caractérisent des troupes disciplinées. Malgré tous les avantages de sa position, la milice de la Caroline du nord, après avoir fait feu sur l'ennemi à la distance de soixante et dix toises, prit la fuite avec une extrême précipitation. Les généraux firent de vains efforts pour la retenir; et la plupart de ceux qui la composaient se dispersèrent dans les forêts et retournèrent dans leurs habitations.

Les anglais furent reçus plus courageusement par la seconde ligne. Stevens avait placé à vingt toises derrière sa brigade, des sentinelles auxquelles il avait donné l'ordre de tirer sur tout homme qui avant le signal de la retraite, romprait le rang et chercherait à s'échapper. L'ennemi voyant les corps qui soutenaient les flancs, fit avancer toute son infanterie de ré-

serve. Sur la droite, Leslie opposa les gardes à Lee ; et sur la gauche Webster changea son front et attaqua Washington. Durant ce tems, les grenadiers et le second bataillon des gardes s'avancèrent pour occuper le terrain que ce dernier venait de quitter. Il n'y eut que la cavalerie de Tarleton qui ne prit point de part à l'action. Comme elle formait le corps de réserve, il lui fut recommandé de se tenir fortement réunie, et de ne changer que lorsqu'elle en aurait reçu l'ordre, ou qu'il le faudrait absolument.

Le terrain n'étant pas favorable aux mouvemens des chevaux, Washington avait posté sur une éminence couverte d'un bois épais, les carabiniers de Lynch, près desquels il demeura en personne ; et il avait rangé, à cinquante toises en arrière, sa cavalerie et son infanterie de ligne. Les carabiniers lâchèrent pied à l'instant même où Webster les fit attaquer ; et Washington n'ayant pu les rallier, se réunit à ses autres troupes.

Les anglais continuèrent à avancer. On pense bien que la milice ne pouvait soutenir le choc de la baïonnette, et d'ailleurs elle n'était point munie de cette arme. A la fin, Stevens qui avait reçu une balle dans la cuisse droite, fit à sa brigade le signal de la retraite.

Peu de tems auparavant, la brigade de Lawson avait pris la fuite ; et la seconde ligne fut mise entièrement en déroute. L'ennemi marcha ensuite contre la troisième.

Les différentes divisions de l'armée britannique avaient été fort écartées les unes des autres, ayant été forcées de s'étendre à droite et à gauche pour attaquer les corps qui menaçaient leurs flancs. L'action les sépara toujours plus, et l'épaisseur du bois augmentait la difficulté de rétablir l'ordre. Cependant elles marchèrent en avant avec ardeur, mais non sans beaucoup de confusion. Greene alors se flatta de remporter une victoire complète. Le second régiment du Maryland était posté à quelque distance du premier, sur une clarière, sa gauche formant presque un angle droit avec la ligne. En s'avançant, les anglais inclinèrent sur la droite ; et immédiatement après la retraite de Stevens, le second bataillon des gardes étant entré dans l'espace dégarni d'arbres, tandis que le premier régiment du Maryland était aux prises avec le corps de Webster, se porta impétueusement contre le second qui était composé de recrues, et qui, sans attendre le choc, se retira dans le plus grand désordre. Les officiers, qui étaient des vétérans, firent de vains efforts pour les

rallier. Les gardes le poursuivirent quelque tems, et se rendirent maîtres de deux pièces de canon qui avaient été abandonnées dans la fuite. Par l'effet de ce mouvement désordonné, les anglais se trouvèrent derrière le premier régiment, que les bois et l'inégalité du terrain empêchaient de s'en apercevoir.

Greene, qui était sur la gauche, voyait ce désastre sans pouvoir le réparer. La milice était complètement en déroute; le quart des troupes de ligne avaient pris la fuite; et le général américain jugea que, n'ayant pas un seul homme en réserve, il serait imprudent de risquer les trois régimens qui lui restaient. En conséquence, il donna au colonel Greene de la Virginie, l'ordre de retirer de la ligne son régiment, et de prendre position à quelque distance en arrière, pour offrir un point de ralliement aux fuyards et couvrir la retraite de ceux qui résistaient encore.

Les gardes furent bientôt rappelés; et le lieutenant-colonel Stewart les conduisit contre le premier régiment du Maryland, que commandait le colonel Gunby. A-peu-près dans le même-tems, Webster qui avait en tête ce régiment, ainsi que la compagnie de Kirkwood et le reste du régiment de la Virginie, avait fait retraite en quelque sorte, et le feu

avait presque entièrement cessé. Dans cette conjoncture, Gunby apprit que Stewart s'approchait pour le prendre en queue. Il ordonna à l'instant même à son régiment de faire volte-face et de monter un canon sur une éminence du côté de l'ennemi. Les gardes se montrèrent bientôt sur le sommet de la colline ; et l'on fit, de part et d'autre, un feu très-vif, malgré lequel les américains continuèrent à se porter en avant. En cet instant critique arriva le lieutenant-colonel Washington, qui fit charger les gardes si vivement qu'on rompit leurs rangs.

Gunby, tandis qu'il montait la colline, eut son cheval tué sous lui ; et embarrassé dans la chute de l'animal, il fut quelque tems à se dégager. Le lieutenant-colonel Howard prit le commandement, et s'avança si rapidement que le colonel ne put l'atteindre. Le régiment n'était plus qu'à trente toises des gardes, quand ils furent chargés par la cavalerie. Presque au même instant, l'infanterie fondit sur eux la baïonnette en avant, et suivant les cavaliers, elle marcha sur le corps à tout le bataillon. Ayant pénétré dans la clarière où avait été d'abord posté le second régiment du Maryland, Howard aperçut plusieurs colonnes ennemies qui conduisaient quelques

pièces d'artillerie. Croyant son corps resté seul, il se retira en bon ordre et emmena quelques prisonniers, quoiqu'un grand nombre de gardes qui avaient été renversés par les américains, se fussent relevés et fissent feu sur lui. A-peu-près dans le même-tems, la cavalerie fit retraite aussi [1]; et le reste du régiment de la Virginie commandé par le colonel Hawes fut mis en déroute, ainsi que l'infanterie de Kirkwood. Le colonel Webster avait vivement engagé l'action avec ces corps, tandis qu'il faisait, à une plus grande distance, feu sur le premier régiment du Maryland. Il avait été serré de si près qu'il s'était vu forcé de passer un ravin derrière lequel il avait pris position, en attendant qu'il apprît où en étaient

[1] Après être entré dans la clarière, Washington qui conduisait toujours l'avant-garde, aperçut un officier entouré de plusieurs autres qui semblaient être des aides-de-camp. Croyant que c'était le lord Cornwallis, il poussait en avant, dans l'espoir de le faire prisonnier, lorsqu'il fut arrêté par un accident. Son bonnet tomba. Washington mit pied à terre pour le ramasser; et en même tems l'officier qui conduisait la colonne, reçut une balle dans le corps, et ne fut plus en état de mener son cheval, qui fit volte-face avec le cavalier, et sortit de la clarière au galop. Il fut suivi par toute la cavalerie, qui crut que ce mouvement avait été commandé.

les choses sur la droite des anglais. La cessation du feu laissa Gunby maître de tourner toutes ses forces contre les gardes. Webster, voyant le combat rétabli sur les autres parties de la ligne, était revenu à la charge; et ayant obtenu quelque avantage contre Hawes, il s'efforça de le prendre en flanc sur la droite. Greene craignant que cet officier ne fût enveloppé complètement, ordonna la retraite à-peu-près dans le tems où la gauche se retirait. Il fallut abandonner l'artillerie, qui consistait en quatre pièces de campagne avec deux caissons. Les chevaux qui les traînaient avaient été tués, et l'épaisseur du bois ne permettait de les transporter que sur le grand chemin. La retraite se fit en bon ordre, et Greene en personne conduisit l'arrière-garde. L'action avait entièrement cessé sur la droite et au centre; mais les carabiniers de Campbell maintenaient toujours, à l'extrémité de la gauche des américains, leur poste, contre le régiment de Bosc et le premier bataillon des gardes, commandés par le général Leslie.

Lorsque les gardes eurent mis en déroute la brigade commandée par Lawson, et qu'ils eurent gagné le sommet de la colline sur laquelle la milice de la Virginie avait été postée, ils furent pris en flanc sur la droite

par la légion de Lee et les carabiniers de milice. Le feu dirigé contre eux, tant de côté que de front, fut si bien nourri que leurs lignes se rompirent entièrement, et qu'ils furent repoussés derrière le régiment de Bosc, qui, s'étant avancé avec moins de rapidité, arrivait en bon ordre. Ce régiment essuya le feu des américains, jusqu'à ce que le lieutenant-colonel Norton eût rallié les gardes, et les eût ramenés à la charge. Les carabiniers les attirèrent ensuite dans un bois épais, où l'on combattit opiniatrément des deux côtés jusqu'à ce que la bataille eût été perdue sur la droite. Tarleton eut ordre alors d'aller soutenir Leslie. En arrivant, il chargea les carabiniers à pied, qui ne pouvant résister à la cavalerie se retirèrent.

Deux régimens d'infanterie et un détachement de cavalerie se mirent à la poursuite de l'aile droite et du centre des américains; mais bientôt ils furent rappelés. Il est probable que le lord Cornwallis se trouvait trop affaibli pour risquer un nouveau combat. Le général Greene avait fait halte derrière la Reedy-Fork-Creek, à trois milles du champ de bataille, pour recueillir les traîneurs. Il se retira ensuite à douze milles plus loin, aux Iron-Works, sur la Troublesome, point qu'en

cas de défaite il avait donné pour rendez-vous à son armée.

Des états dressés par les américains immédiatement après l'action, portèrent à trois cent vingt-six, officiers et soldats au service de la confédération, le nombre des morts, des blessés et de ceux qui ne reparurent pas. La milice eut soixante et quatorze hommes de tués et soixante et onze de blessés. Un grand nombre de ceux qui la composaient avant le combat, manquèrent ensuite à l'appel ; mais il paraît qu'on jugea qu'ils rejoindraient leurs corps, ou qu'ils avaient repris le chemin de leurs habitations.

Les anglais payèrent chèrement la victoire de Guilford. Selon leur rapport, ils perdirent cinq cent trente-deux hommes, en réunissant dans ce nombre les blessés et les morts. Stewart, lieutenant-colonel des gardes, fut tué dans l'action. Le lieutenant-colonel Webster, que l'on considérait comme un des meilleurs officiers qui fussent au service de la Grande-Bretagne, reçut une blessure des suites de laquelle il mourut au bout de quelques jours. La perte que fit le lord Cornwallis fut donc très-considérable, lorsqu'on la rapproche du nombre des combattans. Les américains prétendirent qu'il avait deux mille hommes sous

ses ordres ; mais selon sa propre déclaration, il n'en avait que quatorze cent quarante-cinq.

Aucune bataille, dans le cours de la guerre, ne fit plus d'honneur que celle de Guilford aux troupes britanniques. En aucune autre occasion elles n'avaient combattu en nombre si inférieur, ni dans une position si désavantageuse. Sans compter la première ligne, qui prit la fuite à l'approche de l'ennemi, l'armée du général Greene était composée de trois mille deux cents hommes, parfaitement distribués sur un terrain bien choisi.

Les motifs qui avaient porté le lord Cornwallis à risquer une action, subsistant dans toute leur force, Greene se préparait à un nouveau combat, quoique, sans parler des blessés et des morts, plus de huit cents hommes de la milice américaine n'eussent plus reparu. Mais l'armée britannique était affaiblie au point de ne pouvoir plus même conserver sa position.

En traçant le plan de l'expédition contre la Caroline du nord, on avait formé le projet de se rendre maître de Wilmington, ville située près de la jonction des deux rivières du cap Fear. Cette position offrait une communication facile avec la mer, et était la clef d'une navigation intérieure si étendue,

qu'elle atteignait presque au pays qui venait d'être le théâtre de l'action. Secondé par quelques navires, le major Craig, qui était à la tête d'un corps de trois cents hommes, s'en empara sans coup férir, et poussa ses postes à quelque distance, en remontant la rivière. Le lord Cornwallis attendit là des renforts sans lesquels il ne pouvait continuer à tenir la campagne. Avant de quitter Guilford-Court-House pour se porter vers le sud-est, et s'approcher de Wilmington, il fit une proclamation par laquelle il annonça la victoire qu'il avait remportée le 15, et invitait les loyalistes à se réunir à lui pour rétablir le bon ordre et l'ancienne forme de gouvernement. Afin de leur procurer la facilité de se rassembler sous ses drapeaux, il résolut d'établir son quartier-général à la Cross-Creek, qui, communiquant avec Wilmington par la rivière du cap Fear, lui faisait espérer qu'il pourrait tirer de cette ville tous les secours dont il aurait besoin. Sa détermination prise, il leva son camp le troisième jour après la bataille; et laissant tomber entre les mains des américains ceux de ses blessés qu'il n'était pas possible de transporter, il se rendit à petites journées vers le point qu'il avait choisi.

Le général Greene, apprenant qu'au lieu

de marcher contre lui, l'armée britannique faisait retraite, résolut de la suivre, et mit la sienne en mouvement. Des pluies continuelles, et par conséquent le mauvais état des chemins, la grande difficulté de faire subsister ses troupes dans un pays qui était alors entièrement épuisé et dont les habitans étaient mal-intentionnés, mais sur-tout la nécessité d'attendre des munitions de guerre, ralentirent sa marche au point qu'il n'arriva que le 28 du mois de mars aux moulins de Ramsay sur la profonde rivière. Il espérait y joindre le lord Cornwallis, qui s'était arrêté là; mais le général anglais s'était éloigné à l'approche de l'ennemi. Ayant passé la rivière sur un pont qu'il avait fait préparer, il s'avança vers la Cross-Creek, puis vers Wilmington, où il entra le 7 avril.

Le manque de vivres avait tellement fait souffrir l'armée américaine, que plusieurs hommes étaient tombés d'inanition dans la marche. D'ailleurs Greene voyait ses forces réduites à une poignée de troupes au service de l'Union. La milice de la Virginie n'ayant été requise que pour six semaines, était sur le point de le quitter. En de telles conjonctures, il était indispensable de cesser la poursuite; et, arrivé aux moulins de Ramsay,

Greene y renonça. Là, il tint conseil pour déterminer ce qu'il convenait de faire. Wilmington étant accessible aux vaisseaux, on ne pouvait songer à attaquer cette place; et il y avait lieu de croire que le lord Cornwallis, qui avait le choix de prendre l'offensive ou de continuer à se tenir sur la défensive, garderait infailliblement tous ses postes dans les deux états les plus méridionaux. En une telle occurrence, Greene prit la résolution, non moins hardie qu'elle était heureuse, de porter sur-le-champ la guerre dans la Caroline du sud. Il consigna les motifs de cette mesure, dans une lettre qu'il adressa au commandant en chef. Il espérait forcer l'ennemi à le suivre, ou à sacrifier tous les postes qu'il occupait dans les parties supérieures de la Caroline méridionale et de la Géorgie. Dans le premier cas, la Caroline du nord devait être entièrement délivrée de la présence de l'ennemi; et il était probable que si le second cas arrivait, les deux états méridionaux seraient rendus à l'Union, et que les postes des anglais se réduiraient, dans le sud, aux ports de Charles-Town et de Savannah.

L'armée de Greene ne se composait plus que de dix-sept cents hommes effectifs, y

compris la cavalerie et l'artillerie. Celle du lord Cornwallis a été représentée comme moins forte encore. Stedman, qui en était commissaire-général, n'en a élevé le nombre qu'à celui de quatorze cent trente-cinq hommes [1]. Telle était la faiblesse des moyens employés pour conquérir et pour défendre un pays d'une grande valeur et d'une immense étendue, un pays dont la possession importait infiniment aux deux partis.

L'avis du mouvement que Greene avait fait vers la Caroline du sud, parvint si tard à Washington, qu'il était probable que le sort du lord Rawdon serait décidé avant que le lord Cornwallis pût lui porter des secours. Cette circonstance parut donner beaucoup d'irrésolution au général anglais, qui à la fin résolut de s'avancer encore plus vers le nord en pénétrant dans la Virginie, où était entré un fort détachement de troupes britanniques, commandées par le général Arnold, qu'ensuite remplaça le major-général Phillips. En conséquence, son armée partit de Wilmington le 25 avril (1781).

[1] Cependant le général Clinton supposa que lorsqu'elles furent jointes par Leslie, le nombre des troupes, commandées par le lord Cornwallis, se monta à plus de onze mille hommes.

CHAPITRE X.

Arnold pénètre dans la Virginie et détruit les magasins de Richmond. — Il se retire à Portsmouth. — Mutinerie dans les troupes de ligne de la Pensylvanie. — Sir Henry Clinton cherche à négocier avec les mutins. — Ceux-ci traitent avec l'autorité civile. — Mutinerie dans les troupes de ligne du Jersey. — Mission du colonel Laurens en France. — Propositions faites à l'Espagne. — Recommandations au sujet d'un droit sur les marchandises importées ou prises sur l'ennemi. — Réforme dans l'organisation de diverses branches de l'autorité exécutive. — Système de confédération adopté. — Opérations militaires. — Le marquis de la Fayette se rend dans la Virginie. — M. Destouches fait voile pour la baie de Chesapeak. — Opérations de l'armée britannique dans la Virginie. — Le lord Cornwallis arrive dans cet état. — Il serre de près M. de la Fayette, sur la Rapidanna. — M. de la Fayette opère sa jonction avec Wayne. — Le lord Cornwallis se retire dans les comtés inférieurs. — Lettres du général Washington interceptées. — Action près de James-Town.

L'ÉVACUATION de Portsmouth par le général Leslie ne procura à la Virginie que peu d'instans de repos. Dès le 9 décembre 1780, le général Washington manda au gouverneur, qu'on allait embarquer à New-York

un assez grand nombre de troupes qu'on supposait devoir être envoyées vers le sud. Le 19, une flotte de bâtimens de transport, ayant à bord environ seize cents hommes, commandés par le général Arnold, partit de la Hook, sous convoi. Cette flotte fut battue par une tempête qui jeta au loin quatre cents hommes. Le reste des bâtimens mouilla, le 30, dans la rade de Hampton. Le lendemain, les troupes se rembarquèrent sur des navires propres à remonter la rivière de James, ce qu'elles firent, convoyées par deux petits vaisseaux de guerre. Le 4 janvier 1781, elles atteignirent Westover, lieu situé à environ cent quarante milles des Caps, et à vingt-cinq milles de Richmond, capitale de la Virginie. Leur destination immédiate paraissait toujours incertaine. Arnold menaçait également Richmond et Pétersbourg. La première de ces villes est située sur la rive septentrionale de la rivière de James, aux rapides, ou à la chute que fait celle-ci. Richmond est sur l'Appomattox, qui se jette au-dessus de Westover, dans la rivière que nous venons de nommer. Cette dernière ville était l'entrepôt d'une grande quantité de munitions préparées pour l'armée du sud. Le major-général, baron de Steuben, qui était toujours dans la Virginie,

supposant que Pétersbourg serait le premier point d'attaque pour l'armée britannique, y envoya près de deux cents hommes, recrutés nouvellement, et leur ordonna de transférer les magasins hors de la portée de l'ennemi.

Les comtés inférieurs de la Virginie, qui depuis l'Océan s'étendent jusqu'aux chutes des rivières, offraient de grands obstacles à la prompte réunion de la milice. Le pays était médiocrement peuplé ; on ne pouvait passer les rivières qu'après avoir fait préparer des bateaux ; et le plus petit vaisseau de guerre pouvait en faire échouer la tentative.

En atteignant Westover, Arnold débarqua la plus grande partie de son armée ; et sur-le-champ il marcha contre Richmond. Quelques troupes de ligne au service de l'Union eurent ordre de s'y porter, de Pétersbourg où elles étaient ; et environ cent cinquante hommes de milice rassemblés dans le voisinage immédiat de la place, furent destinés à harceler l'ennemi. En même tems on s'efforça de sauver les munitions, partie en les transférant à Westham, point où l'on passe l'eau au commencement des cascades, et partie en leur faisant remonter la rivière, dont le baron de Steuben prétendait défendre

le passage avec une poignée d'hommes.

Le lendemain du jour où il débarqua à Westover, Arnold entra dans Richmond, et y demeura avec cinq cents hommes. Quatre cents hommes, qui composaient le reste de ses forces, marchèrent, sous le commandement du lieutenant-colonel Simcoe, contre Westham, où ils détruisirent des ateliers d'armes et des munitions de guerre, se montant à un prix considérable. Des papiers importans qui appartenaient au gouvernement, et qu'on avait placés là comme en un lieu de sûreté, furent brûlés. Cette opération faite, Simcoe rejoignit Arnold à Richmond, où tout ce qui se trouvait dans les magasins publics fut anéanti. On s'empara même d'une grande quantité de marchandises qui appartenaient à des particuliers. Ayant quitté Richmond le lendemain, Arnold arriva le 7 à Westover. S'étant embarqué le 10, au matin, il descendit la rivière. Avant le rembarquement, Simcoe avait attaqué et dispersé à Charles-City-Court-House, un petit corps de citoyens armés.

Cependant la milice s'était rassemblée en grand nombre; mais il fut difficile de l'armer. Tandis que le baron de Steuben suivait Arnold dans sa retraite, le colonel Clarke attira dans une embuscade un parti ennemi, d'en-

viron trois cents hommes. Simcoe qui le commandait, ayant débarqué à Hoods, au coucher du soleil, et vu un petit corps d'américains jeté en avant à dessein, le poursuivit avec rapidité, jusqu'à ce qu'il eût rencontré le détachement que Clarke avait embarqué. Après avoir fait feu, non sans produire quelque effet, les américains attendirent à peine, pour fuir en désordre, que l'ennemi leur eût répondu.

Arnold descendit lentement la rivière, s'emparant de quelques magasins qu'il détruisit; et le 20, il atteignit Portsmouth, où il parut vouloir établir un poste fixe. Ne pouvant le forcer dans cette position, le baron de Steuben résolut de l'y resserrer, et en conséquence il s'empara des passages.

Dans le nord, il se passa au commencement de l'année, un événement qui, pendant quelque tems, menaça d'une ruine totale la cause des américains. Nous avons fréquemment retracé les souffrances et rappelé les privations de l'armée : elles forment une partie aussi considérable qu'intéressante de la guerre qui a consolidé l'indépendance des Etats-Unis. L'hiver même n'apportait aucun soulagement aux maux du soldat; perpétuellement il était sur le point de périr d'inanition; il manquait

de vêtemens, malgré la rigueur de cette saison; et à l'époque où est parvenue cette histoire, il n'avait point reçu de solde, il y avait près d'un an.

Il n'était pas facile de persuader aux troupes que les citoyens ne pouvaient faire de plus grands efforts, et que le poids de la guerre ne devait pas être supporté également. En conséquence leur mécontentement devint extrême. Cet état des choses nécessairement occasiona un relâchement de discipline; et les murmures qui échappèrent fréquemment aux officiers, parvinrent quelquefois jusqu'aux oreilles des soldats, et agirent puissamment sur leur esprit.

Les troupes de ligne de la Pensylvanie qui avaient été mises en quartier d'hiver aux environs de Morris-Town, joignaient un autre grief à ceux dont nous venons de parler. Lorsque le congrès invita à faire des enrôlemens pour trois ans, ou pour toute la durée de la guerre, les officiers chargés du recrutement dans cet état, au lieu de spécifier l'une ou l'autre partie de l'alternative dans les engagemens, les y insérèrent toutes les deux. L'ambiguité qui en résulta produisit l'effet qu'on en devait attendre. Les soldats voulurent se retirer à l'expiration des trois ans, et les offi-

ciers insistèrent sur le droit de les retenir, tant que durerait la guerre. Les premiers croyaient qu'on avait abusé de leur bonne foi; et ils se soumettaient avec d'autant plus de peine, qu'ils voyaient les sommes considérables qu'on donnait pour s'enrôler, à ceux qui n'étaient pas liés par un engagement.

Le mécontentement fomenté long-tems par ces causes diverses, éclata dans la nuit du 1.er janvier 1781; et presque toute la ligne se révolta. Au signal convenu, sous-officiers et soldats prennent les armes, et déclarent qu'ils ont résolu de se rendre auprès du congrès pour lui demander le redressement de leurs griefs, ajoutant que s'ils ne l'obtiennent point, ils quitteront le service. Dans les grands efforts qui se firent pour étouffer la révolte, six ou sept mutins furent blessés, un capitaine fut tué, et plusieurs autres officiers reçurent des blessures dangereuses. Le général Wayne voulut vainement interposer son autorité. Ayant bandé son pistolet, quelques-uns des plus mutins lui présentèrent la baïonnette, et il reconnut que la violence occasionerait sa perte, et peut-être le massacre de tous les officiers. Quelques régimens qui ne s'étaient pas joints aux révoltés prirent les armes par ordre de leurs

chefs ; mais quand même ils auraient consenti à se porter aux dernières extrémités, ils n'eussent pas suffi pour rétablir l'ordre. Infestés par la contagion générale, ou intimidés par les menaces de leurs camarades, ils se réunirent promptement à ceux-ci; et environ treize cents hommes se mirent en marche pour Prince-Town, avec six pièces de campagne. Dans quelques conférences tenues avec eux avant leur départ, ils donnèrent l'assurance de ne pas se joindre à l'ennemi ; mais ils déclarèrent de nouveau qu'ils ne voulaient pas être joués plus long-tems. Le lendemain, le général Wayne et les colonels Butler et Stewart, qui tous les deux jouissaient de la confiance des soldats, les suivirent, dans l'espoir de les ramener, ou au moins de les diviser. Ils les atteignirent près de Middlebrook, où ils se proposaient de camper pour passer la nuit. Le général les invita, par un message mis en écrit, à lui députer un homme par régiment. En conséquence plusieurs sergens furent le trouver, et l'entretien qui eut lieu fit espérer que l'affaire serait promptement arrangée. Cependant les soldats se remirent en marche le jour suivant, et s'avancèrent vers Prince-Town. Ils s'étaient choisi des officiers, et avaient élu pour leur commandant un sergent-

major, nommé Williams, qui était déserteur de l'ennemi. Les propositions du général et des officiers de l'état-major ayant été communiquées aux troupes, un comité de sergens, qui fut chargé de les prendre en considération, demanda :

1.° Le congé de tous ceux qui, d'après leur engagement primitif, quel qu'il eût été, avaient servi trois ans, et qui ne s'étaient pas enrôlés de nouveau pour le reste de la guerre ;

2.° Le paiement immédiat, tant à ceux qui obtiendraient leur congé, qu'aux autres, de tout ce qui leur était dû, soit en nature, soit en argent ;

3.° Le reste de leur engagement, et l'assurance que ceux qui demeureraient sous les armes seraient payés exactement, et en valeur réelle.

Le général répondit qu'on donnerait des bons pour ce qui resterait dû, et que ceux qui auraient le droit de recevoir leur congé l'obtiendraient. Les soldats demandèrent que ce dernier article fût interprété, et insistèrent pour qu'il fût dit : Tous ceux qui s'étaient originairement enrôlés pour de petits engemens. Le général n'ayant pas consenti à cette demande, l'affaire fut renvoyée à l'autorité civile.

Au premier avis de ce soulèvement, le congrès chargea un comité de se concerter avec le conseil exécutif suprême de Pensylvanie. Après la conférence, les commissaires, le gouverneur et quelques membres du conseil partirent de Philadelphie, pour s'efforcer de faire cesser ce dangereux mouvement.

Le quartier-général de Washington était alors à New-Windsor, sur la rivière du Nord. Le 3 janvier au soir, un aide-de-camp du général Wayne, apporta la nouvelle de la sédition, au commandant en chef, qui ne tarda pas non plus à connaître les propositions faites par les mutins. Si Washington avait suivi son premier mouvement, il se serait rendu dans leur camp, pour essayer de les faire rentrer dans le devoir, en employant son autorité personnelle. Mais l'affaire étant entre les mains de l'autorité civile, il ne convenait pas qu'il s'en mêlât. D'ailleurs, d'autres motifs non moins puissans le retenaient sur la rivière du Nord, dont l'accès était parfaitement libre; et par conséquent sir Henry Clinton aurait eu la plus grande facilité de transporter rapidement son armée à la pointe de l'ouest, si l'affaiblissement de la garnison l'avait invité à former une entreprise contre ce poste. De

plus, il eût été extrêmement fâcheux que l'autorité du commandant en chef eût été méconnue, et il ne pouvait conduire avec lui des forces suffisantes pour la faire respecter. A peine avait-il quatorze cents hommes effectifs dans les défilés des montagnes de l'Hudson. Toutes les divisions de son armée ne se composaient pas de plus de quatre mille hommes, et elles étaient postées à une grande distance les unes des autres. Enfin, on avait tout lieu de craindre que l'emploi de la force ne jetât les mutins entre les bras de l'ennemi. Washington crut donc qu'il devait se borner à préparer les mesures les plus efficaces pour y avoir recours au cas où l'autorité civile échouerait. Il communiqua sa résolution au général Wayne, en l'invitant à songer au reste de l'armée, dans toute concession qui pourrait être faite, et à pousser, s'il était possible, les mutins vers la Delaware, pour rendre plus difficile toute communication entr'eux et l'ennemi. En même tems, le commandant en chef pria le gouverneur de New-York de se rendre au quartier-général, pour l'aider à mettre sur pied la milice de l'état, si les circonstances l'exigeaient. Il s'occupa aussi du soin délicat de faire sonder les intentions de ses propres troupes. Il convoqua un conseil

composé de généraux et de chefs de corps, qui firent un rapport favorable des dispositions de ceux qu'ils commandaient. Alors un détachement de onze cents hommes eut ordre de se tenir prêt à marcher au premier signal. A l'instant où la révolte avait éclaté, la milice de Jersey, commandée par le général Dickinson, avait pris les armes pour s'opposer à toute incursion dans cet état, et pour coopérer, s'il était nécessaire, avec les troupes réglées.

Sir Henry Clinton apprit dans la matinée du 3 janvier, le soulèvement des troupes américaines, et sur-le-champ il prit des mesures pour mettre à profit cet événement, dont il pouvait retirer de si grands avantages. Il tint prêt à marcher un corps de troupes considérable, et le lendemain, il envoya trois émissaires faire des offres séduisantes aux révoltés, et leur proposer, pour la facilité de la négociation, de prendre position derrière la rivière du Sud, où ils seraient mis à couvert par des détachemens tirés de New-York. En même tems sir Henry Clinton s'occupait de la pointe de l'ouest, et se préparait à frapper un grand coup de ce côté, si le général Washington s'en éloignait [1]. Il ne voulait point

[1] Sir Henry Clinton disait dans une lettre qu'il écrivait au lord Germaine sur ce sujet : « Le général Was-

entrer dans le Jersey avant de bien connaître les dispositions des révoltés, que ce mouvement pourrait faire rentrer dans le devoir, s'ils étaient toujours dans des sentimens contraires aux intérêts de la Grande-Bretagne.

Les mutins s'assurèrent de la personne de ceux que leur avait envoyés le général anglais, et ils en communiquèrent les propositions au général Wayne, en protestant qu'ils les avaient rejetées, et qu'ils avaient en horreur l'idée de se joindre à l'ennemi commun. Malgré ces apparences flatteuses on conservait quelques soupçons. Les révoltés ne voulurent point livrer les émissaires, et il ne fut pas possible de les porter à passer la Delaware, ni à sortir de Prince-Town, position commode pour communiquer avec New-York. Ils refusèrent même de laisser entrer dans leur camp, d'autres officiers que ceux que nous avons nommés; et ils enjoignirent au général

« hington n'a pas encore fait bouger un seul homme de « son armée; et comme il est probable que ses troupes « feront les mêmes demandes que celles de Pensylvanie, « il y a lieu de croire qu'il ne leur fera pas faire le « moindre mouvement. Je suis cependant en situation « de profiter de tout événement favorable. Mais agir « avant de recevoir des propositions, ce serait tout « gâter. »

Saint-Clair, au marquis de la Fayette et au lieutenant-colonel Laurens, de se retirer sur-le-champ.

Les choses en étaient à ce point, lorsque les commissaires du congrès, et M. Reid, président du conseil exécutif de Pensylvanie, arrivèrent. Les premiers ayant remis leurs pouvoirs au dernier, celui-ci eut aussitôt une conférence avec les sergens qui avaient pris le commandement. Des propositions furent communiquées aux troupes, pour qu'elles les examinassent. Le gouvernement offrait :

1.° D'accorder leur congé à tous ceux qui s'étaient enrôlés indistinctement pour trois ans ou pour toute la durée de la guerre, le fait devant être vérifié par trois commissaires du pouvoir exécutif; et en cas où l'on ne pourrait produire l'engagement original, on s'en rapporterait au serment du soldat qui l'aurait contracté;

2.° De délivrer des bons qui assureraient aux soldats l'indemnité de ce qui leur aurait manqué sur leur paye, et de régler les arrérages aussitôt que le permettraient les circonstances;

3.° De fournir aux troupes sur-le-champ, divers articles d'habillement dont elles avaient le plus pressant besoin.

Après avoir entendu ces propositions, les troupes consentirent à se rendre à Trenton ; et parvenues à cette ville, elles les acceptèrent, avec cette addition, qu'elles nommeraient elles-mêmes trois commissaires pour former avec ceux du pouvoir exécutif, le bureau qui prononcerait sur les demandes de congé. L'accord fait, les émissaires anglais furent livrés, mis en jugement, condamnés et exécutés comme espions.

Jusqu'à ce qu'on eût terminé l'examen qui devait être fait, les sergens conservèrent le commandement. Ce fâcheux état des choses précipita l'affaire au point qu'avant même que les engagemens eussent été exhibés, tous ceux qui composaient l'artillerie et les cinq premiers régimens d'infanterie avaient obtenu leur congé, après avoir fait le serment convenu. Les enrôlemens ayant ensuite été produits, il fut reconnu que le plus grand nombre des hommes qu'on venait de licencier, s'étaient positivement engagés pour toute la durée de la guerre, et que parmi ceux qui restaient dans le camp, il y en avait très-peu qui fussent dans le cas de se retirer. Les congés des premiers ne furent point scellés. Les autres eurent la permission de s'absenter pendant quinze jours ; et on leur désigna les points

où ils devaient se rassembler sous le commandement de leurs officiers.

Ainsi finit cette mutinerie qu'on eût pu prévenir en accordant librement aux troupes beaucoup moins qu'elles n'arrachèrent ; et dans l'état où se trouvait l'armée, l'exemple qui venait de lui être donné était de nature à exciter les plus vives alarmes.

L'inconvénient de céder à des demandes, faites par des soldats qui avaient les armes à la main, inconvénient qui résultait peut-être d'un deni de justice, ne tarda pas à se faire sentir. L'issue qu'avait eue le soulèvement dont on vient de retracer les détails, inspira à quelques-unes des troupes du Jersey, qui étaient composées d'un grand nombre d'étrangers, le desir d'obtenir de pareils avantages, et leur en fit chercher les moyens. Dans la nuit du 20, une partie d'une brigade prit les armes à Pompton, où elle était postée, demanda précisément ce qu'on avait accordé aux troupes de Pensylvanie, et marcha vers Chatam pour y exciter à la révolte une autre partie de ce même corps.

Le général Washington qui, bien qu'il n'eût eu aucun reproche à faire aux officiers civils et militaires qui avaient transigé avec les premiers mutins, avait été fort affligé du

succès de la sédition. Sachant qu'il pouvait compter sur les troupes des états de l'est, presque toutes composées d'hommes nés dans le pays, il résolut d'arrêter, par de fortes mesures, les progrès du mal qui menaçait d'anéantir l'armée. En conséquence il fit sur-le-champ marcher contre les révoltés, un détachement qui eut ordre de les réduire à la soumission la plus absolue. Il enjoignit même au général Howe, qu'il chargea de cette expédition, de n'accorder aucune condition aux mutins, tant qu'ils seraient en état de rébellion, de se saisir de quelques-uns des principaux instigateurs, et de les faire exécuter sur-le-champ. Howe suivit littéralement les ordres qu'il avait reçus; et la brigade soulevée rentra complètement dans le devoir.

Sir Henry Clinton espérant être plus heureux avec les révoltés du Jersey qu'il ne l'avait été avec ceux de Pensylvanie, leur avait fait les mêmes offres qu'aux premiers; et le général Robertson avait passé sur Staten-Island, à la tête de trois mille hommes, dans le dessein reconnu de pénétrer dans le Jersey, et de couvrir tout mouvement que les mutins auraient pu faire du côté de New-York. L'émissaire qu'il avait employé, était dans les intérêts des américains. Il remit au colonel

Dayton ; qui commandait le poste le plus avancé, les papiers dont il était porteur. On avait distribué parmi les séditieux d'autres écrits, où l'on promettait une forte récompense à tout soldat qui joindrait les troupes anglaises, lorsqu'elles débarqueraient à Elisabeth-Town ; mais comme on vient de le voir, la révolte fut étouffée si promptement, que les moyens de la séduction demeurèrent sans effet.

Les mesures vigoureuses prises en cette occasion, furent heureusement suivies d'un changement de conduite de la part des états qui firent plus d'attention à la triste position de l'armée. Excités par les sollicitations du commandant en chef, ils firent passer aux soldats, soit à titre de gratification, soit comme une partie de ce qui leur était dû, trois mois de solde en espèces sonnantes. Les troupes enchantées, jugèrent que l'autorité civile n'était pas dépourvue de toute reconnaissance envers elles.

Quoique l'armée fût réduite à la plus grande détresse par le manque de vivres, le mécontentement des citoyens redoublait chaque jour, tant par les contributions qu'on leur imposait, que par la manière dont on les levait. On s'emparait de vive force de tout

ce qui était nécessaire pour le service public; et les taxes devant être acquittées en espèces, n'étaient pas payées, ou étaient recueillies d'une manière qui ressemblait à la contrainte. On fit de vives représentations contre ce système; et en quelques lieux, des comités furent nommés pour exprimer les griefs des citoyens.

Les hommes judicieux sentaient depuis long-tems combien il était nécessaire de revêtir de pouvoirs plus amples les délégués de la nation. Le soulèvement d'une si forte partie de l'armée, et la continuité des causes qui l'avaient produit, prouvaient l'impossibilité de soutenir désormais la guerre, si les ressources du pays se trouvaient toujours à la disposition de treize états souverains et indépendans. Mais les efforts des gens éclairés ne suffisaient pas pour rectifier cette distribution de pouvoirs, qu'on avait faite dans le premier moment, et dont l'expérience avait ensuite démontré le vice.

Pour se tirer de l'embarras où ils se trouvaient, les Etats-Unis avaient besoin d'ouvrir un emprunt à l'étranger, et ce n'était qu'en France qu'ils pouvaient espérer de le remplir. Le congrès résolut d'y envoyer à cet effet un agent, et il fit choix du lieutenant-colonel Laurens, à qui ses rapports avec le

commandant en chef avaient fait connaître d'une manière particulière l'état des choses.

Jamais l'horizon politique des Etats-Unis n'avait été couvert de plus sombres nuages. Le lord Cornwallis était en possession de la Géorgie et de la Caroline du sud. Il avait aussi parcouru la plus grande partie de la Caroline du nord; et ce n'était qu'à force d'adresse, que le général Greene se maintenait sur la frontière septentrionale de cet état. Un second détachement parti de New-York, agissait fortement dans la Virginie, où la résistance n'avait été ni aussi prompte ni aussi vigoureuse que la population de cet état et l'accord qui régnait parmi les citoyens devaient faire espérer qu'elle le serait. L'armée était parvenue au point de faiblesse le plus déplorable. Les troupes n'étaient point payées; elles étaient misérablement vêtues, et manquaient souvent de pain. Tant de souffrances avaient déjà poussé à la révolte un grand nombre de soldats; et il n'était pas facile de dire combien de tems le patriotisme des autres les leur ferait supporter encore.

L'état des affaires des américains ne pouvait être un secret pour l'ennemi. Le gouvernement anglais l'exagérait même, et comptait sur la conquête rapide de tout le pays situé

au sud et à l'ouest de l'Hudson. Des lettres, que le ministre avait écrites, mais qui furent interceptées, prouvèrent qu'il espérait vivement que la grande supériorité de force dont disposait sir Henry Clinton, contraindrait Washington et sa petite armée à se réfugier à l'est de cette rivière. Le congrès même sembla, pour un instant, avoir perdu cette fermeté qui l'avait constamment distingué, et il avait adouci ce ton tranchant avec lequel il avait soutenu les droits de ses commettans au sujet des frontières.

On se rappelle sans doute que la France et l'Espagne avaient témoigné l'intention de resserrer du côté de l'ouest les Etats-Unis, et de les priver de toute part à la navigation du Mississipi. Tant par jalousie que par d'autres motifs, l'Espagne, quoique engagée dans la guerre, avait refusé de contracter alliance avec les américains, et de lier intimement ses intérêts aux leurs. Le congrès se trouvant dans cette fâcheuse situation que nous venons de décrire, laissa voir, pour la première fois, de la disposition à sacrifier à des avantages présens, des droits très-importans, mais dont on ne pouvait jouir de long-tems. Il autorisa son ministre à Madrid, à renoncer, s'il était nécessaire, à toute prétention sur la naviga-

tion du Mississipi, au-dessous du 31.e degré de latitude septentrionale, et à la jouissance d'un port franc sur le bord de ce fleuve, et dans les limites du territoire espagnol. Il est à remarquer que le Massachussetts, le Connecticut [1] et la Caroline du nord furent les seuls états qui rejetèrent complètement cette résolution. Heureusement M. Jay, ministre américain auprès de la cour de Madrid, demanda pour prix des concessions qu'il lui était permis de faire, que le traité qui se négociait entre les deux nations fût conclu sur-le-champ. Il déclara que, sans cette condition, il ne pouvait renoncer aux droits réclamés par son pays, et que son gouvernement ne se croirait pas engagé pour l'avenir, par l'offre qu'il venait de faire en son nom. Sa conduite reçut l'approbation de l'assemblée.

Il était impossible de songer à relever le crédit national, sans établir un impôt quelconque. Ainsi donc les efforts que l'on fit pour négocier un emprunt à l'étranger, furent accompagnés de résolutions par lesquelles les divers états furent invités à mettre à la disposition du congrès une branche de revenu qui pût être constamment productive. L'as-

[1] Dans l'état de New-York, les avis furent partagés.

semblée demanda qu'on l'autorisât à lever pour le service de l'Union, un droit de cinq pour cent sur toutes les marchandises étrangères qui entreraient dans le pays, et sur tout ce qui serait jugé de bonne prise par les cours d'amirauté des Etats-Unis. Le produit de ce droit devait être affecté au paiement du principal et des intérêts de la dette publique, et être perçu jusqu'à ce qu'elle fût entièrement éteinte.

Plusieurs membres du congrès étaient convaincus qu'il serait très-avantageux que la tête de la confédération pût régler le commerce, et par conséquent augmenter les importations, selon que l'exigeraient les circonstances. Mais l'influence des états fut la plus forte; et toutes les propositions que firent les membres, furent rejetées par la pluralité. Celles même de l'assemblée ne furent point adoptées. Quelque pressans que fussent les besoins, et quoiqu'il fût évident qu'un revenu mis à la disposition du congrès procurerait les plus grands avantages, jamais les états ne purent être d'accord pour revêtir ce corps des pouvoirs qu'il avait demandés, tant les dépositaires de l'autorité ont de répugnance à la confier à d autres, et tant il est difficile d'effectuer quelque chose d'important, lorsque pour y

parvenir il faut le concours d'un grand nombre de souverainetés distinctes.

Cependant, vers cette même époque, il se fit dans l'administration un changement que les hommes éclairés désiraient depuis longtems. Les fonctions les plus importantes de la puissance exécutive avaient été confiées à des comités du congrès. Ce système s'était maintenu, quelque contraire qu'il fût à l'intérêt public et à la droite raison. A la fin, on ouvrit les yeux. Les différens comités, ou bureaux, furent remplacés par un secrétaire d'état pour les affaires étrangères, par un surintendant des finances, par un secrétaire d'état pour la guerre, et par un secrétaire d'état pour la marine. Mais l'organisation du congrès était si défectueuse, que presque toute l'année s'écoula avant que les nominations fussent faites.

Ce fut à-peu-près dans le même tems que les articles de la confédération furent agréés, quoiqu'avec beaucoup de peine. Divers amendemens contradictoires, proposés par les états respectifs, cédèrent à l'opinion que la force du pacte fédéral serait d'une grande importance pour le succès des opérations militaires. Il y eut un obstacle très-difficile à vaincre. Endedans des limites de plusieurs états, limites

fixées par des chartres, se trouvaient des territoires inhabités et d'une immense étendue, qu'on jugeait devoir être une source de richesses à l'avenir. Les états qui ne jouissaient pas d'un tel avantage, insistaient pour que ces contrées fussent considérées comme une propriété commune à toute la confédération. Cette difficulté fut enfin levée; et, à la grande satisfaction des citoyens d'Amérique, l'acte d'Union fut terminé. Cependant, ainsi qu'un grand nombre d'institutions humaines, il ne produisit point, ni durant la guerre, ni à la paix, tous les avantages qu'en avaient attendus ceux qui l'avaient le plus préconisé. Il n'eût pas été impossible, si la cessation des hostilités avait eu lieu avant qu'on eût posé le principe d'une confédération permanente, que les différentes parties se fussent isolées, et qu'il en eût résulté un démembrement. Si ce pacte, dont nous venons de parler, a entretenu les idées d'union jusqu'à ce que le bon sens de la nation lui ait fait adopter un système plus efficace, c'en est assez, sans doute, pour que les américains se rappellent avec plaisir cette mesure, et qu'ils conservent une vive reconnaissance à l'égard de ceux qui la firent adopter.

La force des positions prises sur l'Hudson par les deux armées, était telle qu'on ne pou-

vait porter un coup décisif de ce côté. En conséquence, le général Washington tourna principalement son attention vers le sud. Un de ces événemens que produit le hasard, et qui souvent ont les suites les plus importantes, offrit plutôt qu'on ne l'attendait, l'occasion d'anéantir l'armée britannique dans la Virginie

Depuis son arrivée sur la côte d'Amérique, la flotte française avait été bloquée à New-Port, et les troupes qu'elle avait transportées étaient restées dans l'inaction, afin de maintenir un poste qui leur donnât la facilité de coopérer avec les vaisseaux, pour leur sûreté réciproque. Vers la fin du mois de janvier, une division de la flotte britannique fut assaillie, près de l'extrémité orientale de l'île Longue, d'une furieuse tempête qui lui causa de si grands dommages qu'elle fit perdre momentanément à l'amiral Arbuthnot, cette supériorité qu'il avait conservée si long-tems. Le *Culloden*, vaisseau de soixante et quatorze canons, périt; le *Bedford* qui en portait autant, fut démâté, et l'*America* qui en avait soixante-quatre, fut jetée au loin en mer. M. Destouches [1], que le chevalier de la Lu-

[1] M. Destouches, capitaine de vaisseau, prit le commandement de l'escadre, après la mort de M. de Ternay, arrivée à Rhode-Island. *(Note du traducteur.)*

zerne avait invité à donner à la Virginie tous les secours compatibles avec sa position, résolut de saisir l'occasion qui venait de se présenter, et d'envoyer dans la baie de Chesapeak un vaisseau de ligne et deux frégates, forces que les délégués de l'état avaient jugées suffisantes. Washington, ayant appris les effets de la tempête, voulut aussi mettre la conjoncture à profit pour faire agir avec force contre Arnold. Il ordonna, sans attendre qu'un plan de coopération eût été tracé, de tirer des troupes de ligne de la Nouvelle-Angleterre et du New-Jersey douze cents hommes, qu'il plaça sous le commandement du marquis de la Fayette. Ce détachement devait se rendre par terre à l'extrémité intérieure de la baie de Chesapeak, pour être de là transporté, sous le convoi d'une frégate française, que Washington espérait obtenir de l'amiral, vers le point occupé par l'ennemi. Le commandant en chef écrivit au baron de Steuben, et à M. Jefferson, gouverneur de l'état, pour les presser de faire promptement tous les préparatifs nécessaires, et sur-tout pour les prier d'envoyer à la flotte française, qu'on attendait chaque jour, les pilotes les plus expérimentés. Sur-le-champ, il fit part de sa résolution au comte de Rochambeau et

à M. Destouches, leur déclarant en même tems, qu'il était convaincu de l'inutilité de faire passer des forces navales dans la baie de Chesapeak, si les vaisseaux ne portaient pas des troupes de débarquement. « Arnold, « ajoutait-il, est maître de prendre une in- « finité de positions (et Portsmouth qu'il occu- « pait alors en était une) où des batteries « dressées sur la côte, pourront protéger ses « vaisseaux de manière à leur faire braver « toute attaque par eau; des positions où il « lui sera facile de se maintenir jusqu'à ce « que les anglais aient réparé le dommage « que leur a causé la tempête, et qu'ils aient « recouvré leur supériorité sur mer. On ne « doit, avec un petit nombre de vaisseaux, « espérer d'obtenir aucun avantage impor- « tant, à moins qu'on n'ait le bonheur de « rencontrer Arnold lorsqu'il aura embarqué « ses gens, pour changer de position. Il faut, « pour assurer le succès de l'entreprise, y « employer toute la flotte et un détachement « de mille hommes. Quoique les fortifications « élevées par l'ennemi ne soient pas consi- « dérables, elles peuvent résister aux efforts « d'une poignée de troupes réglées, et de la « milice; mais sa ruine sera presque certaine, « si l'on joint aux troupes de l'Union, com-

« mandées par le marquis de la Fayette, mille « hommes de troupes françaises, et un train « d'artillerie proportionné. »

Les représentations de Washington ne furent point alors écoutées. Le premier projet avait été déjà mis en exécution. Le 9 février, un vaisseau de soixante-quatre canons et deux frégates firent voile pour la baie de Chesapeak, sous le commandement de M. de Tilly; et comme l'*America* avait rejoint les autres vaisseaux anglais, et que le *Bedford* avait été réparé, M. Destouches ne jugea pas qu'il fût prudent de remettre à la mer avec le reste de sa flotte.

Ainsi que Washington l'avait prévu, Arnold occupait une position où il n'était pas possible de le forcer. Après avoir croisé quelque tems dans la baie, et tenté sans succès d'entrer dans la rivière d'Elisabeth, M. de Tilly retourna à New-Port. Il prit entre les Caps, le *Romulus*, frégate de cinquante canons, qui arrivait de Charles-Town.

Le comte de Rochambeau et M. Destouches étaient très-disposés à suivre le plan tracé par Washington. Ainsi, quand M. de Tilly fut de retour avec son escadre renforcée par le *Romulus*, ils résolurent de se porter dans la baie de Chesapeak, avec toute la flotte, et onze

cents hommes de troupes de débarquement. En conséquence Washington réitéra l'ordre donné au marquis de la Fayette, de continuer sa marche vers le sud; et il se rendit lui-même à New-Port, pour y concerter avec les commandans français de terre et de mer, les moyens d'exécuter une entreprise du succès de laquelle il se flattait encore. Il supposait que des vaisseaux judicieusement postés dans la baie de Chesapeak pourraient en interdire l'entrée à des forces navales supérieures, et il sentait qu'il était de la plus grande importance de gagner de vîtesse pour occuper cette baie. Il arriva le 6 mars à New-Port, et aussitôt il se rendit sur le bord de l'amiral français, où il trouva le comte de Rochambeau. Il fut résolu d'embarquer sur-le-champ un corps de troupes, commandé par le comte de Viomesnil, et de mettre la flotte en mer, le plutôt qu'il serait possible. Le vent était favorable aux vaisseaux français, et contraire aux vaisseaux anglais mouillés dans la baie de Gardner. Cependant la flotte française n'appareilla que le 8 au soir. Il paraît par une lettre de M. Destouches, qu'un accident arrivé à un de ses vaisseaux, à la sortie du port, fut en partie cause de ce retard; et il y a aussi lieu de supposer qu'on dût l'attribuer au

manque de vivres. Quoi qu'il en soit, il est probable que ce fut cette circonstance qui permit à Arnold de se soustraire au sort qu'il avait mérité par sa trahison [1].

Deux jours après que M. Destouches eut quitté New-Port, il fut suivi par l'amiral Arbuthnot, qui le joignit, le 16, par le travers des Caps de la Virginie. Il s'engagea bientôt une action partielle, qui commença à deux heures et quelques minutes après midi, et finit à-peu-près à trois heures. Les deux flottes se séparèrent ensuite. M. Destouches convoqua le lendemain un conseil de guerre, où il fut décidé qu'il ne convenait point de renouveler le combat, et les vaisseaux français retournèrent à New-Port.

Les deux flottes étaient à-peu-près égales, sous le rapport du nombre des vaisseaux. Les anglais avaient, relativement à l'artillerie, une légère supériorité que les français compensaient par le nombre des combattans. Chaque parti réclama la victoire; mais tous les avantages en furent indubitablement du côté des anglais, qui firent échouer une entreprise dont ils avaient beaucoup à redouter. Ce fut cepen-

[1] Le général Washington avait recommandé à M. de la Fayette de n'accorder à Arnold aucune condition qui pût le mettre à couvert du châtiment dû à ses crimes.

dant un sujet de triomphe pour les alliés, que cette action, où les français avaient maintenu l'équilibre sans avoir des forces supérieures; et M. Destouches en reçut les remercimens du congrès, et les félicitations du commandant en chef.

M. de la Fayette avait embarqué son détachement sur l'Elk, et s'était avancé jusqu'à la ville d'Annapolis dans le Maryland, où il attendait qu'une frégate française vînt convoyer ses bâtimens. La rencontre des deux flottes et le départ de M. Destouches pour New-Port, ayant fait manquer l'objet de l'expédition, M. de la Fayette fit rentrer ses troupes dans leurs embarcations; et parvenu à l'extrémité intérieure de l'Elk, il reçut l'ordre de se réunir à l'armée du sud.

Avant qu'on eut appris à New-York que le combat naval du 16 mars avait rendu la prépondérance à l'amiral anglais, on avait embarqué dans le port de cette ville deux mille hommes, qui arrivèrent le 26 de ce mois dans la baie de Chesapeak, sous le commandement du général Phillips. Ce puissant renfort donna aux troupes britanniques, dans la Virginie, une supériorité décidée sur toutes les forces qu'on pouvait leur opposer, et changea le point de destination de M. de

la Fayette, à qui la défense de cet état fut alors confiée. La plupart des troupes placées sous ses ordres, avaient été tirées de régimens qui appartenaient aux états de l'est, et craignaient extrêmement l'influence du climat des états méridionaux. Le service auquel on les avait destinées ne devant pas être de longue durée, il n'y avait rien de préparé pour faire une campagne, dans un pays où l'on ne pouvait trouver aucun secours, même dans les plus pressans besoins. Ces causes rendirent la désertion si fréquente, que l'existence même du détachement en fut menacée. Mais un heureux expédient auquel eut recours M. de la Fayette, opéra un changement favorable. Faisant un appel aux sentimens d'honneur et de générosité de ceux qu'il commandait, sentimens auxquels il se fiait parce qu'il les partageait, il déclara dans un ordre général, qu'il était sur le point de tenter une entreprise aussi difficile que dangereuse, et qu'il était persuadé que ses soldats ne l'abandonneraient pas. Il ajouta cependant que ceux qui ne seraient pas disposés à l'accompagner, pourraient demander une permission de retourner à leur régiment, et que certainement on ne la leur refuserait pas. Cette mesure produisit son effet. Il eût été trop honteux

d'avouer qu'on renonçait à un service périlleux; et la désertion cessa sur-le-champ. Pour entretenir les heureuses dispositions qu'il avait fait naître, cet ardent et jeune guerrier, qui négligeait le soin de sa fortune pour ne songer qu'à la gloire, emprunta des négocians de Baltimore, sur son propre crédit, une somme d'argent suffisante pour fournir à son détachement les choses dont il avait besoin [1].

M. de la Fayette ayant fait toutes ses dispositions, courut au secours de la Virginie qui en avait le plus grand besoin. L'ennemi avait pénétré au cœur de l'état, et se livrait à beaucoup d'excès. A l'arrivée du détachement américain, le général Phillips se mit à la tête des troupes britanniques; et quelque tems après avoir fini de mettre Portsmouth en état de défense, il prit l'offensive. Il embarqua sur les plus petits vaisseaux de sa flotte, environ deux mille cinq cents hommes; et en remontant la rivière de James, il mit à terre des corps de troupes en diverses places, dans les environs de Williamsbourg. Plusieurs détachemens se

[1] Des souliers, du linge, des liqueurs spiritueuses, etc. Les dames de Baltimore se chargèrent de faire sur-le-champ des habits d'été pour les troupes. Les femmes donnèrent dans toutes les parties de l'Union, d'innombrables preuves de leur zèle pour la cause commune.

répandirent sur l'isthme que forment les rivières d'York et de James; et après avoir détruit, sans qu'on leur eût opposé de la résistance, un chantier qui appartenait à l'état, quelques vaisseaux armés, et les magasins publics, ils rentrèrent dans leurs navires et s'avancèrent vers City-Point, où ils prirent terre le 24 avril après-midi. Le lendemain ils marchèrent contre Pétersbourg, où était déposée une immense quantité de tabac et des munitions.

Le baron de Steuben qui commandait alors dans la Virginie, ne disposait pas d'assez de forces pour arrêter les progrès de l'ennemi. Les troupes réglées de l'état étaient allées au secours du général Greene, et toute la milice alors sur pied n'eût pas formé un corps de plus de deux mille hommes. Quand même toutes ces troupes auraient été réunies, on n'eût pu faire une vive résistance; et hasarder une action, eût été perdre des armes et jeter toujours plus de découragement dans le pays. Cependant le baron de Steuben ne voulait point, sans avoir l'air de combattre, abandonner une place aussi importante que l'était Pétersbourg. En conséquence il posta au-dessous de la ville environ deux mille hommes auxquels il donna l'ordre d'escarmoucher avec l'ennemi. Les

anglais n'ayant pu les forcer à combattre de près, perdirent deux ou trois heures à les repousser au-delà de l'Appomatox, dont le pont fut enlevé aussitôt que la milice l'eut passé, ce qui rendit la poursuite impossible.

Après cette escarmouche, qui se termina presque sans perte d'un côté ni de l'autre, le baron de Steuben se retira vers Richmond, et Phillips entra dans Pétersbourg, où il détruisit quantité de tabac, et tous les vaisseaux mouillés dans la rivière.

Cette opération terminée, Arnold fut envoyé à Osborne, petit village situé sur le bord méridional de la rivière de James, à quinze milles au-dessous de Richmond. En même tems Phillips marcha contre Chersterfield Court-House, qui était le rendez-vous des nouvelles levées de la Virginie. Il y renversa quelques casernes, et détruisit une petite quantité de munitions.

On avait rassemblé à Warwick, à mi-chemin entre Osborne et Richmond, de petits vaisseaux armés, destinés à agir de concert avec la flotte française contre Portsmouth; et quelques compagnies de milice avaient été postées sur le bord septentrional de la rivière. Sommé de se rendre, le commodore répondit qu'il avait résolu de se défendre jusqu'à l'extré-

mité. Quatre canons, deux de six et deux autres de trois livres de balles, furent immédiatement conduits vers la rive qui était presque à fleur d'eau, et se trouvait à cinquante toises du navire américain, le moins éloigné. Bientôt les vaisseaux de la flottille prirent feu. Les équipages se sauvèrent de l'autre côté de la rivière, et se dispersèrent, ainsi que la milice.

Le 30 avril, Phillips et Arnold opérèrent leur jonction dans les environs de Warwick, puis ils marchèrent contre Manchester, petite ville située sur le bord méridional de la rivière de James, absolument vis-à-vis de Richmond; et selon leur coutume, ils y réduisirent en cendres tous les magasins de tabac. La veille au soir, le marquis de la Fayette, venu de Baltimore à marches forcées, était heureusement entré avec son détachement à Richmond, où était déposée une grande quantité de munitions, et qui à ce moyen évita, pour le présent, une visite que certainement on se proposait de lui faire.

Deux mille hommes de milice et soixante dragons se réunirent aux troupes réglées qu'avait amenées M. de la Fayette. Ne jugeant pas qu'il fût à propos de tenter le passage de la rivière en présence d'un pareil nombre de

troupes, le général Phillips, détruisant sur son passage des propriétés d'une valeur immense, rétrograda jusqu'à Bermuda-Hundred, pointe de terre située au confluent de la rivière de James et de l'Appomatox. Il y rembarqua ses troupes, puis il descendit jusqu'à Hog-Island, où l'avant-garde de sa flotte arriva le 5 du mois de mai. Le marquis de la Fayette détacha de petits partis pour observer l'ennemi, et fixa son quartier-général à environ dix-huit milles de Richmond, et au nord de Chicahoming. Il y demeura jusqu'à ce qu'une lettre du lord Cornwallis eût fait remonter à Phillips la rivière de James.

Lorsque ce lord s'était déterminé à se rendre de Wilmington dans la Virginie, avec moins de deux mille hommes, il avait témoigné le desir que les troupes anglaises, postées dans cet état, prissent position à Pétersbourg. Phillips reçut, le 7 mai, la lettre dont nous venons de parler, et se disposa sur-le-champ à satisfaire à la demande qu'elle contenait. Lorsque la flotte remonta la rivière, M. de la Fayette courut défendre Richmond. A son arrivée, ayant appris que le lord Cornwallis marchait au nord, et voyant Phillips débarqué à Brandon sur le bord méridional de la rivière, il fut persuadé que les deux corps d'armée voulaient

opérer une jonction, et il s'avança promptement vers Pétersbourg pour s'en emparer avant que l'ennemi pût y arriver. Cependant il fut prévenu. La marche de Phillips fut si rapide qu'il entra dans la place à l'improviste, et qu'il y surprit des officiers, dont quelques-uns avaient été chargés de faire préparer des barques pour le service de l'armée américaine. Trompé dans son attente, et ne pouvant avec le peu de forces qu'il avait à sa disposition, attaquer aucune partie de l'armée britannique, M. de la Fayette passa de nouveau la rivière de James, puis il assit son camp à quelques milles au-dessous de Richmond; et il ne négligea rien pour placer en un lieu plus sûr, les munitions déposées dans cette ville. Ainsi posté, il laissa quelque tems respirer son armée.

Le lord Cornwallis était parti de Wilmington à la fin d'avril; et comme il n'avait rencontré aucun obstacle difficile à vaincre, il était arrivé à Petersbourg en moins d'un mois. Aussitôt il prit le commandement de toute l'armée, commandement que la mort du général Phillips [1], avait fait passer au général Arnold. Se trouvant alors à la tête de forces auxquelles rien ne pouvait résister dans la

[1] Le général Phillips est mort le 13 mai 1781.

Virginie, il résolut d'agir avec vigueur. Son premier objet était de forcer M. de la Fayette à engager une action, qui eût infailliblement entraîné la défaite de cet officier. En conséquence il mit ses troupes en mouvement, sans délai; et passant la rivière de James à Westover où il fut joint par un renfort nouvellement arrivé de New-York, il essaya de tourner le flanc droit de l'armée américaine pour la prendre en queue. M. de la Fayette, venons-nous de dire, n'était point en état de livrer un combat. Son ardeur naturelle et le regret d'être exposé au reproche d'avoir abandonné le pays sans même avoir tenté de le sauver par une bataille, exigèrent toute la force de son jugement pour l'empêcher de hasarder plus que ne permettait sa position. Les deux points qu'il devait avoir principalement en vue, étaient de mettre à couvert les magasins publics et de réserver son détachement pour se joindre aux troupes de ligne de la Pensylvanie, qui marchaient au sud, sous le commandement du général Wayne. Le premier de ces objets ayant été en grande partie accompli, et le poste de Richmond n'étant plus d'aucune importance, il l'évacua lorsque le lord Cornwallis passa la rivière de James. Il se retira dans l'intérieur du pays, en incli-

nant un peu vers le nord, pour opérer la jonction dont nous venons de parler.

La quantité de beaux chevaux que le général anglais trouva chez les particuliers, lui permit de faire monter à cheval une grande partie de son infanterie, et de faire avancer de considérables détachemens avec une rapidité extraordinaire. Au moyen de cet avantage il espérait tellement atteindre et anéantir les troupes du marquis de la Fayette, que dans une lettre qui fut ensuite interceptée, il disait avec l'ivresse de la joie : « Le jeune homme « ne peut m'échapper [1]. » Son espoir fut trompé. M. de la Fayette qui fut joint par différens corps de cavalerie volontaire de la Virginie et du Maryland, effectua sa marche avec tant de promptitude et de circonspection, que le lord Cornwallis se convainquit bientôt qu'il ne pourrait pas même l'empêcher de se réunir au général Wayne. Après avoir longé quelque-tems la rive septentrionale de la Northanna, le général anglais fit cesser la poursuite, et tourna son attention vers des objets moins importans et plus faciles.

Des magasins de munitions sans lesquelles on ne pouvait continuer la guerre dans le sud, avaient été placés en divers lieux, dans

[1] The boy cannot escape me.

la partie supérieure du pays, et principalement à la pointe que forment en se réunissant, la Rivanna et la Fluvanna, qui prennent ensuite le nom de rivière de James. Ce poste était gardé par près de six cents hommes de nouvelle levée, qui, sous le commandement du baron de Steuben, avaient marché vers les confins de la Caroline du nord, pour se joindre au général Greene, mais qui étaient retournés sur leurs pas en apprenant que le lord Cornwallis allait pénétrer dans la Virginie. Ce détachement avait fait halte à la pointe dont nous venons de parler ; et la milice du pays situé au sud de la rivière de James, avait eu ordre de le renforcer. Le colonel Simcoe marcha contre ce poste avec cinq cents hommes.

Dans le même-tems une expédition fut résolue contre Charlotte-Town où s'était formée l'assemblée générale qui s'occupait des moyens de presser les opérations militaires Le commandement fut confié au colonel Tarleton, qui partit à la tête d'un corps de deux cent cinquante hommes, tous à cheval. Il s'avança si rapidement que, sans une circonstance dont on fut redevable au hasard, il fût entré dans la place sans qu'on eût été instruit de son approche. Monté sur un cheval

très-vite, un virginien [1] qui avait conçu quelque soupçon, et qui connaissait une voie plus courte que le grand chemin, vole à Charlotte-Town et y arrive deux heures avant les anglais. Presque tous les membres de l'assemblée législative s'échappèrent, et ils se réunirent à Staunton, de l'autre côté de la chaîne des montagnes Bleues. Cependant onze d'entr'eux tombèrent en la puissance de l'ennemi. Après avoir détruit les magasins de Charlotte-Town, Tarleton descendit la Rivanna jusqu'à son confluent avec la Fluvanna.

Le détachement que commandait Simcoe étant principalement composé d'infanterie, ne put se mouvoir avec autant de rapidité. Cependant cet habile officier régla si bien sa marche, que Steuben n'en fut point averti, ou ne connut point exactement quelle était la force de l'ennemi. Instruit de la surprise de Charles-Town, il s'était prudemment occupé de faire transférer sur la rive méridionale de la Fluvanna, les magasins qui étaient à la jonction de cette rivière avec la Rivanna.

La pluie ayant gonflé la Fluvanna, il n'était pas possible de la passer au gué, et toutes les barques avaient été amarrées à la rive méridionale. Cependant le baron de Steuben qui

[1] M. Jouiette.

soupçonnait que le détachement de Simcoe était l'avant-garde de l'armée anglaise, se retira précipitamment à la faveur de la nuit, et fit près de trente milles, laissant derrière lui toutes les munitions qu'il n'avait pu faire enlever. Elles furent détruites le lendemain, par un petit parti qui passa la rivière dans des canots.

Le marquis de la Fayette, pour assurer sa jonction avec le général Wayne, et tenir la communication libre vers le nord, crut devoir passer la Rapidanna. De grosses pluies qui tombèrent à-peu-près dans ce tems, en élevèrent les eaux au point de rendre le passage extrêmement difficile à l'ennemi.

Les mouvemens des deux armées avaient placé le lord Cornwallis entre M. de la Fayette et les magasins militaires, auxquels on avait fait remonter la rivière de James, et qu'on avait déposés en différens lieux, mais principalement à Albemarle-Court-House, sur la rive méridionale de la Fluvanna. Le général anglais se dirigea vers ce point. Le marquis de la Fayette avait alors opéré sa jonction avec les troupes de ligne de la Pensylvanie, qui formaient un corps de huit cents hommes. Soutenu par ce renfort, il traversa de nouveau la Rapidanna, et pressa si vivement sa

marche, qu'il campa à quelques milles de l'armée anglaise qui se trouvait encore à plus d'un jour de marche d'Albemarle-Old-Court-House. Cette armée avait toujours une grande supériorité. Le lord Cornwallis étant persuadé que le général américain devait avoir pour objet de protéger les magasins placés sur le bord de la Fluvanna, assit son camp à Elk-Island, et fit occuper par ses troupes légères une position qui commandait le chemin par lequel il croyait que passeraient les américains. Il espérait à ce moyen, forcer l'ennemi à livrer combat ou à découvrir entièrement son flanc gauche. M. de la Fayette trouva un chemin plus court, et qu'on ne fréquentait plus depuis long-tems. Le lendemain matin, à l'instant même où il croyait saisir sa proie, le général anglais eut la mortification de voir que l'armée américaine avait passé la Rivanna, et pris derrière le Mechunck-Creek une forte position qui dominait en grande partie le chemin du camp ennemi à Albemarle-Old-Court-House, et qu'on ne pouvait attaquer sans beaucoup de danger. Un grand renfort de la milice des montagnes, se joignit aux troupes de M. de la Fayette sur ce point.

Craignant que les forces qu'on pouvait lui opposer ne fussent plus considérables qu'elles

ne l'étaient réellement, le lord Cornwallis renonça à son entreprise, et se retira d'abord à Richmond, puis à Williamsbourg. Le marquis de la Fayette le suivit avec précaution, prenant soin en même tems de rester maître de la partie supérieure du pays, et d'éviter une action générale. Le 18 juin, le baron de Steuben lui amena environ cinq cents hommes nouvellement levés. Son armée fut alors de quatre mille hommes, dont deux mille de troupes réglées. Celle du lord Cornwallis, qui était probablement un peu plus nombreuse, était entièrement composée d'hommes qui faisaient la guerre depuis long-tems; et elle avait une cavalerie bien montée, qui avait répandu la terreur dans le pays, et extrêmement intimidé la milice.

Tandis que l'armée américaine faisait retraite, M. de la Fayette qui désirait un combat partiel, quoiqu'il évitât une action générale, tint son corps principal à environ vingt milles de l'ennemi, dont les partis de troupes légères flanquaient l'arrière-garde, que couvrait aussi un fort détachement commandé par le colonel Simcoe. Celui-ci fut atteint par le colonel Butler, à six milles de Williamsbourg. On escarmoucha vivement, et il y eut de la perte des deux côtés. Les américains réclamèrent

la victoire ; mais ils furent obligés de faire retraite à l'approche de l'armée britannique tout entière. Après cette action, le marquis de la Fayette, mettant la Chicahominy entre lui et l'ennemi, dressa ses tentes à environ vingt milles au-dessus de Williamsbourg, dans une forte position près de la rivière de James.

Dans sa course rapide, à travers les parties inférieures et centrales de la Virginie, le lord Cornwallis avait fait de grands dégâts, et la perte n'était pas moins tombée sur les particuliers que sur le public [1]. Le tabac fut par-tout livré aux flammes, et les ressources de l'état se réduisirent considérablement ; mais l'ennemi n'en retira aucun avantage qui

[1] Tandis que l'armée de terre des anglais parcourait le pays, leurs vaisseaux remontaient les rivières ; et les équipages pillaient les habitations, arrêtaient les nègres fugitifs, et quelquefois incendiaient les maisons. Etant sur les bords de la Potomac, ils firent demander des vivres au Mont-Vernon. M. Lund Washington, intendant du commandant en chef, craignit pour les magnifiques bâtimens de cette résidence, et obtempéra à la réquisition. Il fut aussi à bord des vaisseaux, solliciter la remise des esclaves, et prier qu'on ménageât l'habitation. Sur-le-champ, il instruisit de ces particularités le commandant en chef, auquel en même tems, il annonça qu'il avait fait lui-même des pertes considérables. « Vos pertes m'affligent, » lui répondit le gé-

pût servir à l'accomplissement de ses vues. Quoique par différentes causes, et particulièrement par le manque d'armes, et la répugnance de la milice pour un service extrêmement pénible et sans rétribution, le général anglais n'eût point trouvé la résistance que rendaient probable la force et la population du pays, on ne fit point paraître ouvertement, dans la Virginie, si ce n'est dans un canton éloigné [1] le desir de se ranger sous l'étendard royal. Le marquis de la Fayette se plaignit de « beaucoup de lenteur et d'in-« souciance ; » mais il ajouta que « les dispo-« sitions du peuple étaient favorables, et qu'il

néral, « et les miennes me touchent peu. Ce qui me « fait le plus de peine, c'est que vous soyez allé à bord « des vaisseaux de l'ennemi, et que vous lui ayez fourni « des vivres. J'eusse appris avec moins de déplaisir que, « par suite d'un refus de votre part, il eût réduit en « cendres ma maison, et dévasté mes plantations. Vous « auriez dû vous considérer comme me représentant, « et sentir que c'était donner un mauvais exemple, que « de communiquer avec l'ennemi, et de lui porter des « munitions pour éviter un incendie. »

[1] Les loyalistes parurent disposés à prendre les armes dans le comté de Hampshire ; mais Morgan, que le mauvais état de sa santé tenait éloigné de l'armée, forma sur-le-champ un corps de carabiniers à cheval, à la tête duquel il se mit, et fit tout rentrer dans l'ordre.

« ne fallait que le stimuler ». Il pensait que la présence du général Washington suffirait pour opérer cet heureux effet, et il la désirait vivement.

Le gouverneur, la plupart des membres du congrès et une foule de citoyens respectables, invitèrent le commandant en chef à venir lui-même au secours d'un pays auquel il appartenait plus spécialement; mais Washington considérant tous les Etats-Unis comme sa patrie, et la sûreté générale comme l'objet auquel devaient se rapporter toutes ses actions, jugea devoir demeurer sur le bord de l'Hudson, pour mûrir un vaste plan d'opérations contre New-York, et pour en diriger l'exécution. D'ailleurs il était persuadé que c'était là le meilleur moyen de secourir les états méridionaux.

Un courrier chargé de lettres où Washington communiquait au congrès le résultat des conférences qu'il avait tenues avec les commandans des forces de terre et de mer de S. M. T. C., avait été arrêté dans le Jersey. Ses dépêches ayant été ouvertes, sir Henry Clinton parut concevoir des craintes pour la sureté de New-York, et résolut de rappeler une partie des troupes qui agissaient dans la Virginie. Après cette réduction de ses forces,

le lord Cornwallis se crut trop faible pour demeurer à Williamsbourg, et prit le parti de passer la rivière de James, et de se retirer à Portsmouth. En exécutant ce dessein, il campa de manière à couvrir un gué qui conduisait à l'île de James-Town, et le même soir, les chasseurs de la reine passèrent sur cette île. Les deux jours suivans furent employés à transporter le bagage.

Le lendemain du jour où le lord Cornwallis évacua Williamsbourg, le marquis de la Fayette changea de position. Après avoir traversé la Chicahominy, il poussa ses meilleures troupes à moins de neuf milles du camp de l'ennemi, dans l'espoir d'en attaquer l'arrière-garde, lorsque le corps principal aurait passé sur l'île de James-Town. Soupçonnant ce dessein, le lord Cornwallis fit camper le gros de son armée sur la terre ferme, le concentrant le plus qu'il fut possible, et il jeta sur l'île quelques corps de troupes disposées de manière à faire croire que le nombre en était considérable. Tous les rapports que recevait M. de la Fayette s'accordaient à dire que la plus grande partie des troupes britanniques avaient passé sur ce point pendant la nuit. En conséquence, le 6 juillet, il fit harceler par des carabiniers et de

la milice les avant-postes des anglais, tandis qu'à la tête de ses troupes de ligne, il s'avançait lui-même dans le dessein de couper l'arrière-garde. Tout avait été calculé pour fortifier l'erreur. Les partis de troupes légères anglaises s'étaient retirés, et les piquets qui étaient fort rapprochés du camp avaient été enfoncés sans beaucoup d'efforts. Cependant M. de la Fayette, qui arriva un peu avant le coucher du soleil, résolut de reconnaître la position de l'ennemi, et de ne s'en rapporter qu'à lui-même pour juger quelle en était la force. Des bois cachaient en grande partie le camp; mais d'une langue de terre qui s'étendait à quelque distance de la rivière, M. de la Fayette vit que les anglais étaient plus nombreux qu'il ne l'avait supposé; et il se hâta de rappeler ses gens. A son retour, il trouva Wayne aux prises avec l'ennemi, qui avait laissé une pièce d'artillerie presque sans défense. Cet officier voulut la faire enlever, et en donna l'ordre au major Galvan. A peine ce dernier s'en était acquitté, que Wayne aperçut toute l'armée britannique rangée en bataille, qui marchait contre lui. La retraite était impossible, et l'audace seule devait être écoutée. Wayne s'avança rapidement; et avec son détachement qui n'était pas de plus de huit

cents hommes, il fit une charge vigoureuse contre la ligne ennemie. Il s'engagea une action très-vive, qui dura quelques minutes. M. de la Fayette arrivant alors, reconnut que Wayne allait être enveloppé. En conséquence, il lui fit porter l'ordre de se replier et de former une ligne avec l'infanterie légère, qui était à un demi-mille de distance; puis toute l'armée américaine se retira derrière un marais. Soupçonnant que c'était un stratagême pour l'attirer dans une embuscade, erreur que favorisaient et l'heure et la hardiesse de l'attaque, le lord Cornwallis qui d'ailleurs supposait toujours cette armée plus forte qu'elle ne l'était réellement, n'osa la poursuivre. Dans le cours de la nuit, il passa sur l'île de James-Town, et bientôt il se rendit à Portsmouth.

Dans les rapports que firent les officiers des américains, il ne fut pas question de la milice, et l'on ne détermina point quelle fut la perte de leur côté. Les anglais prétendirent avoir mis en déroute le détachement qui leur avait été opposé au commencement de l'action. Il paraît que, parmi les troupes de ligne au service de la confédération, le nombre des morts, des blessés et des prisonniers fut de cent dix-huit en tout. Les deux pièces

d'artillerie dont les chevaux avaient été tués, demeurèrent sur le champ de bataille. Les anglais furent bien moins maltraités. Leur perte, dit-on, ne fut que de soixante et quinze hommes.

Après l'action qui eut lieu près de James-Town, les opérations militaires furent suspendues, et l'armée de M. de la Fayette put respirer un moment. La campagne de la Virginie rehaussa la réputation de ce jeune guerrier, et redoubla l'estime qu'on avait généralement pour lui. On jugea qu'avec des forces si inférieures, il avait dû allier la vigueur à la prudence, pour tenir la campagne dans un pays tout ouvert, et conserver une grande partie de ses munitions, ainsi que son armée.

CHAPITRE XI.

Etat des affaires au commencement de l'année 1781. — Nomination d'un surintendant des finances. — Plans tracés par Washington pour attaquer New-York. — Le comte de Rochambeau marche vers la rivière du Nord. — Prochaine arrivée du comte de Grasse. — Plan d'opérations contre le lord Cornwallis. — Combat Naval. — Les armées combinées marchent vers la baie de Chesapeak. — Expédition d'Arnold contre New-Loudon. — Investissement d'York-Town. — Reddition de l'armée commandée par le lord Cornwallis.

Les sombres nuages qui, au commencement de l'année 1781, couvraient l'horizon politique des Etats-Unis, sur-tout vers le sud, étaient loin de se dissiper du côté du nord. L'insuffisance du système de défense qu'on avait adopté, devenait toujours plus évidente. A une époque où les efforts les plus vigoureux semblaient indispensables, l'irrésolution, la faiblesse, la lenteur se montraient de toutes parts. On eût dit que chaque état craignait de se charger d'une trop forte partie du fardeau qui devait être porté en commun.

Le congrès avait résolu de mettre sur pied, pour le 1.er du mois de janvier, une armée

de trente-sept mille hommes. Les réquisitions convenables furent trop différées; et quand même on les eût faites à tems, il n'est pas probable qu'on eût pu rassembler des forces si considérables. Mais les retards apportés par les états, et les vides qui se trouvèrent dans leurs contingens, furent au-delà de tout ce qu'on pouvait raisonnablement supposer. Jamais, durant cette campagne si remarquable par l'importance et la multiplicité des opérations militaires, on ne tira plus de trois mille hommes de troupes de ligne, depuis la Pensylvanie jusqu'à la Géorgie inclusivement. Douze cents hommes de troupes du nord, commandés par le marquis de la Fayette, avaient été envoyés au secours de la Virginie. Tout le pays qui s'étend de la frontière occidentale du New-Jersey à la frontière orientale du New-Hampshire, n'avait, au mois d'avril, fourni que cinq mille hommes d'infanterie, y compris le corps dont nous venons de parler. Jamais la cavalerie ni l'artillerie réunies ne se montèrent à mille hommes. Cette petite armée se renforça lentement, et au mois de mai, elle était de près de sept mille hommes, nombre où l'on ne comptait guère plus de quatre mille combattans. D'ailleurs les recrues étaient arrivées

trop tard au camp, pour qu'on eût pu les familiariser avec le service militaire.

Les succès de la campagne furent de plus en plus compromis, faute d'approvisionnemens. Les vêtemens, que depuis long-tems on attendait d'Europe, n'étaient point encore arrivés; et ce retard était aussi inexplicable qu'affligeant [1]. Mais ce fut le manque de vivres qui occasiona les alarmes les plus vives.

Lorsque le congrès eut pris la résolution de ne plus créer de papier-monnaie, le soin

[1] « Je commence à cette époque, » disait, le 1.er mai 1781, le général Washington, « un précis des opérations militaires, etc. Je regrette de ne pas l'avoir entrepris depuis le commencement de la guerre. Je désire que la multiplicité de mes occupations, et l'état embarrassé de nos affaires ne contrarient point mon projet, ou n'en réduisent pas infiniment l'utilité.

« Pour rendre plus clair ce qui doit suivre, il faudrait retracer en détail nos besoins et nos espérances; mais ce serait un ouvrage qui exigerait beaucoup de tems. Je me contenterai de donner le sommaire que voici.

« Nos magasins, au lieu d'être remplis de munitions de bouche, suffisent à peine aux rations incomplètes qu'on distribue. Nos arsenaux, au lieu d'être bien fournis de munitions de guerre, sont presque vides, et tous les ouvriers se retirent. Le quartier-maître-général, au lieu d'avoir à livrer l'équipage de campagne, s'adresse actuellement aux différens états pour qu'ils fournissent respectivement à leurs troupes ce dont elles ont besoin

de procurer des munitions de bouche aux troupes concerna les états particuliers, qui seuls possédaient le droit de taxe. Ils satisfirent si mal aux réquisitions que leur adressa le gouvernement de l'Union, que presque par-tout on appréhenda que la famine ne contraignît les soldats à se débander. Pour surcroît d'embarras, le département du quartier-maître-général manquait de fonds, et il fallait forcer militairement les citoyens à transporter les munitions. Cette mesure, répétée souvent, causa tant de mécontentement, sur-tout dans l'état de New-York, que le commandant en chef craignit qu'on ne résistât à son autorité. Cependant Washington n'avait rien négligé pour obvier à

à cet égard. La plupart des transports ne se font que militairement, ce qui foule les peuples et les aigrit de plus en plus. A peine un seul état a-t-il mis à présent sur pied, la huitième partie du nombre d'hommes qu'il doit fournir; et je n'espère pas voir jamais plus de la moitié de chaque contingent, réunie. En un mot, rien n'est prêt; et loin de pouvoir prendre avec succès l'offensive, nous n'avons que la triste perspective d'être forcés à nous tenir sur la défensive, à moins que nous ne recevions de nos généreux alliés, un puissant secours en vaisseaux, en hommes et en argent; et l'arrivée d'un tel secours dépend trop du hasard pour qu'il soit prudent de la regarder comme certaine. »

cet inconvénient. Il avait, par les argumens les plus forts, pressé les états de satisfaire aux demandes du congrès; il avait invité ce corps à user de toute son influence, et avait envoyé dans leurs états respectifs les officiers qu'il supposait y jouir de plus de considération personnelle.

Dans cet état de faiblesse, on apprenait de tous côtés que l'Amérique était menacée de nouveaux dangers. On reçut l'avis qu'il se préparait au Canada, contre le fort Pitt, une expédition qui serait dirigée par sir John Johstone et par le colonel Connelly. Ce dernier devait remettre des commissions d'officiers à un grand nombre d'habitans du pays qu'on se proposait d'envahir. Il en avait engagé sept cents, disait-on, à se ranger sous les drapeaux de Sa Majesté Britannique; et l'on craignait infiniment l'influence de cet officier. On avait aussi négocié avec les indiens; et toute la frontière de l'ouest était menacée de voir se renouveler les horreurs de la guerre avec les sauvages. Quelques vaisseaux du Canada étaient arrivés à la pointe de la Couronne. Le général Schuyler qui, bien qu'il ne fût plus chargé d'un commandement dans les troupes réglées, avait cependant beaucoup de part aux opérations mili-

taires, reçut, ainsi que le général Clinton, qui commandait dans le pays, un avis portant que trois mille hommes s'étaient réunis sur les lacs pour tenter une nouvelle invasion. Cet avis n'était pas exact; mais il avait été transmis de manière à y faire croire, et il méritait d'autant plus d'attention, qu'on venait de découvrir une correspondance criminelle entre quelques personnes d'Albany et des canadiens.

La conduite ambigue des habitans du territoire qui constitue aujourd'hui l'état de Vermont, rendait toujours plus alarmans les rapports qui arrivaient de la frontière septentrionale. D'après des concessions du gouverneur du New-Hampshire, ils avaient formé des établissemens en-deçà des limites assignées au New-York. Dès le commencement de la guerre, ils s'étaient déclarés indépendans, et s'étaient donné une constitution. Cependant l'état de New-York réclamait son droit de souveraineté sur eux. La contestation devenait si violente qu'elle menaçait de dégénérer en guerre civile; et l'on parut moins redouter dans le Vermont le rétablissement du gouvernement anglais, que l'établissement de celui du New-York. Les vermontais déclarèrent hautement que si l'on n'admettait

point dans l'Union, leur pays comme formant un état indépendant, ils feraient une paix séparée; et même ils entamèrent avec l'ennemi, quelques négociations qui firent croire aux anglais, ainsi qu'aux américains, que le Vermont n'était pas éloigné d'abandonner la cause commune.

Accoutumé à tout prévoir et à se préparer à tous les événemens, le commandant en chef ne se laissa point abattre par l'état fâcheux des affaires publiques. Jamais les difficultés ne lui parurent trop fortes pour qu'il crût impossible de les surmonter; et dans tous les tems, son courage s'accrut avec les dangers. Les heureux événemens qui avaient fait croire à plusieurs personnes que la révolution était terminée, n'avaient point ralenti ses efforts; et en aucune occasion, on ne le vit désespérer. Quoiqu'il ignorât totalement ce qu'il serait permis d'entreprendre durant la prochaine campagne, il crut devoir prendre les mesures qui pourraient lui faire mettre à profit toute circonstance favorable. Il tint, avec le comte de Rochambeau, des conférences, à la suite desquelles des ordres transmis à cet officier [1], l'autorisèrent à marcher vers la rivière du Nord, aussitôt qu'on pourrait

[1] Vers la fin d'avril.

disposer d'un assez grand nombre de troupes françaises, sans nuire à la flotte.

Au commencement du mois de mai, le comte de Barras, nommé commandant de la flotte française mouillée sur la côte d'Amérique, arriva à Boston avec le vicomte de Rochambeau, et apporta une détermination du cabinet de Versailles, qui était attendue depuis long-tems. Le général Washington et le commandant des troupes françaises eurent aussitôt à Wilhersfield, une entrevue dont l'objet était de régler un plan d'opérations aussi définitives qu'il se pourrait.

Avant l'arrivée du colonel Laurens en Europe, le docteur Franklin avait reçu du congrès des instructions, en vertu desquelles il était entré en négociation. Ses propositions n'avaient point été très-favorablement accueillies. M. de Vergennes lui avait répondu « Que « les demandes du congrès étaient excessives, « et annonçaient que ce corps voulait rejeter « sur ses alliés une trop forte partie du far- « deau de la guerre. Les efforts que faisait la « France, en différentes parties du monde, » poursuivit-t-il, « absorbaient toutes ses fa- « cultés, et le crédit public avait des bornes « qu'on ne pouvait franchir sans de grands « dangers. Cependant, pour donner aux Etats-

« Unis une preuve signalée de son amitié ; « S. M. leur faisait don de six millions de « livres tournois, somme dont une partie se- « rait employée à des achats d'armes et de « vêtemens, selon l'état qu'en fournirait le « docteur Franklin, et dont l'autre partie « serait acquittée sur des traites du général « Washington. On ne pouvait favoriser la né- « gociation d'un emprunt dans le royaume, « parce que cela nuirait à ceux que S. M. « serait obligée de faire elle-même pour sou- « tenir la guerre. »

Aucune partie de la communication faite par M. de Barras, ne flatta plus les Etats-Unis que l'annonce de l'armement naval qui devait agir dans les mers d'Amérique. Vingt vaisseaux de ligne devaient se transporter dans les Indes occidentales, sous le commandement du comte de Grasse. Douze de ces vaisseaux étaient destinés à se rendre sur la côte du continent, et pouvaient arriver au mois de juillet.

Quelques mouvemens de la flotte anglaise ayant nécessité la présence du comte de Barras à New-Port, cet officier ne put assister à la conférence de Withersfield. Il y fut résolu de réunir les troupes françaises aux troupes américaines qui étaient sur le bord de l'Hud-

son, et d'attaquer vigoureusement New-York. L'armée qui occupait cette place et les environs, n'était que de quatre mille cinq cents hommes; et quoique sir Henry Clinton pût la renforcer d'environ six mille hommes de milice, on présumait que pour conserver ce poste, il serait contraint de rappeler une partie des troupes qu'il avait dans les états méridionaux.

L'espoir d'enlever New-York à l'ennemi, tira les états septentrionaux de cette langueur où ils étaient tombés, et ils prirent sur-le-champ les mesures les plus propres à compléter leurs régimens. Cependant, lorsqu'au mois de juin, l'armée de Washington sortant de ses quartiers d'hiver campa à Peck's-Hill, il y manquait six mille cinq cents hommes. Le nombre de toutes ces troupes, y compris la garnison de la pointe de l'ouest et les détachemens envoyés dans la Virginie et ailleurs, était de sept mille huit cent cinquante hommes, sur lesquels il n'y en avait que quatre mille cinq cents de disponibles.

Ces forces étaient si inférieures à ce que l'on avait supposé, lorsque le plan d'opérations avait été concerté, qu'on douta s'il convenait de le suivre. Le vide fut en quelque sorte rempli à l'arrivée d'un renfort de quinze

cents hommes, que des bâtimens de transport, convoyés par une frégate de cinquante canons, amenèrent au comte de Rochambeau.

Pour procurer des vivres à l'armée, il fallait de plus grands efforts que ceux qui avaient été faits depuis qu'on avait substitué les réquisitions aux achats. Les assemblées législatives des états de la Nouvelle-Angleterre, états d'où l'on tirait le bétail, l'eau-de-vie et les salaisons, s'occupèrent sérieusement de cet objet. Leurs délégués se réunirent à Providence, et réglèrent les contingens qui devaient être fournis tous les mois, pendant la campagne; mais jusqu'à ce que ces mesures eussent pu produire leur effet, les embarras continuèrent; et durant quelque tems, on eut lieu de craindre d'être, par le manque de vivres, réduit à l'alternative, ou de renoncer aux grands projets qu'on avait formés, ou d'avoir encore recours à des moyens violens.

La Nouvelle-Angleterre ne fournissant point de grains, il fallait en tirer du New-York, du New-Jersey et de la Pensylvanie. Les deux premiers de ces états servant depuis long-tems de théâtre à la guerre, étaient fort épuisés; et il ne paraissait pas qu'on dût espérer beaucoup de succès des demandes faites au troisième.

L'administration des finances, emploi difficile en tout tems, mais qui le devenait plus encore dans les Etats-Unis, à une époque où un gouvernement dépourvu d'énergie avait à créer des ressources, avait été depuis peu confiée à M. Robert Morris, délégué de l'état de Pensylvanie. Cet homme recommandable avait pris une part très-active à l'établissement de la banque de Philadelphie, et joignait à de grands talens en politique, et à de profondes connaissances dans le commerce, un crédit très-étendu. C'était sous la condition expresse qu'on lui laisserait l'année 1781 pour faire ses dispositions, qu'il s'était chargé du pénible fardeau dont nous venons de parler. Mais l'état critique des affaires, et les pressans besoins de l'armée, le firent changer de résolution, et il entra en fonction sur-le-champ. Il fut obligé d'user de son propre crédit, et de s'engager personnellement pour des sommes très-considérables, afin de procurer à l'armée des objets de première nécessité, qu'il n'eût pu trouver autrement. Condamnant le système de violence et de fraude légale qu'on avait trop long-tems suivi, il s'efforça de rétablir la confiance par les seuls moyens qui pouvaient opérer cet effet, l'exactitude et la fidélité à tenir ses engagemens. Si ses succès

ne furent pas toujours complets, il fit certainement beaucoup plus qu'on ne devait espérer; et si les opérations décisives de 1781 ne manquèrent point faute de munitions de guerre et de bouche, on lui en fut redevable en grande partie.

M. Morris mit sous les yeux du congrès le plan d'une banque nationale, dont le capital devait consister en quatre cent mille dollars, fournis par des actionnaires. Le surintendant des finances devait, en tout tems, être maître d'examiner les comptes de cette banque, dont le trésor de l'Union recevrait les effets comme des espèces sonnantes. Cette utile et nécessaire institution fut pleinement approuvée par le congrès, le dernier jour de l'année 1781. Elle facilita extrêmement les opérations militaires, en permettant d'user, par anticipation, des ressources de la nation, pouvoir infiniment précieux, lorsqu'on l'exerce avec prudence et jugement.

Une convention que firent M. Morris et l'état de Pensylvanie, fut encore d'une utilité plus immédiate. Après avoir, au moyen de son crédit personnel, pourvu aux besoins du premier moment, le surintendant des finances se chargea, à condition qu'on lui permettrait de percevoir les taxes dont une loi allait

ordonner la levée, de satisfaire à toutes les réquisitions de grains que, dans le cours de l'année, le congrès adresserait à cet état. Cette proposition fut acceptée ; et en conséquence, des munitions que ne pouvait trouver le gouvernement, furent fournies par un simple particulier.

Dans le tems que les troupes françaises s'approchaient de la rivière du Nord, on reçut l'avis qu'un gros de troupes anglaises, sorti de New-York, avait fait une irruption dans le Jersey. On jugea l'occasion favorable pour s'emparer des postes de l'extrémité septentrionale de l'île d'York, et l'on résolut de les enlever d'un coup de main, dans la nuit du 2 juillet. Washington avait supposé que le comte de Rochambeau aurait alors joint l'armée américaine, au King'sbridge, ce qui devait assurer les avantages qu'on aurait obtenus. Un aide-de-camp fut porter à cet officier des lettres où était développé le projet. On l'y invitait aussi à presser sa marche, et à filer de Ridgebury jusqu'à Bedford, pour se réunir au commandant en chef, sur le point et à l'époque fixés.

On se proposait de couper, en même tems qu'on attaquerait l'île d'York, quelques troupes légères postées un peu en-dehors du King's-

bridge, à Morrissania, et commandées par le colonel Delancy. Cette partie du plan devait être exécutée par le duc de Lauzun, à la légion de qui seraient adjoints les dragons de Sheldon et un petit corps de troupes au service de l'Union, et aux ordres du général Waterbury.

Comme, pour assurer le succès de l'expédition, il fallait que l'ennemi fût complètement surpris, on crut nécessaire d'assigner quelque cause au mouvement qu'on allait opérer. En conséquence, le commandant en chef annonça, par son ordre du 30 juin, que l'armée française arriverait sous deux jours, et qu'il désirait qu'à cette occasion, les rangs de l'armée américaine fussent aussi remplis qu'il se pourrait. Dans l'ordre suivant Washington déclara « Que la jonction ne se ferait point sur l'em- « placement qu'il occupait alors, et que vou- « lant montrer les plus grands égards à de « généreux alliés qui, guidés par le courage « et l'amitié, s'avançaient pour partager les « travaux et les dangers de la campagne, il « se proposait de les recevoir en un lieu plus « convenable ; et qu'à cet effet, toute l'armée « américaine se mettrait en marche, le len- « demain à trois heures du matin. »

Le détachement qui devait forcer les ou-

vrages, gagna la pointe Teller, dans la nuit du 1.er juillet. Etant entré dans des barques, dont les rames étaient enveloppées d'étoffe, il descendit la rivière jusqu'au bac de Dobb, derrière lequel il plaça ses embarcations, et se cacha. Le général Lincoln qui le commandait, étant allé en personne reconnaître le poste qu'il était chargé d'enlever, s'aperçut que le corps qui avait fait une irruption dans le Jersey en était de retour, et que les anglais avaient des forces beaucoup plus considérables qu'on ne l'avait cru. D'ailleurs, un vaisseau de guerre avait pris une position où il était difficile, sinon impossible, qu'il n'aperçût pas les bateaux américains lorsqu'ils arriveraient au débarcadour. Ces obstacles imprévus firent renoncer Lincoln au dessein d'enlever les ouvrages, et il se disposa à exécuter les ordres éventuels dont on l'avait chargé. Ces ordres consistaient à favoriser, si la partie la plus importante du projet était impraticable, l'entreprise confiée au duc de Lauzun. Après avoir débarqué à la crique de Spiken-Devir, il devait se porter derrière les hauteurs voisines du King'sbridge, et y demeurer à couvert jusqu'à ce que le corps de Delancy fût attaqué. Il lui avait été aussi recommandé de prendre ensuite une position convenable pour

arrêter tout renfort qui chercherait à passer le pont et à tourner le flanc de la légion. Enfin il devait se placer de manière à couper au corps de réfugiés, la retraite vers l'île d'York.

Le duc de Lauzun ne put arriver à l'heure convenue; le jour trahit Lincoln, et il y eut une vive escarmouche entre son détachement et un corps de troupes légères qu'on avait envoyé contre lui, dès qu'on l'avait découvert.

Le commandant en chef ayant jugé que les anglais emploieraient toutes leurs forces pour lui arracher les postes qu'il s'était proposé de leur enlever par surprise, s'était déterminé à risquer une action. Il était parti de Peek's-Hill, le 2 juillet (1781) à trois heures du matin, et avait gagné Valentine's-Hill, le lendemain au lever du soleil. Aussitôt que Lincoln fut aux prises avec l'ennemi, l'armée américaine s'ébranla; et à son approche, le corps de troupes britanniques se retira sur l'île. Les deux parties du plan ayant manqué, et les français n'étant pas encore arrivés, il fut permis aux troupes de se reposer sous leurs armes, et la journée fut employée à reconnaître les postes des anglais. Dans la soirée l'armée retourna à Valentine's-Hill; et le jour suivant, elle se porta au bac de Dobb, où le comte de Rochambeau se trouva le 6. Le commandant en

chef, dans ses ordres généraux, le remercia du zèle infatigable qu'il avait mis à opérer une jonction si long-tems désirée, et le pria de faire connaître aux officiers et aux soldats qu'il commandait, toute la gratitude du chef de l'armée américaine, pour la constance avec laquelle ils avaient exécuté une si longue et si pénible marche, dans une saison si brûlante. Washington s'efforça, tant par ces marques de sa propre estime que par ses soins, pour faire naître ou fortifier ce sentiment dans l'esprit des officiers américains, de prévenir cette mésintelligence, cette jalousie que conçoivent souvent, les unes contre les autres, des troupes de nations différentes qui servent dans la même armée.

Comme l'exécution de tout plan quelconque dépendait d'événemens ultérieurs et nécessairement incertains, le commandant en chef avait projeté diverses opérations qu'on devait tenter au cas où l'on ne pourrait entreprendre quelque chose de plus important. Si le siége de New-York était impossible, Washington comptait porter ses vues sur la Virginie; et, après en avoir chassé l'ennemi, le faire poursuivre dans les deux Carolines et la Géorgie. Pensant que le départ du *Royal-Oak* rendait la flotte française supérieure à la flotte an-

glaise, il pria le comte de Barras d'occuper la baie de Chesapeak sur-le-champ ; mais ce chef d'escadre ne voulut point s'engager dans une entreprise qu'il jugeait très-hasardeuse, et le général américain cessa de le presser à ce sujet.

Dès le commencement du mois d'août, le commandant en chef parut sentir qu'il ne pourrait accomplir son objet favori. Son armée se renforçait à peine, et il n'était pas sûr qu'on fît les levées d'hommes qu'il avait demandées. Les lettres du marquis de la Fayette annonçaient qu'une grande partie des troupes allemandes et britanniques, qui avaient agi dans la Virginie, s'étaient embarquées, et qu'on croyait qu'elles devaient être transportées à New-York. En conséquence, Washington résolut de diriger plus que jamais son attention vers le sud. Mais comme il importait infiniment que sir Henry Clinton ignorât ce changement éventuel, il fit ses dispositions en secret ; et en même tems on ne cessa de s'occuper des préparatifs nécessaires pour attaquer New-York. Le général anglais ayant reçu d'Europe un renfort de près de trois mille hommes, révoqua l'ordre en vertu duquel le lord Cornwallis devait lui envoyer une partie de l'armée qu'il commandait dans

la Virginie, et invita ce même lord à prendre sur la baie de Chesapeak, quelque forte position, d'où il pût exécuter commodément, aussitôt que l'orage qui menaçait la puissance britannique en Amérique serait dissipé, les projets formés contre les états voisins.

Quelques jours après l'arrivée du renfort dont nous venons de parler, le comte de Barras transmit au général Washington l'intéressante nouvelle que, le 3 du mois d'août, le comte de Grasse avait appareillé du Cap-Français, pour se rendre dans la baie de Chesapeak, avec une escadre de vingt-cinq à vingt-neuf vaisseaux de ligne, qui portaient trois mille deux cents hommes de troupes de débarquement. Il ajoutait que cet amiral avait pris, avec les commandans des forces de terre et de mer de S. M. C. dans les Indes occidentales, l'engagement d'y être de retour vers la mi-octobre.

Il devenait nécessaire alors de déterminer le point contre lequel on dirigerait les forces combinées. Le peu de tems que le comte de Grasse devait passer sur la côte des Etats-Unis, la répugnance que les officiers de l'armée navale montraient à forcer l'entrée du port de New-York, et la lenteur avec laquelle se faisaient les levées d'hommes, déterminèrent à choisir le sud; et les vues du comman-

dant en chef se tournèrent vers les eaux de la Chesapeak. Il communiqua ce changement de plan à M. de la Fayette, qu'en même tems il pria de faire les dispositions les plus sûres pour empêcher le lord Cornwallis de se retirer, par une marche prompte, à Charlestown.

Le comte de Grasse avait appareillé du port de Brest, au mois de mars, avec une escadre de vingt-cinq vaisseaux de ligne, dont vingt devaient se rendre aux Indes occidentales, les autres étant destinés pour les Indes orientales. L'amiral Rodney qui commandait les forces navales de la Grande-Bretagne dans les Antilles, semblait alors n'être occupé que du soin de mettre à couvert les richesses dont il s'était rendu maître dans l'île de Saint-Eustache, qu'il avait prise sur les hollandais. Le comte de Grasse, après une action sans résultat décisif, qu'il avait engagée dans le canal de Sainte-Lucie, avec sir Samuel Hood, chargé de couper le passage à la flotte française, avait formé sa jonction avec les vaisseaux de son souverain, qui se trouvaient dans ces parages; et il s'était vu infiniment supérieur à Rodney. A la suite de quelques opérations durant lesquelles les forces de S. M. T. C. s'emparèrent de l'île de Tabago, M. de Grasse fit voile du Cap-Français avec un grand convoi,

qu'il conduisit hors de la portée de l'ennemi, puis il cingla avec vingt-huit vaisseaux de ligne et plusieurs frégates vers la baie de Chesapeak, où il arriva sur la fin d'août. Il trouva au cap Henry, un officier que M. de la Fayette lui avait dépêché pour l'instruire de la situation des armées respectives dans la Virginie. Le lord Cornwallis ayant appris qu'on attendait une flotte française, avait concentré toutes ses forces à York-Town et à la pointe Glocester, et s'occupait sans relâche à rendre formidable sa position. Le marquis de la Fayette était posté sur la rivière de James afin d'arrêter tout effort que l'armée britannique voudrait faire pour se réfugier dans la Caroline du sud. D'après cette information, le comte de Grasse détacha quatre vaisseaux de ligne et quelques frégates, tant pour bloquer l'embouchure de la rivière d'York, que pour faire remonter la rivière de James aux troupes qui étaient venues des Indes occidentales sous les ordres immédiats du marquis de Saint-Simon, et qui devaient se joindre à celles du marquis de la Fayette. Dans le même tems la flotte mouilla dans la baie un peu au-dessus des caps.

Le 25 d'août, le comte de Barras appareilla de New-Port, et se porta aussi vers la baie

de Chesapeak. Rodney avait appris le point de destination du comte de Grasse; mais il paraît qu'il n'avait pas soupçonné que cet amiral ferait voile avec toute sa flotte, pour le continent d'Amérique. Les vaisseaux marchands partis du Cap-Français étaient si richement chargés, que l'amiral anglais s'était persuadé qu'une grande partie de la flotte ennemie continuerait à les convoyer jusqu'à ce qu'ils fussent en lieu de sûreté. Supposant donc qu'une division de son escadre suffirait pour maintenir la balance dans la mer qui baigne les Antilles, il détacha vers le continent sir Samuel Hood, avec quatorze vaisseaux de ligne. Cet officier aborda au sud des caps de la Virginie, quelques jours avant que le comte de Grasse entrât dans la baie de Chesapeak. Ne voyant aucun navire, de quelque nation que ce fût, il cingla sans retard vers les caps de la Delaware, puis vers Sandy-Hook, où il arriva le 28 août. L'amiral Greaves, successeur d'Arbuthnot dans le commandement de la flotte britannique, était alors dans le port de New-York avec sept vaisseaux de ligne, deux desquels avaient été fort endommagés en croisant près de Boston. En conséquence, il ne pouvait en faire agir que cinq. Le jour même où sir Samuel Hood parut

et annonça qu'il était probable que le comte de Grasse, s'il n'était pas encore arrivé sur la côte, y était attendu à toute heure, l'amiral anglais apprit que le comte de Barras avait appareillé de New-Port. Les cinq vaisseaux en état de tenir la mer, eurent ordre sur-le-champ de sortir du port; et Greaves qui, en qualité de plus ancien, prit le commandement de la flotte, consistant en dix-neuf vaisseaux de ligne, se mit à la recherche des français. Ne connaissant pas la force du comte de Grasse, il espérait rencontrer l'une ou l'autre des escadres françaises, et la combattre séparément.

Le 5 septembre (1871) au matin, la flotte française, qui consistait en vingt-quatre vaisseaux de ligne, fut vue à l'ancre dans la baie de Chesapeak, et s'étendant en travers depuis le cap Henry jusqu'au Middle-Ground. L'amiral français n'avait reçu aucun avis de l'approche de l'ennemi, et l'amiral anglais n'était point instruit de l'arrivée du comte de Grasse, qui sur-le-champ donna l'ordre de couper les cables, et de former, en appareillant, une ligne de vîtesse. La flotte française s'éleva en mer; et Greaves forma, de front, sa ligne de bataille. Lorsque les deux flottes furent presque parallèles l'une à l'autre, l'amiral anglais

fit à toute la sienne, le signal de porter ; manœuvre par laquelle son arrière - garde devint son avant-garde. Sur les quatre heures de l'après-midi, l'action commença entre les vaisseaux les plus avancés [1] ; et elle dura jusqu'au coucher du soleil. Plusieurs bâtimens furent très-endommagés ; mais ni l'un ni l'autre amiral ne put réclamer la victoire. Durant cinq jours consécutifs, les deux flottes furent en présence, réparant le dommage qu'elles avaient souffert, et cherchant par une suite de manœuvres à obtenir l'une sur l'autre quelque avantage qui pût avoir des conséquences décisives. Comme les français conservèrent généralement le dessus du vent, le comte de Grasse fut le maître d'engager de près l'action ; mais il ne voulut pas, en livrant un combat hasardeux, rendre problématique la reddition de l'armée anglaise qui était dans la Virginie ; et en conséquence, il reprit sa première position.

En retournant à son ancien mouillage, il rencontra l'escadre de New-Port qu'amenait le comte de Barras, et qui convoyait quatorze bâtimens de transport, chargés de grosse artil-

[1] L'avant - garde était commandée par M. de Bougainville, aujourd'hui sénateur.

(Note du traducteur.)

lerie et de tous les objets nécessaires pour faire un siége. En quittant le Rhode-Island, l'escadre française avait fait un grand circuit pour éviter l'ennemi; et elle était entrée heureusement dans la baie de Chesapeak, pendant l'absence du comte de Grasse.

En s'approchant des caps, l'amiral anglais trouva l'entrée de la baie défendue par des forces contre lesquelles il ne pouvait lutter. En conséquence, il cingla vers New-York pour y réparer ses vaisseaux, et opérer sa jonction avec les renforts qui devaient lui arriver sous peu de tems.

Washington ayant résolu de diriger contre le lord Cornwallis, les armes des alliés, prépara tout pour l'exécution de ce projet. Il confia la défense des postes situés sur l'Hudson au général Heath, qui fut aussi chargé de couvrir, autant qu'il se pourrait, le pays adjacent. Il mit sous le commandement de cet officier, les deux régimens d'infanterie du New-Hampshire, dix régimens du Massachussetts, cinq du Connecticut, la légion de Sheldon, le troisième régiment d'artillerie, le corps d'invalides, les troupes de l'Etat, et la milice. Le commandant en chef résolut de conduire en personne les troupes qui devaient marcher vers le sud. Toutes celles du

comte de Rochambeau, et une forte division de l'armée, division composée de l'infanterie légère, commandée par Scammel, de quatre compagnies de troupes légères du New-York et du Connecticut, du régiment de Rhode-Island, du régiment d'Hazen, de deux régimens du New-York, du reste des troupes de ligne du Jersey et de l'artillerie de Lamb, ces divers corps se montant ensemble à plus de deux mille hommes, furent destinés à cette expédition. Le 19 du mois d'août, le régiment d'Hazen et les troupes de ligne du Jersey eurent ordre d'aller prendre position entre Springfield et Chatam, où ils devaient couvrir quelques boulangeries qu'on voulait construire dans les environs, afin de voiler mieux les desseins du général américain, et d'inspirer à l'ennemi des craintes pour Staten-Island. Le même jour toute l'armée fut mise en mouvement [1]; et le 20 et le 21, les troupes américaines passèrent l'Hudson au King's-Ferry. Le circuit fait par les français étant un peu plus grand, ils n'effectuèrent le passage de cette rivière que le 25 du même mois d'août.

[1] Outre les grands efforts du surintendant des finances pour faciliter ce mouvement, le général Washington engagea le comte de Rochambeau à lui faire un prêt en espèces.

La marche de l'armée dura jusqu'au 31 août, et fut dirigée de manière à laisser subsister les craintes que l'on avait fait concevoir pour la sûreté de New-York. L'avis contenu dans les lettres interceptées par sir Henry Clinton, favorisait l'erreur. Ce général y persista, lors même que les troupes combinées furent forcées de s'éloigner de la rive de l'Hudson, et de prendre le chemin qui conduisait en ligne droite vers la Delaware. Enfin il ne fut dissuadé, que lorsque Washington eut passé cette dernière rivière, et fut trop loin pour qu'on pût l'atteindre.

Espérant sans doute faire rétrograder le général américain, l'ennemi résolut de prendre sur-le-champ l'offensive dans le nord; et l'on confia au général Arnold, le commandement d'une expédition contre le New-London dans le Connecticut. En conséquence un fort détachement passa le détroit sur une flotte de bâtimens de transport, et débarqua, le 6 septembre au matin, des deux côtés du port, à environ trois milles de la ville.

Le New-London, ou le Nouveau Londres, est situé sur la rive orientale de la Nouvelle Tamise. On y avait formé des magasins pour la marine, et rassemblé une grande quantité de munitions de tout genre. La ville était

défendue par un fort, dit le fort Trumbull; et par une redoute, construits un peu plus bas vers la mer, et sur le même côté de la rivière. Vis-à-vis, sur Groton-Hill était le fort Griswold, qui aurait pu faire une forte résistance, s'il avait eu une garnison suffisante.

Arnold qui commandait en personne les troupes débarquées sur la côte occidentale du port, marcha sur-le-champ contre le fort Trumbull, contre la redoute et contre la ville. Ces postes n'étant pas tenables furent évacués à son approche, et il en prit possession presque sans avoir fait aucune perte.

Pour empêcher qu'aucun vaisseau ne s'échappât en remontant la rivière, le lieutenant-colonel Eyre, commandant de la division qui avait pris terre du côté de Groton-Hill, avait eu ordre de donner l'assaut au fort Griswold. La garnison qui était composée de cent soixante hommes, et dont une partie venait d'évacuer les postes situés de l'autre côté de la rivière, avait à sa téte le colonel Leydard. Les approches étant difficiles, elle refusa de se rendre. Les anglais marchèrent de trois côtés à l'assaut; et surmontant avec une valeur opiniâtre les obstacles que leur opposaient la montagne et le feu continuel dirigé contre eux, ils se logèrent à la fin dans le fossé et la fraise, et

entrèrent dans les embrasures la bayonnette en avant. Toute résistance devenant inutile, l'action cessa du côté des américains; et le colonel Leydard présenta son épée au commandant anglais, qui souillant sa propre gloire, la lui plongea dans le sein [1]. Le carnage continua, et la plus grande partie de la garnison fut massacrée. Dans ce terrible assaut, le lieutenant-colonel Eyre fut tué, ainsi que le major Montgommery. La perte que firent les assaillans, fut de près de deux cents hommes, y compris les blessés.

La ville de New-London et les magasins qu'elle contenait furent réduits en cendres. Pour échapper au blâme que fait toujours encourir, lorsqu'elle n'est point nécessaire, la destruction des propriétés particulières, on répandit que l'incendie avait été l'effet d'un accident; mais tous les rapports des américains disent que le feu fut mis à dessein. Une chose qui prouva combien la milice du Connecticut était redoutable au détachement qui fit cette expédition, c'est qu'il se retira si promptement, qu'il laissa sur pied les casernes du fort Griswold, et qu'il ne toucha pas même au magasin à poudre de ce poste.

[1] Rapport fait par le gouverneur Trumbull, au général Washington.

La marche du général Washington ne fut point arrêtée par l'incursion dont nous venons de faire connaître les particularités. Il continua à s'avancer avec toute la célérité possible ; et, le 5 du mois de septembre, il reçut à Chester, l'importante nouvelle de l'arrivée de l'amiral comte de Grasse dans la baie de Chesapeak. Ayant fait tous les arrangemens nécessaires pour le transport de son armée, il ordonna à celles de ses troupes qu'on ne pouvait embarquer sur l'Elk, de se rendre à Baltimore, puis il marcha en personne vers la Virginie ; et, le 14 septembre, il arriva à Williamsbourg.

Comme il était de la plus grande importance de concerter un plan d'opérations avec l'amiral français, qui avait repris sa première position en-dedans de la baie de Chesapeak, le commandant en chef suivi de MM. de Rochambeau, de Châtellux, Knox et Duportail, se rendit à bord de la *Ville de Paris*, où tout fut arrangé conformément à ses vœux, excepté cependant que le comte de Grasse, après avoir déclaré qu'il ne pouvait rester que jusqu'au 1.er novembre sur la côte des Etats-Unis, rejeta comme trop dangereuse la proposition qui lui fut faite de poster dans la rivière, au-dessus de York-Town, quelques vaisseaux pour aider les approches de ce côté.

On n'attendait plus que l'arrivée des troupes du nord pour envelopper entièrement l'armée britannique ; mais bientôt on eut lieu d'appréhender que les brillans succès dont leur supériorité sur terre et sur mer avait flatté les alliés, ne fussent bien moins assurés qu'ils ne l'avaient cru. On apprit qu'un renfort de six vaisseaux de ligne, commandés par l'amiral Digby, était entré dans le port de New-York. Le comte de Grasse persuadé qu'avec ce surcroît de forces, l'ennemi tenterait l'impossible pour délivrer le lord Cornwallis, s'attendit à être attaqué par une flotte peu inférieure à la sienne. Jugeant sa position défavorable pour soutenir un combat naval, il résolut d'en changer ; et il communiqua au général Washington, l'intention où il était de faire bloquer par quelques frégates, les embouchures des rivières de James et d'York, et de remettre à la mer avec sa flotte pour aller à la recherche de l'ennemi. Si la flotte anglaise n'avait pas encore quitté le port de New-York, il l'y bloquerait, et il présumait qu'il serait plus avantageux pour la cause commune qu'il agît de ce côté, que de demeurer dans la baie, inutile spectateur du siége d'York. Washington fut extrêmement alarmé de cet avis. Il était évident, et l'amiral en convenait, que

s'il se rejetait en pleine mer, les vents et une foule d'accidens pourraient l'empêcher de rentrer dans la baie de Chesapeak. L'ennemi pouvait acquérir temporairement pendant cette absence, la supériorité sur mer, ce qui moyennant le sacrifice de quelques hommes et de l'artillerie, suffirait pour placer en lieu de sûreté l'armée du lord Cornwallis. C'était exposer au caprice de la fortune, un événement d'une importance extrême, un événement qui ne pouvait manquer que dans le cas où la flotte française quitterait sa position. L'amiral français fut donc instamment prié de la conserver, ou s'il croyait devoir tenir la mer, de croiser à la vue des caps, de manière à pouvoir rentrer à volonté dans la baie de Chesapeak, et arrêter les navires ennemis qui tenteraient d'y pénétrer. Les réclamations de Washington furent écoutées; et le comte de Grasse consentit à renoncer à ces projets que la soif de la gloire avait suggérés.

Le 25 septembre, arriva enfin dans la rivière de James, près de Williamsbourg, au débarcadour où elle prit terre, la dernière division de l'armée américaine; et les préparatifs pour marcher contre l'ennemi furent bientôt achevés.

La rivière d'York forme, avec la rivière de James, une longue péninsule, dont une partie n'a que huit milles de largeur. York ou York-Town, qui n'est qu'une bourgade, est située sur ce point et au bord méridional de la rivière, qui est très-large, et sur laquelle un vaisseau de ligne peut faire voile en sûreté. Les bords de la rivière d'York sont très-hauts du côté du sud; et un petit corps d'artillerie de la Virginie, anciennement posté là, avait élevé quelques batteries en face de l'eau. Sur la rive opposée est la pointe Glocester, qui, se prolongeant dans la rivière, en resserre tellement le lit, que la largeur n'en est plus que d'un mille. Ces deux positions étaient occupées par le lord Cornwallis, qui n'avait rien négligé pour les fortifier. Des batteries et quelques vaisseaux de ligne qu'elles mettaient à couvert, commandaient la communication. Le corps d'armée était campé autour d'York-Town, derrière une suite de redoutes et d'ouvrages construits pour dominer la péninsule et empêcher l'approche des assaillans. Le colonel Tarleton gardait la pointe Glocester avec un détachement d'environ sept cents hommes.

La légion de Lauzun et une brigade de milice (sous le général Weedon) comman-

dées par le général français de Choisy, furent destinées à surveiller l'ennemi du côté de Glocester, et à réprimer les mouvemens qu'il pourrait faire. Le 28, l'armée combinée s'avança vers York-Town par différens chemins. Ce jour, à midi, chaque tête de colonne se trouva sur le point qui lui avait été assigné; et après avoir enfoncé les piquets et quelques postes de cavalerie, on dressa les tentes. La journée suivante fut principalement employée à reconnaître les ouvrages et à préparer les plans d'approche. Ensuite, l'aile droite, composée d'américains, s'étendit et occupa le terrain situé à l'est de la Beaver-Dam. L'aile gauche, que formaient les français, était postée à l'ouest de cette crique. Dans le cours de la nuit, le lord Cornwallis se retira dans ses lignes intérieures [1]; et les ouvrages qu'il venait d'évacuer furent, le lendemain, au pouvoir des assiégeans, qui eurent

[1] Ce mouvement fut attribué à une lettre écrite, le 24 avril, par sir Henry Clinton, et adressée au lord Cornwallis qui la reçut le 29 au soir. Elle portait que plus de cinq mille hommes allaient être embarqués, qu'on ferait les plus grands efforts pour le délivrer; que l'amiral Digby était arrivé avec trois vaisseaux de ligne, et que la flotte pourrait mettre à la voile, vers le 5 octobre.

alors complètement investi la place de ce côté.

Comme on n'avait pas le dessein de l'attaquer, toutes les dispositions qui se firent près de la pointe Glocester n'eurent pour objet que de tenir bloquées les troupes qui l'occupaient, et l'on y employa un peu plus de deux mille hommes. Lorsque les américains s'approchèrent des lignes, il y eut une escarmouche qui se termina défavorablement pour les anglais. Ceux-ci se tinrent ensuite derrière leurs retranchemens, et le blocus se soutint sans interruption.

L'armée des assiégeans fut continuellement occupée jusqu'au 6 octobre, à débarquer l'artillerie de siége et les munitions de guerre, et à les traîner depuis le bord de la rivière de James jusqu'au camp. Cet ouvrage achevé, on commença à tirer la première parallèle à trois cents toises des lignes de l'ennemi. L'opération se fit avec un si profond silence, que la garnison n'en aperçut rien qu'au jour; et les tranchées pouvant alors couvrir les travailleurs, la perte fut peu considérable. Elle fut supportée principalement par le corps du marquis de Saint-Simon, qui était sur la gauche, et il y eut une vingtaine d'hommes dont les uns furent tués et les autres blessés. Le 9 au soir, on finit d'élever différentes batte-

ries et de construire des redoutes, qui furent aussitôt armées de canons. On fit jouer ces pièces sur-le-champ. L'effet en fut tel, que plusieurs canons des assiégés furent démontés et leurs ouvrages détruits sur différens points. Le lendemain on dressa de nouvelles batteries; et le feu en fut si vif, que les anglais retirèrent leurs canons des embrâsures, et à peine répondirent-ils une fois. Les bombes et les boulets rouges lancés par les assiégeans atteignirent les navires mouillés dans le port ; et le soir, le *Charon*, vaisseau de quarante-quatre canons, fut, ainsi que trois grands bâtimens de transport, entièrement consumés. Le commandant en chef s'attachant à entretenir l'esprit d'émulation entre les français et les américains, qui avaient les uns pour les autres une estime réciproque, les opérations du siége furent poussées avec une rapidité sans exemple. Dans la nuit du 11, la seconde parallèle fut tirée à cent cinquante toises des lignes, et avec le même succès que la première. Les trois jours suivans furent consacrés à la compléter, et l'on y dressa des batteries. Durant tout ce tems, le feu de la garnison qui, avec une activité infatigable, avait ouvert de nouvelles embrâsures, devint plus terrible qu'il n'avait été auparavant. Les sol-

dats qui garnissaient les tranchées, étaient surtout très-maltraités par l'artillerie de deux redoutes élevées à cent cinquante toises en avant des ouvrages des anglais, et enfilant la seconde parallèle des assiégeans. Il fallait s'emparer de ces redoutes; et le 14, on fit tous les préparatifs nécessaires pour les enlever toutes deux d'assaut. Afin de prévenir tout sujet de jalousie, l'attaque de l'une fut confiée aux américains, et celle de l'autre aux français. Le marquis de la Fayette commanda les premiers. Son détachement consistait en infanterie légère, et devait agir contre la redoute placée à la gauche des ouvrages de l'ennemi, sur le bord de la rivière. Le baron de Viomesnil conduisit les grenadiers et les chasseurs des troupes de sa nation contre l'autre redoute, qui étant plus loin vers la droite des anglais, s'approchait plus des lignes des français. Sur le déclin du jour, les deux détachemens marchèrent avec une égale intrépidité à l'assaut. Rivaux de gloire, tant pour leur propre honneur que pour celui de leur pays, ils firent l'un et l'autre les plus grands efforts. Le colonel Hamilton était à la tête du corps avancé des américains, corps qui se composait du bataillon que cet officier avait commandé pendant toute la campagne, et de celui du

colonel Gimat. Pour couper la retraite à la garnison, le colonel Laurens, autre aide-de-camp du commandant en chef, tourna la redoute avec quatre-vingts hommes, qui furent à la charge sans tirer un seul coup de fusil, et qui, tant était grande leur ardeur, ne donnèrent pas même le tems aux sapeurs d'écarter les abatis, ni de renverser les palissades. Franchissant ces obstacles, ils assaillirent les ouvrages de tous les côtés à-la-fois, et s'en emparèrent si précipitamment, qu'ils ne perdirent que peu de monde [1]. Le major Campbell défendait cette redoute avec quelques autres officiers et quarante-cinq soldats. Le major, un capitaine, un enseigne et dix-sept fusiliers furent faits prisonniers. Huit anglais furent tués pendant que les américains entraient dans les ouvrages, et il s'en échappa quelques-uns.

[1] Un sergent et huit soldats américains furent tués. Un lieutenant-colonel, quatre capitaines, un sous-officier, un lieutenant, un sergent et vingt-cinq fusiliers furent blessés.

L'indignation excitée par le carnage qui venait d'avoir lieu au fort Griswold, n'étouffa pas l'humanité dans le cœur des américains, et ne leur fit point user de représailles. « Incapables d'imiter un exemple de bar-« barie donné récemment, » dit le colonel Hamilton dans son rapport, « nos soldats ont épargné tous ceux

La redoute attaquée par les français, était défendue par un plus grand nombre d'hommes que la première ; et la résistance étant plus forte, ne fut pas surmontée si promptement. De cent vingt anglais qui occupaient ce poste, sous le commandement d'un lieutenant-colonel, dix-huit furent tués; et quarante-deux, au nombre desquels se trouvèrent un capitaine et deux lieutenans, furent faits prisonniers. Le nombre des morts et des blessés fut de près de cent hommes du côté des assaillans.

Le commandant en chef fut enchanté du courage que montrèrent les troupes dans l'une et dans l'autre attaque. Dans son ordre du jour suivant, il loua les dispositions judicieuses faites par le baron de Viomesnil et le marquis de la Fayette. Il pria ces officiers de faire connaître à tous ceux qui, en cette occa-

« qui ont cessé de faire résistance. » M. Gordon, dans son *Histoire de la guerre d'Amérique*, prétend qu'en vertu d'ordres donnés par M. de la Fayette, et approuvés par Washington, on devait passer au fil de l'épée tous ceux qu'on trouverait dans la redoute. Un ordre si sanguinaire aurait été trop opposé au caractère de ces deux généraux, et jamais il ne fut donné. Il n'y en a aucune trace dans les papiers de Washington; et le colonel Hamilton a publiquement contredit M. Gordon.

sion, avaient combattu sous leurs ordres, combien il était satisfait de leur conduite. Il pensait avec le plus vif plaisir, poursuivait-il, que les troupes des deux nations devaient avoir respectivement une confiance sans bornes. Il était persuadé qu'assurées d'un mutuel appui, il ne se présenterait point de dangers qu'elles ne bravassent, point de difficultés qu'elles ne surmontassent courageusement.

La nuit du jour où elles furent prises, la seconde parallèle enveloppa ces deux redoutes, sur lesquelles on plaça quelques obusiers qui, le lendemain à cinq heures du matin, tirèrent contre la place. La situation du lord Cornwallis devenait alors désespérée. De tous côtés ses ouvrages cédaient au feu des assiégeans, et leurs batteries avaient fait taire toutes les siennes. Tout annonçait qu'en peu d'heures la place ne serait plus tenable. Pour retarder quelque tems une catastrophe qui semblait inévitable, le lord Cornwallis résolut de faire une vigoureuse sortie, et d'attaquer deux batteries qui paraissaient sur le point de tirer, et que gardaient des troupes françaises. Le détachement destiné à cette attaque, était composé de deux cent cinquante hommes commandés par le colonel Abercrombie. Il se partagea en deux divisions

qui, le 16, à quatre heures du matin, attaquèrent avec la plus vive impétuosité les deux batteries, qu'elles enlevèrent sans une grande perte; mais les gardes des tranchées s'étant avancées sur-le-champ, les assiégés se retirèrent, et le peu de pièces qu'ils avaient enclouées à la hâte, furent bientôt remises en état de servir.

A quatre heures après-midi, les assiégeans firent jouer plusieurs batteries dans leur seconde parallèle, et il paraissait que le lendemain l'immense quantité de pièces d'artillerie qu'on avait montées dans cette ligne, tireraient contre la place. Les ouvrages des assiégés n'étaient plus en état de soutenir un feu si terrible: presque par-tout ils étaient en ruine. A peine les anglais pouvaient-ils montrer un seul canon sur le front de l'attaque, et ils n'avaient presque plus de bombes. Réduit à cette extrémité, le lord Cornwallis forma le hardi dessein de s'échapper par terre avec la plus grande partie de son armée. Il résolut de laisser ses malades et son bagage en arrière, de passer sur la pointe Glocester pendant la nuit, et d'attaquer M. de Choisy. Après avoir taillé en pièces ou dispersé les troupes commandées par cet officier, il eût fait monter son infanterie sur les chevaux qu'il eût enle-

vés aux français, et sur ceux qu'il eût pu saisir en chemin; et par une marche rapide, il eût gagné les gués des grandes rivières, puis il eût traversé de vive force le Maryland, la Pensylvanie et le Jersey, pour opérer sa jonction avec l'armée de New-York.

Il était presque impossible que l'entreprise pût s'exécuter. Cependant des bateaux rassemblés sous différens prétextes, furent tenus prêts pour transporter de l'autre côté de la rivière, les troupes qui devaient être embarquées à dix heures du soir. Ces dispositions furent faites dans le plus profond secret. Le premier embarquement était arrivé à la pointe sans être aperçu, et une partie des troupes avaient pris terre, lorsqu'un tourbillon mêlé de pluie interrompit l'exécution de ce projet dangereux, et força les bateaux à suivre le cours de la rivière. Ce ne fut qu'au point du jour, que l'orage ayant cessé, ils purent la remonter. Sur-le-champ on les renvoya chercher les troupes, qui bientôt et sans avoir perdu beaucoup de monde, furent débarquées sur la rive méridionale.

Dans la matinée du 17, de nouvelles batteries placées dans la seconde parallèle firent un feu auquel il n'était pas possible de résister. Ni ses lignes, ni aucune partie de la

ville, n'offraient un abri à la garnison, et le lord Cornwallis jugea, ainsi que ses ingénieurs, que la place n'était plus tenable. Sur les dix heures avant midi, ce général fit demander une suspension d'armes de vingt-quatre heures [1], afin que des commissaires pussent se réunir à la maison de Moore, qui était précisément derrière la première parallèle, et régler les conditions auxquelles on remettrait les postes d'York et de Glocester. Le commandant en chef répondit sur-le-champ qu'il désirait vivement d'épargner le sang humain, qu'il était prêt à accorder des conditions raisonnables, mais que ne pouvant, dans la conjoncture où l'on était, consentir à perdre un seul instant en négociations inutiles, il demandait qu'avant la réunion des commissaires, sa seigneurie lui fît passer ses propositions par écrit, et qu'à cet effet, il consentirait à une suspension d'armes de deux heures. Les articles proposés par le lord Cornwallis, quoiqu'ils ne fussent pas très-admissibles, ayant fait juger que les termes de la capitulation ne souffriraient pas beaucoup de difficultés, l'armistice fut prolongée

[1] Il y avait quatre ans qu'à pareil jour, le général Burgoyne avait signé la capitulation de Saratoga.
(Note du traducteur.)

pour toute la nuit. En même tems, pour éviter une vaine discussion, le commandant en chef dressa les articles qu'il consentait de signer. Il les fit transmettre au général anglais, en lui faisant déclarer que s'il les approuvait, on nommerait sur-le-champ des commissaires pour leur donner la forme convenable. En conséquence, le vicomte de Noailles et le lieutenant-colonel Laurens s'abouchèrent le 18, avec le colonel Dundas et le major Ross; mais n'ayant pu s'accorder entièrement, ils rédigèrent un projet de capitulation, qui devait être soumis à l'examen du lord Cornwallis. Déterminé à ne pas s'exposer aux hasards que le tems pouvait amener, Washington ne voulut point donner de nouveau délai. Il fit transcrire les articles dressés par les commissaires, et les envoya le lendemain matin au général ennemi, accompagnés d'une lettre où il demandait qu'ils fussent signés à onze heures, et que la garnison sortît à deux heures après-midi. Voyant qu'il ne pouvait obtenir de meilleures conditions, le lord Cornwallis se soumit à la nécessité, et le 19 octobre, il remit les postes d'York-Town et de Glocester aux commandans de l'armée combinée. L'armée, l'artillerie, les armes, les objets d'équipement, la caisse militaire, toutes les muni-

tions quelconques, furent livrés au général Washington; les vaisseaux et leurs équipages, le furent au comte de Grasse. Le nombre des prisonniers fut de plus de sept mille hommes, non compris les gens de mer. La garnison, perdit, pendant le siége, cinq cent cinquante-deux hommes, en réunissant dans ce compte, les morts, les blessés, et ceux qui furent pris ou qui ne reparurent plus. Les soldats, accompagnés d'un certain nombre d'officiers, devaient être répartis dans la Virginie, dans le Maryland et la Pensylvanie. Il fut permis aux autres officiers de se rendre, sur leur parole, en Europe, ou dans tout port de mer occupé par les forces britanniques en Amérique. Le lord Cornwallis avait demandé instamment que les troupes européennes pussent retourner dans leur pays, sous la seule condition de ne pas servir contre la France ou les Etats-Unis ; mais on le lui refusa. Il ne fut pas plus heureux dans ses efforts pour obtenir une garantie en faveur de ceux qui s'étaient réunis à l'armée britannique. On déclara que cet objet était du ressort de l'autorité civile, et l'article fut rejeté. On le lui accorda cependant sous une autre forme. Il lui fut permis d'envoyer à sir Henry Clinton ses dépêches sur la corvette la *Bonnetta*, qui ne

devait point être visitée ; et les américains les plus en butte à la haine de leurs compatriotes, montèrent sur ce vaisseau.

Le commandant en chef, en stipulant les articles de la capitulation d'York-Town, parut se souvenir de celle de Charles-Town ; il ne voulut point permettre à la garnison de sortir enseignes déployées ; mais il fut libre aux tambours de battre une marche anglaise ou allemande ; et ce fut en présence du général Lincoln qu'elle déposa les armes.

L'armée combinée qui contraignit le lord Cornwallis à capituler, pouvait être forte de seize mille hommes. Le comte de Rochambeau porta à sept mille le nombre des troupes françaises ; les troupes au service de la confédération ne formaient pas plus de cinq mille cinq cents hommes ; la milice composait le reste. Dans le cours du siége, la perte de cette armée fut d'environ trois cents hommes, y compris les blessés. Ce qui fait voir clairement avec quelle vigueur et quelle habileté furent conduites les opérations du siége, c'est que la capitulation fut signée le treizième jour après celui où l'on remua pour la première fois la terre devant la place. Toute l'armée mérita les plus grands éloges ; mais la nature de leur service permit à l'artillerie et au génie de se

distinguer particulièrement. Les généraux Duportail et Knox furent faits majors généraux. MM. Gouvion et Rochefontaine, l'un colonel et l'autre capitaine du corps du génie, avancèrent chacun d'un grade. Le commandant en chef, dans l'ordre qu'il donna le lendemain de la capitulation, fit une mention spéciale des généraux Lincoln, la Fayette et Steuben. Il parla aussi de la manière la plus flatteuse, du gouverneur Nelson, qui, durant toute la campagne, avait été à la tête de la milice de la Virginie, et qui n'avait négligé aucun moyen de fournir à l'armée tous les vivres qu'on pouvait trouver dans le pays. Washington fit les remercimens les plus vifs au comte de Rochambeau; et plusieurs autres officiers français furent nommés avec distinction. Tant de désastres avaient suivi les premiers efforts que les Etats-Unis avaient faits pour mettre à profit les secours que la France lui avait occasionellement donnés, qu'il paraît qu'une opinion peu favorable à l'alliance contractée avec cette puissance, avait fait quelque progrès dans les esprits, et même qu'elle s'était glissée jusque dans l'armée. Le commandant en chef, qui en avait toujours redouté les funestes conséquences, saisit l'occasion de la détruire; et il parla, en des termes aussi flat-

teurs pour S. M. T. C., que pour les forces de terre et de mer de la France, de l'efficacité des services que cette puissance venait de rendre aux Etats-Unis.

Sir Henry Clinton, qui connaissait le danger où l'armée du lord Cornwallis était exposée, prévoyait bien l'effet que produirait sur les opérations ultérieures, le revers qu'elle était sur le point d'éprouver. Il résolut de tout tenter pour la sauver; et après avoir embarqué environ sept mille hommes de ses meilleures troupes, il fit voile pour la baie de Chesapeak, sous le convoi d'une flotte portée récemment à vingt-cinq vaisseaux de ligne. Cet armement, qui n'appareilla de la Hook que le jour où fut signée la capitulation d'York-Town, parut le 24 octobre par le travers des caps de la Virginie. Sir Henry Clinton ayant appris là que le lord Cornwallis avait capitulé, n'eut plus de motif suffisant pour attaquer un ennemi aussi supérieur que l'était le comte de Grasse, et il retourna à New-York.

La joie que fit naître dans tous les Etats-Unis la prise d'une armée si formidable, fut aussi vive qu'avait été forte la terreur qui l'avait précédée. Toujours disposés à tirer des conséquences flatteuses de toute circonstance

favorable, les américains s'abandonnèrent alors avec plus de raison que précédemment, à la pente naturelle de leur caractère, et purent se flatter que la fin de leurs travaux et de leurs misères approchait. La satisfaction que ressentit le congrès fut égale à l'importance de l'événement; et l'assemblée témoigna combien elle sentait le prix d'un si brillant exploit. Elle vota des remercimens au commandant en chef, au comte de Rochambeau, au comte de Grasse, à tous les officiers de l'armée alliée, et au corps de l'artillerie et du génie en particulier. A ces témoignages de la reconnaissance publique, elle ajouta l'ordre d'élever à York-Town, dans la Virginie, une colonne de marbre qui supporterait les emblêmes de l'alliance des Etats-Unis et de S. M. T. C., et sur laquelle on graverait une inscription qui rappellerait que le lord Cornwallis, à la tête de son armée, s'était rendu à leurs excellences le général Washington, commandant en chef des forces combinées d'Amérique et de France, le comte de Rochambeau, commandant des troupes de S. M. T. C., et le comte de Grasse, commandant en chef des forces navales de France dans la baie de Chesapeak. Elle fit don de deux drapeaux pris à York-Town, au général

Washington, et de deux pièces de campagne au comte de Rochambeau; et S. M. T. C. dut être priée de permettre que son amiral acceptât un pareil gage de la reconnaissance des Etats-Unis. Elle se rendit en cérémonie à l'église luthérienne hollandaise, pour y remercier le Tout-Puissant des succès remportés par les armes des alliés; et par une proclamation, elle désigna le 13 décembre comme devant être, dans tout le territoire de l'Union, un jour d'action de graces pour cette faveur signalée de la divine Providence.

Ce ne fut pas seulement dans l'assemblée des délégués de la nation, que se manifesta l'approbation de la conduite du général Washington; il reçut de toutes parts les lettres de congratulation les plus flatteuses. Les gouvernemens particuliers des divers Etats-Unis, les magistrats des villes et les sociétés savantes lui témoignèrent à l'envi combien ils étaient pénétrés de l'importance de ses services, et quelles étaient leur affection pour sa personne et leur estime pour son caractère.

La supériorité que les alliés avaient alors, tant sur terre que sur mer, semblait leur promettre de nouveaux avantages qui ne pouvaient manquer de mettre fin à la guerre. Les postes que les troupes britanniques te-

naient encore dans les états méridionaux ; étaient trop faibles pour résister à l'armée qui avait triomphé du lord Cornwallis ; et comme ces troupes ne pouvaient, si le comte de Grasse consentait à agir contr'elles, ni être renforcées, ni s'échapper, il était impossible qu'elles ne fussent pas faites prisonnières. Washington avait fait part de ces observations à l'amiral français, dans la première entrevue qu'il avait eue avec lui, et il l'avait sollicité vivement de continuer ses secours jusqu'à ce que les anglais fussent expulsés de toutes les parties méridionales du territoire des Etats-Unis. Mais le tems que le comte de Grasse aurait été forcé de passer dans la baie de Chesapeak, aurait excédé celui qu'il pouvait consacrer au service de ces états; et il avait déclaré positivement qu'il ne pouvait s'engager dans aucune expédition après la prise d'York-Town. Cependant le siége de cette place ayant été moins long que l'amiral lui-même n'avait supposé qu'il le serait, le commandant en chef reprit son projet d'opérations dans le sud, et adressa au comte de Grasse une lettre où il avait cherché par tous les raisonnemens possibles à intéresser la gloire et à exciter le zèle de l'amiral français, pour l'engager à concourir à une attaque contre Charlestown.

Si cet objet ne pouvait s'accomplir, on devait tourner les armes des alliés contre Wilmington, dans la Caroline du nord, qu'occupait toujours un petit détachement de troupes britanniques qui tenait tout cet état en échec. La prise de ce détachement ne pouvait avoir beaucoup d'importance en elle-même; mais on jugeait qu'il était essentiel, soit pour les opérations militaires ultérieures, soit pour les négociations, de délivrer complètement la Caroline du nord. On avait résolu de faire parvenir un renfort à l'armée qui était sous les ordres du général Greene, et l'on se proposait d'envoyer par eau, sous le convoi de la flotte française, jusqu'à Wilmington, les troupes qui devaient le composer. On présumait que quelques jours leur suffiraient pour enlever ce poste, et qu'elles se rendraient ensuite par terre à la Caroline du sud. Washington, pour renouveler les représentations contenues dans sa lettre, ainsi que pour témoigner sa considération au comte de Grasse, et lui exprimer en personne combien il reconnaissait l'importance de ses services, fut à bord de la *Ville de Paris*, aussitôt que les troupes qui avaient capitulé à York-Town purent être transférées ailleurs. Le tems qu'il pouvait passer sur ce vaisseau ne suffisant pas pour

obtenir une réponse décisive, il y laissa le marquis de la Fayette, qui l'avait accompagné. M. de la Fayette revint le 23 octobre, et remit au commandant en chef une note par laquelle le comte de Grasse déclarait qu'il n'ignorait pas quels avantages pourraient résulter d'une expédition contre Charlestown, mais que les ordres de sa cour, que ses projets ultérieurs, et les engagemens qu'il avait contractés envers les officiers espagnols, ne lui permettaient pas de demeurer sur la côte des Etats-Unis, le tems nécessaire pour cette opération. Il consentait cependant à convoyer jusqu'à Wilmington un détachement de deux mille hommes, dont il protégerait le débarquement; mais il exigeait qu'ils fussent à bord pour le premier novembre. Lorsque cette époque approcha, l'amiral crut devoir se soustraire à l'exécution de sa promesse. Il était indispensable qu'il se trouvât dans les Indes occidentales, au jour qui avait été convenu. La continuité des vents du sud ou d'autres circonstances pouvant opposer des obstacles à la descente des troupes américaines qu'il aurait embarquées, il se serait vu forcé, dit-il, de les emmener avec lui dans les Antilles. Le détachement destiné à renforcer l'armée du général Greene, ne pouvant donc

être transporté par mer, on fit tous les préparatifs nécessaires pour qu'il allât joindre cette armée par terre. Il consistait dans les brigades de Wayne et de Gist; et le commandement en fut confié au major-général Saint-Clair, qui eut ordre de s'emparer de Wilmington.

Le comte de Grasse ayant consenti à demeurer quelques jours dans la baie pour couvrir le transport des troupes de l'est et l'artillerie qu'on devait conduire par eau jusqu'à la tête de l'Elk, on les embarqua au commencement du mois de novembre. Le général Lincoln qui les commandait, devait, depuis le point de leur débarquement, conduire ces troupes dans le New-Jersey et le New-York, pour y prendre leurs quartiers d'hiver [1].

[1] Vers la fin d'octobre, le major Ross fit, à la tête d'un corps de volontaires et d'indiens, se montant à cinq cents hommes, une irruption dans le pays situé sur la Mohawk. Le colonel Willet fut à sa rencontre, avec un détachement de quatre cents à cinq cents hommes, les uns de nouvelle levée, et les autres de milice. Arrivé près de John's-Town, Willet trouva l'ennemi qui tuait le bétail, et était probablement dans une entière sécurité. Avant de se montrer, l'officier américain détacha son aile gauche sous le commandement du major Rowley, auquel il donna l'ordre de prendre en queue les anglais, tandis que lui-même

Les troupes françaises demeurèrent dans la Virginie, tant pour la sûreté de cet Etat que pour être à portée de marcher soit vers le nord, soit vers le sud, selon que l'exigeraient les opérations de la prochaine campagne.

les attaquerait de front. L'ennemi se retira d'abord dans un bois voisin, et l'escarmouche commençait à s'engager, lorsque l'aile droite prit tout-à-coup la fuite, abandonnant une pièce de canon placée sur une hauteur, et destinée à couvrir la retraite. Heureusement Rowley arriva dans cette conjoncture critique; et il reprit ce que l'on avait perdu. La nuit étant survenue, le major Ross s'enfonça dans le bois, et campa sur la cime d'une montagne. Il parut ne plus songer alors qu'à repasser l'affreux désert qu'il avait derrière lui, ce qui ne pouvait se faire qu'avec des peines infinies, par la voie de Buck-Island et d'Osouegatchie; car on lui avait coupé la retraite vers ses bateaux. Willet, avec ses troupes d'élite, chargées de vivres pour cinq jours, et une soixantaine d'indiens qui venaient de se réunir à lui, et « qui formaient, » dit-il, « la meilleure cavalerie « pour franchir le désert, » se mit à la poursuite de l'ennemi; et, le 30, au matin, il atteignit, à la Canada-Creek, environ quarante blancs, et quelques sauvages laissés en arrière pour chercher des vivres. On en tua, et on en prit un assez grand nombre. Le corps principal s'enfuit avec une telle vîtesse que la poursuite fut inutile. Dans ce parti, se trouvait le major Walter Butler, qui avait dirigé le massacre de la Cherry-Valley. On lui refusa quartier, et il tomba victime de la vengeance que son caractère atroce avait attirée sur sa tête.

Le transport dont nous venons de parler étant achevé, le comte de Grasse fit voile pour les Indes occidentales, et le commandant en chef se rendit à Philadelphie.

A la fin de la campagne, le marquis de la Fayette obtint de nouveau la permission de retourner en Europe. L'attachement que cet officier avait voué aux Etats-Unis, faisant juger qu'il userait de la faveur de son souverain de la manière la plus conforme à leurs intérêts, le congrès qui, par diverses résolutions, avait témoigné qu'il connaissait toute l'étendue de ses services, en prit d'autres par lesquelles il requit ses agens en Europe, de conférer avec lui sur la situation des affaires d'Amérique, et d'avoir recours à son crédit pour presser l'envoi des secours que pourrait leur faire passer S. M. T. C.

CHAPITRE XII.

Le général Greene investit Camden. — Bataille d'Hobkirk's-Hill. — Prise de plusieurs postes anglais. — Le lord Rawdon se retire dans la partie inférieure du pays. — Le général Greene investit Ninety-Six. — Il est repoussé, et se retire. — Mouvemens des armées respectives. — Suite des opérations militaires. — Bataille d'Eutaw. — L'armée britannique fait retraite du côté de Charlestown.

Les opérations de la campagne de 1781, furent très-multipliées dans la Caroline du sud et dans la Géorgie. L'importance dont en fut le résultat, les talens des généraux, le courage et les souffrances des armées respectives, et enfin les maux sans nombre des habitans, rendent le récit de ces opérations susceptible d'un intérêt plus puissant que ne semble le comporter le nombre des troupes qui combattirent.

Lorsque le lord Cornwallis pénétra dans la Caroline du nord, le soin de maintenir dans les états plus méridionaux l'autorité de la Grande-Bretagne, fut confié au lord Rawdon, qui établit une chaîne de postes depuis Charlestown jusqu'à Augusta, par la voie de Camden et de Ninety-Six. Le plus important de ces

postes était Camden. Pour compléter et assurer les communications, ainsi que pour couvrir le pays, on choisit plusieurs petites positions intermédiaires, que l'on fit occuper par quelques hommes de troupes réglées et de milice. Ces postes étaient fortifiés de manière à résister au peu de forces qu'il était possible de lever dans le pays pour les attaquer, et l'on ne craignait point de plus formidables ennemis. Cependant l'esprit de résistance subsistait toujours dans les parties nord-est et nord-ouest de l'état, où les généraux Sumpter et Marion commandaient chacun un corps de milice à cheval. Par la célérité de leurs mouvemens, ils échappèrent souvent au lord Rawdon, qui, n'ayant point de cavalerie, ne pouvait les poursuivre lorsqu'il les avait battus. Leurs tentatives, quoique hardies, ne furent point couronnées du succès; et ils ne causèrent aucune alarme, parce qu'il n'y avait pas d'apparence que leurs forces pussent s'accroître.

Ce fut en cet état des choses, que le général Greene forma le projet hardi de rendre à l'Union américaine, la Caroline du sud et la Géorgie. D'après un état de revue dressé le 30 mars, il paraît qu'il n'avait à ses ordres que quinze cents hommes de troupes au ser-

vice de la confédération. La légion de Lee et la cavalerie de Washington accrurent, il est vrai, ce nombre de près de trois cents hommes. L'espoir d'obtenir des renforts était très-incertain, ainsi que celui de trouver des vivres. Greene connaissait tous ces obstacles; mais il croyait que l'intérêt public exigeait qu'il s'efforçât de les surmonter. « Je prendrai, » disait ce brave officier, dans une lettre où il communiquait son plan au commandant en chef, « toutes les précautions possibles pour « éviter un revers; mais les circonstances me « forcent à donner quelque chose au hasard, « et je me repose sur mes amis pour venger « ou pour soutenir ma réputation, si je reçois « quelque échec. »

Cette longue chaîne de postes qu'avait formée le lord Rawdon, présentait plusieurs points que, selon toute apparence, Greene pouvait attaquer avec succès. Pour faire sur-le-champ la plus forte impression possible, le général américain renforça la légion par une compagnie d'infanterie; et le jour qui précéda celui où il quitta son camp de la Deep-River, il avait donné à Lee l'ordre de se réunir à Marion. En même tems il avait fait part au général Pickens, du dessein qu'il avait formé d'entrer dans la Caroline du sud, et il lui

avait recommandé de rassembler la milice des comtés occidentaux, et de mettre le siége devant Augusta et Ninety-Six. Il espérait que, par un effort vigoureux et prompt, il pourrait enlever un grand nombre de postes, couper à l'ennemi la communication avec ceux qui seraient mieux gardés, lui intercepter ses convois de vivres, et probablement, en l'alarmant pour la sûreté du pays situé au-dessous, contraindre le lord Rawdon à affaiblir la garnison de Camden.

Le 7 avril, Greene se mit en marche; et le 19 du même mois, il campa devant Camden, à moins d'un demi-mille des ouvrages de l'ennemi. Il avait espéré que le général anglais ne serait point instruit de son approche; mais presque tous les habitans des cantons qu'il avait traversés, étaient opposés à la cause qu'il soutenait, et il avait été forcé de s'arrêter en chemin pour procurer des vivres à ses troupes, opération qui avait exigé autant de circonspection que s'il avait été dans un pays ouvertement déclaré contre lui. En conséquence, le lord Rawdon qui avait reçu de bonne heure avis de la marche de Greene, s'était préparé à le recevoir.

La ville de Camden est située dans une plaine. Elle est couverte, au sud, par la Wa-

terie [1], et à l'est, par la crique de Pinetree. Une forte chaîne de redoutes, qui s'étendait depuis la rivière jusqu'à la crique, défendait la place du côté du nord et de celui de l'ouest. Greene ne pouvant enlever d'assaut les ouvrages, ni les environner de toutes parts, se contenta de se tenir devant Camden, espérant recevoir des renforts de milice, ou engager une action en rase campagne. Dans cette position, il apprit que le colonel Watson longeait, en remontant, la Santie, avec un corps d'environ quatre cents hommes. La conjoncture était embarrassante. Dans le cas où les deux divisions de l'armée britannique parviendraient à se réunir, Greene devait se trouver trop faible pour prendre l'offensive; et il ne pouvait prévenir cette jonction qu'en s'opposant à la marche de Watson, à quelque distance de Camden. Pour qu'une pareille tentative ne fût point infructueuse, il fallait que le général américain pût mouvoir avec rapidité toutes ses forces, ce qui devait être impossible tant qu'elles seraient embarrassées de leur artillerie et de leur bagage. La nature du terrain opposait aussi des obstacles. La Sandhill-Creek coule à travers des terres bas-

[1] Cette rivière porte le nom de Catawba, dans la partie supérieure de son cours.

ses et marécageuses, qui se refusent à tout charroi, et qu'on ne peut tourner qu'en faisant un circuit très-étendu. En conséquence, Greene commit son artillerie et son bagage à la garde du lieutenant-colonel Carrington, qui commandait la milice de la Caroline du nord et quelques cavaliers. Carrington eut ordre de transporter ce dépôt jusqu'à la crique de Lynch, qui coule à vingt milles au nord de Camden, et sur le bord de laquelle il devait prendre les mesures que lui dicterait la prudence. Cette disposition faite, l'armée américaine passa la Sandhill-Creek, et campa à l'est de Camden, sur le chemin qui conduit de cette ville à Charlestown. Elle demeura là quelques jours, durant lesquels elle ne subsista que du peu de vivres que lui fournirent les environs. Cette ressource étant presque entièrement épuisée, Greene se vit forcé de quitter sa position. Il ordonna à Carrington de venir le rejoindre; et le 24 avril, il fut asseoir son camp au nord de Camden.

Un tambour qui déserta le lendemain, et avant que la jonction eût pu s'effectuer, apprit à l'ennemi que l'artillerie et la milice avaient été détachées du corps d'armée principal. Le lord Rawdon résolut de saisir cette occasion de combattre avec avantage. En

conséquence, le 25 avril au matin, il sortit de la place pour attaquer l'armée américaine, à la tête d'un corps de neuf cents hommes.

Greene, afin de distribuer des vivres à ses troupes, s'était retiré jusqu'à Hobkirk's-Hill ou la colline d'Hobkirk, à un peu plus d'un mille de Camden, et sur le chemin qui mène aux Waxhaws. La gauche de cette colline, que tapissaient des arbres de haute futaie, était flanquée par le marais que formait la Sandhill-Creek; et le terrain qui, depuis le front de l'armée s'étendait vers la ville, était aussi couvert de bois épais et de sous-bois. La milice et l'artillerie étaient rentrées au camp dès le matin; les troupes avaient reçu leurs rations, et les soldats étaient prêts à prendre les armes au premier signal.

Le lord Rawdon, après avoir tourné le marais, gagna sans être aperçu, la gauche de l'armée américaine, par un endroit où il était facile de monter; et sur les onze heures, son approche fut annoncée par le feu des piquets avancés, qui étaient à un demi-mille sur le front du campement. Greene forma sur-le-champ sa ligne de bataille. La brigade de la Virginie, commandée par le général Huger, fut placée à la droite du grand chemin. Celle du Maryland, qui avait pour chef le colonel

Williams, se porta sur la gauche, et l'artillerie occupa le centre. La milice de la Caroline du nord, qui était aux ordres du colonel Reade, fit une seconde ligne; et le capitaine Kirkwood, avec l'infanterie légère, se tint sur le front pour soutenir les piquets et retarder les progrès de l'ennemi. Greene demeura sur la droite avec la brigade d'Huger.

Les capitaines Morgan et Benson, qui commandaient les piquets avancés, firent d'abord résistance; mais bientôt ils furent contraints de céder à un ennemi supérieur en nombre. Kirkwood fut également forcé de se replier, et les troupes britanniques furent en vue. Le lord Rawdon continua sa marche à travers le bois, le long des terres basses qu'avait en avant la brigade du Maryland, qui se rangeait alors en bataille; et lorsqu'il eut gagné le chemin, il forma sa colonne.

Le soixante-troisième régiment, et les volontaires d'Irlande, composaient la droite de la ligne britannique. Le régiment de Royal Américain, que soutenait le détachement du capitaine Robertson, en formait la gauche; et au centre était le corps des volontaires de New-York. Le régiment de la Caroline du sud et la cavalerie étaient placés en arrière, pour servir de corps de réserve.

Les anglais s'avançant sur une ligne fort étroite, le colonel Ford du Maryland, et le lieutenant-colonel Campbell, eurent ordre d'attaquer, l'un le flanc droit, et l'autre le flanc gauche de l'ennemi. Greene en même tems fit descendre la colline et marcher contre le front, les deux régimens de troupes au service de l'Union, desquels il n'avait pas encore disposé. Enfin le colonel Washington devait tourner le flanc gauche, charger l'ennemi en queue, et lui couper la retraite du côté de la ville.

Ces ordres furent exécutés avec ardeur, et toute la ligne engagea de près l'action. En même tems l'artillerie joua avec beaucoup d'effet contre le front des troupes anglaises, qu'en y joignant les volontaires d'Irlande, le lord Rawdon avait étendu lorsqu'il avait reconnu le danger qui menaçait ses flancs. Ses troupes furent vivement pressées de toutes parts, et sa gauche fit retraite. Le colonel Washington, profitant de cette confusion, chargea en queue avec sa vigueur accoutumée, et fit près de deux cents prisonniers. Enfin Greene croyait inévitable la destruction de toute l'armée britannique, lorsqu'il vit s'évanouir cette brillante perspective; et la victoire lui fut arrachée par un de ces inci-

dens contre lesquels toute la prévoyance d'un général ne peut rien. Le désordre se mit dans le premier régiment du Maryland, qui, conjointement avec la cavalerie de Washington, avait gagné la bataille de la Cowpens, et qui s'était si éminemment distingué dans la retraite faite à travers la Caroline du nord, ainsi qu'à la journée de Guilford. Ce corps avait eu ordre de charger l'ennemi avec la bayonnette et sans tirer un coup de fusil; et il parut disposé à le bien exécuter lorsque l'action s'engagea, quoiqu'à cet instant il fût à peine rangé en bataille. Les deux compagnies de la droite ayant reçu le feu de l'ennemi, ripostèrent, et leur exemple fut suivi par les autres. Cependant le régiment continuait à marcher en avant, lorsque le capitaine Beatie [1], qui commandait à la droite, fut tué. La confusion se mit dans sa compagnie et dans celle qui l'avoisinait, et elles quittèrent la ligne. Le colonel Gunby s'efforçant aussitôt de les rallier, ordonna malheureusement à tout le régiment de se replier et de se réunir à ces deux compagnies, derrière la colline sur laquelle montaient les anglais. Cet ordre fut pris pour celui de faire retraite, et tout le

[1] C'était, selon le rapport du général Greene, un militaire accompli.

corps se mit à fuir. A-peu-près au même instant, le second régiment du Maryland fut aussi rompu ; et en voulant le rallier, le colonel Ford fut mortellement blessé. Le lord Rawdon profita de cet avantage inopiné. La droite des anglais gagna promptement le sommet de la colline, força l'artillerie à se retirer, tourna le flanc du second régiment de la Virginie (commandé par le lieutenant-colonel Hawes), et descendit de l'autre côté. Dans cet instant, le premier régiment de la Virginie plia. Voyant ce brusque changement, et sachant qu'il ne pouvait compter sur la seconde ligne pour renouveler le combat, Greene, afin d'éviter une défaite totale, ordonna au lieutenant-colonel Hawes de se retirer avec son régiment, qui se maintenait en bon ordre. La brigade du Maryland fut ralliée en partie ; mais le lord Rawdon était maître de la colline, et l'on jugea qu'il était trop tard pour chercher à rappeler la fortune. En conséquence Greene fit sonner la retraite.

Le colonel Washington voyant que l'infanterie avait abandonné le champ de bataille, se retira aussi. Tel était le désordre de l'arrière-garde des troupes britanniques, qu'après avoir renvoyé sur leur parole les officiers, il

emmena cinquante prisonniers, au nombre desquels étaient tous les chirurgiens.

La retraite ayant été faite en bon ordre et couverte par une cavalerie supérieure en nombre à celle de l'ennemi, n'occasiona point de perte. Les américains s'arrêtèrent à quatre milles du champ de bataille, derrière la crique de Saunders; et le lendemain, ils gagnèrent les moulins de Rugely. Ils furent poursuivis, l'espace d'environ trois milles. Il y eut quelques escarmouches, qui se terminèrent toutes par une charge vigoureuse que fit le colonel Washington avec la cavalerie et un petit parti d'infanterie, contre un corps de cavalerie anglaise qui précédait l'avant-garde. Ce corps ayant été rompu et serré de près, l'infanterie se retira précipitamment à Camden.

Il paraît par un état de revue, dressé le 26 avril, que les troupes au service de l'Union qui prirent part à cette action, étaient au nombre d'un peu plus de douze cents hommes, parmi lesquels il y avait cent trente cavaliers et artilleurs. Leur perte fut en tout de deux cent soixante-six hommes. La milice attachée à l'armée se montait à deux cent cinquante-six hommes, deux desquels, après la bataille, ne répondirent point à l'appel. On a porté à deux cent cinquante-huit hommes en tout, la perte

de l'armée anglaise, perte qui, quoique peu considérable en elle-même, eut sur les opérations subséquentes une influence marquée.

Greene suivit le plan que la force de Camden, et le peu de troupes qu'il commandait, lui avaient fait originairement adopter. Il demeura près de cette place; et l'activité de sa cavalerie gêna extrêmement les communications de la garnison avec les royalistes des environs. Le pays ne produisait que peu de vivres, et ce n'était ni sans danger ni sans peine qu'elle pouvait s'en procurer. Comme on n'avait pas cru qu'elle dût être assiégée, on n'avait point formé de magasins; et en conséquence, le général américain pouvait se flatter de l'espoir qu'en peu de tems le lord Rawdon serait forcé d'évacuer Camden, ou de tenter de s'ouvrir un chemin jusqu'à Charlestown.

On doit se rappeler que, le 6 avril, le lieutenant-colonel Lee avait été détaché du camp assis sur le bord de la Deep-River. Le 14 de ce mois, Marion le joignit entre la rivière Noire et la Santie; et ces deux officiers commencèrent, les jours suivans, leurs opérations contre la ligne de communication de Camden avec Charlestown, en mettant le siége devant le fort Watson. Ce fort était situé près de la Santie sur un tertre que les indiens avaient

élevé à plus de quarante pieds au-dessus du terrain adjacent, et était entouré de trois rangs d'abatis. Les assiégeans manquaient d'artillerie, ainsi que les assiégés. Les premiers n'avaient pas un seul instrument propre à ouvrir une tranchée, et à quelque distance, rien ne pouvait couvrir leurs approches. Ils espéraient, en l'empêchant de communiquer avec un lac d'où elle tirait de l'eau, forcer la garnison à capituler; mais elle fit évanouir cet espoir, en creusant un puits près de l'un des rangs d'abatis; et les américains se virent alors dans le cas de chercher un autre expédient, ou de renoncer à leur entreprise. Ils élevèrent une tour qui dominait le fort, et du haut de laquelle les carabiniers chassèrent de leurs lignes les assiégés. Cet ouvrage, dont le major Maham dirigea la construction, fut achevé le 23 au matin, puis on établit un logement sur le penchant de l'éminence près des abatis extérieurs, qui furent bientôt renversés. Cette opération terminée, la garnison rendit la place.

La prise du fort Watson ranima, dans cette partie de l'état, le courage des amis de la révolution. Ce fut aussi un obstacle à la retraite du lord Rawdon, que Greene espérait forcer à capituler. Pour accroître l'embarras

de l'ennemi, le général américain envoya un petit renfort à Marion ; et, le 3 du mois de mai, il passa lui-même la Waterie, et prit, du côté méridional de cette rivière, et sur un terrain fortifié par la nature, une position d'où il pouvait intercepter tous les convois destinés à la garnison de Camden.

Le colonel Watson s'était tenu quelque tems sur la frontière nord-est de l'Etat, avec un fort détachement. A l'approche de Greene, le lord Rawdon ordonna à ce détachement de le rejoindre. Marion et Lee se rendirent maîtres des gués, au moyen desquels Watson pouvait passer les criques, et ils l'arrêtèrent ainsi dans sa marche. Il ne lui était plus possible de gagner Camden qu'en redescendant la Santie, et en traversant cette rivière près de son embouchure. Il prit ce parti ; et repassant l'eau au-dessus du détachement américain, et près du confluent de la Congarie et de la Waterie, il effectua sa jonction, non sans beaucoup de peine et de dangers. Ce renfort procura au général anglais une supériorité décidée. En conséquence, le jour même où Watson arriva dans cette place, Greene se retira des environs de Camden, et fut occuper une forte position derrière la crique de Sawney.

Dans la nuit du 7, le lord Rawdon, comme on l'avait conjecturé, passa avec toutes ses forces, la Waterie au bac de Camden. Il se proposait de tourner le flanc gauche des américains, et de les prendre en queue. En traversant la rivière, il apprit qu'ils avaient changé de position, et il dirigea sa marche vers leur nouveau camp. L'assiette en avait été si judicieusement choisie, qu'il désespéra de le forcer; et, après avoir en vain manœuvré quelque tems pour attirer Greene hors de ses lignes, il reprit le chemin de Camden.

Marion et Lee, lorsqu'ils eurent complètement coupé la ligne de communication établie au nord de la Santie, traversèrent cette rivière, et ne laissèrent échapper aucun convoi. Le 8 mai, ils environnèrent le poste de Mottes-House, placé sur la rive méridionale de la Congarie, et près du point où cette rivière se réunit à la Waterie. Ce poste était l'entrepôt de tous les vivres qu'on faisait passer à Camden. Le lord Rawdon avait résolu d'évacuer cette place, s'il ne remportait pas sur Greene une victoire décisive. N'ayant pu engager une action générale, il exécuta son projet; et, le 10 mai, après avoir détruit les ouvrages, il sortit de Camden, et longea le

bord septentrional de la rivière jusqu'au bac de Neilson. Par ce mouvement, il espérait sauver la garnison de Mottes-House. Mais le siége en avait été pressé si vivement, qu'en traversant la rivière, le lord apprit que les cent soixante-cinq hommes qui la composaient, avaient capitulé le 12, et été faits prisonniers de guerre. Le poste d'Orangebourg s'était rendu à Sumpter le jour précédent.

Le 14 au soir, l'armée britannique quitta le bac de Neilson, dans le dessein d'empêcher les opérations qui se faisaient sur la Congarie; mais quelques avis qui survinrent déterminèrent le général à changer de plan, et il marcha contre le Monk's-Corner, position qui couvrait les cantons d'où Charlestown tirait ses vivres.

Tandis que le général anglais était ainsi forcé de faire retraite, les américains agissaient avec une extrême vivacité. Après la reddition du poste de Mottes-House, Marion se porta contre George-Town, place qui était située sur la rivière Noire, et qu'il réduisit. En même tems Lee fut attaquer le fort Granby, qui avait été élevé au sud de la Congarie, et avait pour garnison trois cent cinquante-deux hommes, la plupart de milice. La place

fut investie, le 14 au soir. Une batterie fut dressée pendant la nuit, et le lendemain le fort capitula.

Les derniers mouvemens qu'avait faits l'armée britannique, laissaient exposées aux troupes de Greene, et sans espoir d'être secourues, les garnisons de Ninety-Six et d'Augusta. La prise de ces deux places devant rendre à l'Union tout l'intérieur des deux états méridionaux, Greene résolut de les attaquer. Lee eut ordre de marcher, sans perdre de tems, contre la seconde, tandis que le général lui-même marcherait contre la première.

Les anglais avaient, en s'emparant du pays en 1780, établi à Ninety-Six, un poste pour la sûreté duquel ils avaient construit différens ouvrages, dont le principal était, d'après sa forme, appelé l'Etoile, et consistait en seize angles, les uns saillans et les autres rentrans. Un fossé à sec, une fraise et un abatis l'entouraient. Il se trouvait du côté droit de la place, à la gauche de laquelle était une vallée, où coulait un ruisseau, et que commandait la prison, que l'on avait convertie en une sorte de citadelle [1]. Une redoute [2] était à l'opposite. La garnison, qui avait pour chef le

[1] Block-House. [2] *Idem.*

lieutenant-colonel Cruger, était considérable [1] relativement à l'étendue de la place; mais elle n'avait que trois pièces de canon. Le lord Rawdon lui avait fait expédier, lorsqu'il avait évacué Camden, l'ordre de se retirer à Augusta; mais ses courriers avaient été arrêtés. Cruger se voyant maître de sa conduite, résolut de mettre la ville de Ninety-Six dans le meilleur état de défense possible. A force de travaux, il la fit environner d'un parapet et d'un abatis. Des redoutes furent construites dans le corps même de la place, on y fit des barricades, et l'on établit des communications couvertes. Ces nouveaux ouvrages furent achevés avant le commencement du siége.

Le 22 mai, mille hommes de troupes au service de l'Union, campèrent à la portée du canon de la place. Dans la nuit suivante, ils remuèrent la terre, à trente toises des ouvrages; mais les anglais firent, sous le feu de leurs canons qu'ils avaient placés sur l'Etoile, une sortie vigoureuse, dans laquelle ils chassèrent de leurs tranchées les assiégeans, et en percèrent quelques-uns à coups de bayonnette. Après cet échec, le siége fut conduit

[1] Les rapports des anglais la firent monter à cinq cent cinquante hommes, sur lesquels il y en avait deux cents de milice.

avec plus de circonspection ; mais en même tems avec beaucoup d'art et de constance. Le 3 juin, la seconde parallèle fut achevée et la garnison sommée de se rendre. Cruger répondit qu'il défendrait la place jusqu'à l'extrémité ; et les operations recommencèrent avec une nouvelle ardeur.

Le 8, Lee rejoignit l'armée avec les troupes qu'il commandait. Le lendemain de la prise du fort Granby, cet officier actif s'était mis en marche pour rejoindre le général Pickens, et former le siége d'Augusta. Chemin faisant, il avait fait attaquer, par le capitaine Rudolph, le fort Golphin, qui était situé sur le bord méridional de la Savannah, et qui se rendit le 1.er mai. Les opérations contre Augusta commencèrent ensuite. La place fut courageusement défendue par le lieutenant - colonel Brown ; mais les assiégeans l'attaquèrent si vivement, que le 5 juin elle fut réduite à capituler. Les prisonniers, au nombre de trois cents hommes, furent conduits au corps d'armée principal ; et dans l'espoir que ce spectacle ferait quelque impression sur la garnison de Ninety-Six, on les fit défiler à la vue de la place.

Lorsqu'il eut reçu des renforts, Greene qui jusque-là n'avait poussé ses approches

que contre l'Étoile, commença ses opérations contre les ouvrages qui commandaient le cours de l'eau. Il en confia la direction au lieutenant-colonel Lee. Le siége fut conduit de manière à faire juger que la place serait bientôt forcée de se rendre, si elle n'était pas secourue. La garnison montrait aussi beaucoup d'activité; mais tout son courage aurait été inutile, si le lord Rawdon n'avait pas reçu des renforts qui lui permirent de parcourir de nouveau la Caroline du sud. L'éloignement qu'on montrait pour la cause royale, à Charlestown et dans les environs, l'avait contraint de demeurer près de la côte de la mer pour conserver une place dont, selon toute apparence, la perte devait ruiner les affaires des anglais dans les deux états méridionaux. Le 3 juin, il fut tiré de cette position inquiétante, par l'arrivée de trois régimens irlandais; et, le 7, il marcha au secours de Ninety-Six, à la tête d'un corps d'environ deux mille hommes.

Le 11 juin, Greene fut instruit de l'approche du lord Rawdon. Il fit sur-le-champ passer à Sumpter, l'ordre de réunir la milice, de se porter directement en face de l'armée britannique, et de mettre à profit tout avantage qu'offrirait la nature du terrain. Pour faciliter

l'exécution de cet ordre, toute la cavalerie fut se réunir aux troupes que commandait Sumpter. Le lord Rawdon passa un peu au-dessous de la jonction de la Saluda et de la large rivière, et de la sorte il devança l'officier américain, à qui il ne fut plus possible de se placer de front. Greene se proposait aussi d'aller à la rencontre de l'ennemi, et de le combattre à quelque distance de Ninety-Six ; mais la milice ne lui fournit point assez de renforts pour qu'il pût se flatter d'obtenir quelque succès. Le seul espoir qui lui restât, était de presser le siége si vivement que la place fût contrainte à capituler avant l'arrivée du lord Rawdon. Les assiégeans formèrent leur troisième parallèle autour de l'abatis, du côté du fort de l'Etoile. Une mine et deux tranchées furent poussées à quelques pieds du fossé. L'artillerie de campagne [1] fut placée en batterie à soixante et dix toises du fort et le commanda. Une autre batterie qui était destinée à protéger les travailleurs, et que garnissaient les carabiniers, fut élevée à quinze toises du parapet. La garnison avait beaucoup de peine à se procurer de l'eau ; et dans la nuit du 17 juin, elle fut forcée d'évacuer ses ouvrages. Depuis plusieurs jours un seul

[1] Il n'y avait point d'artillerie de siége.

assiégé ne pouvait plus paraître impunément.

Telle était la situation des choses, lorsque l'approche du lord Rawdon ne laissa plus d'espoir d'emporter la place autrement que d'assaut. Ne voulant point renoncer à une conquête qui semblait prochaine, Greene résolut de faire tous les efforts dont il pourrait attendre quelque succès. Mais un parapet de douze pieds de hauteur, qu'élevaient à quinze des sacs remplis de sable, rendait si forts les ouvrages des assiégés, qu'il y aurait eu de la folie à les assaillir sans avoir fait une tentative partielle pour effectuer un logement sur une des courtines de la redoute de l'Etoile, et pour enlever le fort de la gauche, si la première opération réussissait. Aussitôt que fut prise la détermination de faire cette attaque séparée, on fit toutes les dispositions nécessaires. Le lieutenant-colonel Lee eut ordre de donner l'assaut aux ouvrages de la gauche, avec la légion d'infanterie et l'infanterie légère de Kirkwood, tandis que le lieutenant-colonel Campbell attaquerait la redoute de l'Etoile, à la tête du premier régiment du Maryland et du premier régiment de la Virginie. On garnit toutes les lignes de la troisième parallèle, et l'artillerie joua contre la place. Le 18 à midi, les détachemens désignés

marchèrent à l'assaut. L'attaque contre la gauche réussit. Lee força les ouvrages construits de ce côté, et s'en rendit maître. Mais la résistance fut plus opiniâtre à droite; et Campbell, quoiqu'aussi brave, fut moins heureux que Lee. Les lieutenans Duval et Selden conduisaient les enfans perdus, que suivaient des soldats portant des crocs pour entraîner les sacs de sable. Les assaillans descendirent courageusement dans le fossé, dont la profondeur jointe à l'élévation du parapet opposait un obstacle qui pouvait à peine être surmonté. Le major Greene qui commandait dans l'Etoile, avait bordé le parapet de soldats armés de bayonnettes et de piques; et le flanc droit des américains était exposé au feu terrible que faisaient quatre pièces de campagne montées sur une des redoutes. Les assaillans demeurèrent près de trois quarts d'heures dans le fossé, faisant de continuels efforts pour mettre à fin leur entreprise. Duval et Selden furent dangereusement blessés, et presque tous les enfans perdus furent ou tués ou mis hors de combat. Tout espoir de succès s'étant évanoui, les troupes furent rappelées.

Tenir l'armée américaine plus long-tems devant Ninety-Six, eût été lui faire courir le

plus grand hasard; et, le 19, Greene leva le siége [1]. Ayant passé la Saluda, il campa sur le bord de la petite rivière. Le 21 juin au matin, le lord Rawdon arriva à Ninety-Six; et le même jour au soir, il en sortit pour aller à la recherche de l'armée américaine. Dans ses précédentes opérations, il avait si fortement éprouvé l'inconvénient de manquer de cavalerie, qu'il avait fait les plus grands efforts pour en former une. Au moyen des contributions de Charlestown, il était parvenu à se procurer des chevaux pour cent cinquante hommes qu'il tira du régiment de la Caroline du sud.

Greene prévoyant que le général ennemi, dont il connaissait l'activité, ne négligerait rien pour profiter de la supériorité de ses forces, envoya vers le nord ses malades et ses blessés; et aussitôt que le lord Rawdon eut passé la Saluda, il prit, en se retirant, le chemin de Charlotte (dans la Virginie), où l'on avait formé des magasins. Pour accroître la difficulté que l'armée britannique devait

[1] Les américains perdirent au siége de Ninety-Six, cent cinquante-cinq hommes, en confondant les morts et les blessés. Au nombre des premiers se trouva le capitaine Armstrong du Maryland. La perte de la garnison a été évaluée à quatre-vingt-cinq hommes.

éprouver à se procurer des vivres, il fit démonter tous les moulins qui se trouvaient sur son passage. Etant arrivé sur le bord de la rivière d'Ennorie, le lord Rawdon jugea la poursuite inutile, et il retourna à Ninety-Six. La retraite cessa alors. Greene s'arrêta au bord de la large rivière, près des *Cross-Roads* [1], point depuis lequel il pouvait, selon les conjonctures, ou filer vers la Congarie, ou aller assiéger de nouveau Ninety-Six. La légion suivit de près le lord Rawdon jusqu'à cette place, où il ne demeura que deux jours. Persuadé qu'il lui importait de resserrer ses postes, il laissa sous le commandement du lieutenant-colonel Cruger, pour protéger les loyalistes, la partie principale de son armée. A la tête d'un peu moins de mille hommes, mais sans sortir des limites entre lesquelles devaient se renfermer les forces britanniques, il s'avança en personne vers la Congarie. Il crut probablement que Greene serait chassé de la Caroline du sud. On prétend aussi qu'il fit ce mouvement hasardeux, parce qu'il s'attendait à recevoir, sur le bord de la Congarie, un renfort qu'on devait lui envoyer de Charlestown; mais on en avait différé le départ; et la lettre par laquelle on le

[1] Ce qui signifie chemins qui se croisent.

lui avait annoncé, avait été interceptée.

Greene craignait que l'ennemi ne voulût à-la-fois et conserver un poste à Ninety-Six, où les royalistes étaient nombreux, et en établir un sur le bord de la Congarie, les vivres étant là plus abondans qu'en aucune autre partie de l'état. Il résolut de prévenir l'exécution de ce double plan. Ayant laissé à Wynnsborough, pour être transférés à Camden, ses malades et ses blessés, il s'avança à marches forcées vers le Friday's-Ferry [1], où le lord Rawdon arriva deux jours avant lui. Le capitaine Eggleston annonça l'approche de Greene, en attaquant, avec un détachement de la légion, et à moins d'un mille du camp des anglais, un parti de fourrageurs, dont il fit prisonniers quarante-cinq hommes, avec leurs officiers et leurs chevaux. Le lendemain le lord Rawdon se replia sur Orangebourg, où il effectua sa jonction avec le détachement de Charlestown, que commandait le lieutenant-colonel Stewart. Greene ayant appris que cet officier s'avançait, conduisant des prisonniers, envoya à sa rencontre Marion avec toute la milice à cheval et la ca-

[1] Bac du dimanche. Il était placé sur la Congarie. C'était là qu'on avait élevé le fort Granby.

valerie. Il n'était plus tems. Stewart avait gagné Orangebourg, sans avoir fait d'autre perte que celle de quelques chariots, que lui avait enlevés le colonel Horry.

Lorsque Greene fut parvenu sur le bord de la Congarie, Sumpter et Marion lui amenèrent environ mille hommes; et le 11 juillet il marcha vers Orangebourg, dans l'intention d'attaquer la division de l'armée britannique, qui occupait cette place. Il y arriva le lendemain; mais la position de l'ennemi était inattaquable. Le lord Rawdon avait jeté ses troupes dans plusieurs bâtimens, et sur-tout dans un vaste édifice en briques, qui commandait le seul gué où l'on pût passer l'Edisto. Attaquer ce poste, c'était s'exposer à de grands dangers, et le succès même n'aurait pas compensé la perte qu'on aurait faite en le forçant. Sur les entrefaites, Greene apprit que Ninety-Six avait été évacué, et que Cruger se portait sur Orangebourg. La branche septentrionale de l'Edisto, que pendant l'espace de trente milles on ne pouvait passer qu'à l'endroit dont le lord Rawdon était maître, ne permettait pas d'attaquer Cruger; et pour tirer de la partie supérieure du pays le général anglais, Greene jugea plus convenable d'en menacer les postes inférieurs, tels que le Monk's-Corner

et Dorchester, contre lesquels il fit, le 13 septembre, marcher Sumpter, Marion et Lee. Le même jour il se porta lui-même vers les hautes montagnes de la Santie, espérant être joint là par quelques petits corps de troupes réglées, et par la milice de la Caroline du nord. Quant aux détachemens envoyés dans le nord-est de l'état, ils n'obtinrent pas des succès aussi complets que le méritaient l'entreprise et leur courage.

Cependant la force de la chaleur exigeait qu'on accordât quelques instans de repos à l'armée du sud, qui, depuis le mois de janvier, supportait les plus grandes fatigues. Quoique défaite en deux combats et repoussée avec beaucoup de perte en voulant donner l'assaut à Ninety-Six, elle avait toujours tenu la campagne; et sans remporter une seule victoire, elle avait confiné les anglais sur la côte de la mer, et dans le pays situé entre la Santie, la Congarie et l'Edisto.

Dans cette forte lutte dont l'objet était, d'un côté, d'obtenir, et de l'autre, de conserver la possession des états du sud, ce ne furent pas uniquement les armées qui eurent à souffrir. Tout ce que la guerre peut entraîner de calamités et d'horreurs, se fit vivement sentir aux habitans. Divisés en deux partis presque

égaux, ils s'attaquèrent réciproquement. Les ressentimens s'aigrirent ; les voisins s'armèrent contre leurs voisins, et ce fut une guerre d'extermination. Comme les partis triomphèrent tour-à-tour, ils purent l'un et l'autre satisfaire amplement leur vengeance. Les commandans des troupes britanniques, après avoir parcouru la Géorgie et la Caroline du sud, considérèrent ces états comme absolument rentrés sous l'obéissance de l'Angleterre, et punirent comme rebelles ceux qui, s'étant soumis, avaient repris les armes lorsque les troupes de la confédération avaient eu momentanément l'avantage. Plusieurs citoyens furent suppliciés ; et dans le nombre se trouva le colonel Haynes, qui fut exécuté le 3 août (1781), tandis que le lord Rawdon faisait à Charlestown ses préparatifs de départ pour l'Europe. La mort de cet officier affecta vivement le général Greene, qui était alors maître d'une grande partie du pays, et fut sur le point d'user de représailles. Les anglais furent aussi accusés d'avoir fait périr plusieurs autres partisans de la révolution, qui tombèrent entre leurs mains. Ces exécutions contribuèrent indubitablement à faire perdre toute retenue aux royalistes, et à rendre toujours plus ardente cette soif de sang qui dévorait leur sein.

Le parti contraire, s'il ne donna pas l'exemple, se montra très-disposé à le suivre. La milice attachée à la légion, disent Ramsay et Gordon, parut, lors de la reddition du fort Granby, prête à violer la capitulation, et à massacrer ceux des habitans du pays qui lui étaient le plus odieux, et se trouvaient au nombre des prisonniers; et le général fut forcé de déclarer qu'il ferait mourir tout homme qui se serait rendu coupable d'un crime si atroce. Lorsque le fort Cornwallis fut pris, rien n'aurait pu sauver le lieutenant-colonel Brown [1], officier anglais, si on ne l'avait envoyé à Savannah sous une forte garde de troupes réglées. Grierson, lieutenant-colonel de la milice royale, fut tué d'un coup de fusil par un inconnu, et jamais on ne put découvrir le coupable, quoiqu'on eût promis une récompense [2] à quiconque le dénoncerait. « Tout le pays, » disait Greene dans une de ses lettres, « est continuellement un théâtre « de carnage et de dévastation. » Ce général était à-la-fois trop judicieux et trop humain pour ne pas chercher à calmer une animosité dans laquelle il voyait la ruine totale du pays.

[1] Cet officier avait fait mettre à mort plusieurs habitans.

[2] Cent guinées.

Les renforts que l'on attendait de la Caroline du nord arrivèrent au camp qui était assis près de la Santie. L'armée américaine se monta alors à deux mille six cents hommes ; mais sa force effective ne fut guère que de seize cents hommes.

Après que le général Greene se fut retiré d'Orangebourg, la mauvaise santé du lord Rawdon l'avait contraint à user de la permission de retourner en Angleterre ; et le commandement des troupes britanniques dans la Caroline du sud, avait passé au lieutenant-colonel Stuart, qui s'avança jusqu'à la Congarie. Cet officier prit la position qu'offre le confluent de cette rivière et de la Waterie, et annonça le dessein de se tenir là. Quoique les armées respectives ne fussent qu'à quinze milles l'une de l'autre, en droite ligne, elles étaient séparées par deux rivières, qu'on ne pouvait passer sans faire un circuit de soixante et dix milles. Stuart jugea donc sa position si sûre, qu'il envoya des partis de fourrageurs dans tout le pays. Pour les repousser, Greene détacha Marion et Washington, avec ordre de se transporter, l'un vers le bac de Combatrie, et l'autre sur le bord de la Waterie. Il s'ensuivit de fréquentes escarmouches, que la supériorité de courage et l'activité de la cava-

lerie américaine firent terminer constamment en sa faveur.

Greene voyant l'ennemi disposé à maintenir son poste, se prépara à reprendre la suite des opérations militaires. Cependant elles furent différées de quelques jours à l'arrivée du gouverneur Rutledge, qui, avant de partir de Philadelphie, avait reçu du chevalier de la Luzerne, l'assurance que S. M. T. C. avait résolu de faire agir, dans le cours de la campagne, un puissant armement de terre et de mer, en faveur des Etats-Unis. Au cas où l'on se serait proposé d'employer ces forces dans les états méridionaux, tout aurait fait un devoir à Greene de réserver les siennes pour coopérer avec celles de la France. Mais les dépêches du commandant en chef lui firent connaître que New-York serait le point d'attaque; et il fut tellement convaincu de l'impossibilité de retenir la flotte française lorsqu'on aurait pris cette place, qu'il ne crut pas devoir régler sa conduite sur une promesse de secours étrangers, et qu'il résolut de livrer bataille à l'armée britannique. Ayant donné à ses détachemens les ordres nécessaires, il descendit des hauteurs voisines de la Santie, le 22 août; et après avoir passé la Waterie près de Camden, il s'avança vers

le Friday's-Ferry, où il fut joint par le général Pickens, par la milice du comté de Ninety-Six, et par les troupes de la Caroline du sud, que commandait le lieutenant-colonel Henderson.

L'armée britannique ayant été informée de l'approche de Greene, se retira l'espace de quarante milles jusqu'à Eutaw, où elle fut renforcée par un détachement qui avait amené des prisonniers depuis Charlestown jusqu'à cette ville. Greene la suivit lentement, tant pour cacher son dessein, que pour donner à Marion le tems d'arriver avec le corps qu'il commandait. Il parut le 7 dans l'après-midi, et il fut résolu d'attaquer le camp ennemi le lendemain. On était à quatre milles d'Eutaw.

Le 8 septembre, l'armée américaine se mit en mouvement dans l'ordre suivant. La milice des deux Carolines, commandée par les généraux Marion et Pickens et par le colonel Malmedy, composait la ligne de front. La seconde ligne était formée par les troupes au service de la confédération. La brigade de la Caroline du nord, qui était aux ordres du général Sumner, était placée à droite. Celle de la Virginie, qui avait pour commandant le lieutenant-colonel Campbell, occupait le centre; et celle du Maryland, qui se trouvait

sous le commandement du colonel Williams ; était à gauche. Le flanc droit était couvert par la légion de Lee, et le flanc gauche par les troupes de la Caroline du sud, que commandait le lieutenant-colonel Henderson La cavalerie de Washington et l'infanterie de Kirkwood formaient le corps de réserve. Deux canons de trois livres de balles furent placés sur le front de la première ligne, et deux de six furent attachés à la seconde. Dans la marche, la légion de Lee et les troupes de la Caroline du sud accompagnèrent l'avant-garde ; mais elles avaient ordre de se replier sur les flancs lorsque l'armée anglaise se serait mise en ligne. Cette avant-garde rencontra, à environ quatre milles du camp d'Eutaw, un parti de fourrageurs qui, la prenant pour de la milice, l'attaqua vivement ; mais bientôt il fut mis en déroute. Greene supposant que ce parti composait l'avant-garde des anglais, forma sa ligne de front, à laquelle il ordonna de se porter en avant et de faire feu en marchant.

Stuart ayant appris que les américains s'approchaient, fit ses dispositions pour les recevoir. Il plaça obliquement sa ligne sur les hauteurs voisines des sources de l'Eutaw, et la fit couper le chemin. Un bataillon que com-

mandait le major Majoribanks, et qui était caché à gauche par une haie fort épaisse, couvrait sa droite. Deux pièces de canon et un parti d'infanterie occupaient le chemin.

Le feu recommença à un peu moins de trois milles du camp des anglais. Bientôt leurs partis de troupes légères furent repoussés sur le corps d'armée; et toute la ligne de front, y compris la légion et les troupes de la Caroline méridionale, engagèrent vivement l'action. La milice, commandée par des généraux expérimentés et d'un courage reconnu, fit voir une résolution peu commune. Pour que ses flancs ne fussent point attaqués par la cavalerie américaine dont il craignait la valeur, et probablement aussi pour que ses troupes fussent en bon ordre, lorsque les troupes de ligne des américains s'approcheraient, Stuart leur avait donné l'ordre de ne pas quitter leur position. Mais il fut oublié dans la chaleur du combat, et les anglais poussèrent en avant, à mesure que la milice se retira. Le général Sumner fut soutenir celle-ci; et ses troupes, quoiqu'elles eussent été levées nouvellement, montrèrent beaucoup d'intrepidité; mais elles ne purent faire aucune impression. Le colonel Williams et le lieutenant-colonel Campbell eurent ordre

alors de faire charger, la bayonnette au bout du fusil. Cet ordre fut exécuté avec un courage inébranlable, malgré le feu terrible que firent l'artillerie et la mousquéterie de l'ennemi. Une partie de la ligne anglaise, qui consistait en troupes peu aguerries, n'ayant pu soutenir le choc, rompirent leurs rangs et fuirent dans le plus grand désordre [1]. Mais les vétérans la reçurent la bayonnette en avant. Durant quelque tems les rangs des troupes américaines et britanniques furent entremêlés au point que l'on combattit corps à corps. Lee ayant tourné le flanc gauche des anglais, les prit en queue. Une action si chaude ne pouvait durer long-tems. La ligne de l'ennemi fut rompue de toutes parts, et repoussée du champ de bataille. Son artillerie tomba entre les mains des américains, qui poursuivirent les anglais jusque dans leur camp, et firent des prisonniers à chaque pas.

[1] Quelques-uns de ces fuyards qui ne purent être arrêtés, se répandirent dans les parties inférieures du pays, où leurs rapports causèrent de si vives alarmes, que les anglais brûlèrent leurs magasins à Dorchester, et qu'ils évacuèrent le poste de Fair-Lawn. On ferma les portes de Charlestown; et un grand nombre de nègres furent employés à faire des abatis d'arbres sur le chemin qui mène à cette ville par l'isthme.

Sur la gauche, le colonel Henderson, officier de beaucoup de mérite, fut dangereusement blessé, et le commandement des troupes de la Caroline méridionale passa au lieutenant-colonel Hampton, qui avait déjà donné des preuves de talent. On fit aussi une charge vigoureuse de ce côté, et l'armée qui se retirait fut serrée de près.

Dans cette conjoncture critique, Stuart ordonna au major Sheridan de se loger avec un détachement des volontaires de New-York, dans une grande maison de briques à trois étages, qui était derrière lui sur la droite. D'autres volontaires se placèrent dans un jardin adjacent, qui était entouré de palissades. Les canons des américains furent pointés contre cette maison; mais ils ne produisirent aucun effet. On fit, des portes et des fenêtres, ainsi que de plusieurs postes voisins, un feu terrible sur les assaillans. L'échec que reçurent ces derniers, permit à Stuart de rallier ses bataillons, et de les ramener au combat. L'action s'engagea de nouveau, mais sur un terrain extrêmement favorable aux anglais.

Lorsque les troupes de ligne prirent part au combat, il fut ordonné au colonel Washington d'amener le corps de réserve, et d'agir sur la gauche. Washington ayant exa-

miné la position de l'ennemi, résolut de tourner le flanc droit du corps commandé par Majoribanks, et de le prendre en queue. Les pelotons de la droite furent rompus à l'instant; mais ils se retirèrent dans un hallier de chênes nains, où la cavalerie avait peine à pénétrer. Tandis qu'elle s'efforçait de le faire, elle reçut le feu des anglais, et eut cruellement à souffrir. Washington fut blessé; il eut son cheval tué sous lui; et, avant qu'il eût pu se dégager, il fut fait prisonnier. Le colonel Hampton prit le commandement du régiment; et l'infanterie étant arrivée, on fit, mais inutilement, de grands efforts pour déloger Majoribanks. Hampton reconnaissant qu'il était impossible de faire combattre la cavalerie avec avantage sur ce point, rappela ses gens et se retira sur le chemin. L'ennemi se mit à sa poursuite; mais il le fit reculer, après quoi il chargea de nouveau, et toujours sans effet, le bataillon commandé par Majoribanks.

A-peu-près en même tems, la gauche des anglais qui s'était retirée obliquement derrière leur droite, s'était postée à couvert de la maison dont nous venons de parler. L'armée américaine dans la poursuite, avait dépassé Majoribanks[1], et formé une ligne presque

[1] *Letter of colonel Stuart.*

à angle droit, avec le bataillon commandé par cet officier. En conséquence, le flanc gauche de cette armée était exposé à ses coups.

Les troupes américaines s'attachèrent avec une extrême opiniâtreté à déloger les anglais renfermés dans la maison de briques. « Jamais, » dit le général Greene dans sa lettre au congrès, « officiers ni soldats n'ont versé « leur sang avec plus d'ardeur pour le service « de leur pays. » Mais comme la vigueur de la défense fut égale à celle de l'attaque, tous leurs efforts furent inutiles. A la fin, la réserve ayant été repoussée avec une grande perte sur la gauche, la légion ayant aussi plié à droite, la plus grande partie des officiers et soldats d'artillerie ayant été tués ou blessés, l'infanterie ayant souffert excessivement et se voyant sur le point de manquer de munitions de guerre, Greene fit cesser le siége de la maison, et fut former de nouveau ses bataillons à peu de distance dans les bois. Jugeant qu'il eût été téméraire de renouveler l'attaque, il réunit ses blessés; et, après avoir laissé un fort piquet sur le champ de bataille, il se retira avec ses prisonniers sur le terrain d'où il était parti le matin. Il se proposait de combattre encore l'armée britannique, lors-

qu'elle quitterait le bord de l'Eutaw. Son éloignement du lieu où s'était livré le combat, semblerait démentir cette assertion ; mais, dans son rapport, il expliqua le fait, en disant qu'il n'y avait pas à une moindre distance, de position où son armée qui s'était battue avec la plus vive ardeur, pendant quatre heures consécutives, et sous un ciel brûlant, pût trouver de l'eau pour étancher la soif qui la dévorait.

Tous les corps qui prirent part à ce combat terrible reçurent des éloges du général. Presque tous les officiers que leur position permit de remarquer, furent nommés avec distinction. Greene prétendit que jamais l'artillerie ne fut mieux servie ; mais il déclara que c'était principalement à l'emploi de la bayonnette, qu'avaient fait les troupes de la Virginie et du Maryland, ainsi que l'infanterie de la légion de Kirkwood, qu'il croyait devoir la victoire qu'il avait remportée. Il rendit aussi à la valeur de l'ennemi, la justice qu'elle méritait. « Les anglais, » dit-il, « ont combattu « avec un courage digne d'une meilleure « cause. »

La perte des deux armées fut très-considérable, eu égard à leur nombre. Il y eut, du côté des américains, cinq cent cinquante-

cinq hommes qui furent ou tués [1] ou blessés, ou qui ne reparurent plus. Dix-sept officiers furent étendus morts sur le champ de bataille, et quatre furent mortellement blessés. « Leur mérite, » dit Greene, « rendit cette « perte encore plus sensible. » Parmi ceux qui perdirent la vie, se trouva le lieutenant-colonel Campbell. Cet officier tomba en conduisant la brigade de la Virginie à cette charge terrible et décisive qui rompit la ligne des anglais. Cependant il vécut assez pour apprendre que l'ennemi faisait retraite, et l'expression de la joie qu'il en ressentit se mêla à ses derniers soupirs. La mort du brave Campbell fut annoncée par Greene en des termes qui prouvèrent toute l'étendue de son estime pour cet officier.

Les anglais évaluèrent leur propre perte à six cent quatre-vingt-treize hommes, dont quatre-vingt-cinq seulement furent tués sur le champ de bataille. Si ce compte est exact [2],

[1] Cent trente-cinq furent tués.

[2] Les rapports officiels des anglais ne firent monter qu'à deux cent cinquante-sept hommes le nombre de ceux qui manquèrent à l'appel; mais le général Greene dit dans sa lettre du 11 septembre, qu'y compris soixante et dix blessés qui furent abandonnés à Eutaw, il fit cinq cents prisonniers.

le nombre des morts du côté des américains surpassa de beaucoup celui qu'il y eut du côté des anglais, différence que rend assez probable la perte affreuse qu'éprouvèrent les premiers, durant les vains efforts qu'ils firent pour enlever à l'ennemi le bâtiment où il s'était réfugié.

Selon la coutume, chacun des deux partis fit monter la perte de l'autre le plus haut qu'il lui fut possible. Stuart porta celle de l'armée américaine à mille hommes; et Greene supposa que celle des anglais ne pouvait pas être de moins de onze cents hommes. Chaque armée prétendit aussi avoir remporté la victoire, et soutint l'avoir fait avec des forces inférieures à celles de l'ennemi; mais il est très-probable que le nombre des combattans était à-peu-près égal de part et d'autre. On a généralement porté à deux mille hommes celui de l'armée américaine. On n'a rendu public aucun rapport officiel sur la force des anglais; mais le lord Rawdon avait près de deux mille hommes lorsqu'il marcha au secours de Ninety-Six; il fut ensuite renforcé par la garnison de cette place, et rien n'autorise à supposer que ses forces aient été réduites avant la bataille. Greene réclama la victoire, parce qu'il avait chassé l'armée an-

glaise de la position qu'elle avait prise, qu'il l'avait poursuivie et attaquée dans l'asile qu'elle avait choisi, et qu'il avait fait retraite sans qu'elle l'eût poursuivi à son tour. Stuart fonda ses prétentions sur ce qu'il avait rallié ses troupes, qu'il les avait ramenées au combat, et que l'ennemi lui avait laissé le champ de bataille. Le fait est que la fortune pencha à-peu-près autant d'un côté que de l'autre. L'avantage que les américains avaient obtenu d'abord, ils le perdirent ensuite ; et ce qu'on leur tua d'hommes compensa, pour le nombre, ce qu'ils en avaient tué : mais si l'on examine les résultats du combat, la victoire demeura indubitablement à Greene ; comme dans les deux batailles qu'il avait livrées dans les Carolines, il chassa l'ennemi du territoire dont on se disputait la possession.

Quatre canons de six, deux desquels avaient été pris au commencement de l'action, avaient été tournés contre la maison de briques, et poussés si près qu'ils étaient sous le feu de l'ennemi. En conséquence, ils furent abandonnés lorsqu'on fit retraite ; mais on emmena un canon de trois, dont on s'était également emparé. Ainsi les trophées furent partagés.

Le congrès vota des remercîmens pour chaque corps de l'armée, et prit une réso-

lution portant qu'il serait remis au général Greene, comme un témoignage honorable de sa bonne conduite, un étendard enlevé à l'ennemi, et une médaille qui offrirait l'emblême du combat d'Eutaw et de la victoire qu'avait remportée ce général.

Le général américain prévoyant que bientôt des renforts partiraient de Charlestown, détacha, le lendemain du combat, Marion et Lee, auxquels il donna l'ordre d'occuper le chemin qui conduit de cette place à Eutaw, et d'arrêter tout secours qui pourrait s'avancer de ce côté. C'était aussi le moyen de couper la retraite à Stuart. Mais un mouvement que fit l'armée britannique dérangea la première partie de ce plan. Le major M'Arthur conduisait un corps de troupes à Eutaw, et le 9 au soir, Stuart sortit de la place pour aller au-devant de cet officier. La supériorité de leurs forces et le peu de distance où ils étaient l'un de l'autre, avant que Marion et Lee pussent s'approcher de M'Arthur, rendirent inutile tout effort pour prévenir cette jonction. Elle se fit à quatorze milles au-dessous du champ où l'on avait combattu le 8, et la retraite fut poussée jusqu'au Monk's Corner. En apprenant que l'armée anglaise avait abandonné sa forte position d'Eutaw, le général

Greene mit toutes ses troupes en mouvement et la suivit. Il la jugea trop forte et trop avantageusement postée pour l'attaquer, et il regagna les hautes collines de la Santie.

Aux pertes éprouvées dans le combat du 8, se joignirent les ravages que firent les maladies, et durant quelque tems, l'armée américaine fut trop faible pour rien entreprendre d'important.

Après la capitulation d'York-Town, les anglais évacuèrent le poste de Wilmington dans la Caroline du nord ; les troupes qu'ils avaient dans la Géorgie se concentrèrent à Savannah, et ils parurent se restreindre dans le sud, aux contrées voisines de la mer. Lorsque la chaleur commença à diminuer, les maladies furent moins multipliées et moins graves; et les américains crurent devoir partager avec l'ennemi, sinon l'en priver entièrement, les vivres des contrées inférieures.

Le 18 novembre (1781), Greene descendit de nouveau des hautes collines de la Santie, et marcha vers la branche de l'Edisto, à laquelle on donne le nom de Four-Holes. Le 28, laissant le gros de l'armée s'avancer vers ce point sous le commandement du colonel Williams, il se porta, à la tête de sa cavalerie et de deux cents hommes d'infanterie, contre

le poste de Dorchester, qu'occupaient six cent cinquante hommes de troupes réglées, y compris cent cinquante cavaliers et deux cents hommes de la milice royale. Dans l'espoir de surprendre cette garnison, il marcha dans le plus grand secret, et en suivant des chemins détournés; mais il y avait un grand nombre de mécontens dans le pays qu'il traversa; et dans la nuit précédente, le commandant de la place reçut avis de son approche. L'avant-garde commandée par le lieutenant-colonel Hampton, rencontra un petit parti qu'elle chargea sur-le-champ. Elle tua huit ou dix hommes, en blessa quinze ou vingt, et fit plusieurs prisonniers; puis elle chassa le reste sur le pont que couvraient les ouvrages des anglais. Toute la cavalerie de ceux-ci fit à l'instant même une sortie; mais elle fut reçue de manière à la faire retirer précipitamment vers le corps principal. Dans le cours de la nuit suivante, l'ennemi brûla ses magasins, et évacua Dorchester, et se retira. Greene retourna à son armée, qui avait assis son camp au Round O, où il se proposait d'attendre l'arrivée des renforts qui venaient du nord sous le commandement du général Saint-Clair. Marion et Lee furent postés de chaque côté de l'Ashley, de manière à couvrir tout

le pays qui s'étend depuis la Cooper jusqu'à l'Edisto. Ainsi les anglais furent confinés dans l'isthme de Charlestown et les îles situées près de cette place.

Il est impossible d'examiner les opérations de la campagne de 1781 [1], dans la Caroline du sud, sans reconnaître tout ce que l'on dut au général Greene, qui justifia complètement la bonne opinion qu'avait conçue de lui le commandant en chef. A son arrivée, tout le pays était conquis et gardé par une armée de troupes réglées, dont il estima le nombre à

[1] Pendant cette campagne, le général Pickens fit, dans le pays des cherokis, une expédition qui eut du succès. Lorsque recommença la lutte pour la possession de la Caroline du sud, les agens des anglais dans le pays de ces sauvages, les excitèrent à renouveler leurs incursions dans les établissemens des blancs. Pickens s'étant mis à la tête d'un corps d'environ quatre cents hommes de milice à cheval, pénétra dans le pays des cherokis, leur brûla treize bourgades, leur tua quarante hommes, et fit un grand nombre de prisonniers, sans perdre lui-même un seul homme. En cette occasion, on usa d'une nouvelle manière de combattre les indiens. La milice à cheval les chargea à l'arme blanche. Effrayés de la vivacité avec laquelle on les poursuivait, les cherokis demandèrent la paix; et elle leur fut accordée à des conditions propres à prévenir leurs déprédations.

quatre mille hommes. Les habitans étaient si divisés qu'il aurait été difficile de dire de quel côté penchait la pluralité [1]. En aucun tems Greene ne put réunir sur le champ de bataille plus de deux mille hommes effectifs; et une grande partie de ceux-ci étaient des recrues. Cependant par une suite de mouvemens judicieux, par beaucoup d'activité et de résolution, par des opérations dans lesquelles il montra une invincible constance et un courage tempéré par la prudence, il reconquit les états méridionaux; et à la fin de l'année, le gouvernement civil y fut complètement rétabli. Ses troupes méritèrent aussi les plus grands éloges. Elles supportèrent avec une constance admirable, les fatigues les plus grandes, les privations les plus pénibles [2].

[1] Le général américain et le général anglais se plaignirent hautement de la défection de la Caroline du sud, et chacun des deux prétendit que le plus grand nombre des habitans de cette province étaient favorables à l'armée ennemie.

[2] Les maux que souffrirent les troupes de l'armée du nord et celles de l'armée du sud, furent tels, que souvent il fut très-difficile de les tenir réunies. Afin de pouvoir les soulager lorsqu'elles éprouveraient les derniers besoins, et de ne pas, en laissant former l'opinion qu'il subviendrait à tout, diminuer les efforts qu'on pourrait faire pour puiser en d'autres sources,

Jamais non plus général ne fut mieux secondé par ses officiers. Ses ordres furent exécutés par des jeunes gens pleins de bravoure et d'intelligence, par des militaires formés à l'école de Washington, et familiarisés avec tous les travaux de la guerre.

Ce qui doubla l'importance des succès obtenus dans les états méridionaux, ce fut l'opinion que des dispositions pacifiques se faisaient remarquer dans les cabinets des puissances belligérantes en Europe. Les communications faites par la cour de Versailles faisaient juger que la paix se négocierait dans le cours de l'hiver; et l'on avait insinué, de la part de la Grande-Bretagne, au ministre de S. M. T. C., que tous les états nouvellement formés en Amérique, ne pouvaient s'attendre à devenir indépendans, puisque plusieurs d'entr'eux étaient soumis par les armes de S. M. B. Le

M. Morris entretint, à l'armée du sud, un agent qui passait pour un volontaire, et dont les pouvoirs étaient ignorés de Greene. Cet agent avait ordre de lui fournir, lorsqu'il lui serait impossible de se tirer d'embarras, et à condition qu'il engagerait la foi du gouvernement, un mandat tiré sur l'administrateur des finances, et suffisant pour les besoins du moment. Ce fut ainsi que, réduit à la plus grande détresse, ce général reçut souvent des secours qui lui semblaient envoyés par la Providence.

ministère citait, à l'appui de cette prétention, l'exemple des Pays-Bas, où de dix-sept provinces qui s'étaient originairement soulevées contre la couronne d'Espagne, sept seulement avaient obtenu d'être déclarées indépendantes.

D'autres communications ordonnées aussi par S. M. T. C. fournirent de nouveaux motifs de faire les plus grands efforts dans le cours de l'année. On apprit positivement qu'après la campagne, il n'y aurait plus à compter sur aucun secours en hommes ou en argent, de la part de la France. La situation des affaires en Europe exigeait, disait-on, tous les efforts que pourrait faire la nation française; et l'on prétendait que les forces de S. M. T. C. rendraient à la cause commune d'aussi grands services ailleurs qu'en Amérique.

CHAPITRE XIII.

Préparatifs pour une autre campagne. — Actes du parlement britannique. — Dispositions pacifiques annoncées par la conduite du général Carleton. — Négociations de paix. — Articles préliminaires et éventuels dont conviennent les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. — Mécontentement de l'armée américaine. — Lettres anonymes. — Mesures prises pour licencier l'armée. — Mutinerie des troupes réglées de la Pensylvanie. — Conclusion de la paix. — Evacuation de New-York. — Washington quitte le commandement et se retire au Mont Vernon.

Les glorieux succès que les armes des alliés avaient eus dans la Virginie et dans les états plus méridionaux, ne firent point renoncer le commandant en chef à ces mesures vigoureuses qui pouvaient être encore nécessaires pour terminer la guerre d'une manière avantageuse aux Etats-Unis. « Je ferai tous mes « efforts, » dit-il, dans une lettre qu'il adressa au général Greene, « pour engager le con- « grès à prendre de bonne heure les moyens « les plus propres à rendre décisive la pro- « chaine campagne. Toute ma crainte est « qu'on ne regarde la lutte comme finie, et « qu'on ne tombe dans le relâchement. Je ne

« négligerai rien pour prévenir une telle « erreur, et si je n'y réussis pas, le blâme ne « devra pas retomber sur moi. »

Washington arriva le 27 novembre 1782, à Philadelphie; et le congrès résolut de lui donner audience le lendemain. Lorsqu'il parut, le président lui dit qu'un comité était chargé de fixer les réquisitions pour le recrutement de l'armée, et qu'on espérait qu'il voudrait bien assister aux délibérations qui auraient lieu sur ce sujet important. Les secrétaires d'état pour les départemens de la guerre, des finances et des affaires étrangères, y prirent part aussi. Le travail, contre l'ordinaire, se fit si promptement, que le 10 du mois de décembre, le congrès prit toutes les résolutions nécessaires pour l'organisation de l'armée. Mais l'exécution dépendait des différens états; et le commandant en chef fut prié d'employer toute son influence pour les engager à faire les efforts les plus puissans. Dans la lettre qu'il leur écrivit à cette occasion, Washington fit valoir avec force les argumens qui devaient les porter à satisfaire entièrement aux réquisitions qui leur étaient adressées par le congrès.

Le gouvernement de l'Union fit aussi aux états une demande d'une nature non moins

délicate que celle dont nous venons de parler. Les fortes dépenses qu'avait entraînées la continuation des hostilités, avaient forcé de recourir à des mesures de rigueur et à des taxes. Des considérations très-puissantes avaient conseillé celles-ci; et, le 30 octobre, le congrès avait requis pour le service de l'année suivante, une somme de huit millions de dollars en espèces sonnantes; et payable par quartier. Washington écrivit aussi aux états particuliers pour leur démontrer combien cette mesure, que commandaient les circonstances, était d'accord avec la saine raison.

Mais tout ce que pouvaient faire les Etats-Unis était de contenir les anglais sur les côtes; et il fallait avoir la supériorité maritime pour agir avec succès contre les postes qu'ils occupaient encore. Il n'y avait qu'un seul moyen de l'obtenir. Washington ne négligea pas de s'occuper de cet objet important, chaque fois qu'il s'entretint avec le ministre de France et les officiers français; et quand le marquis de la Fayette se disposa à retourner dans sa patrie, il le pria d'user de tout son crédit pour porter la cour de Versailles à faire passer des forces navales en Amérique. Les premières nouvelles qu'on reçut d'Europe ne furent point de nature à calmer les inquiétudes qu'avaient

cotiques les hommes éclairés, qui étaient amis de la résolution. Le parlement britannique s'était rassemblé au mois de novembre. Le discours prononcé par le roi annonça la ferme résolution de continuer la guerre ; et les adresses de remercîment, votées par les deux chambres, l'exprimèrent aussi. Toutefois, dans le cours des débats animés que firent naître ces adresses, plusieurs membres de l'administration laissèrent percer le dessein de changer leur plan d'opérations. Ils se proposaient de faire agir contre la France et l'Espagne, toutes les forces de la Grande-Bretagne, et de se tenir simplement sur la défensive dans les Etats-Unis. La publicité de ce dessein devait fournir au gouvernement américain, de nouveaux motifs de faire les plus grands efforts pour s'emparer de Charlestown et de New-York. Le commandant en chef y appliqua vainement tous ses soins. La position d'un peuple privé des avantages du commerce, ne favorisait pas le recouvrement des impôts ; et les citoyens n'étaient pas disposés à faire de grands sacrifices à l'intérêt public. Nulle part on ne satisfit aux réquisitions du congrès. Les assemblées législatives des états déclarèrent que leurs commettans avaient épuisé toutes leurs ressources, et que par conséquent ils

ne pouvaient plus payer de taxes. Quelques-unes de ces assemblées ne s'occupèrent même que des moyens de tirer des fonds du trésor de l'Union, bienloin d'y en verser; et celles qui imposèrent de fortes contributions, prélevèrent ce qui pouvait leur être dû particulièrement. Par les soins continuels de l'administrateur des finances, les dépenses de la nation avaient été considérablement réduites. Son propre crédit et la banque de Philadelphie furent d'une grande ressource. Par l'intermédiaire du chevalier de la Luzerne, il avait été autorisé par S. M. T. C. à tirer sur le trésor public en France, cinq cent mille livres [1] par mois, et jusqu'à la concurrence de six millions. Pour empêcher qu'on ne détournât aucune partie de cette somme, qu'il réservait pour les besoins les plus urgens, il avait caché cette négociation au congrès même, et il n'en avait fait part qu'à Washington. Mais il n'avait encore touché que le premier paiement, lorsqu'on découvrit que le docteur Franklin avait perçu le reste par anticipation, et qu'il l'avait employé à l'acquit de dettes contractées au nom des Etats-Unis. Au commencement de l'année 1782, il ne restait absolument rien dans le trésor pu-

[1] Un peu plus de cinquante mille dollars.

blic; et, quoique le congrès eût demandé une somme de deux millions de dollars pour le 1.er avril, il n'en avait pas encore été payé cent, le 23 de ce mois. Le 1.er juin, on n'avait touché que vingt mille dollars, ce qui ne faisait guère que la dépense d'un jour. Tous les créanciers de l'état s'adressaient à l'administrateur des finances, et il était l'objet des malédictions de tous ceux qui s'en retournaient sans paiement. Au mois de juillet, époque où le second paiement aurait dû être fait, il apprit par ses agens, qu'on avait en quelques états, différé la levée des taxes, et qu'en conséquence on ne pourrait y rien percevoir avant le mois de décembre.

Heureusement pour les Etats-Unis, le peuple anglais ne partageait pas, sur la continuation de la guerre d'Amérique, l'opinion de son souverain. Cette guerre dans laquelle la nation britannique était entrée avec autant d'ardeur que le ministère, avait, s'il est permis de s'exprimer ainsi, perdu ce caractère de popularité qu'elle avait eu d'abord. Les membres du parti de l'opposition attaquèrent fréquemment les mesures prises par l'administration, et à chaque épreuve la force de la minorité s'augmenta. Enfin, le 27 février, le général Conway proposa à la chambre des

communes d'adopter la résolution suivante : « La chambre est d'avis que dans les circons- « tances actuelles la continuation de l'offen- « sive contre les américains diminuerait les « efforts que la nation doit faire contre ses « ennemis en Europe, et tendrait à redoubler « cette inimitié si contraire aux intérêts de la « Grande-Bretagne et de l'Amérique. » Le ministère voulut en vain faire écarter cette proposition. A l'instant même on vota une adresse, où elle était consignée dans les termes qu'avait employés le général Conway, et qui fut présentée au roi par toute la chambre des communes. La réponse faite par le monarque ayant paru ambigue, la même chambre prit, le 4 mars, une résolution portant « Qu'elle considérerait comme ennemis « de Sa Majesté et de l'Etat, tous ceux qui « oseraient conseiller au souverain, ou qui ten- « teraient de continuer l'offensive sur le con- « tinent de l'Amérique septentrionale. » Ces votes furent bientôt suivis d'un changement de ministère, et de nouvelles instructions furent transmises aux commandans des forces de Sa Majesté britannique en Amérique.

Tandis que Washington adressait aux gouvernemens des états, des lettres où il exposait les motifs qui devaient les porter à faire des

efforts proportionnés à l'exigence des affaires publiques, les feuilles contenant les débats dont nous venons de rendre compte, parvinrent dans les Etats-Unis.

Sir Guy Carleton qui succéda à sir Henry Clinton dans le commandement des forces britanniques, arriva au commencement du mois de mai à New-York. Ayant été nommé plénipotentiaire, conjointement avec l'amiral Digby, il s'empressa de faire passer au général Washington les copies des résolutions que le parlement d'Angleterre avait prises, et notamment celle d'un bill qui autorisait les ministres à conclure la paix ou une trêve avec les colonies de l'Amérique septentrionale, que dans l'acte même on traitait encore de révoltées. Ces papiers devaient faire connaître, disait Carleton, les dispositions où le gouvernement et le peuple anglais se trouvaient à l'égard du gouvernement et des habitans des Etats-Unis. Si les mêmes sentimens régnaient en Amérique, continuait-il, il suivrait à-la-fois son penchant et son devoir, en concourant avec le plus grand zèle, au rétablissement de la paix. Il finissait par annoncer qu'il avait préparé pour le congrès, une lettre conçue dans le même esprit de conciliation, et il demandait au général amé-

ricain, un passe-port pour l'officier par qui il voulait la faire remettre.

Cependant le bill qui invitait S. M. B. à conclure, soit la paix, soit une trêve avec les Etats-Unis, n'avait pas encore passé en loi, et l'on ignorait si les nouveaux commissaires étaient autorisés à offrir d'autres conditions que celles qui avaient été rejetées. Sir Guy Carleton ne devait donc pas espérer que la négociation s'ouvrît sur un pareil principe, ni être choqué du refus que fit le congrès, auquel il en fut référé, d'accorder le passe-port que le général anglais avait demandé. Il était possible que sa lettre eût été écrite pour faire naître dans les Etats-Unis, des dispositions semblables à celles qu'on avait témoignées dans la chambre des communes, au sujet des hostilités; mais la position où ils se trouvaient pouvait aussi leur faire soupçonner de tout autres motifs, et la prudence ordonnait qu'ils se conduisissent en conséquence. On savait que le roi avait une répugnance extrême à consentir au démembrement de son empire; et il était permis de croire que les opinions exprimées dans la chambre basse provenaient plutôt du desir de renverser le ministère, que du parti pris de renoncer à réunir à la métropole les co-

lonies qui s'en étaient séparées. Dans cette supposition, les ouvertures qui venaient d'être faites, pouvaient être considérées comme ayant uniquement pour objet d'endormir la vigilance des dépositaires de l'autorité publique. Toutes les dépêches qu'on recevait d'Europe servaient à confirmer ce soupçon. Le cabinet britannique, soit pour éviter de reconnaître l'indépendance des Etats-Unis, soit pour obtenir des conditions plus favorables en traitant avec chaque puissance séparément, n'avait rien négligé pour chercher à détacher ses ennemis les uns des autres. Il avait accepté la médiation de la Russie pour conclure la paix avec la Hollande; il avait fait à la France et à l'Espagne des propositions qui tendaient à concilier les différends qui subsistaient entre ces deux puissances et la Grande-Bretagne, sans s'occuper de la querelle avec les Etats-Unis; et l'on avait sondé M. Adams, ministre de ces états à la Haye, pour savoir si le gouvernement de l'Union serait disposé à négocier sans le concours de ses alliés. Cette conduite dont on avait informé le congrès, le fit douter toujours plus de la sincérité du gouvernement anglais. Mais quels que fussent alors les desseins de la cour de Saint-James, la résolution que le gouvernement américain

avait prise de ne conclure aucun traité séparé, était inaltérable. Les divers états déclarèrent même que ceux d'entr'eux qui chercheraient à traiter sans l'autorité du congrès, seraient considérés comme ennemis de la confédération.

Ce qui s'était passé en Angleterre, et probablement aussi les instructions données au général anglais, l'empêchèrent de prendre l'offensive; et l'état de l'armée américaine ne permettait pas à Washington de tenter une attaque contre les postes occupés par l'ennemi. En conséquence, la campagne de 1782 s'écoula sans que les armées qui étaient aux ordres immédiats des deux commandans en chef, fissent quelqu'opération importante. Au commencement du mois d'août, sir Guy Carleton et l'amiral Digby adressèrent à Washington une lettre où, entre autres choses [1], ils déclaraient qu'ils avaient appris officiellement que M. Grenville était à Paris, qu'il était revêtu de pleins pouvoirs pour traiter avec toutes les puissances belligérantes, et que déjà même on était en négociation pour la

[1] Cette lettre annonçait aussi que M. Laurens avait été remis en liberté, et qu'on avait préparé des vaisseaux de transport pour renvoyer les américains qui étaient prisonniers en Angleterre.

paix. Ils disaient que pour écarter tous les obstacles, S. M. avait ordonné à ses ministres de proposer d'abord de reconnaître l'indépendance des Etats-Unis, au lieu d'en faire un article du traité de paix générale; mais les commissaires prétendaient que cette proposition ne devait être faite qu'avec la certitude que les loyalistes seraient réintégrés dans leurs biens, ou qu'on les indemniserait complètement de toutes les pertes qu'ils auraient éprouvées.

Cette lettre fut bientôt suivie d'une autre, où sir Guy Carleton disait que la guerre n'avait plus d'objet, et qu'il désapprouverait toute hostilité tant sur terre que sur mer, qui sans être d'aucune utilité pour une nation ni pour l'autre, accroîtrait les souffrances des particuliers. Conformément à cette opinion, il avait peu de tems après son arrivée à New-York, fait cesser la coutume de détacher contre les frontières des Etats-Unis des partis d'indiens, et il avait rappelé ceux qui se trouvaient employés dans ces expéditions cruelles. Ces rapprochemens parurent donner de l'ombrage au ministre de France. Pour calmer ses craintes, le congrès déclara de nouveau qu'il n'adopterait aucune proposition que de concert avec Sa Majesté très-chrétienne. En

même tems, il fut recommandé aux différens états de prendre les mesures les plus propres à prévenir, tant que durerait la guerre, toute communication des citoyens d'Amérique, avec les sujets de la Grande-Bretagne.

L'inaction où l'on tenait les troupes était presque la même dans la partie méridionale que dans la partie septentrionale des Etats-Unis. Le 4 janvier, le général Saint-Clair arriva au quartier-général de l'armée du sud, avec les troupes détachées d'York-Town; mais elles avaient été si affaiblies par les accidens inséparables d'une longue marche, qu'elles ne servirent qu'à remplacer les hommes qui, au 31 décembre, avaient acquis le droit de se retirer. Peu de tems après l'arrivée de ce transport, le général Wayne fut envoyé sur la Savannah, avec une partie de l'armée, pour défendre la Géorgie. A son approche, les troupes anglaises se renfermèrent dans Savannah, qu'il insulta fréquemment. Il y eut aussi quelques escarmouches fort vives, qui se terminèrent à l'avantage des américains. L'évacuation des postes les plus faibles résultant nécessairement du dessein formé de ne plus pousser les opérations militaires en Amérique, les troupes qui occupaient Savannah sortirent de cette ville, le 11 juillet (1782.)

Les anglais demeurèrent à Charlestown jusqu'au 14 décembre suivant, quoique dès le 7 août, l'ennemi eût exprimé l'intention d'évacuer cette ville. Le général Leslie avait proposé une suspension d'armes ; mais le général Greene n'avait pas cru être autorisé à y consentir. Cependant il n'y eut que de légères escarmouches entre des partis de fourrageurs. La mort du lieutenant-colonel Laurens qui fut généralement regretté, donna de l'importance à une de ces rencontres. Ce jeune homme accompli était entré de bonne heure dans l'état-major de Washington, et avait toujours eu beaucoup de part à l'estime et à la confiance du commandant en chef. Brave à l'excès, il cherchait toutes les occasions de se signaler et de se rendre utile à son pays. Ce n'était pas dans les camps seuls qu'il brillait. Son éducation avait été très-soignée; et il était d'un commerce agréable. Le docteur Ramsay qui a fait un beau portrait de ce jeune guerrier, dit de lui, qu'une extrême bravoure était la moindre de ses qualités et son plus grand défaut. La manière dont il remplit toutes les fonctions que lui confia Washington, prouva l'étendue de ses talens. L'importante mission dont l'avait chargé le congrès en l'envoyant en France, attesta

la bonne opinion qu'on avait conçue de lui, et il la justifia par la conduite qu'il tint en cette occasion. Ce qui redoubla les regrets que causa la perte de cet intéressant jeune homme, c'est qu'il périt sans utilité pour son pays, et à une époque où la guerre allait cesser.

Après l'arrivée de sir Guy Carleton à New-York, la conduite des troupes britanniques fut dirigée selon les maximes que l'on venait de faire triompher dans la chambre des communes; et tous les sentimens exprimés par leur général étaient extrêmement pacifiques. Toutefois il eût été dangereux de trop se fier à ces apparences flatteuses. Un changement de ministère pouvait occasioner un changement de mesures; et d'ailleurs, les opérations militaires dans les Indes occidentales étaient de nature à exciter les craintes des Etats-Unis.

Après la reddition du lord Cornwallis, les armes de la France et de l'Espagne avaient été couronnées des plus brillans succès. Elles avaient successivement enlevé aux anglais, Demerari et Essequibo sur la Terre-Ferme, et les îles de Saint-Eustache, de Saint-Christophe, de Nevis, de Mont-Ferrat, ainsi que celles de Bahama. On avait fait d'immenses préparatifs

pour la conquête de la Jamaïque; et dès le commencement du mois d'avril, le comte de Grasse avait fait voile de la Martinique avec une puissante flotte qui portait des troupes de débarquement et de l'artillerie, destinées à agir contre cette île. Il se proposait d'opérer d'abord sa jonction avec l'amiral espagnol, Solano, qui était à l'ancre sur la côte de Saint-Domingue; mais il fut atteint par l'amiral Rodney, et engagea une action où sa flotte fut mise dans une déroute complète, et où lui-même fut fait prisonnier. Cet événement déconcerta les plans des alliés et rassura les îles anglaises. On craignit même dans les Etats-Unis, qu'il n'opérât un changement dans l'opinion des membres du cabinet britannique, au sujet de la paix, et il y accrut les inquiétudes que donnait à tous les hommes éclairés, le mauvais état des finances.

Les sommes insuffisantes que fournissaient les états entraient si lentement dans le trésor public, qu'on n'eût pu soutenir les dépenses qu'entraînaient le département de la guerre et l'administration civile, sans le grand crédit de l'administrateur des finances qui fit de fortes anticipations, et qui rendit vain tout effort pour faire employer à d'autre usage qu'à la subsistance des troupes, les fonds qui étaient

à sa disposition. On aurait peine à croire avec quelle difficulté il se procurait l'argent nécessaire pour cet objet. Au mois d'août, il n'avait pas reçu plus de quatre-vingt mille dollars. Toutes les administrations attachées à l'armée étaient dans la plus grande pénurie. On pouvait à peine ajouter quelque chose à ce qui était indispensable pour nourrir les troupes. Quant à leur solde, il était impossible de l'acquitter. Cette détresse devint encore plus sensible aux officiers, à l'arrivée des troupes commandées par le comte de Rochambeau, qui étant parti de la Virginie vers la fin de l'été, se réunit vers la mi-septembre aux troupes américaines postées sur les bords de la rivière du Nord.

On se proposait alors de licencier une partie de l'armée, mesure qui devait occasioner la retraite d'un grand nombre d'officiers. Washington écrivant à ce sujet au secrétaire de la guerre, disait: « Je ne puis m'empêcher de « redouter une réforme qui doit tomber sur « une foule d'hommes que tourmentent leurs « réflexions sur le passé et sur l'avenir, et « qui sont aigris par les besoins qu'ils éprou- « vent, et par ce qu'ils appellent l'ingrati- « tude de leurs concitoyens; sur des hommes « criblés de dettes, et qui n'ont pas même le

« peu d'argent nécessaire pour retourner dans « leurs foyers, après avoir consacré la plus « belle partie de leur vie, et même leur pa- « trimoine, à établir l'indépendance et la « liberté de leur pays, et avoir enduré tous « les maux qu'on peut souffrir sur la terre.... « Tant que nous tiendrons la campagne, on « pourra, je pense, empêcher le méconten- « tement des officiers d'éclater trop vivement; « mais je crains qu'il n'ait les suites les plus « fâcheuses, lorsque nous serons entrés en « quartier d'hiver. La paix est extrêmement « à désirer. »

La résolution qui avait été prise au mois d'octobre 1780, et qui accordait aux officiers la demi-paye pour leur vie, n'avait pour garant de son exécution, que la bonne foi du gouvernement de l'Union, qui manquait de fonds pour remplir ses engagemens. Ce n'était qu'au moyen de réquisitions faites aux gouvernemens particuliers des états, qui exerçaient seuls les droits attachés à la souveraineté, qu'il était possible de trouver des fonds pour satisfaire des créanciers qui eussent dû être si privilégiés; et le peu de succès qu'elles avaient eu dans le tems où les dangers de la guerre étaient le plus imminens, ne faisait pas espérer qu'elles dussent être fort pro-

ductives en tems de paix. A cette réflexion, qui suffisait pour détruire la sécurité qu'avait d'abord occasionée la résolution dont nous venons de parler, se joignaient d'autres considérations très-puissantes. Il paraissait que le congrès lui-même songerait peu à se mettre en état de remplir sa promesse. D'ailleurs, depuis qu'il avait pris la résolution relative à la demi-paye, les articles de confédération qui exigeaient que tout acte par lequel on disposait des deniers publics fût approuvé par neuf états, avaient été adoptés; et jamais il ne s'en était déclaré un pareil nombre en faveur de la demi-paye.

Les officiers de l'armée, lorsque cette indépendance pour le rétablissement de laquelle ils avaient versé leur sang parut assurée, et que la fin de leurs travaux approcha, examinèrent plus attentivement leur propre position; et leur inquiétude s'accrut à mesure que les négociations firent des progrès. Au mois d'octobre, les troupes françaises se rendirent à Boston où elles devaient s'embarquer pour être transportées dans les Indes occidentales; et les troupes américaines prirent leurs quartiers d'hiver. Tout semblait annoncer que le cours des opérations militaires serait entièrement suspendu; mais la disposition d'esprit

où se trouvait l'armée excitait de vives alarmes; et Washington se refusant quelques instans de distraction après de si longs travaux, résolut de ne pas s'éloigner, et de surveiller les mécontens. Dans le tems où la paix devenait si nécessaire aux Etats-Unis, des causes ignorées de presque tous les américains, et qu'il aurait été dangereux de leur faire connaître, prolongeaient les négociations en Europe. Quoique les puissances belligérantes fussent parfaitement d'accord relativement à l'indépendance de l'Amérique, leurs projets ultérieurs non-seulement différaient à quelques égards, mais étaient contradictoires.

La France et l'Espagne devaient désirer si vivement d'affaiblir une puissance orgueilleuse et rivale, qu'elles pouvaient être disposées à continuer la guerre pour dicter des conditions qui ne concerneraient point les Etats-Unis. D'autres délais provinrent de la contradiction qui se trouvait entre les prétentions respectives. Il s'agissait sur-tout des limites qui seraient assignées aux Etats-Unis, et du droit qu'ils devaient avoir à la pêche. Les cabinets de Versailles et de Madrid étaient fortement enclins à se réunir à celui de Saint-James pour prévenir toute concession importante sur ces deux points. Après une discus-

sion compliquée, et dans laquelle les plénipotentiaires américains eurent besoin de toute leur sagacité, de leur jugement et de leur fermeté, on signa, le 30 novembre, les articles préliminaires de la paix. L'étendue des concessions atteste le succès avec lequel les négociateurs parvinrent à prouver que les véritables intérêts de l'Angleterre exigeaient que les Etats-Unis fussent aussi indépendans de fait que de droit, et que toute cause de discorde disparût entre les deux nations. Il fut stipulé que les créanciers des citoyens de ces états pourraient poursuivre leurs débiteurs ; que l'on restituerait aux véritables sujets de la couronne britannique, les biens confisqués sur eux pendant la guerre, et qu'il ne se ferait plus de confiscations. L'effet de ce traité ne devait avoir lieu que lorsque la paix serait conclue entre la France et la Grande-Bretagne. Les relations qu'avaient l'une avec l'autre, Sa Majesté très-Chrétienne et Sa Majesté Catholique, ne leur permettant pas de traiter séparément, les négociations avaient été prolongées par la persévérance avec laquelle l'Espagne avait insisté sur la restitution de Gibraltar. A la fin, l'armée combinée ayant été, toute formidable qu'elle était, repoussée avec une grande perte, la place fut secourue par

le lord Howe, et les assiégeans renoncèrent à leur entreprise. Les négociations se suivirent alors avec franchise; et le 20 janvier 1783, on signa les articles préliminaires de la paix entre la France, l'Espagne et la Grande-Bretagne.

L'approche d'un événement si désiré concourut avec d'autres causes, à produire dans les Etats-Unis, une crise très-remarquable. Il y avait, ainsi que nous l'avons dit, tout lieu de craindre que le congrès n'eût ni le pouvoir ni l'intention de s'acquitter envers l'armée; et les officiers ne pouvaient considérer sans inquiétude la perspective qui s'offrait à leurs yeux. Au mois de décembre, peu de tems après être entrés en quartier d'hiver, ils adressèrent au congrès une requête relative à ce qui leur était dû, et par laquelle ils demandaient que la demi-paye qui leur avait été accordée par les résolutions du mois d'octobre 1780, fût convertie en une somme une fois payée. Ils croyaient, disaient-ils, cette mesure d'une exécution plus facile que celle qu'elle devait remplacer. Ils désiraient aussi que le gouvernement de l'Union leur donnât quelque garantie pour ses engagemens. Enfin, des officiers furent chargés de présenter la requête et de suivre l'affaire auprès du congrès.

Plusieurs membres des plus recommandables de cette assemblée étaient disposés à rendre toute justice aux créanciers de la confédération, et particulièrement à ceux dont les services militaires formaient le titre. Mais il en était aussi qui regardaient l'armée d'un œil jaloux, et qui, malgré tous leurs soins, laissaient percer leur répugnance à voir remplir fidèlement les engagemens contractés sur la foi publique. Cette question se liait à une autre d'une égale importance, et sur laquelle le congrès était divisé pareillement. Une partie des délégués ne consultaient que les intérêts de leurs états respectifs. Les autres qui avaient spécialement en vue les intérêts de la confédération, cherchaient à donner aux dettes une hypothèque solide; et les premiers s'opposaient de tout leur pouvoir à l'adoption des mesures les plus propres à faire parvenir à ce but. Le défaut d'accord sur des points si importans, était cause que l'affaire de l'armée ne marchait point. Elle était même encore indécise au mois de mars, lorsqu'on apprit officiellement que les préliminaires de la paix entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne avaient été signés. Le mécontentement devint tel alors, qu'il ne fallait qu'une faible impulsion pour jeter l'armée dans les plus grands

excès. Pour surcroît de danger, on avait accrédité l'opinion que le commandant en chef craignait, par délicatesse, d'appuyer la cause des troupes avec force. Dans les premiers jours du mois de mars, les officiers reçurent de Philadelphie une lettre où leurs commissaires annonçaient qu'ils n'avaient pas encore obtenu ce qu'ils demandaient. Le 10 de ce mois, on fit circuler un billet non signé, qui invitait les généraux et les officiers d'état-major à se trouver, le lendemain à onze heures du matin, dans un édifice public qui était désigné. On déclarait aussi qu'on attendait à ce rendez-vous, un officier de chaque compagnie, et un délégué des chirurgiens de l'armée. L'objet de la convocation devait être de prendre en considération la lettre des commissaires, et d'aviser aux mesures propres à obtenir le redressement des griefs, que jusqu'alors on avait sollicité en vain. Le même jour, on fit courir en secret un écrit anonyme, qui était rédigé de manière à irriter les passions et à faire prendre les résolutions les plus désespérées. On remarquait le passage suivant dans cette pièce qui était adressée aux officiers, et censée composée par un d'entr'eux : « Vous allez saisir enfin l'objet que « vous poursuivez depuis sept ans. Par votre

« courage et vos souffrances durant une guerre « sanglante, vous avez assuré l'indépendance « de l'Amérique ; et la paix va répandre ses « bienfaits, sur qui ? sur des concitoyens prêts « à soulager vos maux, à sentir toute l'éten- « due de votre mérite, et à récompenser vos « services ? Non ! c'est sur des hommes qui « foulent aux pieds vos droits, qui ferment « l'oreille à vos cris et insultent à vos maux. « Vos vœux et vos besoins que la reconnais- « sance et la politique auraient dû prévenir, « ne les avez-vous pas exprimés fréquemment « au congrès ? N'avez-vous pas depuis peu, « dans des mémoires où vous n'avez employé « que le langage de la modération, sollicité « de sa justice ce que vous ne pouvez plus « attendre de sa bienveillance ? Quelle ré- « ponse vous a-t-on faite ? La lettre qu'on « vous invite à prendre en considération en « dit assez.

« Si tel est le traitement que vous éprouvez, « tandis que les armes que vous tenez dans vos « mains sont nécessaires à la défense de l'Amé- « rique, que devez-vous attendre après la paix, « lorsque vous aurez déposé les instrumens de « votre gloire, et qu'il ne vous restera d'autres « marques de distinction que vos infirmités, « vos cicatrices et vos besoins ? Consentirez-

« vous à être les seules victimes de cette révo-
« lution ; et au sortir des camps, irez-vous
« vieillir dans la misère et le mépris ? Consen-
« tirez-vous à vous avilir par la dépendance,
« et ne devrez-vous qu'à la commisération, les
« restes de cette vie que l'honneur a signalée
« jusqu'ici ? Si vous pouvez y consentir, allez
« et soyez des objets de risée pour les torys,
« de mépris pour les whigs, et ce qui est pis
« encore, de pitié pour tous ! Allez mourir de
« faim dans l'oubli ! Mais si votre esprit se
« révolte à la vue de ce tableau, si vous recon-
« naissez la tyrannie sous quelque forme
« qu'elle prenne, et si vous avez le courage
« de lui résister, sortez de votre engourdis-
« sement et agissez. Passé ce moment, tout
« effort sera vain, et vos menaces n'auront pas
« plus d'effet que vos prières.

« Si votre détermination est conforme à vos
« intérêts, changez de langage. Prenez un ton
« décent, mais ferme, mais animé ; et sus-
« pectez quiconque vous conseillera d'user
« encore de modération et de montrer plus
« de longanimité. Choisissez, pour composer
« vos dernières remontrances, deux ou trois
« hommes qui sachent exprimer vivement ce
« qu'ils sentent. Qu'ils représentent avec éner-
« gie, mais sans rudesse, ce qu'a promis le

« congrès et ce qu'il a tenu, ce que vous avez « souffert, et le peu que vous avez demandé « et que vous n'avez pu obtenir; qu'ils disent « que votre parti est pris, que si la paix se « conclut, la mort seule pourra vous arracher « vos armes; que si la guerre continue, vous « inviterez votre illustre chef à vous conduire « dans quelque pays inhabité où vous pourrez « à votre tour rire des craintes de vos oppres- « seurs. Mais aussi que vos interprètes déclarent « que, si le congrès fait droit à vos plaintes, il « assurera votre bonheur et se couvrira de « gloire; qu'ils disent qu'en ce cas, vous de- « meurerez sous vos drapeaux, tant que durera « la guerre; qu'à la paix, vous rentrerez dans « l'obscurité d'une condition privée, et que « vous offrirez au monde un autre sujet d'ad- « miration, une armée qui a remporté la vic- « toire sur elle-même, non moins que sur « l'ennemi. »

Persuadés, comme les officiers l'étaient, que le gouvernement avait résolu de ne point récompenser leurs services, cette adresse éloquente et passionnée les trouva disposés à recevoir l'impression qu'elle était destinée à produire; et pour occasioner une explosion, il n'aurait fallu que cette réunion qui devait avoir lieu le lendemain. Heureusement, le

commandant en chef était au camp. Sa fermeté ne l'abandonna point dans cette crise, qui exigeait beaucoup de prudence et d'esprit de conciliation. Persuadé qu'il est plus facile de prévenir le mal que de le réparer, il résolut d'empêcher les officiers de se rendre à l'invitation qui leur avait été faite ; mais sachant aussi qu'ils étaient outrés des procédés du congrès, il jugea plus convenable de diriger que d'arrêter leurs délibérations sur ce sujet important. En conséquence, il rappela dans son ordre général, le billet anonyme, et déclara que l'honneur et l'intérêt de l'armée lui faisaient un devoir de blâmer un acte si irrégulier. En même tems, il requit les généraux, les officiers d'état-major, un officier par compagnie et un délégué des chirurgiens de se rassembler, le 15 à midi, pour entendre le rapport des commissaires députés au congrès par l'armée, et pour aviser aux mesures qui paraîtraient les plus raisonnables et les plus propres à assurer le succès de la juste demande qu'on avait faite. Le plus ancien officier supérieur devait présider l'assemblée, et rapporter au commandant en chef le résultat de la délibération. Le lendemain du jour où fut publié cet ordre, on répandit une seconde adresse anonyme, qui parut être de la même

main que la première. L'auteur feignait de croire que Washington entrait en partie dans ses vues. « Jusqu'à présent, » dit-il, « le commandant en chef a formé des vœux pour le « redressement de vos griefs. Son silence a « autorisé vos réunions, et son opinion particulière a justifié vos prétentions. Il n'aurait « pas remis, mais défendu la convocation, s'il « en avait blâmé l'objet. Les mesures que vous « prendrez n'en seront que mieux concertées, « et vos résolutions n'en auront que plus de « force. Cependant on peut conclure de la fin « de l'ordre, que le rapport qui sera fait au « quartier-général sera transmis au congrès. « C'est un motif de plus pour montrer de la « vigueur; car vous ne pouvez démentir les « récits pathétiques contenus dans vos repré- « sentations, ni révoquer en doute les tristes « prédictions de vos amis. »

Washington qui était incapable d'agir d'après des motifs blâmables, ne voulut pas qu'on se méprît à ses intentions. Le tems qui s'écoula entre son ordre et l'assemblée qu'il avait convoquée, il l'employa à faire sentir aux officiers qui jouissaient le plus de la confiance des troupes, ce qu'exigeait la conjoncture, et il fit servir toute son influence à calmer l'agitation des esprits. La convention, ou

l'assemblée des officiers se forma le 15, et fut présidée par le général Gates [1]. Le commandant en chef prononça en cette occasion, le discours suivant :

« MESSIEURS,

« Un anonyme avait tenté de vous rassem-
« bler : je laisse à votre sagesse à décider jus-
« qu'à quel point cette démarche se serait
« accordée avec tout principe de discipline
« et de bon ordre. Un écrit qui s'adressait
« moins au jugement qu'aux passions, a été
« publié dans le même tems. L'auteur peut
« s'applaudir de son éloquence, mais non de
« la pureté de ses intentions. Il n'aurait pas
« dû sur-tout rendre suspect d'avance tout
« homme qui recommanderait la patience et
« la modération, c'est à-dire, tout homme qui
« ne penserait, ni n'agirait comme pense et
« agit celui qui a composé cet écrit. Mais
« il avait un tout autre dessein dans lequel
« n'entraient ni la candeur, ni la générosité,
« ni l'amour de la patrie ; et pour faire réussir

[1] Une résolution prise l'année précédente, révoqua celle qui ordonnait d'examiner la conduite de ce général ; et par conséquent, il reprit son rang dans l'armée.

« le plus noir projet, il devait exciter les plus « odieux soupçons.

« Si je me suis opposé à la formation de « cette assemblée irrégulière et précipitée « qu'on vous avait proposée, ce n'est pas que « je ne sois enclin à vous procurer toute « facilité compatible avec votre honneur, pour « faire connaître vos griefs. Si ma conduite « n'avait pas prouvé que j'ai toujours été l'ami « de l'armée, ce serait vainement que je vou- « drais le faire croire aujourd'hui. Mais comme « j'ai été au nombre de ceux qui se sont dé- « voués les premiers à la défense de la patrie, « que je ne vous ai pas quitté un seul instant, « à moins que mon devoir ne m'appelât ailleurs, « que j'ai été constamment le témoin et le « compagnon de vos souffrances, que je n'ai « pas été le dernier à reconnaître votre mé- « rite, que j'ai considéré ma réputation comme « inséparable de celle de l'armée, que mon « cœur a toujours palpité de joie, lorsqu'on « l'a louée en ma présence, et que l'indigna- « tion s'est emparée de mon ame, lorsqu'on « a voulu en déprimer les travaux, on ne « peut supposer que j'aie de l'indifférence « pour ses intérêts. Mais quel moyen pro- « pose-t-on pour les servir? Si la guerre con- « tinue, dit l'anonyme, retirons-nous dans un

« pays inhabité, et laissons une ingrate patrie « se défendre elle-même ! Mais n'aura-t-elle « pas à défendre aussi nos femmes et nos en- « fans, que nous abandonnerons ; ou si nous « les emmenons, ne périront-ils pas de froid « et de faim dans les déserts ?

« On vous invite, si la paix se conclut, à ne « pas déposer vos armes que vous n'ayez ob- « tenu complètement justice. Cette alternative « de quitter notre patrie à l'instant où nos ser- « vices lui seraient le plus nécessaires, ou de « tourner nos armes contre elle, est révol- « tante. Celui qui la propose ne peut être un « ami de l'armée, ne peut être un ami de son « pays ; c'est plutôt un dangereux ennemi, un « émissaire de New-York, qui ne cherche qu'à « semer la discorde. Et quel honneur fait-il « à votre jugement de vous proposer des « mesures dont l'exécution est impossible ?

« Quant au conseil de soupçonner quicon- « que recommanderait la modération et la « longanimité, je le méprise, ainsi que doit « le faire tout homme qui apprécie cette li- « berté, et révère cette justice pour lesquelles « nous combattons. A quoi servirait la raison, « si l'on ne pouvait donner son avis sur une « proposition si importante, et qui pourrait « avoir les conséquences les plus funestes ? Je

« dois à mon opinion, et à ce que j'ai lieu de
« croire l'intention du congrès, de déclarer
« que je suis convaincu que cette respectable
« assemblée sent le prix des services rendus
« par l'armée, qu'elle en connaît toutes les
« souffrances, et qu'elle lui rendra toute jus-
« tice. Je ne doute pas qu'elle n'en ait fait et
« qu'elle n'en fasse l'objet de tous ses soins;
« mais comme celles de tous les corps, où il
« faut concilier une foule d'intérêts divers, ses
« délibérations sont lentes. Pourquoi cesse-
« rions-nous de lui montrer de la confiance,
« et adopterions-nous des mesures qui pour-
« raient ternir la réputation d'une armée que
« son patriotisme et son courage ont rendue
« célèbre dans toute l'Europe? Serait-ce pour
« rapprocher l'objet que nous poursuivons?
« Dans mon opinion, cela l'éloignerait tou-
« jours plus. Quant à moi, le souvenir du
« zèle et de la prompte obéissance que vous
« m'avez montrés dans toutes les circons-
« tances, et l'affection que j'ai pour une ar-
« mée que j'ai eu si long-tems l'honneur de
« commander, me forcent à déclarer solen-
« nellement que vous pouvez, autant que la
« chose sera d'accord avec mes devoirs en-
« vers ma patrie, et le respect que nous de-
« vons tous à l'autorité suprême, disposer

« entièrement de moi pour payer dignement « vos services. Mais qu'il me soit permis de « vous prier instamment de ne prendre au- « cune mesure qui puisse souiller votre gloire. « Reposez-vous sur la pureté des intentions « du congrès. Soyez persuadé qu'avant d'or- « donner votre licenciement, il fera régler ce « qui vous est dû, ainsi que le portent les « résolutions qui vous ont été lues il y a deux « jours. Je vous conjure donc, au nom de la « patrie, au nom de l'honneur et de l'huma- « nité, de repousser avec horreur des conseils « qui ne sont propres qu'à exciter la discorde « et à inonder de sang cet empire naissant. « Vous atteindrez ainsi l'objet de tous vos « vœux; vous ferez échouer les insidieux des- « seins de nos ennemis qui, ne pouvant plus « employer la force ouverte, ont recours à de « secrets artifices; vous montrerez de nou- « veau que votre patriotisme, votre patience, « votre vertu l'emportent sur cette foule de « maux qui vous assiégent; et vous ferez dire « à la postérité : Sans cette épreuve on n'au- « rait pas connu le plus haut degré de perfec- « tion où peut parvenir la nature humaine. »

Ces représentations de la part d'un homme qu'on chérissait, qu'on révérait, et auquel on obéissait depuis long-tems, d'un homme dont

le jugement, la franchise et le zèle pour les intérêts de l'armée ne pouvaient être mis en doute, ne devaient pas manquer de produire un effet irrésistible. Personne ne fut assez hardi pour contredire l'avis que Washington avait ouvert. Les officiers assurèrent au commandant en chef qu'ils répondaient vivement aux sentimens qu'il leur avait exprimés. Une commission fut chargée de présenter, dans une demi-heure, des projets d'arrêtés relatifs à l'objet de la convention. Cet ordre ayant été exécuté, l'assemblée, après en avoir délibéré, prit à l'unanimité les résolutions suivantes :

« Dès le commencement de la guerre, les « officiers de l'armée américaine se sont dé- « voués au service de leur pays, par l'effet « de leur attachement à la liberté. Rien ne « pourra leur faire souiller cette gloire qu'ils « ont acquise en répandant leur sang, et par « huit années de travaux.

« Ils déclarent que l'armée a toujours la « plus inaltérable confiance dans la justice du « congrès et dans celle de tous les citoyens. « Ils sont pleinement convaincus que les re- « présentans du peuple américain ne la licen- « cieront point que les comptes n'aient été « réglés, qu'on n'ait assigné des fonds suffi- « sans pour le paiement de ce qui est dû ; et

« les officiers s'attendent que la demi-paye, ou « un équivalent, sera comprise dans cet arran- « gement.

« Ils prient son excellence le commandant « en chef, d'écrire à son excellence le prési- « dent du congrès, pour qu'il veuille bien « presser cet honorable corps de décréter la « requête qui lui a été présentée en dernier « lieu, par des commissaires de l'armée. Une « telle décision tranquilliserait les esprits et « empêcherait de semer la discorde entre « l'autorité civile et les troupes.

« Les officiers de l'armée américaine dé- « clarent qu'ils ont entendu avec horreur, et « qu'ils rejettent avec mépris l'infame propo- « sition contenue dans un écrit anonyme qui « leur a été adressé, et qu'ils éprouvent la « plus vive indignation, à l'idée des efforts que « des inconnus ont faits pour les rassembler « d'une manière entièrement subversive du « bon ordre et de la discipline militaire.

« Les officiers remercient de la sagesse et « de la prudence qu'ils ont fait voir dans « toute leur négociation, les commissaires « qui ont présenté au congrès la dernière re- « quête de l'armée. Ils arrêtent que le procès- « verbal de l'assemblée sera transmis par le « président au major-général Mac-Dougal, qui

« est invité à continuer ses sollicitations jusqu'à « ce que l'objet de sa mission soit atteint. »

L'orage qui s'était élevé si subitement s'étant dissipé, le commandant en chef appuya de tout son crédit la demande faite par les officiers de l'armée; et bientôt une résolution que sanctionnèrent neuf états, accorda au lieu de la demi-paye pour la vie, une somme équivalente à cinq années de solde, et une fois payée. Mais l'effet de cette résolution dépendait de celui des réquisitions que le congrès devait adresser aux états respectifs.

Le traité conclu entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis n'étant qu'éventuel, rien ne garantissait la cessation absolue des calamités de la guerre, et l'on craignait infiniment que les obstacles qui s'opposaient à la pacification générale ne pussent être aplanis. Le 24 mars, toutes les craintes furent dissipées à la réception d'une lettre par laquelle le marquis de la Fayette annonçait la conclusion de la paix. L'avis, quoiqu'il ne fût pas officiel, était certain; et sur-le-champ on rappela les vaisseaux de guerre américains. Dans les premiers jours du mois d'avril, on reçut la copie d'une déclaration signée à Paris par les commissaires des Etats-Unis. Elle portait que les ratifications des articles préliminaires

du traité à conclure entre la France et la Grande-Bretagne avaient été echangées; et le 19 de ce mois, on proclama en Amérique, la cessation des hostilités [1].

[1] L'extrait suivant est tiré de l'ordre général que Washington donna le 18 avril.

« Le commandant en chef ordonne que la cessation « des hostilités entre les Etats-Unis d'Amérique et le roi « de la Grande-Bretagne soit proclamée demain à midi, « et que la proclamation soit lue demain au soir à la « tête de chaque régiment et de chaque corps de l'ar- « mée. Les chapelains rendront graces au Tout-Puissant « de ce qu'il fait tourner à sa propre gloire la colère de « l'homme, et de ce qu'il a bien voulu faire cesser le « fléau de la guerre parmi les nations. Quoique la pro- « clamation n'ait rapport qu'à la défense de tout acte « d'hostilité, et qu'elle n'annonce pas encore la paix « générale, cependant elle doit procurer une vive satis- « faction à tout homme bienveillant; car elle met fin à « une lutte aussi longue que douteuse, elle arrête l'ef- « fusion du sang humain, et semble promettre à l'hé- « misphère occidental un jour plus brillant que celui « dont il a joui jusqu'ici.

« Le commandant en chef fait à cette occasion, les « plus sincères félicitations à tous les officiers et à toutes « les troupes des Etats-Unis, en général, et en parti- « culier à ces hommes courageux qui avaient résolu de « défendre jusqu'à l'extrémité, les droits de leur pays « outragé. Couverts de lauriers, ils vont bientôt quitter « les champs de la gloire pour goûter les douceurs de « la vie civile. »

Le congrès put s'occuper alors du licenciement de l'armée. C'était une opération qui, vu le mauvais état des finances, n'était pas sans danger. Outre la somme qu'on venait de promettre aux officiers, il leur était dû sur leur paye des arrérages considérables, dont une partie leur était nécessaire pour leurs besoins les plus pressans; et le congrès était hors d'état de leur faire payer un seul mois de solde. Il avait requis pour l'année 1782, une somme de huit millions de dollars; mais il n'en était guère entré que 420,000 dans le trésor public; et les emprunts faits à l'étranger, n'avaient pas suffi pour satisfaire à des dépenses qu'il n'avait pas été possible d'éviter. A la fin de l'année, celle du surintendant des finances avait excédé la recette de 404,713 dollars, et cet excédant continuait à s'accroître [1].

Quoiqu'on eût cru devoir déclarer que les hommes engagés pour toute la durée de la guerre, ne recevraient leur congé absolu que lorsque le traité de paix définitif aurait été conclu, le commandant en chef fut autorisé

[1] Par les comptes transmis aux états respectifs, il parut que le 30 juin 1785, le surintendant des finances avait, chose étonnante, dépensé au-delà des recettes qu'il avait faites, la somme de 1,074,153 $\frac{17}{90}$ dollars.

à permettre de rester dans leurs foyers, aux sous-officiers et soldats qui n'avaient point rejoint leurs corps. Cette mesure avait pour objet de diminuer l'inconvénient de licencier une armée qui n'était pas payée. Le congrès pressa les états de procurer au surintendant des finances les sommes nécessaires pour acquitter une partie de ce qui était dû aux troupes. Mais plus le danger s'éloignait, moins on était disposé à satisfaire à ces réquisitions; et le ministre était forcé d'avoir recours à de nouvelles anticipations. Il prit des mesures pour faire payer trois mois de solde sur ses propres billets; mais avant que ceux-ci fussent prêts, le congrès ordonna d'accorder des congés. Cet ordre excita de vives alarmes. Les généraux et les officiers des corps cantonnés sur les bords de l'Hudson, se rassemblèrent, et firent passer au commandant en chef une adresse où, après l'avoir assuré de tout leur attachement pour sa personne, et avoir exprimé leur respect pour le gouvernement, ils disaient que les déclarations qu'on avait faites au sujet de leurs droits, leur avaient fait croire que leurs comptes seraient réglés et soldés avant qu'on les licenciât. Washington leur répondit sur-le-champ, que personne ne connaissant mieux que lui les

services de l'armée, personne ne pouvait non plus être plus touché des maux qu'elle avait à souffrir, ni ne désirait plus vivement de les soulager. « Quoique je ne sois que le serviteur « du public, » disait-il, « et que je ne puisse « me dispenser d'exécuter les ordres qui me « sont transmis, cependant les congés étant « toujours considérés comme des graces, le « congrès étant disposé favorablement pour les « troupes, et les deux principaux sujets de « plainte devant cesser sous très-peu de tems, « je n'hésite pas jusqu'à ce que j'aie reçu de « nouveaux ordres, à me rendre aux vœux de « l'armée, sous la réserve seulement qu'un « nombre proportionné d'officiers accompa- « gneront les hommes qui auront reçu des « congés, ou qui iront en détachement. » Les officiers furent satisfaits de cette réponse. Les mesures prises pour les congés n'excitèrent aucun murmure. Dans le cours de l'été, il fut aussi permis de rentrer dans leurs foyers, à un grand nombre d'entre ceux qui s'étaient enrôlés pour trois ans; et au mois d'octobre, le congrès déclara par une proclamation que les hommes engagés pour toute la durée de la guerre, seraient licenciés le 3 du mois de décembre.

Tandis que de vieilles troupes qui servaient

sous le commandement immédiat d'un chef ami de sa patrie ; montraient les plus heureuses dispositions, le gouvernement était exposé aux outrages d'une poignée de recrues. Environ huit cents hommes de l'état de Pensylvanie, étaient en garnison à Lancaster. S'étant révoltés contre leurs officiers, ils se rendirent à Philadelphie, dans le dessein d'obtenir le redressement de leurs griefs. Arrivés sans obstacle dans cette ville, ils furent joints par d'autres troupes ; et les mutins se trouvèrent alors au nombre d'environ trois cents hommes. Ils se portèrent en ordre de bataille vers l'édifice où siégeaient le congrès et le conseil exécutif de la Pensylvanie. Après avoir placé des sentinelles à toutes les portes, ils adressèrent au président et au conseil de l'Etat, un message par lequel ils menaçaient de se livrer à toute leur fureur, si dans vingt minutes on n'avait pas satisfait à leur demande. Quoique le congrès ne fût pas l'objet particulier du ressentiment de ces brigands, il fut grossièrement insulté et bloqué durant trois heures. Ce corps parvint enfin à se séparer, après avoir désigné Princeton pour le lieu où il se rassemblerait. Le commandant en chef, en apprenant cette révolte, détacha quinze cents hommes, à la tête desquels il

plaça le major-général Howe. Washington exprima toute son indignation dans la lettre qu'à cette occasion il écrivit au président du congrès. Il y mit la conduite des mutins de la Pensylvanie en parallèle avec celle de ces vétérans qui avaient si patiemment enduré les extrémités du froid et de la faim, qui avaient versé leur sang, et qui venaient de se retirer paisiblement, sans que leurs comptes eussent été réglés, et sans avoir un denier[1] dans leur poche.

Avant que le détachement pût être arrivé à Philadelphie, les troubles avaient été presque entièrement appaisés, et sans effusion de sang. Cependant le congrès ordonna au major-général Howe, de continuer sa marche, afin qu'on pût prendre des mesures pour mettre en jugement ceux qui avaient eu le plus de part à la sédition, et pour désarmer les autres.

Washington consacra à des objets d'une grande importance, le tems qui s'écoula entre la réception du traité conclu avec la Grande-Bretagne, et celui où ce général fut rendu à la vie privée. L'indépendance étant assurée, il s'efforça de lire dans l'avenir, pour savoir quelles seraient les destinées de son pays. Elles

[1] Farthing.

devaient nécessairement dépendre du système qu'on adopterait au retour de la paix. Parmi les sujets qu'à cette époque réclamait l'attention du congrès, était le futur établissement militaire des Etats-Unis. L'expérience du commandant en chef pouvant lui suggérer les idées les plus utiles sur ce point, le comité qui s'en occupait le pria de les lui communiquer. Sa réponse sera long-tems digne de l'attention de tous ceux à qui les interêts des Etats-Unis pourront être confiés. Washington jugeait qu'une milice bien organisée serait ce qui pourrait le mieux assurer la tranquillité de son pays, et le faire respecter des étrangers.

Le 25 novembre 1783, les troupes anglaises évacuèrent New-York, et un détachement de l'armée américaine en prit possession. Des gardes ayant été postées pour la sûreté des habitans, le commandant en chef, accompagné du gouverneur de l'Etat [1], et suivi de beaucoup d'officiers civils et militaires, ainsi que d'un grand nombre de citoyens, tous à cheval, fit son entrée publique dans cette ville, où il fut reçu avec toutes sortes de marques de respect. Il était alors sur le point de se dépouiller du commandement suprême;

[1] M. Clinton.

mais il voulait auparavant prendre congé de ses frères d'armes.

Cette touchante entrevue eut lieu le 4 décembre, à midi. Les principaux officiers de l'armée se réunirent à l'hôtel de France, et bientôt après, le commandant en chef parut au milieu d'eux. Son émotion était trop vive pour qu'il pût la cacher. Ayant rempli un verre, il se tourna vers l'assemblée, et dit : « C'est le cœur plein des sentimens d'amitié et « de reconnaissance que vous m'avez inspirés, « que je prends congé de vous. Je désire ar- « demment que les dernières années de votre « vie soient aussi heureuses que les premières « ont été glorieuses. » Après avoir vidé le verre, il continua ainsi : « Je ne puis aller vers « chacun de vous pour vous faire mes adieux ; « mais je vous serai obligé si vous voulez venir « tous successivement me serrer la main. » Le général Knox qui était le plus près, se présenta aussitôt. Hors d'état de proférer une seule parole, Washington lui prit la main et l'embrassa. Il en fit autant à tous ceux qui suivirent. Des larmes brillaient dans tous les yeux ; et cette scène touchante fut accompagnée d'un silence qui en augmenta la dignité. Au sortir de la maison, Washington passa entre les rangs de l'infanterie légère, et

et se rendit à Whitehall, où une barque l'attendait pour le transporter à Powles-Hook. Les officiers, gardant toujours un silence profond, lui firent cortège. Leur maintien annonçait un mélange de plaisir et de tristesse, dont aucune expression ne pourrait donner une idée véritable. Entré dans la barque, Washington se tourna vers ceux qu'il venait de quitter; et agitant son chapeau qu'il tenait élevé en l'air, il leur fit de silencieux adieux. Ils lui répondirent de la même manière; et lorsque la barque se fut éloignée, ils retournèrent, dans le même ordre qu'ils étaient venus, et toujours en silence, à la maison où ils s'étaient rassemblés.

Le congrès tenait alors ses séances à Annapolis dans le Maryland. Washington s'y rendit pour déposer entre les mains de ce corps l'autorité qu'il lui avait conférée [1]. Il y arriva

[1] Philadelphie se trouvant sur son chemin, Washington y passa quelques jours pour arrêter ses comptes avec le contrôleur. Les détails qu'on va lire, nous ont été fournis par M. Gordon. « Pendant son séjour à « Philadelphie, » dit cet historien, « Washington re- « mit au contrôleur ses comptes écrits de sa main, et « se terminant au 13 décembre. Toutes les recettes, « toutes les dépenses y étaient notées avec un tel soin, « qu'il fut extrêmement facile de les apurer.

« Les articles suivans ont été copiés sur un livre ma-

le 19 décembre. Le lendemain, il fit part de son dessein à l'assemblée, et lui demanda si elle voulait recevoir sa démission verbale-

« nuscrit et in-folio, qui se trouve sous le n.° 3,700, au « bureau de la trésorerie, livre qui, ainsi que les pièces « justificatives, est contenu dans un coffre d'étain, cou- « vert en noir et fermant à clef.

« Total des dépenses, depuis l'année 1775 jusqu'à « l'année 1783, non compris les objets reçus en nature, « tels que vivres et vins, etc. 3,387 l. 14 s. 4 d.

« Dépenses secrètes,	1,982	10	0
« Déplacemens et voyages,	1,874	8	8
« Dépenses diverses,	2,952	10	1
« Dépenses faites en dollars « conformément à l'échelle de « dépréciation,	6,114	14	0
Total,	16,311	17	1

« Les deux cents guinées avancées au général Mac- « Dougal, ne sont pas comprises dans les 1,982 l. 10 s.; « mais elles se trouvent dans un autre article, et font « partie de la somme totale.

« 104,364 dollars ont été touchés depuis le mois de « mars 1780; et, quoique reçus sur le pied de quarante « pour un, un grand nombre n'ont pu être passés à « cent pour un. En conséquence, 27,775 dollars sont « rendus sans rien déduire du compte susdit, et l'on « en fait présent au public.

« Compte du général Washington depuis le mois de

ment ou par écrit. Le congrès, pour donner plus de solennité à cet acte, résolut de recevoir le général, le 23 à midi. La galerie se

« juin 1775, jusqu'à la fin de » juin 1783,	16,311 l.	17 s.	1 d.
« Dépenses depuis le 1.er « juillet 1783, jusqu'au 13 dé- « cembre de la même année,	1,717	5	4
« Plus,	213	8	4
« Frais de voyage de mistriss « Washington pour visiter son « époux,	1,064	1	0
Total,	19,306	11	9
« Billets d'état de la Virginie « et du Massachussetts,	14,479	18	9 ¾

« Le général avait inséré dans son compte, la re- « marque suivante : Je trouve que je perds considéra- « blement, mes dépenses excédant et mes recettes, et « les sommes que j'avais par-devers moi; car outre « l'argent que j'ai apporté à Cambridge en 1775, j'ai « touché particulièrement différentes sommes en 1777 « et depuis, sommes qui, à très-peu de chose près, ont « été employées au service public. Je pense que le grand « nombre de mes occupations (car je ne puis expliquer « autrement ce *deficit*) m'auront fait oublier de noter « cette dépense, quoique j'aie soigneusement indiqué « toutes les sommes que j'ai reçues.

« Le 1.er juillet 1783. »

trouva remplie de spectateurs, à l'heure fixée pour une cérémonie si propre à rappeler tout ce qui s'était passé depuis l'époque où la commission qui allait être remise avait été donnée. Un grand nombre de personnages respectables, parmi lesquels étaient les membres de l'assemblée législative et du conseil exécutif du Maryland, plusieurs officiers-généraux, et le consul général de France, furent admis dans le parquet. Les représentans de la souveraineté de l'Union demeurèrent assis et couverts, et les spectateurs debout et découverts. Le secrétaire introduisit le général, et le conduisit à un siége qui lui avait été préparé. Après quelques instans, on demanda du silence; et bientôt le président [1], dit à Washington que « Les Etats-Unis assemblés en « congrès étaient prêts à entendre ce qu'il « avait à leur communiquer. » Le général se leva, et avec une dignité naturelle que rendait encore plus imposante, l'acte même qu'il allait faire, il prononça le discours suivant :

« Monsieur le président,

« Les grands événemens desquels dépendait ma démission étant enfin arrivés, j'ai

[1] Le général Mifflin.

« l'honneur de présenter mes sincères félicita-
« tions au congrès. Je lui rends en même tems
« le dépôt qu'il m'a confié, et je le prie de
« permettre que je me retire du service de
« mon pays.

« Charmé de voir les Etats-Unis devenir
« une puissance respectable, de voir conso-
« lidées notre indépendance et notre liberté,
« je remets une commission que je n'ai ac-
« ceptée qu'avec une défiance que m'ont fait
« surmonter la justice de notre cause, l'appui
« des dépositaires de l'autorité suprême de
« l'Union, et la puissante protection du ciel.
« L'heureux succès de la guerre a comblé
« toutes nos espérances; et plus je me rappelle
« les diverses circonstances de cette lutte ter-
« rible, plus je rends hommage à la divine
» Providence, et plus je reconnais l'efficacité
« des secours que j'ai reçus de mes conci-
« toyens.

« Je me croirais coupable, si en déclarant
« tout ce je dois à l'armée en général, j'omet-
« tais de parler plus particulièrement des ser-
« vices et des talens distingués des officiers
« qui ont été attachés à ma personne durant
« le cours de la guerre. Il était impossible
« que le choix de ceux qui ont composé mon
« état-major, fût plus heureux qu'il ne l'a été.

« Qu'il me soit aussi permis, monsieur le Prési-
« dent, de recommander plus spécialement
« aux bontés du congrès, les militaires qui ont
« servi depuis le commencement de la guerre.

« Je regarde comme un devoir indispen-
« sable, de terminer ce dernier acte de ma
« vie publique, en priant le Tout-Puissant de
« veiller sur notre chère patrie, et de prendre
« sous sa sainte garde ceux auxquels les in-
« térêts en sont confiés.

« Etant ainsi parvenu au terme des travaux
« dont j'ai été chargé, je me retire du grand
« théâtre des affaires, et faisant d'affectueux
« adieux à cet auguste corps, sous l'autorité
« duquel j'ai commandé si long-tems, je lui
« remets ma commission, et je renonce à toute
« fonction publique. »

Washington s'étant approché du bureau, déposa l'original de cet acte ; et lorsqu'il eut repris sa place, le président lui adressa le discours suivant, qu'il entendit debout.

MONSIEUR,

« Les Etats-Unis assemblés en congrès
« reçoivent avec une émotion trop vive pour
« être bien exprimée, la remise solennelle
« que vous lui faites, de cette commission en
« vertu de laquelle vous avez guidé nos armées

« durant une guerre aussi dangereuse que « longue. Appelé par votre patrie à la défense « de ses droits, vous avez accepté cet hono- » rable emploi avant qu'elle eût formé des « alliances, et à une époque où elle manquait « de fonds et de gouvernement pour vous se- « conder. Vous avez fait, durant cette grande « contestation, briller votre sagesse et votre « courage, sans méconnaître un instant les « droits de l'autorité civile. C'est vous qui, pos- « sédant la confiance et l'estime de vos conci- « toyens, leur avez fait déployer leur génie « militaire, et acquérir un nom digne d'être « transmis à la postérité. Vous avez persévéré « dans cette entreprise jusqu'à ce que les « Etats-Unis, soutenus par la Providence, et « aidés par un monarque et par une nation « magnanimes, aient assuré leur indépen- « dance et leur liberté. Heureux événement « qui nous fait joindre sincèrement nos féli- « citations aux vôtres !

« Après avoir défendu l'étendard de la « liberté dans le Nouveau Monde, après avoir « donné une leçon utile aux oppresseurs et « aux opprimés, vous vous retirez du grand « théâtre des affaires, emportant avec vous « les bénédictions de vos concitoyens ; mais « la gloire que vos vertus vous ont acquise

« ne cessera pas avec votre commandement
« militaire; elle enflammera les générations les
« plus éloignées.

« Nous reconnaissons comme vous tout ce
« que nous devons à l'armée, et nous nous
« chargeons des intérêts de tous les officiers
« qui ont accompagné votre personne, jusqu'à
« ce moment si attendrissant.

« Nous nous joignons à vous pour supplier
« le Tout-Puissant de protéger notre chère
« patrie, et de disposer tellement l'esprit et le
« cœur de nos concitoyens, qu'ils parviennent
« à former une nation heureuse et respectée.
« Nous lui adressons aussi les plus ardentes
« prières pour qu'il veille sur vos jours, pour
« qu'il vous conserve une vie qui nous est si
« précieuse, pour que votre félicité soit égale
« à votre gloire, et pour qu'il vous accorde
« enfin cette récompense qu'on ne peut trouver
« dans ce monde. »

Cette scène que rendaient si touchante, et ceux qui en étaient les acteurs, et les grands événemens qu'elle rappelait dans la mémoire, étant terminee, le général américain sortit de la salle du congrès, laissant les spectateurs dans le silence et l'admiration. Il se retira au Mont-Vernon; et l'amour et l'estime de ses concitoyens l'y suivirent. Libre des devoirs

et des inquiétudes inséparables d'un poste élevé, il se livra avec joie aux occupations de la vie privée dont il goûta les douceurs. A l'ombre de cette retraite, sous la protection d'un gouvernement libre, et l'heureuse influence de lois égales et sages, il se flatta de jouir de cette félicité qui est la récompense d'un homme en paix avec lui-même.

FIN DU QUATRIÈME VOLUME.

TABLE

DES CHAPITRES

Contenus dans ce volume.

CHAPITRE PREMIER. Une flotte française commandée par le comte d'Estaing, se présente sur la côte de la Virginie. — Le comte d'Estaing est forcé de renoncer au dessein de combattre la flotte anglaise à New-York. — Il se retire à Rhode-Island, et arrive par le travers de New-Port. — Il remet à la voile pour attaquer le lord Howe qui parait à la hauteur de Rhode-Island. — Le général Sullivan met le siége devant la ville de New-Port. — Les deux flottes ennemies sont dispersées par la tempête. — Le comte d'Estaing retourne à New-Port; et, malgré les instances du général Sullivan, il fait voile pour aller réparer ses vaisseaux à Boston. — Levée du siége de New-Port. — Combat entre l'armée de Sullivan et l'armée anglaise. — Sullivan se retire sur le continent. — Dans un de ses ordres généraux, cet officier se sert d'expressions qui blessent le comte d'Estaing. — L'amiral français témoigne à ce sujet, son mécontentement au congrès. — Le général Washington s'efforce d'étouffer cette affaire, et y parvient. — Le lord Howe se démet du commandement de la flotte anglaise. — Le régiment du colonel Baylor est surpris. — Le colonel Donop est attaqué et défait par le colonel Butler. — Expédition des anglais contre Egg-Harbour. — Le comte Pulasky est surpris, et l'infanterie qu'il commande est taillée en pièces, Page 1

CHAP. II. Arrivée des commissaires de S. M. B. — Proposition d'accommodement. — Réponse du congrès.

—Tentatives faites par M. Johnstone pour corrompre les principaux membres de ce corps.—Le congrès ordonne la publication des lettres écrites par ce commissaire.—Manifeste des commissaires britanniques et contre-manifeste du congrès.—Arrivée de M. Gérard de Rayneval, ministre plénipotentiaire de sa majesté le roi de France. — Réception de ce ministre par le congrès. — Actes d'hostilité commis par les indiens. — Le colonel J. Butler pénètre dans les établissemens de Wyoming, à la tête d'un parti d'indiens. VII Perfidie de cet officier envers le colonel Zebulon-Butler. — Siége de Kingston par les indiens. — Cette ville se rend, et les indiens en massacrent la garnison et les habitans. — Wilksboroug se soumet aussi et éprouve le même traitement. — Maux soufferts par les habitans du Wyoming.—Le colonel Alden se laisse surprendre, et est tué, ainsi que plusieurs hommes de son détachement. — Le colonel Clark surprend Saint-Vincent et s'en rend maître. — Le congrès forme la résolution d'attaquer le Canada et les autres possessions britanniques du nord de l'Amérique. — Le général Washington combat ce projet. — Ce général a une entrevue avec un comité du congrès, et persuade à l'assemblée de renoncer à cette entreprise, Page 54

Chap. III. Divisions dans le congrès. —Etat des affaires publiques. —Invasion de la Géorgie. —Le major-général Robert Howe est défait par les anglais sous le commandement du colonel Campbell, qui s'empare de Savannah. —Sunbury se soumet au général Prevost. — Reduction de la Géorgie. — Le général Lincoln prend le commandement de l'armée du sud. — Le major Gardner est défait par le général Moultrie. — Les torys se soulèvent dans la Caroline du sud. — Ils

sont battus par le colonel Pickens. — Le général Ash est surpris et défait par le général Prevost. — Prevost force Moultrie à faire retraite. — Lincoln attaque les anglais au bac de la Stono, mais sans succès. — Le général Mathews envahit la Virginie, Page 95

Chap. IV. Mécontentement d'une partie de l'armée américaine. — Lettre écrite par Washington, à ce sujet. — Le colonel Van-Schaick surprend et détruit une bourgade indienne. — Expédition du général Sullivan contre les établissemens des indiens. — Force et position des armées respectives. — Le fort la Fayette se rend aux anglais. — Invasion du Connecticut. — Le général Vayne s'empare de la pointe Stony. — Expédition du colonel Mac-Lean contre Penobscot. — Le major Lee surprend le poste anglais de Penobscot, et en fait prisonnière la garnison, 130

Chap. V. Prise de Sainte-Lucie par les anglais. — Prise de Saint-Vincent et de la Grenade par les français. — La flotte commandée par le comte d'Estaing aborde sur la côte de la partie méridionale des Etats-Unis. — Siége de Savanuah par les armées combinées. — Tentative inutile pour donner l'assaut à la place. — Levée du siége. — Victoire remportée sur les indiens par Sullivan. — L'Espagne offre sa médiation aux puissances belligérantes. — Guerre entre l'Espagne et la Grande-Bretagne. — Lettre de Washington au congrès. — L'armée américaine entre en quartier d'hiver, 170

Chap. VI. Sir Henry Clinton fait investir Charlestown. — Le lieutenant-colonel Tarleton est battu par le lieutenant-colonel Washington. — Opinion du général Washington sur la défense de Charlestown. — Tarleton surprend et défait, au Monk's-Corner, un corps de troupes américaines. — La garnison du fort Moultrie se rend et est faite prisonnière. — Le colonel White

est battu par Tarleton.—Le général Lincoln capitule. —Défaite de Burford.— Sir Henry Clinton organise le gouvernement de la Caroline méridionale et de la Géorgie. — Le commandement de l'armée du sud est confié au général Gates. — Ce général est battu près de Camden, par le lord Cornwallis. — Le baron de Kaelb est tué. — Succès et défaite du général Sumpter, Page 201

Chap. VII. Disette dans les camps des américains. — Expédition contre Staten-Island. — Réglement de finances. — Envoi de membres du congrès au camp de Washington. — Le général Knyphausen entre dans le Jersey. — Mort de mistriss Caldwell. — Sir Henry Clinton retourne à New-York. — Escarmouche à Spring-Field. — M. de la Fayette annonce que la France fait passer des secours aux américains. — Efforts que font le congrès et le commandant en chef, pour recruter l'armée. — Lenteur des états particuliers. — Arrivée d'un armement français sur la côte du Rhode-Island. — Plan d'opérations éventuelles. — Sir Henry Clinton s'embarque pour se rendre à New-Port. — Washington marche contre New-York. — Retour de sir Henry Clinton. — On renonce à l'entreprise formée contre New-York. — Supériorité des anglais, sur mer. — Plans de campagne abandonnés, 244

Chap. VIII. Trahison et fuite d'Arnold. — Procès et exécution du major André. — Diversité d'opinions dans le congrès. —Réflexions de Washington sur l'état des affaires publiques. — Actes relatifs à l'armée. — Destruction des magasins formés à Coram par les anglais. — L'armée américaine entre en quartier d'hiver.—Le major Carlton fait une irruption dans le New-York. — Etat des affaires en Europe, 290

Chap. IX. Opérations militaires dans la Caroline du sud, et dans la Géorgie. — Défaite de Fergusson. — Le lord Cornwallis entre dans la Caroline du nord. — Il en retire ses troupes. — Le major Wemys est battu par Sumpter. — Le général Greene est nommé commandant de l'armée du sud. — Il arrive au camp et détache Morgan vers la Catawba. — Bataille de la Cowpens. — L'armée américaine est poursuivie à travers la Caroline du nord et la Virginie. — Le lord Cornwallis se retire à Hillsborough. — Greene passe de nouveau la Dann. — Parti de loyalistes taillé en pièces. — Bataille de Guilford. — Le lord Cornwallis se retire aux moulins de Ramsay, puis à Wilmington. — Greene s'avance jusqu'à ces moulins, avec la résolution de pénétrer dans la Caroline du sud. — Le lord Cornwallis se détermine à marcher vers la Virginie, Page 526

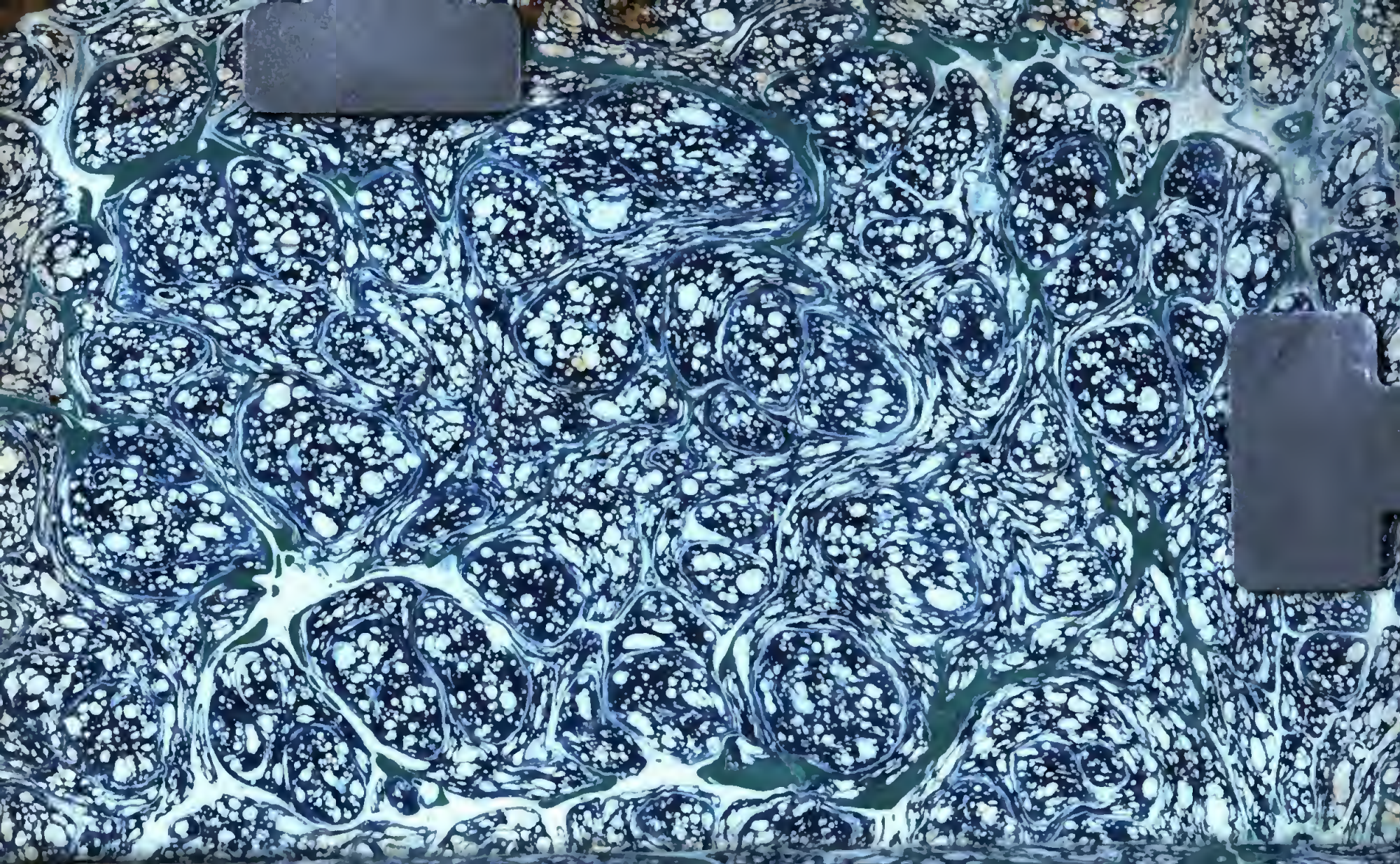
Chap. X. Arnold pénètre dans la Virginie et détruit les magasins de Richmond. — Il se retire à Portsmouth. — Mutinerie dans les troupes de ligne de la Pensylvanie. — Sir Henry Clinton cherche à négocier avec les mutins. — Ceux-ci traitent avec l'autorité civile. — Mutinerie dans les troupes de ligne du Jersey. — Mission du colonel Laurens en France. — Propositions faites à l'Espagne. — Recommandations au sujet d'un droit sur les marchandises importées ou prises sur l'ennemi. — Réforme dans l'organisation de diverses branches de l'autorité exécutive. — Système de confédération adopté. — Opérations militaires. — Le marquis de la Fayette se rend dans la Virginie. — M. Destouches fait voile pour la baie de Chesapeak. — Opérations de l'armée britannique dans la Virginie. — Le lord Cornwallis arrive dans cet état. — Il serre de près M. de la Fayette, sur la Rapidanna.

— M. de la Fayette opère sa jonction avec Wayne. — Le lord Cornwallis se retire dans les comtés inférieurs.—Lettres du général Washington interceptées. — Action près de James-Town, Page 388

Chap. XI. Etat des affaires au commencement de l'année 1781.—Nomination d'un surintendant des finances.— Plans tracés par Washington pour attaquer New-York. — Le comte de Rochambeau marche vers la rivière du Nord. — Prochaine arrivée du comte de Grasse. — Plan d'opérations contre le lord Cornwallis.—Combat Naval. — Les armées combinées marchent vers la baie de Chesapeak.—Expédition d'Arnold contre New-London.—Investissement d'York-Town.—Reddition de l'armée commandée par le lord Cornwallis ; 441

Chap. XII Le général Greene investit Camden. — Bataille d'Hobkirk's-Hill. — Prise de plusieurs postes anglais. — Le lord Rawdon se retire dans la partie inférieure du pays. — Le général Greene investit Ninety-Six. — Il est repoussé, et se retire. — Mouvemens des armées respectives. — Suite des opérations militaires. — Bataille d'Eutaw. —L'armée britannique fait retraite du côté de Charlestown, 498

Chap. XIII. Préparatifs pour une autre campagne. — Actes du parlement britannique. — Dispositions pacifiques annoncées par la conduite du général Carleton. — Négociations de paix. — Articles préliminaires et éventuels dont conviennent les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. — Mécontentement de l'armée américaine. — Lettres anonymes. —Mesures prises pour licencier l'armée. — Mutinerie des troupes réglées de la Pensylvanie. — Conclusion de la paix. —Evacuation de New-York. —Washington quitte le commandement et se retire au Mont-Vernon, 549

FIN DE LA TABLE DES CHAPITRES.

349220